DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12709 – 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – DIMANCHE 8-LUNDI 9 DÉCEMBRE 1985

Londres dans la « guerre des étoiles »

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont conclu, le vendredi 6 décembre, à Londres, un accord de principe sur la participation britannique au programme de l'Initiative de défense stratégique (IDS) lancée par le président Reagan.

De notre correspondant

Londres. – La cérémonie a été discrète : rares sont ceux qui, à Londres, se félicitent sans réserve de l'événement. Négocié avec quelques difficultés depuis de longs mois, cet accord anglo-américain soulève critiques et protestations, tant parmi ceux qui en étaient résolument partisans que parmi ceux qui l'ont toujours dénoncé. Les premiers sont déçus parce que l'on sait que le document (dont le contenu exact ne sera pas révélé) ne comporte aucun engagement précis de la part des Etats-Unis sur le nombre et le montant des contrats qui pourront être passés avec les laboratoires et entreprises britanniques. Les seconds contestent plus que jamais le bien-fondé de la démarche, et soulignent les risques qu'elle fait peser sur les rapports Est-Ouest, notamment dans la mesure où elle peut hypothéquer les espoirs d'amélioration nés de la récente rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève.

L'opposition souligne que, tout en étant loin d'être sûre d'être payée de retour, la Grande-Bretagne apporte un appréciable soutien à la politique de la Maison Blanche. Et que le gouvernement de Mme Thatcher fournit ainsi, une nouvelle fois, la preuve d'un alignement jugé excessif sur les positions américaines, en particulier au lendemain de la décision britannique de quitter l'UNESCO, selon le vœu de Washington. Le leader du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, a qualifié cet accord de *« dangereux et trompeur »*, et a vu en lui un *« élément gravement perturbateur »* dans les relations internationales.

Jusqu'au dernier moment, M. Heseltine, ministre britannique de la défense, a tenté de prolonger la discussion pour obtenir de son collègue américain, M. Weinberger, une garantie écrite sur l'ampleur de la participation britannique. M. Heseltine désirait la fixation préalable d'un marché global d'environ 1,5 milliard de livres (près de 17 milliards de francs) et une indication sur les possibilités de financement partiel par les Etats-Unis des travaux de recherche confiés aux firmes ou aux universités britanniques.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 5.)

LE GOUVERNEMENT, LE PS ET LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

M. Fabius isolé et pardonné

Dès son retour des Antilles, M. François Mitterrand a reçu, ce samedi 7 décembre à l'Elysée, M. Lionel Jospin. Le deuxième « banquet des mille pour la victoire en 86 », organisé à Château-Chinon, a été l'occasion pour le premier secrétaire du PS et M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, de critiquer implicitement M. Fabius.

L'un et l'autre ont ainsi fait apparaître l'isolement du premier ministre chez les socialistes.

Toutefois, M. Mitterrand a déclaré, au journal de la mi-journée, sur TF1, samedi : « Pourquoi voulez-vous que je me prive d'un bon gouvernement et d'un bon premier ministre ? Il y a une harmonie d'ensemble entre lui et moi. »

De notre envoyé spécial

Château-Chinon. – Pas de chance, décidément. Le premier « banquet des mille » organisé par les socialistes à Issy-les-Moulineaux, le 17 septembre, était tombé en pleine affaire Greenpeace. Deux mois et demi plus tard, à Château-Chinon, c'est la « crise » Mitterrand-Fabius qui empoisonne l'atmosphère.

Dans le berceau du mitterrandisme, en présence de l'épouse du président de la République, de plusieurs de ses ministres, de M. Roger Hanin, ils sont bien un millier, venus *« parce qu'il ne faut pas désespérer »*, affirme un militant. Venus aussi communier dans la fidélité à celui qui puisa ses forces au cœur du Morvan avant de conquérir la France, comme le dit son successeur à la mairie de Château-Chinon.

Mais, ce vendredi précisément, dans ce gymnase pavoisé de tricolore, autre chose se joue qu'une grand-messe bon enfant : ni M. Jospin, ni M. Bérégovoy, venu en voisin de Nevers, ni M. Eugène Teisseire, député de la Nièvre, ni M. Philippe Graillot, maire de Montigny-aux-Amoges, organisateur du banquet n'ont fait applaudir M. Fabius. Tout au plus M. Bérégovoy a-t-il fait référence à l'œuvre des gouvernements Mauroy et Fabius ; M. Jospin, lui, a évoqué en une phrase le meeting commun qu'il avait récemment animé avec le premier ministre.

Chaque mot d'hommage au président semble sonner comme un reproche à l'égard du premier ministre. M. Teisseire s'en rend-il compte quand il salue les *« vieux compagnons de toujours, toujours présents aux moments difficiles »* ?

J.-L. A.

(Lire la suite page 7.)

ET MOI JE TE DIS QU'IL EST INFAILLIBLE !

LE MESSAGE FINAL DU SYNODE

« Approfondir l'esprit de Vatican II »

C'est par un message adressé à toute l'Eglise et au « peuple de Dieu » que les 165 Pères du synode ont mis fin, le samedi 7 décembre à Rome, à leurs travaux. Deux discours du Pape étaient cependant encore attendus, samedi et dimanche matin à la basilique Saint-Pierre, pour la cérémonie de clôture.

De notre envoyé spécial

Rome. – *« Nous avons unanimement partagé la conviction que le concile Vatican II est un don de Dieu à l'Eglise et au monde »*, affirme, dès le début, le message final des évêques : *« Ne nous arrêtons pas aux erreurs, aux confusions, aux fautes qui ont occasionné des souffrances au sein du peuple de Dieu. L'Eglise trouve aujourd'hui dans le concile la lumière et la force que le Christ a promis de donner aux siens à chaque âge de l'histoire. »*

Après cette proclamation de fidélité, le texte des Pères du synode insiste sur la nécessité d'une redécouverte par tous les chrétiens du sens du *« mystère »* qui était déjà contenu dans le chapitre premier de la constitution centrale du concile sur l'Eglise *Lumen Gentium* : *« Nous sommes conscients que l'Eglise ne peut se renouveler que si s'approfondit dans l'âme des chrétiens cette note spirituelle de mystère... Il est nécessaire de comprendre ainsi la réalité profonde de l'Eglise et de se garder en conséquence des méprises sociologiques ou politiques sur sa nature. Nous poursuivrons sans relâche notre recherche de l'unité des chrétiens. »*

Les catholiques sont plus généralement invités *« à mieux connaître le concile Vatican II. »*. Ils sont appelés à redoubler d'effort car *« dans le même temps où, parmi les jeunes surtout, s'exprime une ardente soif de Dieu, un accueil renouvelé du concile peut plus profondément encore rassembler l'Eglise dans sa mission d'annoncer au monde la Bonne Nouvelle »*.

Les évêques du synode sont convaincus de la nécessité d'*« approfondir l'esprit de Vatican II pour faire face aux nouveaux défis du monde »*, qu'ils énumèrent ainsi : *« le manque de respect pour la vie humaine, la suppression des libertés civiles et religieuses, le mépris des droits de la famille, la discrimination raciale, les déséquilibres économiques, les endettements insurmontables, les problèmes de la sécurité internationale et de la course aux armements les plus destructeurs et terrifiants »*.

Un appel est enfin lancé pour une préparation active du prochain synode qui, en 1987, portera sur le thème de l'engagement des laïcs.

H. T.

Au secours ! La campagne commence dans LE MONDE AUJOURD'HUI

16 mars 1986. Cent jours : le compte à rebours a commencé. Les « parachutés » se préparent à plonger sur l'objectif ; les états-majors mettent la dernière main à des listes avec femmes-alibis ; les familles, les clans, les groupes d'intérêt, s'installent en ordre de bataille. Le Parti socialiste fait contre mauvaise fortune bon cœur et affiche l'humour.

Les Français moins pessimistes

L'enquête de l'INSEE auprès des ménages indique que ceux-ci sont plus confiants dans l'avenir. Une seule exception : les agriculteurs.

PAGE 13

Les assises de Banlieues 89

Pour un « Grand Paris » aux dimensions de l'Europe.

PAGE 8

Jean-Pierre Vincent quitte la Comédie-Française

L'administrateur de la maison de Molière, fatigué par les contradictions de la troupe, veut se consacrer à la mise en scène.

PAGE 9

RFA : un ministre en baskets

Joshka Fischer, forte tête parmi les Verts entre dans le gouvernement régional de Hesse.

PAGE 4

Le Monde RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants

PAGE 12

Chronologie

Les événements de novembre

Pages X et XI du supplément *Monde Aujourd'hui*

Etranger (3 à 5) ● Politique (6 et 7) ● Société (7 et 8) ● Culture (9) ● Economie (13 à 15) ● Programmes des spectacles (10) ● Radio-télévision (11) ● Informations services : Météorologie (11) ● Mots croisés (11) ● Carnet (8)

L'attentat de Liège

Une recrudescence de violence terroriste frappe la Belgique. L'attentat commis, le vendredi 6 décembre, à Liège, choque particulièrement l'opinion : c'est le premier dans cette ville jusqu'à présent épargnée, et, pour la seconde fois depuis que la campagne d'attentats à l'explosif touche le pays, il a provoqué la mort d'un homme.

A quelques minutes près, le nombre des victimes aurait pu être beaucoup plus élevé. C'est le ministre de la justice, M. Jean Gol, qui paraissait visé.

Cette action meurtrière n'avait pas encore été revendiquée samedi en fin de matinée. Ce point intrigue les responsables de la sécurité, car il est en contradiction avec les pratiques antérieures des Cellules communistes combattantes – qui dans le passé ont ouvertement assumé la responsabilité de leurs actes terroristes.

(Lire nos informations page 5.)

LES AFFRONTEMENTS ENTRE SANDINISTES ET « CONTRAS » A LA FRONTIÈRE DU NICARAGUA

Le Honduras dans l'engrenage

L'utilisation de missiles par la Contra et le soutien de plus en plus actif, selon Washington, des conseillers cubains à Managua, accroît la tension entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Le Honduras, allié américain, a lui de plus en plus de mal à contrôler les activités antisandinistes sur son territoire, où transite une grande partie de l'aide fournie par Washington.

De notre envoyé spécial

Cifuentes. – Un torrent aux eaux bondissantes, le long de la piste de terre bosselée, marque la frontière entre le Honduras et le Nicaragua. Côté hondurien, à mi-pente d'une colline plantée de bananiers, un sergent et trois soldats sont à plat-ventre dans leur tranchée protégée par un simple auvent de bois. Tête rasée, torse nu, la mine maussade, ils observent avec ennui la position sandiniste, à mi-pente de la colline d'en face.

A moins de 200 mètres, on distingue le même auvent, le remblais de terre de la tranchée adverse. Pas un bruit. Tout autour, la jungle, des plantations de café plus ou moins abandonnées, les cahutes en bois de Cifuentes, localité du bout du monde dans le département hondurien d'El Paraiso ; une fumée pâle qui monte d'un *fogon*, ces foyers rustiques et en plein air des paysans de la région.

Beaucoup d'entre eux sont partis vers Danli, et même plus loin jusqu'à la capitale Tegucigalpa, pour échapper à la guerre, aux tirs de mortier, aux roquettes et aux mines. Ceux qui restent, fatalistes, savent qu'un incident peut éclater à tout moment. Ils se réjouissent de chaque journée vécue sans tir de mortier, sans passage d'avion ou d'hélicoptère. Deux jeunes filles brunes et souriantes de Cifuentes n'oublient jamais d'aller jusqu'à La Vigia, à quelques kilomètres d'ici, fleurir l'endroit où deux journalistes étrangers ont été tués, il y a deux ans, par une mine sur la piste de Las Trojes. Cette année, un hélicoptère de l'armée américaine a été abattu par les sandinistes près de Cifuentes. Explication officielle : erreur de navigation. L'incident a été minimisé de part et d'autre.

Le nouveau commandant en chef de l'armée hondurienne, le général Walther Lopez, est manifestement plus soucieux que son prédécesseur, le général Alavarez, d'éviter les affrontements directs entre troupes honduriennes et nicaraguayennes. Une sourdine a été mise, d'autre part, à la collaboration, pratiquement ouverte jusqu'en avril 1984, entre l'armée hondurienne et les guérilleros antisandinistes, membres de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), qui disposent de plusieurs camps d'entraînement ou de repos, de base de repli, d'hôpitaux clandestins, et d'une station de radio, La Voix du 15 septembre, à Tegucigalpa.

Le général Lopez a démenti l'existence dans la capitale d'un camp militaire d'entraînement de la Contra, la Quinta Escuala, qui aurait disposé d'un héliport. Un journal local, *El Tiempo*, précisait qu'il se trouvait à proximité d'installations honduriennes.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Samedi 7 décembre. – *Varsovie :* visite de M. Willy Brandt.

Dimanche 8 décembre. – *Chypre :* Elections législatives.

Lundi 9 décembre. – *Guatemala :* élection présidentielle. *Bruxelles :* visite du premier ministre espagnol, M. Gonzalez. *Paris :* haut conseil international de la francophonie. *Israël :* visite de M. Roland Dumas.

Mardi 10 décembre. – Tournée du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, en Hongrie, Roumanie, Yougoslavie, jusqu'au 18.

Mercredi 11 décembre : *Paris :* sommet franco-africain.

SPORTS

Dimanche 8 décembre. – *Tennis :* finales des Internationaux d'Australie.

Mercredi 11 décembre. – *Football :* Coope de l'UEFA (troisième tour, matches retour), Nantes-Spartak de Moscoo ; *Basket-ball :* Coope Korac.

Jeudi 12 décembre. – *Ski alpin :* Coupe du monde, descente dames à Courchevel.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Montteauy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde », 7, r. des Italiens PARIS-IX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,80 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,25 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

ANNIVERSAIRE

Les quatre-vingt-dix ans de la Pasionaria

De notre correspondant

Madrid. – C'est toujours cette même silhouette de l'Espagne profonde, perpétuellement vêtue de deuil, cette longue et ample robe noire, ces cheveux tirés en chignon et serrés dans une résille, ce visage aux traits durs et sévères. Certes, l'âge a courbé l'échine et ridé les traits. Deux opérations au cœur (en septembre 1977 et février 1978) et une fracture de la clavicule en juillet dernier l'out affaiblie. Mais qu'importe, Dolores, à la veille de ses quatre-vingt-dix ans, est toujours sur la brèche, et il o'est pas de réunion importante du Parti communiste sans elle : le visage las, elle observe silencieuse les « jeunots » de cette formation à laquelle elle a dédié sa vie se diviser et s'entre-déchirer.

Quatre-vingt-dix ans, en effet : pour les fêter, le 9 décembre, le PCE a organisé une grande commémoration. Pour un jour, les frères ennemis de la famille communiste, les « officiels » de Gerardo Iglesias, les « prosoviétiques » d'Igoacio Gallego, et même Santiago Carrillo, le fils maudit, seront tous là pour rendre hommage à la mère, à cette dame en noir qui constitue dans doute l'un de leurs derniers dénominateurs communs. Pour uo jour, ils oublieront, en la fêtant, que leur parti est aujourd'hui exsangue, et revivront l'espace d'un instant ces années de lutte qui furent aussi celles de la gloire.

Le symbole des luttes du passé

Elle symbolise les luttes du passé, pour la gauche espagnole, Dolores Ibarruri, cette mythique Pasionaria, cette Antigone se dressant fièrement face aux troupes du général Mola s'avançant vers Madrid. De tous les dirigeants du Front populaire, aucun n'a sans doute suscité à la fois tant de ferveur et d'aversion, tant d'admiration et de haine. Dolores, c'est le symbole d'une Espagne s'élevant avec courage contre le coup de force de l'autre, symbole peut-être incommode, désormais, alors que chacun oe sooge aujourd'hui qu'à oublier l'époque des « deux Espagne » en lutte.

La lutte, u'y est-ou pos condamné lorsqu'on naît à la fin du dix-neuvième siècle, huitième d'une famille de treize enfants, dans un village de mineurs de Biscaye comme Gallarta ? On y travaille du lever au coucher du soleil pour un salaire de misère, sans droits syndicaux ni sécurité sociale. Dickens à la mode basque. Fille et petite-fille de mineurs, Dolores a pourtant la chance de faire des études primaires, et rêve de devenir institutrice. Mais elle se contentera de faire des ménages jusqu'à son mariage, à vingt ans, avec Julian Ruiz. Un mineur, bien sûr, qui vit à Somorrostro, dans les Asturies voisines.

Avec lui, Dolores découvre la politique : Julian milite en effet au sein du Parti socialiste. Réunions clandestines, préparation de grèves vaguement insurrectionnelles, manifestations durement réprimées : la prison est bien souvent le lot du chef de famille et, saus solaire, il faut alors se débrouiller tant bien que mal, surtout lorsque la progéniture augmente : Dolores aura six enfants, dont une fille seulement, Amaya, vit encore aujourd'hui. Plus instruite que la plupart de ses compagnons, elle est d'abord chargée de rédiger les tracts, puis quelques articles dans la revue *le Mineur de Biscaye*. Elle s'invente un pseudonyme : Pasionaria... parce que son premier texte a été publié durant la semaine de la Passion !

En 1920, Dolores participe à la création do Parti communiste dans sa région. Trois ans après la révolution russe, les turbulentes Asturies ouvrières u'ont alors d'yeux que pour Lénine, et sont toute prêtes à prendre d'assaut le Palais d'hiver ! Dolores gravit rapidement les échelons au sein du parti et entre au comité central en 1930. Quatre ans plus tard, c'est la *« révolution manquée »* des Asturies, son baptême du feu : elle se dépense sans compter à la tête d'un comité de femmes antifascistes et commeoce à être connue à l'étranger, notamment à Moscou où elle se rend alors comme déléguée au Komintern.

« No pasaran ! »

A Madrid, où elle s'est finalement installée, elle mène la vie semi-clandestine du militant, marqoée parfois par la prison : elle manifeste le même prosélytisme révolutionnaire derrière les barreaux, incitant les prostituées incarcérées à s'unir pour défendre leurs droits ! Elue députée en février 1936 lors de la victoire du Front populaire, elle ne tarde pas à se faire connaître par des philippiques enflammées qui secouent l'hémicycle. Les joutes verbales de plus en plus virulentes qui opposent alors les parlementaires des deux bords préfigurent déjà d'aotres affrootements, moins oratoires et plus sanglants.

« No pasaran ! » (ils ne passeront pas !) : ces deux mots rendront à jamais célèbre la Pasionaria. Nous sommes le 19 juillet 1936 et, la veille, le général Franco s'est soulevé, quittant les Canaries pour prendre le commandement des troupes du Maroc. A Madrid, Dolores lance sur les ondes une proclamation enflammée : *« Chaque antifasciste doit se considérer comme un soldat en armes »*, affirme-t-elle, ponctuant chaque phrase de son appel à la résistance par ce leitmotiv : *« No pasaran ! »*

Le mythe est né, et les républicains ont trouvé leur flambeau. La Pasionaria a l'art du geste : à Madrid, on la voit creuser des tranchées à la Cité universitaire, à quelques dizaines de mètres à peine des lignes ennemies. Elle a aussi, et surtout, l'art du verbe : avec elle, les lieux communs et les clichés émeuvent, le langage souvent manichéen de la militante galvanise. L'Espagne républicaine vibre et se mobilise au son de sa rhétorique passionnée et enflammée.

Et puis, elle n'hésite pas à payer de sa personne : dans ce pays encore bien « machiste », on s'étonne et on s'enthousiasme à la fois de voir sur la ligne de front, à Brunete, Teruel ou ailleurs, la petite silhouette de Dolores, de noire vêtue, trottinant avec son sac à main entre les tranchées !

Mais sa fougue se manifeste aussi, parfois, à l'encontre de ses alliés. C'est l'une des plus chaudes partisanes du *« rétablissement de l'ordre »* ou sein du Front populaire, et elle u'a pas de mots assez durs pour fustiger, d'un côté, l'*« aventurisme »* des anarchistes et, de l'autre, ce qu'elle appelle les *« tendances capitulardes »* de certains socialistes. Ces prises de position, parfois marquées de sectarisme, ne contribueront certes pas à refaire l'unité d'un camp républicain qui en a pourtant bien besoin !

Secrétaire général du PCE

Le 8 mars 1939, alors que le Front populaire est en pleine débandade, la Pasionaria, sur l'ordre du PCE, embarque près d'Alicante dans un petit avion qui la conduit à Oran, d'où elle rejoint Paris. Appelée à Moscou pour une réunion de la III[e] Internationale, elle s'y trouve lorsque la guerre mondiale éclate. Elle travaille alors au sein du Komintern, bénéficiant, dit-on, d'un accès facile au bureau de Staline.

En 1942, son fils Ruben – le préféré – est tué alors qu'il prend part avec l'armée rouge à la bataille de Stalingrad : quarante ans plus tard, la Pasionaria pleurera encore lorsqu'elle évoquera son souvenir au hasard d'un discours !

A la mort du secrétaire général du PCE, Jose Diaz, en 1942, Dolores assume *de facto* ses fonctions, sans être toutefois nommée officiellement à la tête du parti avant 1954, au V[e] Congrès. Elle n'y restera que pendant six ans, jusqu'au congrès suivant, lorsque les « jeunes loops » du parti emmenés par Santiago Carrillo la relégueront au poste purement honorifique de présidente de sa formation.

La lutte entre la Pasionaria et Carrillo était-elle bien celle entre l'immobilisme et la rénovation au sein du PCE, reflet de l'affrontement qui venait alors d'opposer Molotov et Khrouchtchev à Moscou ? On peut le croire, bien que la réponse doive être nuancée. N'est-ce pas en effet dès 1956, lorsque Dolores était encore secrétaire général, que le PCE ovait adopté la thèse novatrice de la « réconciliation nationale » par laquelle il tournait définitivement le dos au passé ?

Certes, elle ne coudamna jomais Staliue. Le rapport Khrouchtchev sur les excès do stalinisme eut beau, comme elle l'affirma un jour, lui faire l'effet d'un *« coup de massue »*, pour Dolores, le « petit père des peuples » restait avant tout celui qui envoya ses soldats combattre en Espagne au côté des républicains alors que les démocraties occidentales invoquaient commodément la « non-intervention ». Aussi, lorsqu'en 1968 le PCE condamna sans équivoque l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, préféra-t-elle se taire. Mais son silence suffit alors à assurer celui des prosoviétiques au sein du parti, octroyant ainsi une marge de manœuvre réelle oux tenants de l'eurocommunisme naissant.

Depuis son retour en Espagne le 13 mai 1977 (elle fut l'une des dernières dirigeantes du PCE à obtenir son passeport), Dolores s'est d'ailleurs réfugiée dans le silence. Ses seules interventions dans l'interminoble crise qui secoue le PCE visaient à adjurer ses compagnons d'oublier leurs luttes intestines pour sauver un parti menacé de désintégration. Exhortations qui ne semblent guère avoir été suivies d'effet : pour sou dernier combat, la grande oratrice n'o pas réussi cette fois à persuader son auditoire !

THIERRY MALINIAK.

IL Y A SOIXANTE ANS

Mustapha Kemal impose le chapeau aux Turcs

Il y a soixante ans, le 25 novembre 1925, une loi est adoptée en Turquie au terme d'une longue session de l'Assemblée nationale. Elle impose le port du chapeau à tous les hommes et est votée à l'unanimité, moins trois voix. Sous son aspect pittoresque, c'est un texte d'une portée considérable dans un sanctuaire de l'orthodoxie islamique où le calife réside depuis plusieurs siècles.

Au début des années 20, après que la première guerre mondiale eut démembré l'Empire ottoman, Mustapha Kemal avait déjà pris une série de mesures allant dans le sens d'une laïcisation de la société turque : abolition du pouvoir temporel du calife, proclamation de la République (1922), suppression du califat (1924), des écoles religieuses et des tribunaux coraniques.

En 1925, il introduit les vêtements de style européen, et en particulier le chapeau ; en même temps, il interdit le port du tarbouch – plus connu en Occident sous le nom de fez, – très répandu jusque-là dans les villes.

Le maître de la Turquie procède par étapes. En mai 1925, un décret impose aux marins le béret de la flotte allemande, disposition dans l'ensemble bien accueillie. En septembre, les fonctionnaires de l'Etat sont astreints à porter un uniforme, sur le modèle des pays européens : costume et « chapeau » *(shapaka)*. Le même décret prévoit que même les non-fonctionnaires peuvent se vêtir de cette façou. Eufin, la loi du 25 novembre oblige tous les hommes turcs à porter exclusivement le chapeau européen. Les commissaires de la République seront chargés d'en faire respecter l'application.

Au cours de la séance, quelques voix s'élèvent contre ce projet, assurant qu'il viole l'article 103 de la Constitution en portant atteinte à la liberté des citoyens, ou à la religion. La majorité passe outre.

Des condamnations à mort

Le turban, après le vote du texte, continue d'être porté par les religieux, pendant la prière. Par contre, le tarbouch est rigoureusement interdit. Vers 1830, le sultan Mahmoud II avait introduit ce cylindre de feutre rouge dans l'armée, dont l'uniforme était devenu « européen ». Il était la « note orientale » de la tenue militaire. Peu à peu, il avait gagné du terrain parmi les fonctionnaires et les milieux évolués, où l'on portait le costume européen avec le tarbouch. Mohamed Ali Pacha, intéressé par cette innovation, l'avait imposée à l'armée égyptienne.

La décision d'imposer le chapeau et d'interdire tarbouch et turban suscite des remous. Dans plusieurs villes, des manifestations éclatent et la police arrête les « provocateurs ». Ils sont jugés par le tribunal de l'indépendance, qui prononce des verdicts allant jusqu'à la peine de mort.

Les réactions les plus vives proviennent de provinces (vilayets) orientales. Les Kurdes y ont déjà vivement réagi, au printemps 1925, contre les réformes de Mustapha Kemal, perçues par eux comme hostiles à l'islam, qui les liait jusque-là à l'Empire ottoman. Elles ont ainsi pour effet de renforcer les tendances séparatistes et d'entraîner de dures répressions.

Malgré toutes ces oppositions, le chapeau est de plus en plus porté en Turquie.

Suivant cet exemple, les 25 et 27 décembre 1928, le Parlement iranien discute un projet de loi destiné à unifier le port du vêtement et applicable à tous, hormis pour huit catégories d'ulémas et d'étudiants des établissements religieux. A la fin de la deuxième séance, un amendement est ajouté pour décrire le type de couvre-chef imposé aux Iraniens, le Kulab Pahlavi. Il a la forme d'un casque comportant des bords, noir pour les fonctionnaires et de couleur pour les autres. Le refus de le porter est sanctionné par un à sept jours de prison et une amende. Certaines tribus se révoltent contre cette obligation supplémentaire, et leurs soulèvements sont réprimés dans le sang.

Ankara fait des émules dans les pays du Croissant fertile, où les Turcs avaient rendu obligatoire le tarbouch dans les écoles publiques à l'époque d'Abdulhamid en en faisant le couvre-chef des classes cultivées et des fonctionnaires.

Feu de joie

En Syrie, les ulémas de Damas manifestent leur opposition à la décision gouvernementale d'introduire, en 1930, le port du chapeau occidental chez les policiers ; ils conseillent le keffieh comme couvre-chef national. A Alep, un groupe de jeunes Syriens se rassemble au début d'avril 1935 sur la place populaire de Bab-Al-Faraj, coiffés du keffieh et tenant à la main leurs anciens tarbouchs. Ils allument un feu et y jettent les coiffures coodamnées sous les applaudissements du public. Plusieurs centaines de tarbouchs périssent dans cet autodafé. Puis les manifestants forment une ronde et dansent le debka. Par leur geste, ils expriment surtout leur hostilité au pouvoir central lointain et leur volonté de revenir à leurs coutumes ancestrales.

Eo Egypte, l'ioitiative d'Ankara provoque un vif débat entre partisans et adversaires. Un groupe d'intellectuels et d'hommes politiques libéraux la soutient tout en critiquant son caractère obligatoire. Al Azhar, l'université religieuse du Caire, entre dans la bataille, en déclarant par un *fetwa* (édit) que celui qui porte le chapeau dans le but d'imiter les Européens est un infidèle, car *« pour le Prophète celui qui imite les autres devient l'un d'entre eux »*.

Au cours de l'hiver 1932, des commerçants et des étudiants font campagne pour développer l'industrie uationale. Chaque citoyen donne une piastre pour construire une usine de tarbouchs, symboles de l'unité nationale.

Comme son souverain, le corps diplomatique égyptien porte le tarbouch. A Ankara, le jour de la fête nationale turque du 29 octobre, Mustapha Kemal demande au ministre égyptien Abdel Malik Hamza, l'envoyé du roi à cette manifestation, d'ôter son tarbouch *« pour son confort »*. Il refuse et quitte les lieux. Les journaux égyptiens commentent violemment l'incident. La réconciliation prendra du temps.

Après le coup d'Etat de 1952, le tarbouch – censé évoquer l'ancien régime – est aboli en Egypte. La coiffure naguère royale, qui fut brûlée en place publique, disparaît sans bruit...

MAGED MANSY.

Étranger

Managua accuse Washington de « stimuler le terrorisme international »

La destruction d'un hélicoptère de l'armée nicaraguayenne, lundi 2 décembre, avec quatorze personnes à bord, par un missile sol-air de type Sam 7 continue de provoquer des réactions tant à Managua qu'à Washington. Le gouvernement sandiniste a rappelé jeudi, pour consultation, son ambassadeur aux Etats-Unis, et M. Victor Tinoco, ministre des affaires étrangères par intérim, a annoncé que le Nicaragua avait demandé la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. En outre, Managua a protesté auprès du gouvernement du Honduras, l'accusant de participer, avec les Etats-Unis, à la livraison de fusées Sam 7 à la Force démocratique nicaraguayenne (FDN).

Lors d'une conférence de presse, vendredi 6 décembre, le président Ortega a accusé les Etats-Unis de *« stimuler le terrorisme international »*, alors que plusieurs milliers de nicaraguayens manifestaient aux abords de l'ambassade américaine à Managua.

Le rôle des « conseillers » cubains

Il a indiqué que l'attitude de Washington *« ouvrait la porte à l'acquisition de ce type de missile par n'importe quelle force irrégulière du continent »*. Dans un communiqué, la délégation nicaraguayenne à l'ONU a fait état d'informations données par la Contra, selon laquelle des dizaines de missiles lui auraient été fournis par le gouvernement américain.

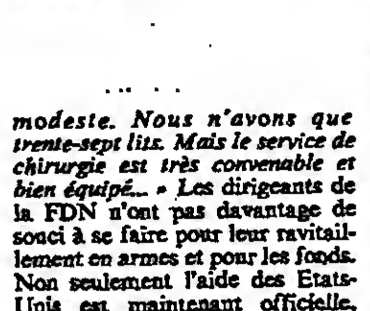
A Washington, nous signale notre correspondant Henri Pierre, le secrétaire d'Etat Georges Shultz a nié que les Etats-Unis aient livré à la Contra des engins sol-air. Mais il s'est déclaré très satisfait que les forces antisandinistes disposent maintenant de tels engins et s'en servent efficacement. *« Bravo ! »*, a-t-il dit. Le secrétaire d'Etat a également appuyé les propos de M. Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Amérique latine, affirmant que deux mille cinq cents « conseillers » cubains étaient de plus en plus directement engagés dans des combats.

Le département d'Etat a d'autre part rendu publics les témoignages d'un certain nombre de déserteurs sandinistes affirmant que les « conseillers » cubains portaient l'uniforme nicaraguayen et pilotaient les hélicoptères soviétiques. M. Abrams avait d'ailleurs indiqué que dans l'hélicoptère abattu le 2 décembre se trouvaient plusieurs Cubains.

M. George Shultz a encore indiqué, lors de sa conférence de presse, que le gouvernement américain envisageait d' *« autres mesures »* pour faire face à ce qu'il a appelé le *« cancer »* du Nicaragua. *« Les Soviétiques,* a-t-il dit, *envoient du matériel militaire aussi rapidement qu'ils le peuvent (...) On peut dire que le Nicaragua devient une base militaire. »*

Cette campagne du département d'Etat intervient après l'octroi par le Congrès au mois d'août de 27 millions de dollars d'« assistance humanitaire ». Mais les crédits seront épuisés en mars 1986 ; et le gouvernement estime qu'il n'a pas de temps à perdre pour assurer la continuité de cette assistance, même si le Congrès reste majoritairement hostile à un élargissement de l'engagement américain au Nicaragua.

Dans ce contexte, les efforts déployés par le groupe de Contadora – en marge de la conférence de l'OEA qui vient de se terminer – n'ont pu aboutir. Par suite de l'intransigeance du Salvador et du Honduras, d'une part, et du Nicaragua, d'autre part, les pays du groupe (Mexique, Colombie, Panama et Venezuela) ne sont pas parvenus à obtenir l'accord des pays centraméricains sur un projet d'acte prévoyant la diminution des pressions militaires étrangères dans la région et appelant à la reprise des négociations directes entre Washington et Managua.



Le Honduras dans l'engrenage

(Suite de la première page.)

« Il n'y a pas de contras ici, a affirmé le général Lopez. *Nous ne permettrons jamais qu'ils puissent utiliser nos installations militaires... »* Soumis aux pressions contradictoires des Américains, qui leur demandent de faciliter les livraisons d'armes et de matériel aux antisandinistes, et du gouvernement de Managua qui dénonce leur *« complaisance »*, les militaires et les autorités du Honduras n'ont pas la partie facile, et encore moins depuis que Washington a menacé de suspendre des crédits de l'AID (Agence pour le développement) attribués au Honduras si le gouvernement de Tegucigalpa mettait trop de bâtons dans les roues de la Contra.

En octobre, un chargement de matériel militaire américain destiné à la FDN a été stoppé à l'aéroport international de Tegucigalpa par les autorités. Il est vrai qu'une équipe de télévision nord-américaine se trouvait dans l'appareil chargé de la « livraison ». *« C'est une atteinte à notre dignité et à notre souveraineté »*, a déclaré un membre du gouvernement hondurien.

Les principaux chefs militaires de la FDN, dont le colonel Enrique Bermudez, chef d'état-major, se sont réunis aussitôt avec des officiers honduriens et avec des représentants de la CIA qui supervisent les opérations des organisations armés antisandinistes au Honduras. Rien n'a filtré de cette réunion, mais l'incident a été clos.

Rudes combats

Si les autorités honduriennes ont déjà bien du mal à se faire respecter dans leur capitale, que dire de cette très longue frontière montagneuse, boisée, pratiquement inaccessible, et à peu près incontrôlable, qui va du golfe de Fonseca, sur la côte pacifique, jusqu'aux marécages et aux forêts tropicales de la Mosquitia, sur la côte atlantique. Des montagnes souvent noyées dans les brumes, avec des ravins profonds où courent des rios jaunâtres, des lignes de crête à l'infini, des forêts denses infestées de moustiques et de serpents venimeux ! Comment savoir avec certitude, dans les secteurs les plus retirés, si l'on se trouve du côté hondurien ou du côté nicaraguayen de la frontière ?

De Cifuentes, on aperçoit la plaine nicaraguayenne de Teoentecacinte, avancée extrême du saillant de Jalapa, une région très riche en café, coton et tabac. Ici, les combats ont été rudes. La Contra a tenté en vain d'occuper ce « bec de canard » qui s'enfonce en territoire hondurien. Les sandinistes l'ont emporté en renforçant massivement leurs positions. Mais le secteur reste une « route » de passage pour les unités antisandinistes qui descendent en opération vers les montagnes de la Nueva Segovia et plus bas vers le Chontales, le Boaco et le Zelaya central. Les contras se glissent dans la jungle, de nuit, de crête en crête, silencieux, passant parfois à quelques mètres des positions sandinistes.

De San-Marcos de Colon, au sud, dans le département de Choluteca, jusqu'à la Mosquitia et à l'Olancho (les régions les moins peuplées du Honduras) en passant par el Paraiso, les contras peuvent compter sur des bases d'entraînement ou des dépôts d'armes bien protégés, et ignorés des Honduriens.

« Comment voulez-vous que je sache ce qui se passe par là, dit avec une certaine ingénuité le Dr Azcoa, le vainqueur de l'élection présidentielle du 24 novembre. *Je ne connais pas cette région et je n'ai personnellement jamais vu de camps de la Contra. J'avoue mon ignorance. »*

Les petits planteurs de café et les commerçants d'El Paraiso savent, eux, à quoi s'en tenir. Ils ont multiplié les démarches auprès des autorités pour se plaindre des *« exactions de la Contra »*. Ils dénoncent aussi des *« cimetières clandestins »* où seraient inhumés des Nicaraguayens enlevés au Nicaragua, et aussi des anciens membres de la Contra exécutés sommairement pour *« trahison »* ou *« indiscrétion »*. Une commission d'enquête officielle hondurienne a établi un rapport sur ces violations des droits de l'homme. Ce rapport a été transmis à Washington, mais apparemment sans grand résultat. Jeunes filles violées, bétail volé, paysans menacés : la chronique quotidienne de la frontière est celle de la loi de la jungle.

« Tant qu'il y aura des bases antisandinistes chez nous, nous aurons des problèmes... », déclare Carlos Roberto Reina, l'un des quatre candidats du Parti libéral à la présidence.

« Nous expulserons au-delà de la frontière tous les éléments irréguliers », affirme de son côté le général Walther Lopez.

Ces mises en garde et la très forte résistance sandiniste dans le secteur de Jalapa ont contraint les commandos antinicaraguayens à redéployer leur dispositif. Sévèrement bombardées par les katiouchkas (les orgues de Staline) de l'armée populaire sandiniste, les installations du camp de Las Vegas, situé au-delà de Cifuentes, ont été disséminées dans plusieurs petits campements. Las Vegas était l'une des principales bases pouvant accueillir plusieurs milliers d'hommes et régulièrement visitées par le colonel Bermudez et par les chefs politiques de la FDN comme Adolfo Calero. Mais dirigeants civils et militaires de la FDN ont reçu le *« conseil »* de se montrer discrets pendant les élections générales du 24 novembre. Ils ont tenu parole.

Aide officielle et aides privées

Les trois gaillards en tenue mi-civile, mi-militaire rencontrés à la porte de la clinique « clandestine » de la Contra à Danli, une bourgade d'El Paraiso, n'ont pas davantage mangé la consigne. Rigolards, un rien menaçants, ils ont obstinément bloqué la porte du petit garage jouxtant la clinique aux murs blancs et aux volets verts, dans ce faubourg isolé où les contras, d'habitude, ne se cachent guère, tout en évitant pourtant de montrer trop ostensiblement leurs armes. Trois mercenaires, à en juger par la taille et le teint, mais méfiants et peu enclins au dialogue. Ils ont préféré sauter dans une jeep. *« C'est bien là qu'entrent leurs voitures avec des blessés »* déclare une voisine.

En cas d'urgence, les contras ont la ressource de s'adresser directement à l'hôpital public Gabriela-Alvardo où la directrice déclare : *« Nous ne demandons pas la nationalité des blessés qu'on nous amène. L'hôpital est modeste. Nous n'avons que trente-sept lits. Mais le service de chirurgie est très convenable et bien équipé... »* Les dirigeants de la FDN n'ont pas davantage de souci à se faire pour leur ravitaillement en armes et pour les fonds. Non seulement l'aide des Etats-Unis est maintenant officielle, mais les aides « privées », mises en place pendant la période de suspension, fonctionnent parfaitement.

« Nous attendons maintenant des Etats-Unis du matériel beaucoup plus sophistiqué, déclare le colonel Bermudez, un « ancien » de la garde nationale de Somoza. *Des camions, des jeeps, du matériel moderne de transmission, des avions, des hélicoptères et de l'artillerie lourde. Les sandinistes n'ont pas réussi à nous éliminer bien que nous ayons connu des moments difficiles. Nous sommes devenus un adversaire formidable pour les commandants de Managua avec nos seize mille combattants bien entraînés. Nous nous battons maintenant dans le nord, dans le centre et dans le sud du Nicaragua, sur le rio San-Juan. L'un de nos objectifs est de contrôler la route de Managua à Rama, une route stratégique. Nous sommes en train de nous en occuper. La marche jusqu'à Managua ne s'arrêtera pas... »*

Pas de souci non plus pour le recrutement maintenant que les « combattants de la liberté » ont le feu vert officiel de l'administration Reagan. Pourtant, les agents de la FDN continuent de visiter les camps de réfugiés nicaraguayens proches de la frontière pour tenter d'inciter les jeunes hommes à rejoindre leurs rangs. Ainsi à Guasima, près de Jacaleapa, où une infirmière française s'efforce de répondre à l'attente de quelque 2 600 personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants. Les garçons, comme Fernando, qui vient de Leon au Nicaragua, s'ennuient. Interdiction de sortir, d'aller à Danli ou à Tegu. Il s'est enfui pour échapper au service militaire patriotique. Alors pourquoi s'enrôler dans la Contra, tomber de Charybde en Scylla ? Il hésite, mais les sergents recruteurs de la Contra sont chaque jour plus insistants, plus menaçants aussi...

MARCEL NIEDERGANG.

Togo

Une troisième explosion a eu lieu vendredi

De notre envoyé spécial

Lomé. – La fouille des véhicules à la frontière bénino-togolaise est, certes, exagérément tatillonne, mais il ne semble pas que les nouveaux attentats à l'explosif qui se sont produits, le mercredi 4 décembre, dans la capitale togolaise aient entraîné un surcroît de mesures de sécurité. Si à l'entrée des hôtels les militaires inspectent les sacs et bagages des clients et si quelques soldats déambulent dans les rues, ce sont là des mesures qui ont été mises en vigueur à la suite des explosions d'août et de septembre derniers (*le Monde* du 7 décembre).

On a d'ailleurs du mal à se convaincre, comme l'éditorialiste de Radio-Lomé l'affirme, que *« l'indignation du peuple togolais est à son comble »*. La population préfère manifestement éviter de sortir la nuit tombée, mais il n'y a pas aujourd'hui de climat de peur, encore moins d'indignation populaire.

Les lieux mêmes où se sont produits les deux explosions ont retrouvé leur animation habituelle. Sur ce point, les termes du message adressé par M. François Mitterrand au président Eyadema, condamnant *« les odieux attentats perpétrés »* à Lomé et cette *« manifestation de terrorisme aveugle »*, apparaissent démesurés face à l'ampleur de l'événement, même si celui-ci a entraîné la mort de deux personnes qui, selon les autorités togolaises, *« circulaient en toute quiétude au moment de l'explosion »*.

Sur place, c'est-à-dire sur la voie ferrée qui traverse la capitale, dans le quartier Tokoin, les traces matérielles de l'explosion ont été effacées. Des officiers se livrent à des *enquêtes de voisinage* pour tenter de découvrir quelques indices concernant les poseurs de bombes, et les rails tordus ont été remplacés. On voit bien quelques boulons huileux qui paraissent témoigner de la pose récente de nouveaux rails à proximité d'un aiguillage, ainsi que quelques trous sur la façade d'une maison proche de la voie, mais rien qui, apparemment, soit en rapport avec le bruit de la forte explosion entendue par beaucoup d'habitants de la capitale. Il est vrai que, selon un expert, la plupart des explosifs font peu de dégâts, dès lors qu'ils sont posés sur le sol, à ciel ouvert. L'étonnant est plutôt que, la détonation s'étant produite à quelques dizaines de mètres de baraques et d'échoppes qui, dans ce quartier populaire, sont en permanence très fréquentés, surtout à l'heure où celle-ci s'est pro duite – 19 h 30, – personne n'ait rien vu.

Une troisième explosion a été entendue vendredi 6 décembre, à 7 heures du matin, dans ce même quartier de Tokoin, mais elle n'a pas été annoncée publiquement. De source officieuse, on précise que celle-ci a eu lieu *« dans un garage »* et qu'elle serait *« d'un autre type »* que les précédentes.

Pour la première fois, la radio de Lomé a stigmatisé *« ceux qui répandent l'idée que ces attentats sont l'œuvre de personnalités de l'entourage du président de la République »*, laissant ainsi apparaître que cette thèse a apparemment plusieurs défenseurs à Lomé. En revanche, et en dépit de la persistance des mauvaises relations entre le Ghana et le Togo, il ne semble guère possible, à l'appui des accusations concernant la responsabilité des opposants politiques togolais résidant à Accra, de mettre en cause l'origine ghanéenne des explosifs, celle-ci, selon diverses sources, étant française.

La dégradation des relations entre Accra et Lomé est ancienne. Elle est nourrie notamment par un contentieux entre les présidents Jerry Rawlings et Eyadema. Selon diverses sources, peu avant de reprendre le pouvoir en décembre 1981, le capitaine Rawlings aurait été arrêté à la frontière togolaise sur les ordres du président Eyadema, retenu quelques heures et finalement libéré sur intervention du président Hilla Limman, alors au pouvoir à Accra.

Le 12 août dernier, une fusillade avait opposé des militaires ghanéens et togolais à la frontière, les seconds ayant pourchassé en territoire ghanéen un trafiquant de drogue. Bien que n'ayant pas de caractère politique, l'incident ne pouvait que contribuer à la dégradation du climat entre les deux capitales. Enfin, le 18 novembre dernier, un éditorial du *Ghanaian Times* affirmait que la vague d'explosions du mois d'août avait été effectuée avec *« la complicité d'hommes de l'entourage »* du président Eyadema, *« impliqués dans des activités dissidentes »*. Une tentative de conciliation entre les deux pays est actuellement entreprise par le Nigéria, dont le ministre des affaires étrangères, M. Bolaji Akinyemi, s'est rendu récemment à Accra, Lomé et Cotonou pour préparer la tenue d'un sommet entre les chefs d'Etat des quatre pays, qui pourrait avoir lieu avant le 15 décembre à Lagos.

LAURENT ZECCHINI.

République sud-africaine

Les Noirs pourront devenir plus facilement propriétaires de leur logement

De notre correspondant

Johannesburg. – Les Noirs pourront dorénavant acquérir plus facilement leurs maisons, si l'on en croit les propos de M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et du Plan, et si le texte de loi est adopté lors de la prochaine session parlementaire. Jusqu'à présent, pour pouvoir être propriétaire, il fallait être détenteur d'un droit de résidence obtenu par le lieu de naissance ou seulement après dix années de travail pour un même employeur, ou quinze ans si on en avait changé. Son titulaire pouvait alors demander le droit d'occuper son habitation sans en posséder le terrain, pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans. C'est ce que l'on appelle : le *leasehold*.

Désormais, le délai de dix ou quinze ans n'est plus nécessaire, et chaque Noir pourra prétendre être propriétaire de son domicile, à condition qu'il trouve l'argent et qu'il soit citoyen sud-africain. Ce qui exclut les ressortissants des *homelands* indépendants et signifie que tous les Noirs qui ont la possibilité d'acheter leur demeure pourront, à l'avenir, légalement résider dans les zones d'habitation qui leur sont réservées. Avec six ans de retard, le gouvernement a fait sienne la recommandation de la commission Riekert qui, en 1979, stipulait que le lieu de travail et le domicile devraient être les seuls critères pour l'attribution du droit de vivre en zone urbaine blanche.

Quelles seront les conséquences de cette décision si elle est entérinée par le Parlement ? Il est évident que, en cette période de crise économique, très peu de Noirs ont les moyens d'acheter leur logement. Selon une étude du *Human Awareness Programme*, ils ne sont en fait que 4 % de la population totale. Depuis 1955, date de la mise en application du *leasehold* de trente ans, étendu à quatre-vingt-dix-neuf ans en 1978, un peu moins de deux cent cinquante mille Noirs, soit 1 %, sont devenus propriétaires de leur maison.

Encore faut-il que le gouvernement décide d'allouer du terrain à ceux qui veulent accéder à la propriété et de les faire bénéficier de prêts. Selon les chiffres officiels, le déficit en habitations pour les Noirs est estimé à 420 000 unités en raison du manque de crédit. La presque totalité des Noirs sont des locataires. Les protestations contre les hausses de loyer ont été à l'origine de la révolte du triangle du Vaal en septembre 1984. Depuis cette époque, les résidents ont refusé de les payer à l'administration locale et sont perpétuellement menacés d'expulsion.

L'initiative gouvernementale a cependant, dans l'ensemble, été bien accueillie, malgré ses limites. Une fois de plus, le pouvoir a démontré qu'il n'avait pas l'intention de supprimer les textes de loi qui régissent la liberté de déplacement des Noirs (*Influx Control*). Le système des *Pass* que chaque Noir doit obligatoirement porter en permanence sur lui, est toujours en vigueur, ainsi que les règles établissant des zones d'habitations séparées pour chaque race. Cette décision fait partie de la politique du gouvernement appelée *« urbanisation ordonnée »*. Celui-ci s'efforçant de contrôler l'afflux des Noirs vers les villes. Elle a pour but de créer une classe moyenne supposée être plus favorable au régime, car elle aurait tout à perdre dans la révolte. Une stratégie mise sur pied trop tard pour réellement contrebalancer les aspirations de la masse.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Étranger

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Un ministre en baskets

Joshka Fischer, forte tête parmi le mouvement des Verts, prendra officiellement, le 12 décembre, ses fonctions de ministre de l'environnement dans le gouvernement régional de Hesse. Un itinéraire rapide mais turbulent.



VIOLETTE LE QUÉRÉ.

De notre correspondant

Bonn. — « *Voudriez-vous créer une entreprise avec ce ministre ?* » titrait en une le quotidien populaire *Bild* au lendemain de la désignation de Joshka Fischer comme ministre de l'environnement dans le futur gouvernement de coalition de la Hesse, qui doit prendre ses fonctions le 12 décembre prochain.

Une tête de héros fatigué, des airs de loubard romantique, cabochard et volontaire comme pas deux, le premier ministre Vert de l'histoire de la République fédérale a tout de l'épouvantail aux yeux d'une bonne partie de la classe dirigeante ouest-allemande. Passé presque sans transition des barricades francfortoises au Bundestag, cet autodidacte de trente-sept ans, père de deux enfants, aura besoin de tous ses talents de « gagneur » pour prouver qu'une coalition entre les Verts et le Parti social-démocrate n'est pas une impossible chimère.

Enfant terrible de la scène politique ouest-allemande, Joshka Fischer arrive à Wiesbaden, siège du *gouvernement régional* de Hesse, avec la solide réputation d'un iconoclaste, auprès duquel Dany Cohn-Bendit, qui a longtemps été son compagnon de route, fait presque figure de gentil animateur. Ne s'est-il pas rendu célèbre pour avoir un jour traité le président de séance du Bundestag, M. Stückelen de « *trou du cul* » ?

Il lui a fallu cependant d'autres qualités pour s'imposer depuis quinze ans sur une « scène » où les fortes têtes ne manquent pas. L'aventure n'avait rien d'évident au départ pour ce rejeton d'une famille de petits commerçants catholiques de la région de Stuttgart.

Entre deux fugues, une carrière de coureur cycliste mort-née et des débuts d'apprenti, photographe, la lecture de Jack Kerouac et les échos assourdis des premières manifestations contre la guerre du Vietnam convainquent très tôt le jeune Fischer que le cadre de la boucherie paternelle est décidément bien étroit. Avec sa petite amie, qu'il épouse le temps d'un voyage furtif en Ecosse, il débarque un jour à Francfort la tête pleine de révolte et de projets d'avenir. Il veut terminer sa scolarité pour se lancer dans la philosophie, ambition qui se heurtera très vite à l'obstacle du bac. Il ne s'en débrouille pas moins pour suivre les séminaires d'Adorno et Habermas, les deux étoiles de l'école de Francfort.

Ses nouveaux amis, avec lesquels il fonde le groupuscule Combat révolutionnaire, sont bien un peu intellectuels pour lui, mais il sait fort bien s'en arranger. Ce prolétaire de service n'est pas seulement toujours le premier dans les bagarres avec la police, il est déjà d'une redoutable efficacité dans les assemblées générales.

Loin de Baader

Les années de militantisme, qu'il partage entre le pavé, la lecture et la gestion d'une librairie « alternative », sont celles des expériences de tous ordres. En 1971, avec une centaine de militants de Combat révolutionnaire, il se fait embaucher aux usines Opel de Russelsheim, dans la banlieue de Francfort. Il est licencié dès la première assemblée du personnel pour avoir appelé aussitôt à la grève. Pas plus dans le patronat que chez les syndicats on apprécie ce genre de trublion. Mais il ne tarde pas à retrouver dans le Francfort des années 70 livré à la spéculation, un terrain d'action à sa mesure.

Avec Daniel Cohn-Bendit, il devient l'une des figures du mouvement des squatters qui s'oppose, non sans succès, à la démolition des vieux immeubles du Westend, l'un des quartiers centraux de la ville, menacé par un urbanisme anarchique. Fischer y apprend que si le combat de rue a ses charmes et son efficacité, il n'est pas inutile parfois de savoir discuter avec les responsables de la municipalité.

Le futur ministre de l'environnement de Hesse est peut-être un fonceur. Il n'a jamais été dogmatique. Le nihilisme de la bande Baader-Meinhof, qui commence à se rendre tristement célèbre, n'est pas son affaire. « *Baader est à dégueuler* », estime-t-il un jour. Peu après la mort en prison d'Ulrike Meinhof, en 1976, il s'oppose résolument au terrorisme dans un discours qui fait date dans les annales de la « scène » francfortoise.

Un an avant la vague de terreur qui secoue la RFA, cette prise de position sans équivoque, estime un des proches de Fischer, a permis d'éviter à un moment décisif qu'une bonne partie de l'extrême droite ne rallie les partisans de l'action directe. La folie meurtrière de la Rote Armee Fraktion n'en signifie pas moins la fin d'une certaine forme d'activisme politique.

Pourquoi pas le parlementarisme ?

Fischer, qui exerce désormais ses talents comme chauffeur de taxi, traverse comme beaucoup d'autres une période de doute. Un moment même, il en vient à imaginer d'utiliser la religion comme un nouveau moteur de rébellion, à l'image de ce que fait l'imam Khomeiny en Iran. Il est aussi l'un des premiers à s'interroger sur la possibilité d'une certaine forme de parlementarisme.

« *Au fait, pourquoi pas* », écrit-il en 1979, attiré par la montée du mouvement écologiste, qui se lance dans ses premières expériences électorales. Même s'il n'a compris vraiment les Verts, affirme-t-il, qu'un an après son entrée au Bundestag, son instinct le pousse très vite à les rejoindre.

C'est la coupure avec Cohn-Bendit et la plupart des anciens « spontis », les apôtres du spontanéisme, qui restent sur la touche. Même si Daniel Cohn-Bendit a rejoint les Verts sur le tard, même si son talent de tribun lui vaut de jouer parmi eux un rôle important aujourd'hui en Hesse, l'ancien leader du mai 68 français a toujours préféré garder ses distances et se consacrer prioritairement à l'hebdomadaire de la scène francfortoire, *Pflasterstrand*. Tom Koenig, devenu chef des Verts au conseil municipal de Francfort, lui reproche de ne pas vouloir prendre ses responsabilités. Fischer, en tout cas, mène la vie dure à l'aile fondamentaliste des Verts de Hesse, enfermée comme ailleurs dans son dogmatisme.

Quand pour la première fois les Verts entrent au Bundestag à Bonn en 1983, on a les yeux rivés sur Petra Kelly et le général Bastian. Les deux vedettes du mouvement pour la paix, qui ne s'habitueront jamais vraiment à la vie parlementaire, connaîtront très vite l'éclipse. A leur place, on voit monter l'étoile d'Otto Schily, ancien avocat de la bande à Baader, implacable réquisiteur au sein de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Flick. Celle aussi de Fischer, élu sur la liste de la Hesse, et relativement peu connu jusque-là dans le reste du pays.

Avec les éternelles baskets, ses pantalons un peu trop kitsch et ses pulls délavés, toujours rasé d'il y a trois jours, Joshka ne tranche guère dans le groupe parlementaire des Verts. Mais c'est par ses interventions que très vite il se distingue : elles sont percutantes, tranchent sur le ton habituel des débats et font même la joie de certains de ses adversaires politiques. Avant d'être obligé, au bout de deux ans, de céder sa place pour obéir à la règle de la rotation des mandats parlementaires imposée par un précédent congrès des Verts, Fischer passera pour un des grands orateurs de la législature.

La traversée du désert sera brève. L'idée d'une coalition avec les sociaux-démocrates, qui avait commencé à faire son chemin dans le mouvement fin 1984, reçoit une impulsion nouvelle après les revers électoraux de Sarre et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, au printemps 1985.

Le 27 octobre, les Verts de Hesse, qui depuis trois ans marchandent leur appui au gouvernement minoritaire du SPD à Wiesbaden, se prononcent à une large majorité pour un gouvernement de coalition, où ils détiennent un ministère et un secrétariat d'Etat à l'environnement, plus un secrétariat d'Etat aux questions de la femme.

Pris entre les exigences contradictoires d'une base qui attend de lui des résultats concrets sur le plan écologique et d'une industrie qui menace d'un boycottage des investissements en Hesse, le ministre Fischer sait qu'il ne pourra compter que sur un soutien limité de ses partenaires du SPD. Entouré de quelques-uns des meilleurs experts de son parti en matière d'environnement qu'il a placé aux postes-clé de son ministère, il a sagement fait savoir qu'il était ouvert au dialogue et qu'il entendait pour le moment s'en tenir à une application stricte de la législation. Cette seule perspective inquiète déjà pourtant les milieux industriels.

HENRI DE BRESSON.

GUATEMALA

Un dimanche ordinaire

Les Guatémaltèques élisent dimanche leur président. Ce second tour de scrutin ne peut que consacrer la victoire du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo, qui, la semaine dernière, menait par près de vingt points d'avance.

De notre envoyé spécial

Chichicastenango. — Des apparences de calme beauté qui masquent toujours aussi mal des gouffres de violence : au fil des années, même si le cycle infernal semble connaître des hauts et des bas, le Guatemala demeure fidèle à lui-même. Ou à ses multiples visages, à ses antagonismes séculaires, à ses contradictions profondes. Les détails varient, sans pour autant modifier vraiment son profil particulier, sa personnalité si attachante, ses divisions apparemment insurmontables.

C'est un dimanche ordinaire, quand le visiteur prend le chemin rituel de Chichicastenango, le marché indien le plus renommé du pays. De la capitale, la grand-route traverse des paysages aux collines douces et fleuries et laisse entrevoir des vallons aux ombres fraîches. Les blessures du tremblement de terre dévastateur de 1976 se sont presque refermées, les villages ont été reconstruits, et des toits de tôle étincellent aujourd'hui là où, autrefois, la paille et le chaume protégeaient des pluies saisonnières.

Changement de décor

Très peu de véhicules cependant circulent, faute d'essence. Le trafic s'amenuise encore à mesure que l'on pénètre en pays autochtone. Des patrouilles dites de défense civile font leur apparition : à l'ombre d'un arbre, dans un virage, un mirador de bois haut dressé enlaidit le paysage. Un drapeau guatémaltèque est fiché en terre, trois, quatre hommes attendent. Pour toute arme, ils n'ont parfois qu'un fusil de bois, pas même la traditionnelle machette.

Mais à l'orée de Tecpan, la petite ville qui précède Chichicastenango, le décor change : un véritable campement militaire est installé au creux d'un vallon, baraquements et barrières fermées à l'appui, sentinelles en tenue léopard et mitraillette sur l'épaule, à l'affût au-dessus de la route.

Raviné par les pluies récentes, embourbé sur des bas-côtés érodés, le chemin asphalté serpente dans des sous-bois avant de déboucher sur la ravissante cité aux allures passéistes, avec ses maisonnettes vivement colorées et ses ruelles envahies d'étalages bigarrés. Sous le soleil ardent, Chichicastenango se pare des mille nuances de l'arc-en-ciel, comme pour mieux attirer le regard au piège de ses charmes sans apprêt.

Il faut remonter loin dans le temps pour retrouver cette image idyllique du marché autochtone, dépouillé de l'invasion piaillante de touristes en mal d'exotisme. Les échos des violences ont fait fuir les amateurs de dépaysement, et le monde indigène s'est replié sur ses coutumes, à l'abri des indiscrets.

Le feu brille joyeusement sur les marches de l'église de Saint-Tomas, l'encens enveloppe des silhouettes fantomatiques balançant inlassablement des ostensoirs de fortune, des fleurs par brassées jonchent l'escalier de pierre, l'homme de maïs est toujours face à ses dieux. Mais il ne porte plus guère le vêtement ancestral, noir et richement rehaussé de broderies rouges, il est souvent vêtu d'habits loqueteux aux couleurs ternes. La femme, elle, au contraire, continue d'arborer fièrement le superbe *huipil* brodé main aux nuances chatoyantes sur une jupe tissée patiemment dans la pénombre de la masure familiale.

Les échanges vont bon train entre marchands et chalands dans la quiétude d'un quant-à-soi retrouvé. Fruits et fleurs embaument, mangues et piments alternent avec des bottes de carottes et des guirlandes d'oignons, des transistors parfois hurlent un instant, bientôt calmés par la lente mélopée d'une *marimba* distante. De l'autre côté de la place, la petite église du Calvaire, éclatante de blancheur, garde jalousement son silence à peine bousculé par un rapide carillon. Chichicastenango, ou des retrouvailles avec un temps révolu. Mais comme pour remettre l'horloge à l'heure du moment, ici et là, trois, quatre couples de soldats en treillis tranchent par leur présence verte et incongrue sur l'ambiance bon enfant du marché dominical.

Le tourisme malade de la violence

Enivré de multiples senteurs, l'œil saturé de couleurs, c'est à regret que l'on quitte la bourgade et son temps décalé. La route suit son cours, par Sulula et ses blouses vermillon, vers le lac Atitlan toujours aussi admirablement serti dans son écrin de volcans. Au loin, on perçoit les contours de Santiago, le village des peintres naïfs, occupé il y a quelques semaines par l'armée. Aujourd'hui, la rumeur publique prétend que le calme est revenu, comme d'ailleurs dans les autres hameaux aux noms de saints qui égrènent un rosaire inattendu autour du lac.

Une brève halte à Panajachel renforce l'impression de calme. Blotties dans les bougainvillées et les hibiscus bruissant de colibris, les villas coquettes alternent avec échoppes et restaurants. Peu de touristes, et les Indiennes qui proposent leurs merveilleux tissages au passant confirment la baisse sensible des affaires. Sans amertume, sans vraiment comprendre, on se borne à constater ce phénomène incompréhensible : les *gringos* venaient, ils ne viennent plus, peut-être reviendront-ils... Le tourisme est malade de la violence au Guatemala, de l'insécurité centre-américaine, mais dans les campagnes verdoyantes, à peine perçoit-on la relation cause à effet.

Pourtant, un peu plus loin, l'ambiance change brutalement. Comme c'est la saison des pluies, le ciel soudain se couvre et des nuages noirs s'amoncellent, tandis que nous empruntons un chemin vicinal vers Patzun, petite bourgade autrefois connue pour son imposante cathédrale. Le séisme n'avait laissé subsister qu'une façade lézardée, mais on nous avait dit que la nef et les murs avaient été finalement reconstruits. Sur la grand-place, où les derniers marchands s'empressent de ranger les restes du marché, l'atmosphère est lourde, la tension perceptible. Et l'orage qui menace n'y est visiblement pas pour grand-chose.

A l'entrée même du village, derrière l'église du Calvaire, près de la vieille fontaine où les femmes aimaient naguère bavarder, les soldats ont installé un camp retranché. Ils ont pris position carrément dans le cimetière, et si le tableau qu'ils offrent parmi les tombes peut paraître bizarrement surréaliste, il n'est guère du goût des habitants en train de rendre visite à leurs morts. Le silence est lourd à Patzun, ce n'est pas ce silence de réflexion ou de joyeuse attente qui caractérisait si souvent le hameau indigène, c'est un silence inquiet, étouffant d'incertitude et suant de peur.

FRANCHINI.

Chacun vaque prudemment à ses affaires, les filles ne s'attardent plus à la fontaine, les gamins même ont l'œil préoccupé, ils ne jouent plus dans les creux et les bosses des ruelles, les hommes ont l'air absent. Difficile de nouer la conversation, l'interlocuteur potentiel se détourne, on répond à voix basse, par monosyllabes. Comme si la violence était là, à portée de la main, tapie dans l'ombre.

Autant de disparitions, autant de morts

La violence ? Y a-t-il eu de la violence à Patzun, alors que les apparences s'efforcent de témoigner du contraire ? La réponse ne veut pas franchir les lèvres... Le vieil Indien courbé sur son bâton, qui s'en va avec sa femme toute menue trottinant derrière lui, hoche la tête, le regard fixé très loin en avant, comme aveugle, murmure distinctement : « *Beaucoup, beaucoup de violence à Patzun* », et passe son chemin.

Sortant du presbytère, un prêtre en soutane s'aventure à nous adresser la parole. Pour nous mettre impérativement en garde. « *Que faites-vous par ici ? Vous feriez mieux de ne pas vous attarder, car nul ne saurait prétendre assurer votre sécurité ici dès le crépuscule. A la tombée de la nuit, plus personne ne sort ici, on se claquemure, même si l'on entend des coups de feu ou des coups de crosse dans les portes...*

» *De la violence à Patzun ? Jamais il n'y en a eu autant depuis plus de trente ans que je vis ici... Des arrestations, des disparitions, des viols, des vols, des exécutions. Depuis le début de l'année uniquement, dans cette seule localité, car je ne puis vous parler que de ce que je sais personnellement, il y a eu une quinzaine de disparitions en moyenne par mois, c'est-à-dire autant de morts. Alors, vous comprendrez pourquoi les étrangers ne sont pas tellement bien vus dans ces parages, pourquoi on ne voit plus guère de touristes au Guatemala...* »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Londres dans la « guerre des étoiles »

(Suite de la première page.)

Mais le Pentagone a fermement refusé de faire de telles promesses, craignant manifestement des réticences du Congrès.

M. Weinberger s'est contenté, vendredi, de redire que la part revenant à la Grande-Bretagne serait *« substantielle »* ; de son côté, M. Heseltine n'a pu faire autrement que d'affirmer qu'elle serait *« significative »*. En conseil de cabinet, jeudi, durant l'ultime discussion de l'accord, le ministre britannique de l'industrie et du commerce, M. Leon Brittan, aurait fortement exprimé son mécontentement devant l'imprécision du document.

L'ombre du Trident

L'insistance mise par les Britanniques à essayer d'obliger l'administration de Washington à fournir des garanties s'explique par l'amère expérience du projet Trident, ce missile balistique américain choisi par Londres pour remplacer les fusées Polaris qui équipent encore aujourd'hui les sous-marins de la force de dissuasion nucléaire britannique. Là aussi, un accord avait été conclu, autorisant en principe les entreprises britanniques à participer à l'élaboration de l'engin. Mais lors de l'attribution des différents contrats, seules des sociétés américaines avaient été désignées.

En outre, les entreprises britanniques craignent, à terme, une accélération de la « fuite des cerveaux » vers les Etats-Unis, phénomène beaucoup plus grave en Grande-Bretagne que dans les autres pays européens. Plusieurs représentants de l'opposition travailliste ont, vendredi, renouvelé cette accusation : *« Les Américains s'intéressent moins aux recherches effectuées par les laboratoires de notre pays qu'à nos ingénieurs... »*

Dans le cadre de l'IDS, les experts américains portent plus particulièrement leur attention sur les travaux réalisés en Grande-Bretagne dans les secteurs de l'utilisation des rayons laser ou infrarouge et des ordinateurs optiques à haute performance. Ils sont déjà entrés en relation avec une université écossaise et avec un centre de recherche dépendant du ministère de la défense, qui a mis au point un prototype de canon électromagnétique capable de tirer des projectiles à très grande vitesse.

Sur le plan politique, l'opposition a réitéré ses objections sur les dangers *« fondamentaux »* de la conception de l'IDS. Et elle n'a pas manqué de rappeler que le chef de la diplomatie britannique, Sir Geoffrey Howe, avait lui-même, il y a quelques mois, fait publiquement état de ses doutes à propos de l'ensemble du projet.

FRANCIS CORNU.

Critiques à Moscou

L'agence Tass a vivement critiqué la décision de Londres qui, *« devenue le premier des alliés ouest-européens des Etats-Unis, a cédé sous la pression de Washington »*. L'agence soviétique ajoute que la démarche britannique *« contredit l'esprit de la rencontre au sommet de Genève »*, car *« le monde entier attend que commence le compte à rebours de la détente, la réduction de la tension, la création d'une atmosphère de confiance et l'arrêt de la course aux armements. » « Lors de leurs discussions à Genève,* ajoute Tass, *les deux dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis sont convenus d'activer les pourparlers sur les armements nucléaires et cosmiques (...) pour prévenir la course aux armements dans l'espace, et l'arrêter sur terre. Officiellement, Londres a approuvé les efforts entrepris à Genève, mais s'est quand même rallié sur-le-champ au programme américain de « guerre des étoiles », tout aussi officiellement. »*

Le gouvernement de Bonn a rappelé, de son côté, qu'il annoncerait avant Noël sa décision quant à la participation de la République fédérale à l'IDS.

A travers le monde

COLOMBIE

La « coordination de la guérilla » revendique un attentat

Bogota. — Un commando a attaqué un autobus militaire, le vendredi 6 décembre, tuant deux passagers et en blessant quatorze autres. L'attaque, qui s'est produite dans une rue peu éloignée du palais présidentiel, a été revendiqué par la « coordination de la guérilla » qui regrouperait au moins trois mouvements rebelles : le M 19, l'Armée populaire de libération (ELP), et l'armée de libération nationale (ELN, procubaine). Dans des appels aux radios colombiennes, la « coordination » a affirmé que l'action de vendredi aurait été menée en réponse au meurtre du dirigeant politique de l'EPL, Oscar William Calvo, le mois dernier. Son assassinat avait conduit l'ELP à dénoncer la trêve signée en 1984 avec le gouvernement et à reprendre la lutte aux côtés du M 19. *(AFP, Reuter.)*

PHILIPPINES

Le général Ver au placard ?

Manille. — Quatre mille personne ont défilé, vendredi 6 décembre dans les rues du centre de Manille pour protester contre l'acquittement, lundi, par un tribunal spécial, du chef d'état-major de l'armée, le général Fabian Ver, et d'autres militaires soupçonnés d'être impliqués dans le complot qui a abouti à l'assassinat du dirigeant de l'opposition Benigno Aquino en 1983.

Les manifestants, qu'un important dispositif de sécurité a empêchés d'approcher du palais présidentiel, ont mis le feu à un portrait du président Marcos, le représentant avec la moustache de Hitler et un brassard à croix gammée, aux cris de *« Justice pour Aquino »*.

Dans la matinée, plusieurs avocats avaient brûlé leurs diplômes devant la Cour suprême en accusant la justice d'être *« à la botte »* du président Marcos.

Ce dernier a toutefois annoncé, vendredi, que le général Ver allait être prochainement touché par le *« remaniement en cours »* du haut commandement.

Un communiqué de la présidence rapporte, en effet, que le chef de l'Etat a déclaré que le remaniement de l'encadrement militaire atteindrait, *« dans le délai d'une semaine environ »*, le *« niveau du général Ver »* et de son adjoint, le général Fidel Ramos. — *(AFP, Reuter.)*

TURQUIE

Six policiers condamnés

Six policiers turcs accusés d'avoir torturé un suspect ont été condamnés chacun à trois mois de prison, a-t-on appris, vendredi 6 décembre, de source judiciaire turque. Les six hommes avaient été inculpés après la découverte, en août 1980, du cadavre d'un opposant turc dans les locaux de la police à Mardin (ville proche de la frontière syrienne). Selon un rapport d'autopsie, le corps du détenu ne présentait aucune marque de torture et il serait décédé de mort naturelle. En conséquence, les policiers ont été condamnés non pour tortures mais pour *« négligences »*, pour avoir laissé le suspect sans surveillance pendant plus de vingt-quatre heures.

Quatre cent cinquante policiers et militaires tortionnaires ont été condamnés à des peines de prison depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, selon le ministère de la justice ; plus de cinq mille plaintes ont été déposées. La semaine dernière, une commission parlementaire sur les prisons a demandé l'aggravation des peines et le limogeage de ceux qui ordonnent ou pratiquent la torture.

D'autre part, on a appris vendredi à Copenhague qu'un accord de compromis aurait été conclu entre Ankara et les pays européens qui avaient déposé une plainte contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme (France, Danemark, Pays-Bas, Suède, Norvège). Les engagements concernant la loi martiale, la torture et les libertés politiques pris par la Turquie dans le cadre de cet accord devraient être rendus publics dans quelques jours. — *(AFP.)*

VATICAN

Le pape a reçu Mme Bonner

Cité du Vatican. — Mme Elena Bonner, l'épouse de l'académicien soviétique Andrei Sakharov, a été reçue, vendredi 6 décembre, en audience privée par Jean-Paul II.

Le communiqué officiel du Vatican ne donne aucune précision ni sur la durée ni sur la teneur de l'entretien.

Mme Bonner devait partir samedi pour les Etats-Unis. — *(AFP.)*

LE DÉTOURNEMENT DE MALTE

Le pirate survivant est un Palestinien

Le gouvernemeat de La Valette a indiqué, le vendredi 6 décembre, qae le seul pirate survivant da détournement sur Malte da Boeing égyptien qui fit soixante et un morts, était un Palestinien, né an Liban, qui n'a eu que deux aatres complices. Il se nomme Mohamed Ali Rezak, est âgé de vingt-deux ans et se remet actuellemeat de blessures par balles dans un hôpital de La Valette, a affirmé ua porte-parole officiel, M. Paul Misfud. Il y a quelques jours, les autorités maltaises avaient indiqué que ce pirate déclarait s'appeler Omar Marzouki et être tunisien.

M. Rezak, a encore rapporté le porte-parole, a expliqué à la police qu'il avait rencontré les deux autres pirates à Athèaes, juste avaat d'embarquer daas l'avioa, le 23 novembre dernier. L'un d'eux a été tué pendant un échange de tirs avec un garde égyptien au début du détaurnemeat ; l'autre duraat l'assaut lancé contre l'avion par une commando égyptien. Dans une première version, les autorités maltaises avaient indiqué qa'il y avait eu quatre pirates à bord, et le pilote avait, lai, avaacé le chiffre de ciaq hommes. Quoi qu'il en soit, Malte a réaffirmé que le pirate survivant serait jugé à La Valette et non pas extradé ea Egypte comme le réclame Le Caire.

● *L'OLP revendique un assassinat en Israël.* — La Force 17, relevant de l'OLP, a affirmé dans un communiqué, le vendredi 6 décembre à Beyrouth, qa'un de ses commandos opérant à l'intérieur des territoires occupés avait tué dans la nuit de jeudi à vendredi un soldat israélien, dont le corps a été abandonné sur la routa menant à Lod, en Israël. A Jérusalem, on a indiqué de source policière qu'un soldat de dix-huit ans a été tué par balles dans la auit de jeudi à vendredi et que son corps, brûlé, a été retrouvé aux abords du village de Mazor, près de la route natianale Petah Tekva-Lod). — *(AFP.)*

Belgique

L'attentat meurtrier de Liège n'a pas été revendiqué

De notre correspondant

Bruxelles. — Epargnée jusqu'alors par la vague de violence qui déferle depuis quelques mois sur la Belgique, Liège a été le théâtre, le vendredi 6 décembre à 15 heures, d'un attentat meurtrier. Ua étudiant en droit a été déchiqueté et deux autres personnes légèrement blessées par l'explosion d'une valise bourrée d'explosifs, quelques dizaines de minutes avant l'ouverture, au palais de justice, de la séance inaugurale du jeune barreau. La bombe, déposée dans une armoire métallique, a causé des dégâts considérables dans le bâtiment.

Quelques minutes plus tard, une alerte à la bombe à l'auditora militaire de Liège a encore accentué la confusion qui s'était emparée de la ville, placée en état de siège par les forces de l'ordre.

L'attentat, qui n'a toujours pas été revendiqué, est-il l'œuvre des CCC (cellules communistes combattantes) qui, vendredi matin, avaient fait saater à Wartegem l'odéoduc rempli de kérosène servant à alimenter les bases militaires de l'OTAN ? Les CCC signaient ainsi leur vingt-septième attentat en Belgique en un peu plus d'un an. Les terroristes ont aussi revendiqué l'explosion à Versailles du centre d'informatique des oléoducs de l'OTAN et ont précisé qu'ils avaient également l'intention de faire sauter un autre oléoduc près de Mons, mais que cette dernière opération avait été *« remise »*.

Mercredi matin, les terroristes des CCC avaient fait exploser une valise piégée au rez-de-chaussée de la Baak af America à Aavers. Conformément à un scénario devenu maintenant classique, un des membres des CCC avait abaadonné l'engin explosif dans la banque et remis à une hôtesse un tract à étoile rouge annonçant que le bâtiment allait sauter une demi-heure plus tard. Quinze minutes après, la déflagration, entendue dans toute la ville, causait d'importants dégâts à l'intérieur du bâtiment et dans les immeubles avoisinants.

Pour le moment, les enquêteurs estiment que le style de l'attentat de Liège ne ressemble pas à celui des CCC, qui ont toujours averti de l'imminence des explosions et qui ont toujours revendiqué leurs actes. Le ministre belge de la justice, M. Jean Gol, qui est aussi député de Liège, et qui devait initialement assister à la cérémonie du jeune barreau, n'a toutefois pas écarté totalement cette hypothèse.

Anvers, Wartegem, Liège : un mois après la tuerie d'Alost — huit morts dans un supermarché, — la peur s'est de nouvean emparée de la Belgique. Avec des conséquences dramatiques. Ainsi, vendredi matin à Gand, un peintre en bâtiment, pris de panique, qui avait refusé de s'arrêter à un contrôle routier, a été poursaivi par les gendarmes qui l'ont abattu dans des circonstances encore mal éclaircies. Vendredi après-midi, c'est le ceatre de Bruxelles qui a été entièrement paralysé à la suite de la découverte d'une valise suspecte. Vrais attentats et fausses alertes, terrorisme et banditisme, sont en train de devenir le lot commun et quasi journalier des Belges.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Les négociations anglo-espagnoles sur Gibraltar dans l'impasse

De notre correspondant

Madrid. — La solution du problème de Gibraltar a'est pas pour demain. Telle est l'impression qui prévalait à Madrid après la visite, jeudi 5 et vendredi 6 décembre, du secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Les entretiens que ce dernier a eus avec le roi Juan Carlos, le président da gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et avec son collègue espagnol, M. Francisco Fernandez Ordonnez, ne semblent pas avoir permis de progresser dans la résolution du contentieux bilatéral.

Les deux pays avaient signé en navembre 1984 l'« accord de Bruxelles », par lequel l'Espagne levait les dernières restrictions au trafic entre Gibraltar et le reste du continent, tandis que la Grande-Bretagne acceptait d'ouvrir avec Madrid des négociations incluant le problème de la souveraineté. Lors d'une première réunion à Genève en février dernier, les Espagaols avaient proposé deux formules : la création d'un condominium ou la signature d'un « contrat de location » sur le modèle de Hongkong.

Sir Geoffrey a refusé de se prononcer sur ces propositions, vu le désaccord qui persiste sur le fond : tandis qae l'Espagne invoque le principe de l'*« intégralité territoriale »*, les Britanniques se retranchent derrière celui du *« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »*. Présent dans la délégation anglaise, le premier ministre de Gibraltar, M. Joshua Hassan, a d'ailleurs rappelé que la *« génération actuelle »* de ses concitoyens ne désirerait pas le rattachement à l'Espagne.

Les Britanniques laissent entendre que l'établissement progressif de *« mesures de confiance »* créerait un climat favorable permettant d'aborder ensuite les problème de fond. Mais les deux délégations n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la plus importante des questions pratiques en discussion, celle de l'usage conjoint de l'aéroport de Gibraltar, avec un accès direct au territoire de chacun des deux pays (sur le modèle de l'aéroport de Bâle). Sir Geoffrey a reconnu que *« de nombreux problèmes techniques et juridiques »* subsistaient encore à ce propos.

Cette impasse est embarrassante pour Madrid, alors qu'approche le momeat du référeadum sur l'OTAN. Le gouvernement espagnol avait espéré pouvoir présenter quelques progrès sur Gibraltar comme une conséquence logique de l'appartenance de l'Espagne à l'alliance. En affirmant clairement à Madrid que *« ces deux questions n'ont aucun rapport »*, Sir Geoffrey n'a pas facilité la tâche de ses hôtes.

THIERRY MALINIAK.

Pologne

La purge a frappé plus de 70 responsables d'universités

Varsovie *(AFP)*. — L'agence officielle PAP a confirmé, le vendredi 6 décembre, qa'au moins soixante-seize responsables des universités polonaises, dont six recteurs, avaient été démis de leurs fonctions dans le cadre de la purge interveaue fia aovembre dans l'enseignement supérieur.

Dans une première estimation précise de la part des autorités, depuis cette purge, l'agence a indiqué que *« six recteurs n'ont pas été reconduits dans leurs fonctions »* et que des *« décisions semblables concernant environ soixante-dix responsables universitaires ont été prises dans quinze hautes écoles »*. PAP reconnaît le caractère politique de cette purge. *« Une attention particulière a été accordée,* écrit-elle, *à l'attitude civique des employés des universités et à la conformité de leur travail avec la législation sur le caractère étatique et socialiste des écoles supérieures. »*

Cette purge a entraîné une série de protestations dans les universités. Plusieurs doyens, dont deux à Gdaask, aat démissionné. Les anciens responsables des conseils d'autogestion étudiants de toute la Polagae (dissaus daas leur ancienne forme par la loi universitaire de juillet dernier) ont adressé une lettre de protestation au ministre de l'enseignement supérieur, dans laquelle ils soulignent *« le soutien et l'entière confiance de tous les étudiants aux professeurs démis de leurs fonctions »*.

La presse polonaise, cependant, continue de se féliciter de la rencontre entre le général Jaruzelski et M. Mitterrand.

L'organe du PC, *Trybuna Ludu*, read aatammeat hommage aa *« courage politique »* des deux hommes. Cette rencontre, affirme-t-il, *« démontre qu'aucune considération d'ordre protocolaire ne peut entrer en jeu dès lors qu'il s'agit d'intérêts importants bien compris de part et d'autre »*.

Le président du Congrès juif mondial se rendra à Moscou puis à Varsovie

New-York *(AFP)*. — Le présideat du Cangrès juif moadial (CJM), M. Edgar Bronfmann, se rendra le mercredi 11 décembre en Pologne, où il sera reçu par le général Jaruzelski (*le Monde* du 5 décembre).

M. Elan Steinberg, directeur exécutif du CJM, a déclaré que le général Jaruzelski avait invité M. Bronfmann à se rendre à Varsovie après leur rencontre en septembre dernier, à New-York, en marge des cérémonies marquant le quarantième anniversaire des Nations unies.

De bonne source, on indique que M. Bronfmann partira dimanche pour Moscou avant sa visite en Pologne, mais aucune précision n'a été donnée sur ce voyage.

Selon M. Steinberg, les entretiens qu'aura M. Bronfmann avec les autorités polonaises porteront sur un certain nombre de problèmes concernant la communauté juive polonaise, notamment les compensations aux survivants des camps de la mort nazis et l'accès aux archives de la seconde guerre mondiale.

M. Bronfmann, qui devrait être reçu par le général Jaruzelski jeudi, rencontrera également des responsables de la communauté juive polonaise.

France

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AUX ANTILLES

M. Mitterrand appelle la gauche à « se serrer les coudes »

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. – Le « ghetto » de Boissard ! M. Mitterrand en entendait parler depuis si longtemps de ce bidonville des faubourgs de Pointe-à-Pitre – où près de onze mille personnes s'agglutinent dans un labyrinthe de cases insalubres – qu'il a voulu « voir sur place », vendredi après-midi 6 décembre, au cours de sa dernière journée de visite en Guadeloupe. Et le président de la République a vu les tôles rouillées, les venelles boueuses, les taudis surroccupés dépourvus de sanitaires, parfois même d'eau courante... Il a bavardé quelques instants avec certains des déshérités qui vivent là. Une jeune femme lui a raconté comment elle avait passé deux nuits à la belle étoile après l'incendie de sa case ; une autre lui a expliqué que le quartier était devenu un vrai coupe-gorge.

Un quart d'heure présidentiel au contact de la plus sinistre facette de la réalité guadeloupéenne. Une « promenade » symbolique, compte tenu de la psychose sécuritaire qui règne dans le département. Le président de la République en avait eu une nouvelle preuve quelques instants auparavant, aux Abymes, où, protégé par un exceptionnel dispositif de sécurité, il avait inauguré la nouvelle mairie, construite suivant les plans de Jack Berthelot, cet architecte indépendantiste mort en juillet 1984, déchiqueté, selon la police, par une bombe qu'il s'apprêtait à faire exploser à Pointe-à-Pitre contre un édifice public.

Le maire des Abymes, M. Frédéric Jalton, député socialiste, avait réaffirmé que la sécurité était devenue la principale préoccupation des Guadeloupéens : *« Il n'est pas admissible,* avait-il dit, *que les gens ne puissent plus se déplacer sans se faire agresser, que les commerçants se fassent attaquer quotidiennement en plein jour. »*

Le matin, à Anse-Bertrand, le maire, M. José Moustache (RPR), président du conseil régional, avait estimé, lui aussi, qu'en Guadeloupe *« la population ne se sent plus protégée »*. Donc quand, vendredi soir, devant la nombreuse foule rassemblée à l'hôtel de ville de Pointe-à-Pitre, le maire (communiste) de la sous-préfecture, M. Henri Bangou, joignit sa voix à ce concert en déclarant que la population était *« excédée par un banditisme quotidien et traumatisant »*, M. Mitterrand évoqua les causes économiques et sociales de ce mal dénoncé par ses interlocuteurs, qui vise surtout les immigrés dominicains : *« Comment la délinquance ne se développerait-elle pas lorsqu'il n'y a plus d'espérance ? »*

Les derniers propos antillais du président de la République seraient sans doute restés conventionnels si le maire de Pointe-à-Pitre, au-delà de sa dénonciation de la délinquance, ne s'était livré à un brillant exercice oratoire, conduisant M. Mitterrand, à son tour, à parler en tribun.

Courtois mais direct, le maire communiste de Pointe-à-Pitre avait reproché à M. Mitterrand d'être resté trop départementaliste dans la politique à l'égard de l'outre-mer et de n'avoir pas osé consulter directement les populations concernées sur l'évolution de leur statut. *« Je n'ai pas perçu, au travers des votes guadeloupéens, une volonté d'aller au-delà de notre régionalisation conquise grâce aux forces populaires et qui réalise la synthèse entre l'identité antillaise et la citoyenneté française »*, lui a répliqué le chef de l'Etat. *« La volonté guadeloupéenne m'apparaît clairement : la Guadeloupe veut être la Guadeloupe et elle veut continuer d'être la France. »*

M. Bangou avait aussi estimé que la dégradation du climat social s'était alimentée *« de toutes les défaillances et toutes les hésitations du gouvernement depuis 1981 »*. M. Mitterrand lui rétorqua : *« Je trouve qu'en quatre ans on a fait pas mal. Vous voulez qu'on en fasse davantage ? Eh bien, avançons tous ensemble avec une majorité qui permettra de compléter en sept ans ce qui a été fait en quatre. Si vous en redemandez plus, eh bien donnez donc – je ne parle plus de moi – quatorze ans aux forces populaires ! »*

Une seule manifestation d'hostilité

M. Bangou, enfin, avait souhaité que le gouvernement ne frappe pas d'ostracisme son parti, le Parti communiste guadeloupéen, sous prétexte qu'il se trouve en concurrence aiguë avec la fédération socialiste. M. Mitterrand lui répondit par un appel à l'union de la gauche dont la portée semblait dépasser, dans son esprit, le cadre antillais. *« Il faut convaincre le peuple qu'on avance et qu'on avance d'autant plus sûrement qu'on se tient les coudes et qu'on reste ensemble. Au moment où c'est difficile, où l'on semble plier sous le poids des attaques adverses, il faut plus que jamais rester ensemble, plutôt que de rentrer chez soi pour accuser l'autre, qui est tout seul, de ne pas avoir à lui seul réussi ce qu'on avait décidé de faire ensemble... »* M. Mitterrand a doublé cet appel d'une exhortation au consensus pour le progrès de l'outre-mer.

Le chef de l'Etat, à Pointe-à-Pitre comme ailleurs, a particulièrement insisté sur les nouveaux moyens d'action mis à la disposition des assemblées régionales par la décentralisation. *« Le pouvoir, maintenant, est ici, et vous pouvez compter sur moi pour qu'il y soit de plus en plus. »*

Partout, le discours de M. Mitterrand a été bien accueilli. Y compris par les maires d'opposition que le chef de l'Etat a rencontrés, même quand ceux-ci n'avaient visiblement rien fait pour inviter la population à saluer son passage chez eux. Ce fut le cas, vendredi matin, à Anse-Bertrand, la commune de M. Moustache.

La seule manifestation d'hostilité est venue, vendredi soir à Pointe-à-Pitre, d'une centaine de militants du MPGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante) qui s'étaient rassemblés près de l'hôtel de ville pour crier : *« Mitterrand assassin »*, *« Mitterrand colonialiste »*, *« Les Français dehors »*. M. Mitterrand ne leur a prêté aucune attention.

ALAIN ROLLAT.

Propos et débats

M. Marchais : ce trouble est un « coup »

Le *« trouble »* exprimé par M. Laurent Fabius à propos de la visite du général Jaruzelski n'est qu'un *« coup politique »*, a estimé, vendredi 6 décembre, M. Georges Marchais, qui était l'invité de l'émission télévisée « Face à la 3 ». L'idée selon laquelle le président de la République n'avait pas informé le premier ministre de sa décision est, selon le secrétaire général du PCF, impossible, *« d'autant plus qu'à Varsovie on en parlait depuis plusieurs jours »*. *« Tout cela me donne à penser,* a répété à ce propos M. Marchais *qu'en définitive on est en train de préparer la cohabitation (...), de faire la démonstration dans la pratique qu'il peut y avoir un président de la République ayant une position sur un problème politique donné et un premier ministre qui aurait une autre position. »*

M. Séguin : nommer n'est pas choisir

En cas d'alternance en 1986, *« le président nommera peut-être le premier ministre, mais l'opposition devra faire en sorte qu'il n'ait pas à le choisir »*, a déclaré vendredi 6 décembre, M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale. M. Séguin oppose, en effet, deux lectures de la Constitution. L'une, « présidentielle », est appliquée depuis 1958. L'autre, « parlementaire », aura cours, selon le maire d'Epinal, en cas de cohabitation. Cette lecture *« parlementaire »* met en présence *« la présidence de la République et une Assemblée nationale qui dialoguent par le biais d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale (...) Dans la première lecture, le premier ministre est le premier ministre du président de la République, qui est fondé à dire* « le premier ministre que j'ai donné à la France », *dans la deuxième lecture, le premier ministre est le premier ministre de la France »*.

Il serait du reste *« aberrant »*, juge M. Séguin, que *« le président de la République arbitre entre les nuances ou les hommes de l'opposition devenue la nouvelle majorité »*.

M. Lalonde : main tendue contre poing levé

M. Brice Lalonde, candidat écologiste dans le Rhône pour les prochaines législatives, s'est prononcé, vendredi 6 décembre, à Lyon, pour *« l'écologie de la main tendue et non celle du poing levé »* en faisant allusion à la campagne des « Verts ». M. Lalonde a déclaré qu'il n'y avait pas *« de bonne économie sans écologie »* et qu'*« il faut retrouver une nouvelle morale envers la nature »*, avant d'affirmer qu'il était persuadé qu'*« un jour il y aura des retrouvailles entre le peuple français et les écologistes »*.

M. Wibaux : régionalisation-remède

Le délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, s'est dit *« convaincu »* que la régionalisation appliquée dans ce territoire *« détient en elle, et en elle seule, les remèdes à tous les problèmes qui se posent à la Nouvelle-Calédonie »*. M. Wibaux, qui s'exprimait vendredi sur la télévision locale RFO, a souligné que cette régionalisation du territoire, qui constitue l'*« essentiel »* des réformes mises en œuvre localement par le gouvernement avait été *« voulue par tous »*.

M. Debré : réception obligée

« Si vraiment ce qu'on dit est exact, c'est-à-dire si le général Jaruzelski a demandé à venir, je ne vois pas comment on aurait pu refuser de le recevoir » a déclaré, vendredi 6 décembre, M. Michel Debré, interrogé par RTL sur la récente rencontre entre les chefs d'Etat polonais et français.

APRÈS « L'HEURE DE VÉRITÉ » DE M. BARRE

Querelles de légitimités

M. Raymond Barre a soulevé, au cours de « L'heure de vérité », mercredi 4 décembre, la question de la légitimité du président de la République en des termes qui touchent à la fois à la politique et au droit. Le député du Rhône a expliqué en substance que, élu au suffrage universel, le président de la République a conclu un *« contrat de confiance »* avec le peuple. Cela établit donc la légitimité du chef de l'Etat, et, d'ailleurs, M. Barre rappelle, à juste titre, qu'il n'a jamais mis celle-ci en cause depuis 1981, et surtout pas en se référant aux sondages d'opinion. Mais M. Barre ajoute : *« J'ai toujours dit que lorsque les Français s'exprimeraient par un vote, soit qu'il s'agisse d'un référendum, soit qu'il s'agisse des élections législatives, la responsabilité du président se trouverait engagée et que, selon le vote, il y aurait renouveau de confiance au président de la République ou, au contraire, désaveu du président. »*

A l'appui de son affirmation, M. Barre cite un autre agrégé (de droit), M. Robert Badinter. Mais aussi talentueuse que soit la démonstration, on doit rappeler que M. Badinter se référait à la *« logique secrète »* des institutions et non à leur lettre, ni même à leur esprit.

Si l'on suit l'agrégé de droit et l'agrégé d'économie sur leur terrain, le référendum et les élections législatives auraient la même valeur légitimante. C'est oublier que ces deux scrutins n'ont pas la même source ni le même objet. Le référendum, selon l'article 11 de la Constitution, est déclenché par un acte du président de la République, qui décide seul. Il est même libre de refuser une proposition qui lui serait faite par le premier ministre ou par les assemblées parlementaires. Il est donc directement concerné par le résultat. C'est bien ce qu'avait compris le général de Gaulle lorsqu'il avait demandé un *« oui franc et massif »* et lorsqu'il s'est considéré comme personnellement désavoué par le référendum du 27 avril 1969. A l'inverse, le chef de l'Etat peut très bien consulter les Français sans pour autant mettre son sort en balance. C'est ce qu'avait fait Georges Pompidou en 1972, avec le référendum sur l'élargissement du Marché commun.

En revanche, les élections législatives et l'élection présidentielle sont formellement prévues à des échéances fixées par la Constitution : tous les cinq ans pour les premières, tous les sept ans pour la seconde. Si elles peuvent être provoquées par la dissolution ou par la démission (et éventuellement par la mort ou l'empêchement), *elles ne peuvent* être évitées à leur date normale. De plus, il n'y a aucune relation d'automaticité entre elles, ni dans un sens ni dans l'autre. Ainsi, après la démission de de Gaulle en 1969, son successeur n'a pas prononcé la dissolution de l'Assemblée nationale pour obtenir que les Français lui adressent, par députés interposés, un nouveau *« contrat de confiance »*.

Il en est allé de même en 1974 après l'élection de M. Giscard d'Estaing. En revanche, la question du lien de légitimité peut se poser lorsque le président de la République décide – il est le seul à avoir ce pouvoir – de dissoudre l'Assemblée pour provoquer de nouvelles élections. Dans ce cas, il s'engage personnellement et demande expressément au corps électoral une confirmation du contrat.

Sous conditions

C'est ce que disait de Gaulle dans sa conférence de presse du 20 septembre 1962 : *« Le président détient en permanence la possibilité de recourir au pays, soit par la voie du référendum, soit par celle de nouvelles élections, soit par l'une et l'autre à la fois. »* Le 7 novembre suivant, il demandait aux Français, pour les élections législatives consécutives à la dissolution de l'Assemblée *nationale qu'il avait prononcée* après le référendum instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel, *« de faire en sorte que cette deuxième consultation n'aille pas à l'encontre de la première »*, ajoutant : *« Puissiez-vous confirmer par la désignation des hommes le choix qu'en votant « oui » vous avez fait quant à notre destin »*. A quelques mots près et – *mutatis mutandis* – c'est le même comportement qu'a eu M. Mitterrand entre l'élection présidentielle du 10 mai 1981 et les élections législatives qu'il a provoquées aussitôt après.

Ainsi, selon l'affirmation de M. Barre, la légitimité serait accordée par le corps électoral sous conditions suspensives. De telles conditions sont d'ailleurs prévues par la Constitution (dissolution ou démission), mais ce ne sont pas celles auxquelles M. Barre pense. Le député de Lyon voit encore plus loin : il lie la légitimité d'un des pouvoirs à celle de l'autre. Il affirme que les personnes qui accepteraient d'être nommées ministres par M. Mitterrand *« reconnaîtraient »* par cette acceptation même la *« légitimité »* du chef de l'Etat en place. M. Barre est même très net : *« A ce moment-là, le peuple aura voté dans des conditions telles que le désaveu sera patent, et celui qui ira à l'Elysée ce jour-là ne tiendra pas compte du désaveu donné par le peuple à M. Mitterrand. »*

L'éventuel premier ministre issu de l'actuelle opposition est donc prévenu : aux yeux de M. Barre, il trahira le peuple. Dès lors, la légitimité de M. Mitterrand ne tiendrait, à partir du 16 mars 1988, qu'à un petit groupe d'hommes, les ministres qui lui apporteraient leur caution de récents élus. En conséquence, si la majorité actuelle perd les élections législatives, le septennat de M. Mitterrand ne serait prolongé au-delà des cinq années écoulées que par la grâce de ses adversaires.

Comme l'a annoncé M. Barre, s'il devenait lui-même président de la République en 1986, après une démission de M. Mitterrand, il organiserait un référendum rétablissant le scrutin majoritaire, dissoudrait l'Assemblée et procéderait à de nouvelles élections. Une nouvelle législature commencerait donc avant la fin de l'année prochaine. Mais, en 1991, au terme de celle-ci, M. Barre se retrouverait dans la même situation que M. Mitterrand aujourd'hui, à deux ans de la fin de son septennat. Et, pour peu qu'une majorité parlementaire de gauche réapparaisse alors, il devrait quitter l'Elysée.

Ce petit jeu peut donc réserver des surprises. La stabilité politique risque d'en être fort et fréquemment secouée.

Sur le plan strictement juridique et constitutionnel, on ne peut lier deux élections par nature différentes. M. Mitterrand est tout à fait fondé, en droit, à demeurer à l'Elysée jusqu'au terme de son mandat. Il l'a d'ailleurs rappelé. La légitimité est *intrinsèque* à la fonction, à partir du moment où elle a été accordée une fois pour toutes et pour sept ans. Nul ne peut la retirer, ni la redonner pendant cette période.

Sur le plan politique, tout dépend naturellement de l'interprétation que les uns et les autres veulent donner au vote des électeurs, ce qui ne peut être que subjectif. Seule serait sans ambiguïté une consultation référendaire portant précisément sur le sujet : le maintien ou le départ du président de la République, en cas d'élections législatives contraires.

Mais, comme disait Kipling, *« cela est une autre histoire »*.

ANDRÉ PASSERON.

L'UDF a désigné la presque-totalité de ses chefs de file

L'UDF, réunie en bureau politique les mercredi 4 et jeudi 5 décembre, est parvenue à désigner la presque totalité de ses chefs de file pour les élections législatives. Au nombre des exceptions : la Haute-Garonne (bien qu'il paraisse acquis que ce sera le père, Pierre Baudis, et non le fils, Dominique, qui conduira la liste UDF aux législatives), l'Aude et la Corrèze, où le chef de file UDF n'est pas en position éligible.

Dans le Gard, le bureau politique de *l'UDF* accorde son soutien au maire de Nîmes, M. Jean Bousquet (div. opp.). Il propose au RPR une liste d'union avec, en deuxième place, M. Jean Poudevigne (UDF-CDS), la troisième place étant réservée à un RPR, et la quatrième à un PR.

En Seine-et-Marne, M. Bernard Lehideux, conseiller de Paris (PR), a été désigné comme chef de file de l'UDF, qui souhaite l'imposer en numéro trois sur une liste d'union que conduirait M. Alain Peyrefitte.

Dans l'Isère, un accord a pu être finalement trouvé. Derrière M. Alain Carignon (RPR), tête de la liste d'union, prendront place M. Georges Colombier (PR), M. Alain Moyne-Bressand (PR), M. Michel Hannoun (RPR) et M. Gauthier Audinot, directeur de publication du *Dauphiné Libéré*, qui figure sur le contingent UDF.

L'UDF souhaite toutefois attendre avant de publier la liste définitive de ses chefs de file, afin de ne pas bloquer d'éventuelles évolutions vers des listes d'union. Le cas s'est présenté dans l'Aube, où l'union prévaut avec, en tête, M. Robert Galley (RPR) et en numéro deux M. Pierre Micaux (UDF-PR). Faute d'avoir pu négocier la troisième place sur la liste législative, l'UDF obtient la tête de liste aux régionales pour M. Paul Granet (rad.).

D'autres candidatures ont été confirmées par le bureau politique de l'UDF.

Dans la Marne, conformément au vœu émis par M. Bernard Stasi (CDS), qui conduit la liste UDF, le numéro deux sera M. Jean-Louis Schneiter (CDS).

Dans le Nord, derrière M. Georges Delfosse (CDS) prennent place MM. Jean-Jacques Descamps (clubs), Bruno Durieux, collaborateur de M. Barre qui figure sur le contingent du CDS, Stéphane Dermaux (PR) et Jean-Claude Decagny (PSD).

Dans la Sarthe, M. Jean-Charles de Vincenti (CDS), conseiller de Paris, est confirmé en quatrième position sur la liste d'union, tout comme M. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro*, dans le Vaucluse avec l'étiquette PSD.

Enfin dans les Yvelines, sur la liste UDF conduite par M. Paul-Louis Tenaillon (CDS), se trouvent M. Pierre Lequiller (clubs), Mme Janina Cayet (CDS) et M. Laurent Wetzel (CDS).

Désormais, l'UDF s'intéresse plus spécialement à la constitution des listes régionales. Une sous-commission composée des secrétaires nationaux de l'UDF et des spécialistes des élections dans chacune des composantes a été mise en place à cet effet.

C. F.-M.

M. Fabius pardonné

(Suite de la première page.)

M. Bérégovoy en tout cas sait bien ce qu'il dit lorsqu'il lance : « *Il faut que les socialistes eux-mêmes se rassemblent (...). Le moment n'est pas à la polémique, le moment est à l'unité, le moment n'est pas aux interrogations, le moment est à la volonté. Tous ensemble autour du président de la République, nous devons bander nos énergies.* »

M. Jospin lui aussi doit peser ses mots lorsqu'il place la campagne des socialistes sous le signe de « *la confiance, la solidarité, la conviction* », avant d'ajouter : « *Quand je dis ma confiance, je la dis d'abord à François Mitterrand.* » Un choix, dit-il, dicté par « *le respect d'un homme, la reconnaissance d'un itinéraire* ».

M. Jospin, qui voit en M. Mitterrand « *un homme de principes, un homme de convictions, un homme de fidélité* », continue en martelant les mots : « *Je peux apprécier différemment de lui l'opportunité ou l'impact de telle ou telle décision. Ce fut le cas pour la venue dans notre pays de ce petit homme glacé aux lunettes noires venu de Pologne, mais je ne doute pas un instant des valeurs qui inspirent François Mitterrand à la tête de l'Etat, ni de la politique qu'il conduit en notre nom. C'est pourquoi, je le dis (...), la crispation de l'instant ne doit pas l'emporter sur l'accord plus profond qui vient de la durée.* »

Le premier secrétaire a terminé son discours. Il s'est dit « *confiant* » et « *optimiste* » pour 1986. Il est 1 heure du matin et les militants font toujours la queue pour demander un autographe à Mme Danièle Mitterrand.

J.-L. A.

AU SÉNAT

Le monologue de l'opposition sur la défense et l'action extérieure

Lors de la discussion générale du budget, allongée par des débats sectoriels qu'elle a décidé d'organiser cette année, l'opposition, majoritaire au Sénat, a traité le jeudi 5 décembre de la défense et des relations extérieures.

Sur fond d'affaire Greenpeace et de déclarations inquiètes de certains responsables militaires, les porte-parole de la majorité sénatoriale ont dressé un bilan critique de la politique de défense. « *Il faut ou changer de discours ou changer de budget* » estime M. Jean Francou (Union centriste, Bouches-du-Rhône), tant il y a loin, explique-t-il, entre les promesses, certes acceptables, et l'insuffisances des crédits, ainsi qu'avec la réalité de l'équipement et du fonctionnement des armées.

L'insuffisance des moyens à plusieurs conséquences : ainsi une réduction des activités des armées, selon M. Modeste Legouez (RI, Eure), ou encore le non-respect de la loi de programmation pour l'armée de l'air, selon M. Albert Voilquin (RI, Vosges), ou pour la marine, selon M. Max Lejeune (Gauche démocratique). Au total, c'est la crédibilité de la défense qui, selon ces orateurs, est en cause.

De la même façon, pour l'action diplomatique menée depuis 1981, le négatif l'emporte sur le positif. Bien négative en effet est l'appréciation de M. Jean Lecanuet, qui juge que le gouvernement socialiste n'a rien inventé mais n'a fait qu'une découverte : l'existence des réalités internationales et des contraintes inhérentes à la charge de l'Etat, qui l'ont obligé à « *oublier ses critiques indignées et ses promesses irresponsables d'hier* ». Quant à l'existence d'un consensus des Français autour de la politique étrangère, le président de la commission sénatoriale de la défense et des forces armées ironise en évoquant le « trouble » ressenti par M. Laurent Fabius. Pour le sénateur de Seine-Maritime, le consensus entrevu n'est qu'un « *mirage* » tant il est dépourvu de substance. Quel accord, en effet, pourrait-il exister dès lors qu'il juge que la France, « *dans le domaine des relations Est-Ouest — celui où les conséquences sont politiquement les plus graves, — a mené une politique contradictoire et changeante qui n'a pas su trouver le point d'équilibre nécessaire entre le souci de la fermeté et la nécessité du dialogue avec l'Union soviétique* », ou encore dans celui de l'Europe où il considère que le troisième élargissement de la Communauté n'a pas été bien préparé, que la défense de l'Europe apparaît toujours aussi lointaine, que l'entente franco-allemande est aujourd'hui ébranlée et que le projet d'union européenne a toutes les chances de n'être qu'un « *mirage* ». Le bilan tout aussi négatif a été dressé par la majorité sénatoriale pour le logement et les transports (voies navigables, réseau autoroutier, installations pour l'aviation, aménagements portuaires...).

Vendredi, les sénateurs, qui poursuivaient l'examen du projet de loi de finances, ont regretté que les sommes allouées au sport ne représentent que 0,22 % des crédits d'Etat.

Pour M. Jean Francou (Union centriste), le redressement d'une « *situation désastreuse* » passe par trois impératifs :

1) le budget de l'Etat en faveur du sport doit avoir pour objectif de passer de 0,22 % à 1 % ;

2) une partie de ce budget devrait être réservée à la création d'une caisse d'équipement sportif ;

3) cet organisme serait mis au service des collectivités locales pour leur permettre de développer leurs installations sportives.

La loi devrait, toujours selon M. Francou, préserver les fonds provenant du Loto « *de la convoitise du ministre des finances* ». Ils doivent être cogérés par le mouvement sportif « *pour que celui-ci ne soit plus mis devant le fait accompli de privilégier tel constructeur, telle course ou telle équipe* ».

Enfin, le sénateur des Bouches-du-Rhône propose de revoir l'organisation de l'enseignement du sport à l'école primaire.

M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, n'a pas répondu à M. Francou. Il s'est contenté de regretter que ce débat se déroule devant un hémicycle quasiment vide. « *La procédure suivie n'est plus qu'une pantalonnade* », a-t-il déclaré.

A. Ch. et J. P.

M. SIRAT DÉMENT TOUTE INTERVENTION DANS LES ÉLECTIONS AU CONSISTOIRE ISRAÉLITE DE PARIS

Le grand rabbin de France, M. René Samuel Sirat, a rendu public, au sujet des élections au conseil d'administration du Consistoire israélite de Paris, un communiqué dans lequel il indique que, « *pour répondre aux vœux très nombreux qu'il a reçus,* [il] *entend mettre un terme à toute polémique en précisant qu'il n'est intervenu ni directement ni indirectement dans ces élections* ». M. Sirat précise que cette mise au point fait suite à « *la parution, la semaine dernière, dans la presse nationale, de certains articles relatifs* » à ces élections.

Le second tour de scrutin pour le renouvellement des membres du conseil d'administration du Consistoire de Paris doit avoir lieu le dimanche 8 décembre, après qu'avaient été pourvus au premier tour, le 24 novembre, six sièges, allés à des candidats figurant sur la liste du conseil sortant.

Deux autres listes étaient en présence, l'une formée par des adversaires du conseil sortant, partisans de M. Sirat, l'autre par des « *candidats individuels* ».

La première de ces deux listes, animée par M. Alfred Elkoubi, vice-président de la synagogue de la rue Buffault, a fait savoir, le 4 décembre, qu'elle avait décidé de se retirer. Elle appelle ses électeurs du premier tour à s'abstenir au second.

[*Le Monde*, dans les informations qu'il a données sur les élections au Consistoire de Paris (éditions datées 24-25 novembre, 27 novembre et 1er-2 décembre), n'a parlé que des « *partisans du grand rabbin Sirat* », défendant son « *point de vue* » ou « *adhérant aux critiques que, il y a deux mois et demi,* [il] *avait formulées à l'encontre de dirigeants consistoriaux, avant de se réconcilier officiellement avec eux* » — sans jamais alléguer une intervention personnelle du grand rabbin dans ces élections.]

UNE PAGE DE LECTURE EN CLASSE

Claude Simon au lycée

M. Jean-Pierre Chevènement invite, dans une lettre publiée au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 5 décembre, les professeurs de français à faire lire et commenter aux élèves une page de Claude Simon, extraite de *l'Herbe*, le mardi 10 décembre, jour où lui sera remis le prix Nobel de littérature. Cet exercice pourra être fait « *dans les classes de français des lycées et, lorsque les professeurs le jugeront possible, des collèges* ».

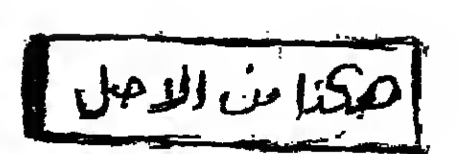
« *Ce texte admirable*, écrit le ministre, *évoque avec une profonde résonance humaine le rôle social de l'école et celui de la langue. Aux professeurs de savoir développer la réflexion à partir de lui, en montrant comment le sens de ce qui est dit est inséparable ici de la manière dont il est construit, dans cette unique longue phrase savante qui utilise toutes les ressources de la langue pour produire dans une forme novatrice un sens neuf et complexe. Les élèves y découvriront comment la maîtrise de la langue travaille à la force de la pensée.* »

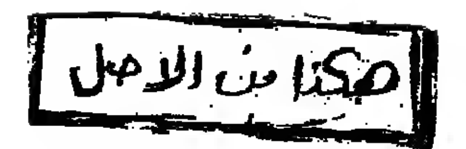
Voici ce texte :

On vendit donc maison et champs. Les quelques champs aux avares récoltes qu'avait cultivés leur père, les quelques vergers, le petit bois, la vigne sur le coteau, dont il avait tiré assez de sueur monnayable pour pouvoir, lui qui ne savait même pas lire, non seulement faire en sorte que ses enfants apprennent à lire, mais encore pour *qu'eux-mêmes ou* plutôt elles-mêmes — les deux filles, Eugénie et Marie — en apprennent assez pour, à leur tour, être capables d'apprendre à lire à *d'autres enfants*, et qu'avec ce qu'elles gagnaient en apprenant à lire aux autres (avec leurs deux maigres salaires d'institutrices, fendant le bois l'hiver, cousant leurs robes — ou plutôt raccommodant, réajustant sans cesse les mêmes, en faisant une nouvelle avec deux vieilles, elles-mêmes produits, dérivés, de robes précédentes, ce qui faisait qu'une seule robe représentait (cols, poignets, corsage, ceinture, jupe) une ingénieuse combinaison de quatre autres au minimum, à la façon de ces armes, de ces blasons héraldiques dont la valeur se décompte au nombre des quartiers, ou encore comme les robes de ces danseurs qui ont reçu, il y a deux ou trois cents ans de cela, le privilège de se produire dans la cathédrale de Séville pendant la semaine sainte aussi longtemps que les costumes qu'ils portaient dureraient et qui, depuis, n'en ont jamais changé, se transmettant de génération en génération les précieuses loques rapiécées au fur et à mesure de l'usure du tissu, de sorte qu'il finit par ne plus rien subsister de la robe originelle qu'un hétéroclite assemblage de pièces, elles-*mêmes* remplacées à tour de rôle : pas même des vêtements, les éclatants costumes bondissants, mais la permanence immatérielle d'un mythe à travers le temps putrescible, — trouvant encore le moyen d'aller, quand le père *fut mort*, bêcher et sarcler, une fois les classes finies, les champs les plus proches de la ville, et ne se résignant qu'à contre-cœur à louer le *reste*), avec ce qu'elles gagnaient, donc, les deux sœurs réussissant à élever leur frère, non seulement dans le sens courant du terme, mais dans sa pleine acception, le poussant, le hissant littéralement de la condition de fils d'un paysan analphabète, illettré, à celle non seulement de lettré mais encore de maître (car c'était dans cela qu'il s'était *spécialisé*, ce fut cela qu'il enseigna plus tard à la faculté) de ce langage, de ces mots que son père n'avait jamais pu réussir à lire, encore moins à écrire, tout juste à balbutier, lui les ayant pour ainsi dire non seulement conquis, assimilés, mais, comme tous les conquérants en usent avec leurs conquêtes, démembrés, dépouillés, vidés de ce mystère, ce pouvoir terrifiant que possède toute chose ou toute personne inconnue, sans antécédents ni passé, fruits apparents de quelque génération spontanée, mystérieuse, presque surnaturelle : *s'étant donc* attaché à leur découvrir une ascendance, une généalogie et, partant, à leur prédire, leur assigner une inéluctable dégénérescence, une *sénilité*, une mort, comme si, ce faisant et par une sorte de pieuse vengeance filiale, il affirmait l'invincible prééminence du vieil analphabète (des *générations* d'analphabètes aux mains calleuses, aux jambes lentes, au parler lent, aux reins courbés sans repos depuis le commencement du *monde* vers la terre *nourricière*, répétant sans fin les mêmes gestes millénaires, taciturnes, secrets) sur les instruments subtils, perfides et éphémères de *toute* pensée, *comme* eux subtile, perfide et éphémère.

★ *Claude Simon, l'Herbe* (Editions de Minuit, 1958).

● RECTIFICATIF. — Deux *erreurs se sont glissées dans l'article* sur les postes offerts au CAPES et à l'agrégation dans *le Monde* du *7 décembre*. Au CAPES, la variation par rapport à l'an dernier en philosophie est de — 20 (et non +20). A l'agrégation, elle est de — 7 en mécanique (et non de — 67).





Société

LES ASSISES DE BANLIEUES 89

Pour un « Grand Paris » aux dimensions de l'Europe

Les assises de Banlieues 89 qui ont été ouvertes jeudi 5 décembre à Enghien (Val-d'Oise) par M. Laurent Fabius devaient être clôturées, samedi 7 décembre, par M. François Mitterrand. Cinq membres du gouvernement — MM. Jean Auroux pour l'urbanisme, Paul Quilès pour la défense, Pierre Joxe pour l'intérieur, Henri Emmanuelli pour le budget et Mme Huguette Bouchardeau pour l'environnement — y ont assisté.

S'« offrir » cinq ministres et faire héliporter le premier ministre puis le chef de l'Etat sur le casino d'Enghien, ce Marienbad de l'Ile-de-France, tel est le dernier « coup » de Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, les enfants terribles de l'urbanisme français. Ces deux architectes, anciens de mai 68, avaient convaincu voilà deux ans le président de la République d'épouser leur grand dessein : rendre aux banlieues un visage urbain.

On leur a confié cette « mission impossible », et après deux ans d'une activité fébrile (*le Monde* du 18 février 1985) ils tentent d'en dresser le bilan. Est-ce prématuré ? Tous les professionnels savent qu'il ne faut pas moins de cinq ans de réflexion, de procédure et de travaux pour réaménager le moindre square. Mais la proximité des élections imposait sans doute de tirer dès maintenant le bénéfice politique d'une entreprise dont l'échéance reste fixée à 1989.

M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, parle d'une « *opération médiatique visant à masquer par le verbe et l'incantation le vide d'une politique* ». « *Ce ne sont pas de simples dessins d'urbanistes au graphisme flatteur qui peuvent changer la vie des habitants d'une banlieue* », ajoute-t-il.

Deux cents projets

Certes, mais la mission Banlieues 89 existe, ses objectifs répondent à un réel besoin, et il n'est pas absurde de faire le point de ses travaux. Deux cents projets présentés par des municipalités de banlieue ont été retenus, une cinquantaine le seront encore en 1986. Une centaine d'entre eux sont acceptés et subventionnés. Vingt-huit sont en cours d'exécution ou achevés.

Les plans et les maquettes de ces aménagements, exposés dans les salles du casino d'Enghien débarrassées de leurs tables de jeu, permettent de toucher du doigt la nature de ces opérations. Les maires des communes concernées, flanqués de leurs architectes, n'ont pas manqué d'exposer leurs espoirs et leurs déceptions au cours des trois journées de débat.

Roubaix, par exemple, sorte de Manchester français sinistré par la crise du textile, veut récupérer une usine désaffectée plantée en plein cœur de la ville pour la transformer en centre de la communication audiovisuelle. Ce sont les hommes de Banlieues 89 qui lui ont soufflé cette idée. Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, a ressorti de ses tiroirs de vieux projets de réanimation du centre. L'espoir est revenu avec une pincée de millions. Sera-t-il déçu par les faiblesses des moyens financiers affectés à Banlieues 89 ? « *Le montant de la subvention n'est pas l'essentiel,* répond Michel Cantal-Dupart, *mais souvent la décision d'attribution suffit à tout débloquer : les idées et la participation financière d'autres partenaires.* »

Réconcilier les routes avec les banlieues qu'elles traversent, resserrer le tissu urbain autour d'une mairie ou d'une gare, désenclaver un groupe d'HLM isolées, donner une identité à une agglomération sans originalité, valoriser des sites à l'abandon, tels sont les thèmes autour desquels tournent la plupart des actions de Banlieues 89.

Déplacer les gares

Bien que l'entreprise soit personnellement encouragée par le chef de l'Etat et brocardée par ses adversaires, certains édiles de l'opposition n'ont pas cru trahir en y participant. M. Alain Griotteray, vice-président UDF du conseil régional, maire de Charenton (Val-de-Marne), a pu mener à bien, avec l'assistance de Michel Cantal-Dupart et une subvention de Banlieues 89, le réaménagement de trois places dans sa localité. M. Roland Nungesser, député RPR et maire de Nogent (Val-de-Marne), recevra, quant à lui, 3 millions de francs pour réhabiliter un quartier de sa bonne ville malmené par le passage de l'autoroute A-86. Il était présent aux assises d'Enghien et se félicitait ouvertement de cette « cohabitation ».

Mais ce qui a le plus surpris les élus de l'Ile-de-France, ce sont les idées de MM. Castro et Cantal-Dupart sur le « Grand Paris ». Diagnostic de départ : les huit millions de banlieusards vivent pour la plupart dans une sorte de sous-développement et même d'aliénation par rapport à la capitale. Leurs communes souffrent des mêmes maux mais n'ont entre elles ni solidarité ni liaisons commodes : les habitants dépendent souvent de Paris pour leur travail, leurs achats, leurs activités culturelles et leur transport ferroviaire vers la province.

Pour sortir de ce radio-concentrisme hérité de l'histoire, il faut concevoir un Grand Paris de dimension européenne à l'intérieur duquel chaque collectivité locale se sente à égalité avec les autres, ait un centre attractif et se découvre une véritable identité.

Pour y parvenir, les animateurs de Banlieues 89 proposent de prolonger et d'amplifier partout où cela est déjà entrepris les efforts actuels de restructuration. Mais ils suggèrent aussi quelques grandes opérations à leurs yeux indispensables : utilisation des forts et redoutes stérilisés par l'armée, aménagement de la Seine et notamment des darses de Gennevilliers monopolisées par le port autonome de Paris, mise en valeur du canal de l'Ourcq, propriété de la Ville de Paris.

Leur projet le plus original consiste à déplacer les gares parisiennes au niveau du chemin de fer de ceinture qui, réactivé, les relieraient entre elles. Elles auraient une façade sur Paris et une façade sur la petite couronne. Pour effacer la barrière du périphérique, celui-ci serait couvert partout où cela est possible, et transformé en une sorte de boulevard. Un peu plus loin, une route et un tramway rapide, courant d'un fort à l'autre, permettraient la circulation inter-banlieues. Mais, selon les urbanistes du président, tout cela n'est imaginable que s'il est créé une entité administrative regroupant Paris et les trois départements de la petite couronne. Il s'agirait, en somme, de ressusciter l'ancien département de la Seine, dont ils jugent le dépeçage « *catastrophique* ».

« *En lançant l'idée d'un Grand Paris, nous voulons casser ce développement séparé, cet apartheid urbanistique qui est la plaie de toutes les banlieues, et notamment de celles de l'Ile-de-France,* dit Castro. *Notre projet n'est pas si fou que cela : il propose simplement à toutes les communes de banlieue d'exister enfin.* »

MARC AMBROISE-RENDU.

● *Cornelius Van Hout et Willem Hollearder, libérés et assignés à résidence.* — Incarcérés en France depuis vingt et un mois, Cornelius Van Hout, vingt-neuf ans, et Willem Holleerder, vingt-huit ans, impliqués dans l'enlèvement de M. Freddy Heineken, à la fin de l'année 1983 à Amsterdam, ont été libérés de prison, vendredi 6 décembre, et assignés à résidence à l'hotel du Campanile à Beauvais (Oise), en attendant l'application d'un arrêté d'expulsion pris à leur encontre. (*le Monde* du 7 décembre).

A LA COUR D'ASSISES DE LA DORDOGNE

Vingt ans de réclusion criminelle pour Jacques Geneau de Lamarlière

De notre envoyé spécial

Périgueux. — Après deux heures de délibération, la cour d'assises de la Dordogne a condamné, vendredi 6 décembre, *Jacques Geneau de Lamarlière* à vingt ans de réclusion criminelle, en lui reconnaissant des circonstances atténuantes.

Toutefois, par les réponses faites aux quatorze questions qui étaient posées, la cour et le jury sont allés au-delà des accusations telles qu'elles étaient formulées par l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation de Bordeaux. En effet, alors que cet arrêt avait seulement retenu les crimes de meurtre excluant la préméditation, la cour d'assises a estimé, pour ce qui concerne la mort de Jacques Boudet, beau-frère de l'accusé, que ce meurtre, dans la nuit du 3 au 4 novembre 1981 au château de La Munzie-Saint-Martin, fut commis avec les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens.

En revanche, la cour a jugé que, si *Jacques Geneau de Lamarlière avait* aussi volontairement donné la mort à sa belle-mère, Jeanne-Marie Boudet, ce crime-là, n'avait pas été, lui, prémédité et qu'il n'y eut pas, en cette circonstance, guet-apens.

Ainsi se trouve partiellement entérinée la thèse de la partie civile pour qui Jacques Geneau de Lamarlière n'avait pas, comme il le soutenait, cédé à la peur que lui aurait inspirée son beau-frère en état d'ébriété et que, du même coup, il n'y avait pas eu de provocation de la part de ce dernier. Le dossier sur ce chapitre n'était guère favorable à l'accusé. Car, s'il avait été, comme il l'affirmait, bousculé par son beau-frère, s'il avait roulé dans un escalier puis était à nouveau tombé dans le garage contre une voiture, il aurait dû avoir sur le corps des traces de ces chutes que les médecins n'avaient pas constatées.

De plus, les avocats de la partie civile, Me Marie-Laure Labat-Olivaux, le bâtonnier Dulac et Me Francis Tissot, avaient su tirer du dossier une foule d'éléments que l'on pressentait avant leurs interventions, *mais qui n'avaient pas été* explicités dans les deux précédentes journées de débat. C'est ainsi que furent mis en évidence tous les aspects financiers d'une affaire qui, en fait, opposait Jacques Geneau de Lamarlière à son beau-frère depuis 1977.

Fallait-il admettre pour autant l'hypothèse que l'accusé était venu au château avec l'idée de tuer à la fois son beau-frère et sa belle-mère, dans le dessein d'être, après ces décès, celui à qui reviendrait cette propriété de 100 hectares ? La cour et le jury ne sont pas allés aussi loin puisqu'ils ont écarté la préméditation du meurtre de Jeanne-Marie Boudet.

Mais il est certain que la façon dont, durant six heures, Jacques Geneau de Lamarlière s'employa ensuite à mettre en scène un accident de la route, en incendiant le véhicule dans lequel il avait placé les corps de ses victimes, a aussi joué son rôle dans cette décision.

Pour sa part, l'avocat général, M. Philippe Louiset, sans soutenir, lui, la préméditation, avait estimé que la réclusion criminelle à perpétuité ne s'en imposait pas moins, ajoutant toutefois que, si des circonstances atténuantes étaient consenties, la peine ne devait pas être inférieure à vingt ans.

La défense, avec Mes Maurice Sendek et Pierre-Alain Vizerie, ne pouvait guère, dans ces conditions, espérer être entendue dans sa demande d'une condamnation modérée pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Les circonstances atténuantes finalement accordées pourront du moins lui donner le sentiment de n'avoir point totalement échoué dans une tâche difficile.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Condamnations pour séquestration du directeur de l'office du lait...

De notre correspondant

Des peines allant de 1 000 francs d'amende avec sursis à quatre mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende ont été prononcées le mercredi 4 décembre par le tribunal de grande instance de Rennes à l'encontre de quatre agriculteurs l'Ille-et-Vilaine, membres du syndicat des travailleurs paysans, reconnus coupables de séquestration de personne ou de complicité à la suite de l'enlèvement, le 28 mai dernier, de M. François Ranc, directeur de l'Onilait.

M. Ranc, qui venait à Rennes participer à une réunion d'information sur les quotas laitiers avec les responsables agricoles, avait été accueilli en gare de Rennes par une quinzaine de travailleurs paysans qui le conduisirent ensuite dans différentes exploitations afin de lui montrer les conséquences concrètes des quotas laitiers. De très importantes forces de gendarmerie avaient été déployées pour retrouver le directeur de l'office du lait, qui avait été libéré par ses ravisseurs à 19 heures.

Le tribunal a rejeté la constitution de partie civile de l'Onilait, qui n'a pas subi de préjudice directement lié aux faits reprochés aux prévenus.

M. Ranc, quant à lui, ne s'était pas constitué partie civile.

...et du percepteur de Pipriac

M. Joseph Jeuland, trente-deux ans, président de l'Union nationale des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux, et M. Paul Juhel, cinquante-quatre ans, vice-président pour le département d'Ille-et-Vilaine de cette même Union ont été condamnés, mercredi 4 décembre par le tribunal de grande instance de Rennes à six mois de prison avec sursis et 10 000 francs d'amende pour séquestration de personne et tentative d'extorsion de signature.

Le 10 mai 1983, lors d'une manifestation qui avait rassemblé quelques cent cinquante personnes, ils avaient retenu pendant quatre heures, dans son bureau, le percepteur de Pipriac (Ille-et-Vilaine) et avaient tenté de lui faire signer un papier dans lequel le percepteur reconnaissait sa responsabilité morale dans le décès d'un entrepreneur de travaux agricoles qui, une semaine plus tôt, s'était suicidé après avoir reçu un dernier avis avant saisie pour le paiement de sa taxe professionnelle.

C. T.

Sports

JUMPING DE BORDEAUX

L'homme du terrain

Le concours international de sauts d'obstacles de Bordeaux comptant pour la Coupe du Monde rassemble les 7 et 8 décembre l'élite des cavaliers européens. Depuis douze ans, ils sont fidèles, pour la plupart au rendez-vous du Palais des expositions dont la piste est « la meilleure d'Europe ».

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Le hall 15 est un vaste hangar, coiffé de tôle, charpenté d'acier et macadamisé. Anonyme dans l'alignement des bâtiments de la Foire de Bordeaux. Une fois l'an, il se transforme en un écrin chaleureux et sophistiqué pour événement hippique : gradins, tentures, banderoles de couleur, plantes en pots et jeux de lumières créent le décor. En revanche, la piste que piétinent pendant trois jours des milliers de sabots ne s'accommode pas d'un simple bricolage. Savant cocktail de terre, de sable et de copeaux de bois, celle-ci a ses secrets. André Giraud en est l'alchimiste.

Pendant les quatre jours que dure la « fabrication », le bonhomme, qui porte allègrement la soixantaine, ne quitte pas le hall 15. Directeur depuis trente ans du Centre hippique girondin à Saint-Médard-en-Jalles, il est tout à la fois contremaître, manœuvre, conducteur, chef de chantier ; il scrute le contenu de chacun des camions qui déposent en noria près de 1 000 mètres cubes de matériaux dans l'arène. « *L'autre jour, j'ai dû renvoyer plusieurs chargements, car la qualité de la terre ne convenait pas* », dit-il. Vigilant et intransigeant. Il a une réputation à défendre : depuis quelques années, on vient le consulter de la France entière et même de l'étranger pour percer à jour le mystère de la meilleure piste européenne.

Discret mais affable, M. Giraud ne se fait pas prier pour donner sa recette : « *J'étale une première couche de graves argileuses, de 18 à 20 cm d'épaisseur, compactée au cylindre, afin d'isoler les pieds des chevaux du sol* ». Six cents mètres cubes de cette terre très spéciale sont arrachés à une carrière située à 25 kms de Bordeaux.

Mais la « trouvaille » d'André Giraud, c'est le sable qui forme la seconde couche de la piste (200 mètres cubes sur 7 cm d'épaisseur). « *Un sable gras qui ne fuit pas sous les pieds des chevaux, mais qui ne durcit pas non plus* », explique-t-il en pétrissant une boule jaunâtre, puis en l'écrasant d'une chiquenaude. La découverte, il y a dix ans, de ce matériau idéal dans une carrière des environs de Bordeaux ne doit rien au hasard. « *Je fouillais les carrières de la région depuis des semaines,* se souvient André Giraud. *Je cherchais ce type de sable car je m'étais aperçu, lors des deux premiers CSI, que la piste devenait bonne à la fin du concours après avoir été travaillée par les sabots des chevaux. Désormais, j'ai un bon terrain dès le premier jour.* »

Les matières premières ne font pas à elles seules la qualité d'une piste de concours hippique. André Giraud y ajoute des copeaux de bois et son tour de main. « *Il faut mélanger harmonieusement le sable et les copeaux afin d'alléger le sol. Pour cela, je herse le sable en profondeur, puis j'étale les copeaux de manière uniforme.* » Et il ne laisse à personne le soin de conduire le tracteur. Il ne reste ensuite, à la veille de la première épreuve, qu'à « *régler* » l'humidité du terrain. Ni trop sec, pour éviter la poussière. Ni trop mouillé, pour empêcher les sabots de s'enfoncer.

L'an dernier, la modestie d'André Giraud a souffert : chaque concurrent y était allé de son petit compliment. Pourtant, il reste inquiet. La « *taille* » abandonnée dans laquelle il a trouvé son sable miraculeux (1) n'est pas inépuisable. Et si le filon venait à s'épuiser ? « *D'une année sur l'autre, je stocke bien le sable,* dit M. Giraud, *mais je me suis rendu compte qu'il n'avait pas tout à fait le même rendement* ».

Ceux qui font le voyage de Bordeaux pour recueillir les secrets du « maître » repartent toujours avec une tonne de bons conseils. Mais sans la moindre once du précieux matériau.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Les qualités particulières de ce sable ne conviennent à aucune autre utilisation, selon les professionnels locaux du bâtiment et des travaux publics.

PARIS-DAKAR 1986

« Le plus long et le plus dur »

Le rallye Paris-Alger-Dakar devrait retrouver un fort parfum d'aventure avec sa huitième édition, organisée du 1er au 22 janvier 1986. « *Ce sera le plus long et le plus dur* », annonce Thierry Sabine, qui a mis deux mois et huit jours pour reconnaître et parfois défricher le nouveau parcours de près de 15 000 kilomètres à travers la France, l'Algérie (Alger-Ghardaïa, El Golea, In-Salah, Tamanrasset), le Niger (Agadès, Dirkou, Agadem, Zinder), le Mali (Niamey, Gao, Gourma-Rharous, Bamako, Kayes), la Guinée (Labé), la Mauritanie (Kiffa, Chinguetti) et le Sénégal (Saint-Louis, Dakar).

« *Cette année, j'ai parfois eu l'impression de me retrouver dans la peau d'un explorateur* » raconte Thierry Sabine qui prévoit « *trois temps forts)* » loin des pistes, avec le raid Santos dans le désert du Ténéré, le passage du Mali à la Guinée, où les concurrents devront naviguer au cap à travers une brousse particulièrement dense cette année, et le retour dans le désert de Mauritanie, où le dernier rallye avait failli se perdre dans une tempête de sable.

Ce « changement de cap » amorcé l'an dernier devrait remettre en valeur les qualités de navigateur de ceux des concurrents défavorisés par la puissance de leur moteur ou l'organisation des assistances. Malgré la conjoncture économique difficile pour trouver des budgets publicitaires, 525 véhicules sont engagés, parmi lesquels 321 voitures, 131 motos et 73 camions (contre 45 l'an dernier).

Au départ du Paris-Alger-Dakar, la vedette sera d'ailleurs un camion : le DAF du Néerlandais Jean de Rooy, dont les deux moteurs de 11,6 litres de cylindrée avec deux turbos développent quelque 1000 ch, pour dépasser les 200 kilomètres à l'heure et rivaliser en vitesse de pointe avec la Porsche de Jacky Ickx.

Carnet

Naissances

— Paul BRUNET et Françoise, née Lorenzi, sont heureux de faire part de la naissance de

Emilie, Marie, Juliette,
le 15 octobre 1985, à Marseille.

04 BP 1036,
Abidjan 04.

Décès

— M. et Mme Jean-Jacques Graf
et leurs enfants,
Le docteur et Mme André Varay
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Varay
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 5 décembre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année, de

Mme Simone VARAY,
sociétaire des Gens de lettres.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7e), le mardi 10 décembre, à 8 h 30.

Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Liesse, à Annecy, le mercredi 11 décembre, à 14 h 15, suivie de l'inhumation au cimetière d'Annecy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le comité d'honneur,
Le conseil d'administration de la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (FNDIRP),
ont le regret de faire part du décès de leur trésorier honoraire,

M. André WEIL*,
survenu le 27 novembre 1985.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

— Mme Camille Bodès
et sa famille,
très touchées par les témoignages d'estime, d'amitié et d'affection exprimés à la suite du décès de

M. Camille BODÈS,
remercient vivement tous ceux qui les ont entourées.

— La Fiduciaire de la Tour exprime ses sincères remerciements à toutes les personnes qui ont manifesté leur sympathie lors du décès de

M. Camille BODÈS.

— Mme Gabriel Bracque,
Mme Christiane Ventadour,
Mme Raymonde Renard,
M. et Mme Pierre Bracque,
leurs enfants et petit-fils,
Et toute la famille,
adressent leurs vifs remerciements à toutes les personnalités, associations, ainsi qu'aux amis de son village et des alentours qui ont pris part à leur peine et qui, sous des formes multiples, leur ont témoigné leur sympathie lors des obsèques de

M. Gabriel BRACQUE.

Communications diverses

— Le Cercle Bernard Lazare et le Michmar invitent leurs sympathisants à se retrouver le samedi 7 décembre à 14 h 30 à la Bastille, devant le Carillon, pour participer à la marche de SOS-Racisme.

— Le mardi 10 décembre, à Lille, aura lieu la Journée des droits de l'homme. De 15 heures à 19 heures, place du Général-de-Gaulle, seront distribués des exemplaires de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

LA MORT DE DENIS DE ROUGEMONT

La fière simplicité du penseur

L'écrivain suisse Denis de Rougemont est mort, le vendredi 6 décembre, à l'hôpital de Genève, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Denis de Rougemont n'est plus. *Le monde est plus pauvre, plus gris et plus froid.* Il va lui manquer un regard et une voix, ironiques souvent, cruels parfois, rebelles toujours, mais toujours portés par l'espoir et vibrant secrètement d'un amour exigeant et énergique.

Il fut l'un des maîtres à penser de notre génération. Il forma nos consciences et banda nos énergies. Lui *le fils d'un pays neutre*, il fut l'homme de tous les engagements et c'est à lui que l'on doit le sens que prit ce terme vers la mi-temps du siècle.

Il interdisait à qui voulait l'entendre — et sa voix portait loin et se faisait écouter — le repli vers une morale absente des luttes de ce monde, vers une littérature attentive à soi. Il voulait des mots utiles, des livres utiles, et reforgeait une vaillance dont nous allions avoir un urgent besoin. *Il fut*, en la troisième décennie du siècle, le penseur de la Résistance à venir. C'est lui, avec quelques autres assez rares dans le domaine français, qui prépara les adolescents de l'époque aux épreuves qu'ils allaient affronter.

Cofondateur du personnalisme, qui prévoyait la faiblesse des démocraties exsangues de l'époque, il s'efforça, dans *Penser avec les mains* et dans son *Journal d'un intellectuel en chômage*, de façonner des âmes susceptibles de résister à la grande barbarie du nazisme.

La mystique de l'amour

Ce maître-livre, qui fit sa gloire, *l'Amour et l'Occident*, poursuivait ce même projet. En resituant le sentiment et la passion dans leur cadre historique et géographique, en révélant leurs sources mystiques et poétiques, Denis de Rougemont brisait un mythe tenace et pernicieux. Au moment où l'Europe allait sombrer dans une catastrophe, il rappelait à une jeunesse dévoyée de courts et impérieux devoirs. Contre le donjuanisme des décadences, il imposait les responsabilités du renouveau.

Il écrivit sur la chute de Paris en 1940 le plus beau des textes qui furent consacrés à ce moment le plus douloureux de notre histoire. Mis aux arrêts de rigueur, sur la demande des Allemands, par des autorités suisses que la situation condamnait à la prudence, le jeune officier est démobilisé et expédié aux Etats-Unis. Il y sera l'un des porte-parole d'une Amérique dressée enfin contre le nazisme et le rédacteur de *Office of War Information*, chargé d'informer l'Europe occupée et de lutter contre la propagande nazie.

C'est au cours de cet exil que Rougemont va développer une réflexion qui lui est propre. Il s'agissait pour lui de conduire la pensée *« à la plus insistante vénération du réel »*. L'auteur va droit au but. Il a une intuition exacte de la cible. Sa vigueur de tireur d'élite est à la fois morale et esthétique : il s'agit d'établir un juste rapport entre le moi et le monde. La pensée ne gardera sa vigueur et sa santé que si elle est entièrement engagée dans le réel. L'homme est bien un individu souverain et, pour accéder à sa plénitude, pour devenir une Personne, il doit se nourrir de *la communauté*, et il ne peut faire sa force qu'en la mettant au service de celle-ci.

Ce qui est vrai de l'homme l'est aussi des communautés qu'il fonde : elles ne s'épanouissent que dans le sacrifice consenti d'un fédéralisme qui instaure l'union sur le respect des autonomies, et découvre dans la différence le principe de l'unité.

Ces convictions, cette passion de la pensée conduisent Rougemont à jouer un rôle politique. Dans l'Europe libérée, il devient le défenseur de la liberté nouvelle contre les nouveaux dangers qu'elle doit affronter, du fait du stalinisme.

L'entêtement de la foi

Rougemont sera président du Congrès pour la liberté de la culture. Sa foi politique va s'exprimer dans l'œuvre européenne à laquelle il se consacre, et qui chez lui devient une véritable *mystique*. Il lui consacre de nombreux essais, appels et manifestes.

Cette ascèse, qu'il devait poursuivre en mobilisant les consciences contre les dangers nucléaires et pour protéger une nature qu'il aimait avec la spontanéité et la fraîcheur d'un enfant de Neuchâtel — canton où il était né en 1906 et où il avait passé, entre lacs, montagnes et forêts toute son enfance, — cette ascèse était aussi, ou d'abord, l'expression temporelle d'une foi chrétienne profonde et aussi secrète que tranquille. Elle devait conduire Rougemont à une forme littéraire qui n'est qu'à lui, *reflet exact d'une pensée vénérant le réel*. Ce fut le journal non intime, dont l'esprit aussi bien que le style, sont exactement exprimés par l'auteur : *« dosage de monde et de moi en tension peu souvent relâchée »*. Lorsqu'on lit notamment *Journal d'une époque*, on découvre, dans ce livre, la *sensibilité* d'une âme ombrageuse de poète, la fière simplicité du penseur, la courtoisie exquise de l'homme du monde, l'entêtement de la foi.

JEAN BLOT.

Ses principales œuvres

Le Paysan du Danube (1932, réédité par L'Age d'homme).

Politique de la personne (1934).

Penser avec les mains (1938, repris dans la collection « Idées », Gallimard).

Journal d'un intellectuel en chômage (1937, Albin Michel).

Journal d'Allemagne (1938).

L'Amour et l'Occident (1939, repris dans la collection « 10/18 »).

La Part du Diable (1942, repris dans la collection « Idées », Gallimard).

Les Personnes du drame (1945, Baconnière).

L'Europe en jeu (1948, Baconnière).

Journal des deux mondes (1948, Gallimard).

L'Aventure occidentale de l'homme (1957).

Comme toi-même (1961, Albin Michel).

Les Mythes de l'amour (1967, Gallimard).

Journal d'une époque, 1926-1946 (1968, Gallimard).

Lettre ouverte aux Européens (1970, Albin Michel).

L'avenir est notre affaire (1977, Stock).

[Né le 8 septembre 1906, à Neuchâtel (Suisse), fils de pasteur, Denis de Rougemont fait ses études aux universités de Neuchâtel, de Vienne et de Genève. Venu à Paris en 1931, il entra dans le Mouvement *personnaliste*, et fut un des fondateurs de la revue *Esprit*. L'un de ses premiers livres — *Politique de la personne* (1934) — témoigne de cet engagement. A la suite d'un article contre le nazisme, en juin 1940, dans la presse suisse, il fut contraint de s'exiler aux Etats-Unis. Professeur à l'Ecole libre des hautes études (New-York, 1942), il participa aux *émissions françaises* de la « Voix de l'Amérique » (1942-1943). En 1939, il avait publié son essai le plus célèbre, *l'Amour et l'Occident*, qui allait être vendu dans le *monde entier à des centaines de milliers* d'exemplaires. Après la guerre, il défendit la cause du fédéralisme européen, et fonda, en 1950 à Genève, le Centre européen de la culture. Dans la même voie, il allait présider, de 1952 à 1966, le comité exécutif du Congrès pour la liberté de la culture.

En 1963, il devenait professeur à l'Institut universitaire d'études européennes, à Genève. Denis de Rougemont a publié de nombreux essais concernant l'Europe et les valeurs de l'Occident.]

« Le fédéraliste » et l'écologiste

Lorsque certains Suisses se mettent à vanter les mérites de l'Europe, leur ardeur est inextinguible. Aujourd'hui, celui qui *milite* le plus pour la mémoire de Jean *Monnet* est un Lausannois, M. Rieben.

Denis de Rougemont a eu, très jeune, cette passion pour l'unification du Vieux Monde, et il n'a eu de cesse, dans les congrès, les comités, dans ses cours, dans les revues et dans ses livres — *les Chances de l'Europe* (1), *Lettre ouverte aux Européens* (2) — de brandir le flambeau.

« Les frontières sont faites pour être transformées en écumoires », aimait-il à dire. Mais l'Europe qu'il voulait n'était *pas* celle qui se construit sous nos yeux. Pour lui, elle était d'abord une fédération de régions, cellules naturelles de l'histoire, qui devaient tout naturellement se rassembler dans un organisme vivant, donnant sa chaleur aux citoyens que les Etats-nations avaient trop souvent enrôlés les uns contre les autres.

L'« être » et l'« avoir »

Comme le couple — création mutuelle de deux personnes dans le respect de l'autre, le fédéralisme est l'union dans la diversité et pour la diversité. Au Centre européen de la culture qu'il animait à Genève depuis 1950, *ses disciples* trouvaient surtout *un* prophète. Pour lui, l'Europe, fécondée par les régions, comprenait aussi les pays de l'Est, et il se réjouissait que l'addition des populations des deux Grands fût inférieure à cet ensemble selon son cœur, à qui il ne manquait... que la *conscience*.

Ce n'est pas tant sur l'économie ou sur la politique qu'il comptait pour bâtir cette fédération. Mais sur les hommes, les valeurs et la culture. L'obstacle sur lequel nous butons, disait-il, c'est l'Etat-nation hérité de Napoléon, avec toute sa bureaucratie centralisée que l'on retrouve aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Quelle absurdité, confiait-il un jour, que de *« décréter, pour les besoins de la cause, que le Rhin sépare et que le Rhône unit... Il faut faire de l'Europe, avant de faire l'Europe »*.

Bien avant d'autres, Denis de Rougemont avait compris qu'il est très difficile de faire sortir une communauté politique d'un Marché commun et qu'un saut qualitatif est exigé, auquel nous ne sommes pas vraiment préparés.

Cette Europe, il la voulait propre ; et les écologistes, qui savaient depuis longtemps qu'il était l'un des leurs, applaudissaient, en 1977, à la sortie de son livre *L'avenir est notre affaire*. Denis Rougemont avait été ravi que le Club de Rome eût repris, cinq ans auparavant, une croisade anti-productiviste qu'il avait lancée dès les années 1930.

Son intuition était, alors, que le type de croissance que les pays riches avaient adopté n'était pas bon pour la civilisation, parce qu'il se détournait de *« l'être »* pour magnifier *« l'avoir »*. Près d'un demi-siècle plus tard, il n'avait pas changé d'avis, mais il enrichissait sa réflexion en l'adaptant aux évolutions qu'il redoutait, affirmant son dégoût pour un capitalisme échevelé, pour l'énergie nucléaire, pour les formes prises par l'État moderne, *« somme de nos démissions »*, pour les technocrates *« qui nous font prendre leurs désirs pour des fatalités »*.

Étrange voix que celle de cet auteur, jamais lasse, jamais enrouée de répéter les mêmes choses depuis des lustres. La foi en l'homme qui le brûlait, il la sentait capable de soulever les montagnes de l'argent et des États, de libérer la personne de ses faux besoins. Longtemps encore, retentiront ses imprécations et ses mises en garde.

P. D.

(1) La Baconnière.

(2) Albin Michel.

CONCOURS ANNUEL DU CORPS DE BALLET DE L'OPÉRA

Embouteillage à l'heure des pointes

Elisabeth Maurin.

Décembre ramène le traditionnel concours de l'Opéra, épreuve fastidieuse pour des danseurs surmenés par les répétitions des spectacles de fin d'année et d'autant moins motivés que les places à pourvoir sont rares.

Jeudi 9 heures, le Théâtre des Champs-Élysées s'est rempli de l'habituel mélange d'étoiles, d'anciennes étoiles, journalistes, professeurs, fonctionnaires et parents d'élèves. On discute, on critique, on évoque des souvenirs. Jacqueline Rayet se rappelle le lever à 6 h 30 — il fait encore nuit, — le plateau désert, la sonnette du jury, un trac immense mais aussi une certaine excitation : *« A l'époque, c'était le seul moyen de se faire remarquer, l'occasion de danser sur scène en costume, une variation d'étoile. Aujourd'hui c'est différent. Le directeur du ballet et les chorégraphes invités peuvent choisir qui bon leur semble sans souci de la hiérarchie. Cependant je pense que le concours reste pour un danseur l'occasion de se dépasser, de tester sa technique, son style. »*

Du style et de la technique, il en faut pour assurer les redoutables variations imposées. Dès 9 h 30, c'est le déferlement des quadrilles garçons, aspirants Don Quichotte, séducteurs un peu verts. La variation *libre* révèle un futur prince pour *le Lac des cygnes*, précis, aérien : M. David. Parmi les coryphées, voici un vif argent (Vivian), un bon « batteur » (Belarbi) et un talent dramatique (Monologue). Mais le suspense s'arrête là ; aucun poste de premier danseur n'étant à pourvoir, les sujets ne se présentent pas ; ils sont dans la salle.

Les filles, en revanche, sont toutes là. La compétition s'annonce serrée entre les dix-neuf quadrilles affrontant le « grand pas classique » d'Auber. Le niveau est bon dans l'ensemble même si aucun futur prodige ne se dégage d'emblée. Si Martine Clary se distingue, c'est qu'elle n'a ni tutu ni chaussons à pointes. Elle concourt en « moderne » et présente une intelligente interprétation de l'Élue du *Sacre*.

Avec les coryphées, on entre dans le sérieux. Cinq candidates se disputent deux postes et font assaut de charme. Géraldine Testut abat avec ampleur et précision la variation imposée (*Raymonda*, acte 2), mais Carole Arbo prend l'avantage avec la variation libre (*Raymonda*, acte 3), d'une classe et d'une élégance rares.

Moment très attendu, le passage des sujets. Elles sont onze, toutes expertes, brillantes, déterminées à se disputer deux places de première danseuse et chacune fait feu de ses atouts dans une variation — un peu trop ralentie peut-être — du *Lac* (version Noureïev). Interprétation ciselée de Clotilde Vayer, transcendée de Christine Landault. Dans la variation libre passe l'« Ombre » un peu triste de Jennifer Goubé, la fluide Océanide, de Fanny Gaïda. Marie-Claude Pietragalla est belle, lointaine, et Clotilde Veyer, décidément en forme, redonne de l'expression au rôle usé d'Esmeralda. Le jury, lui, est surtout sensible à la maîtrise technique d'Elisabeth Maurin et à ses époustouflants sautés-fouettés dans *Etudes*.

Le choix n'a pas été facile pour ce jury, un jury un peu trop confidentiel (un seul étranger, Peter Schauffus) où se remarquait l'absence de Noureïev, grippé. Reste que d'année en année le concours prend l'allure d'un barrage où vient se heurter la vague de candidats particulièrement valeureux. A peine nommées, les étoiles se voient talonnées par le flot montant de jeunes, tous talentueux, tous pressés d'arriver et très vite portés à l'amertume devant l'absence de débouchés. Alors ils parlent de départ. Mais pour où ?

MARCELLE MICHEL.

LE PALMARÈS

Femmes premières danseuses : Mlles Elisabeth Maurin, Clotilde Veyer.

Sujets : Mlles Carole Arbo, Géraldine Testut.

Coryphées : Mlles Collignon, Quernet, Moussin, Riqué, Hénault, Clary.

Hommes : sujets. — MM. Vivian, Belarbi, Mongne.

Coryphées : MM. David, Quilleré, Delanoé, Heiden, Félix.

JEAN-PIERRE VINCENT NE RESTERA PAS A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Le fauteuil à bascule de Molière

Jean-Pierre Vincent, administrateur général de la Comédie-Française, a refusé la prolongation de son contrat, qui s'achève en juillet 1986 (voir nos dernières éditions du 7 décembre).

Jean-Pierre Vincent avait pris ses fonctions en août 1983. Sa nomination avait été annoncée en juillet 1982, au cours du Festival d'Avignon. Le contrat de son prédécesseur, Jacques Toja, avait été prolongé d'un an, Jean-Pierre Vincent pouvait aller au bout de son mandat au Théâtre national de Strasbourg, qu'il dirigeait depuis 1975, et prendre contact avec la maison. Il y avait *monté les Corbeaux*, de Becque, mais en invité, extérieur au quotidien de la troupe.

Les négociations avec le ministère de la culture avaient duré plusieurs mois. Jean-Pierre Vincent souhaitait un contrat de cinq ans, et une seconde salle. Il n'a obtenu ni l'un ni l'autre. Mais son bonheur faisait plaisir à voir, ce jour de juillet 1982 où sa nomination a été rendue officielle.

Administrer la troupe et continuer à mettre en scène, cela ne lui paraissait pas irréalisable. *« Prendre en charge la maison à partir du plateau, c'est-à-dire en l'organisant à partir du travail de création, si on aime ça, c'est possible »*, déclarait-il alors. Il pensait que ce n'était pas moins dur quand il dirigeait sa compagnie avec Jean Jourdheuil et courait après 3 francs et deux coproductions pour monter ses spectacles, de *la Noce chez les petits-bourgeois* en 1968 à *la Tragédie optimiste* en 1974. A Strasbourg, Jean-Pierre Vincent était surtout connu pour des pièces acerbes mais drôles *(la Noce... la Cagnotte...)*. Sa première création frappe fort. C'est *Germinal*, d'après Zola : des images hyper réalistes, un jeu concentré, des plages de silence. Le choc est dur mais, après cette expérience radicale, le public est prêt à s'intéresser aux recherches du « collectif » composé notamment de Vincent, André Engel, Michel Deutsch, Dominique Müller, qui, en outre, s'occupent de l'école attachée au théâtre.

Jean-Pierre Vincent adopte la même stratégie à la Comédie-Française. Sa première mise en scène est une création contemporaine, *Félicité*, de Jean Audureau, œuvre touffue, mal reçue, un échec sans suite positive. Il cherche à renouveler la troupe avec des éléments venus de la décentralisation et qui ne restent pas, soit qu'ils s'adaptent mal, soit qu'ils ne trouvent pas de rôles. De toute façon, Jean-Pierre Vincent veut créer un mouvement à l'intérieur de la maison. *Il fait également venir des metteurs en scène* : Jean-Marie Villégier, Klaus Grüber, dont la *Bérénice* est un énorme succès, Georges Lavandant, qui présente *le Balcon*, de Genet à partir du 14 décembre. En 1986, ce sera le tour de Luca Ronconi. Il compense l'absence d'une seconde salle en collaborant avec d'autres théâtres subventionnés à Paris, à *la Bastille* ou à Nice, Saint-Denis, le 8e à Lyon...

Mais la Comédie-Française n'est pas une institution comme les autres. On l'appelle encore « la maison de Molière » et ça dit à quel point sont forts les liens qui la rattachent à son histoire. Elle est plus qu'un théâtre, elle en est la représentation, un symbole. Une société de comédiens qui ont un pouvoir de décision sur les programmes, les engagements, et touchent des parts de bénéfice. Une société assez forte pour résister à toute évolution, aux changements de comédiens, d'administrateurs de salle...

En entrant à la Comédie-Française, Jean-Pierre Vincent comptait bien voir son contrat renouvelé une fois, sinon deux. Il y a encore peu, il disait que trois ans ne suffisent pas pour faire aboutir un bon travail. Pourquoi ce découragement subit ? Il s'est dit, peut-être, que si Peter Stein, qu'il admire, a démissionné de la Schaubühne de Berlin (*mais il la dirigeait depuis* 1972), il pouvait en faire autant. Il se refuse à toute déclaration, se borne à faire savoir qu'il veut se consacrer à la mise en scène et que, décidément, ce n'est pas compatible avec la tâche d'administrateur.

Sa décision intervient au moment où son *Macbeth*, qui avait souffert du mistral à Avignon, trouve sa place salle Richelieu. Mieux vaut partir sur un succès que sur un échec. Mais l'accueil du public et de la presse cet été, ajouté à la fatigue, aux perpétuelles contradictions de la troupe, ont sapé sa santé. Il a renoncé à mettre en scène pour le Théâtre de l'Europe la *Jeanne d'Arc* de Schiller, qu'il remplace sur la proposition de Strehler par *Six Personnages en quête d'auteur*. Un accord de collaboration régulière est en négociation entre le Théâtre de l'Europe et la Comédie-Française. Encore faut-il que le successeur de Jean-Pierre Vincent appartienne à la même famille d'esprit. La nouvelle est trop récente et surprenante pour que Jack Lang, ministre de la culture, ait pris une décision sur ce point. Il *« regrette la volonté exprimée par Jean-Pierre Vincent »*... et tient à *« rendre hommage à une action conduite conformément à sa mission »*. *« Un pas important a été franchi dans le renouvellement du répertoire tant classique que moderne, et dans celui du public »*. Il se donne jusqu'en janvier 1986 pour désigner le prochain administrateur général de la Comédie-Française. Un mois pour jouer au petit jeu du scoop, plus complexe que le Loto sportif. Les candidats sont légion.

COLETTE GODARD.

● *Musiques de l'Amérique latine au Centre Georges-Pompidou.* — Dans le cadre de la journée « portes ouvertes » de l'Atelier de recherche instrumentale, l'IRCAM présente toute la journée du samedi 7 décembre des musiques et des musiciens de l'Amérique latine d'aujourd'hui. De Martin Saint Pierre à Sergio Ortega en passant par Gandini, l'ensemble Movimiento, etc. (entrée libre, grande salle du Centre Georges-Pompidou, à Paris).

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LILIOM : Gémier (47-27-81-15), sam. 20 h 30.

TALCA-CLA (46-72-63-38), sam. 21 h 30, dim. 17 h.

SURTOUT QUAND LA NUIT TOMBE : Jardin d'Hiver (42-55-74-40), sam. 16 h, 21 heures.

FEFOU ET SES AMIS : Théâtre des Cinquante (43-55-33-88), sam. 20 h 30, dim. 15 h.

PYJAMA POUR SIX : Théâtre Michel (42-65-35-02), sam. 18 h 45, 21 h 15, dim. 15 h 30.

PASSION SELON : Théâtre 14 (45-44-49-77), sam. 20 h 45, dim. 17 h.

VENDREDI, JOUR DE LIBERTÉ : Espace Kiron (43-73-50-25), sam. 20 h 30, dim. 16 h.

LES RUSTRES : Salle Valhubert (45-84-30-60), sam., dim. 15 h, sam. 20 h 30.

Les salles subventionnées

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

OPÉRA (47-42-57-50), sam. 19 h 30 : le Siège de Corinthe.

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), dim. à 14 h 30 : la Tragédie de Macbeth ; sam., dim. (dern.) à 20 h 30 : Bérénice.

☞ **CHAILLOT** (47-27-81-15), Grand Foyer, 18 h 30 : Voyages d'Ulysse (marionnettes ; Récitations- Conversations : Débat : dim. à 18 h : Qu'a-t-on fait du destin dans l'écriture théâtrale contemporaine ; Grand Théâtre, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Lucrèce Borgia ; Théâtre Gémier, sam. 20 h 30, dim. 15 h : Liliom, de Ferenc Molnar.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), sam., dim. 18 h 30 : Jeux de femme.

☞ **TEP** (43-64-80-80), Mini-salle : sam. 19 h, dim. 17 h : le Oui de Malcolm Moore.

BEAUBOURG (42-77-12-33) : Cinéma-vidéo : sam., dim. 16 h : Sacred hearts, de J. Bonnano ; 19 h : Tiens, Paulette, faut que j'te dise, on part au Sénégal, de A. Guérin ; Vidéodisques Opéra : sam., dim. 13 h : Nabucco/Verdi ; 16 h : les Contes d'Hoffmann/Offenbach ; 19 h : Intermezzo/R. Strauss : dim. 15 h : Adami ; Paris vu par le cinéma d'avant-garde (1923-1983) : sam., dim. 17 h et 19 h : le cinéma indien à travers ses stars, salle Garance (42-78-37-29), sam. 17 h 30 : Un conte populaire, de K. Mehta ; 20 h 30 : Jewel, Thief, de V. Anant ; dim. 14 h 30 : les Joueurs d'échecs, de S. Ray ; 17 h 30 : le Maître, la Maîtresse et l'Esclave, de A. Alvi ; 20 h 30 : Saptapadi, de A. Kar ; Concerts-Spectacles : Musique au Centre : sam. à 18 h : nouvelle musique improvisée : Space, avec R. Mitchell ; G. Oshita, T. Buckner ; Atelier de recherche instrumentale/IRCAM : sam. de 10 h à 23 h : Journées portes ouvertes sur le stage ARI.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : Black Season : sam. à 16 h et 20 h 30 ; dim. à 14 h 30 et 18 h 30 : Black and Blue - Revue noire. Spect. de C. Segovia et H. Orezzoli ; dir. orch. : R. Stevenson ; chorégraphie : H. Le Tang (Musiques de Duke Ellington, Fats Waller, Jelly Roll Morton, Louis Armstrong.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), sam. 20 h 45, dim. 14 h 30 : le Pain dur ; Jazz : sam. à 18 h 30 : M. Petrucciani et ses amis ; Le Théâtre de la Ville au Théâtre de l'Escalier d'Or, sam. 18 h : le Saperleau ; sam. 20 h 45 : G. Laffaille.

☞ **CARRÉ SILVIA MONFORT** (45-31-28-34), sam. 20 h 30, dim. à 16 h : Bajazet.

Les autres salles

☞ **A. DÉJAZET** (48-87-97-34), sam. 21 h : la Repasseuse.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), sam. 20 h 45 : Septet vocal.

☞ **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (42-08-77-71), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.

ARCANE (43-38-19-70), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Femmes savantes.

☞ **ARTS-HÉBERTOT** (43-87-23-23), dim. 15 h, sam. 17 h 30 + 21 h : le Sexe faible.

☞ **ASTELLE-THEATRE** (42-38-35-53), sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Amour en visite.

☞ **ATELIER** (46-06-49-24), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h : Deux sur la balançoire.

☞ **BOUFFES DU NORD** (42-39-34-50), sam. 20 h, dim. 13 h : le Mahabharata.

☞ **BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ **BOURVIL** (43-73-47-84), sam. 20 h : Droit d'apostrophe ; sam. 16 h + 21 h : Pas deux comme elle ; sam. 17 h 30 + 22 h 30 : Y'en a marr... ez vous ?

☞ **CARTOUCHERIE Th. du Soleil** (43-74-24-08), sam. 18 h 30, dim. 15 h 30 : l'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Aquarium (43-74-99-61), sam. 20 h 45, dim. 16 h : les Heures blanches ; Epée-de-bois (48-08-39-74), jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30 : Maître Puntila et son valet Matti ; Tempête (43-28-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Ke voi ?

☞ **CITÉ INTERNATIONALE** (45-89-38-69), Grand Théâtre : sam. 20 h 30 : Le roi se meurt : Resserre, sam. 20 h 30 : le Pavillon des enfants fous.

☞ **CLA** (46-72-63-38), sam. 21 h 30, dim. 17 h : Talca, Paris et Broadway.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

☞ **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-20-08-24), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h 30 : L'âge de monsieur est avancé.

☞ **COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ **COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Confort intellectuel ; sam. 18 h + 22 h, dim. 18 h : Jeanne d'Arc et ses copines.

DAUNOU (42-61-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut.

☞ **DÉCHARGEURS** (42-36-00-02), sam. 21 h, dim. 15 h : les Fils du soleil.

☞ **DIX HEURES** (46-06-07-48), sam. 20 h 30 : Femmes.

☞ **ESCALIER D'OR** (45-23-15-10), sam. 18 h : le Saperleau.

☞ **ESPACE CARDIN** (42-66-17-81), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Fool for Love.

☞ **ESPACE GAITÉ** (43-27-95-94), sam. 20 h 30 : M. Jolivet.

☞ **ESPACE KIRON** (43-73-50-25), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Vendredi, jour de liberté.

☞ **FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE** (48-72-82-89), sam. 20 h 45 : la Bonne Place.

☞ **FONTAINE** (48-74-74-40), sam. 21 h : Triple mixte.

☞ **GAITÉ MONTPARNASSE** (43-22-16-18), sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

GALERIE 55 (43-26-63-51), sam. 19 h, 15 h 30 : The Canterville Ghost ; sam. 20 h 30 : The Caretaker.

☞ **GRAND HALL MONTORGUEIL** (42-96-04-06), sam. 20 h 30 : Shaga.

HUCHETTE (43-26-38-99), sam. 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

☞ **JARDIN D'HIVER** (42-55-74-40), sam. 16 h + 21 h : Surtout quand la nuit tombe.

☞ **LA BRUYÈRE** (48-74-76-99), sam. 21 h, dim. 15 h + 21 h : la Voisine.

☞ **LIERRE-THÉATRE** (45-86-55-83), sam. 20 h 30, dim. 16 h : le Vieil Homme et la Mer.

☞ **LUCERNAIRE** (45-44-57-34), sam. 20 h : les Marraines de Dieu. – II. 18 h : Pardon M'sieur Prévert ; 20 h : la Fête noire ; 22 h 15 ; Shame ; Petite Salle, 21 h 30 : Piano Solo.

☞ **LYS-MONTPARNASSE** (43-27-88-61), sam. 20 h : Acteur's Rimbaud ; 21 h 30 : Avec ou sans risques.

☞ **MADELEINE** (42-65-07-09), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

☞ **MARAIS** (42-78-03-53), sam. 20 h 30 : l'Eternel Mari.

☞ **MARIE-STUART** (45-08-17-80), sam. 18 h 30 : Bienvenue au club ; sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love ; sam. 22 h 15 : Haute surveillance.

MARIGNY (42-56-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. – Petite Salle (42-25-20-74), sam. 21 h, dim. 15 h : Lorna et Ted.

☞ **MATHURINS** (42-65-90-00), Grande Salle, sam. 21 h : Du rififoin dans les labours. – Petite Salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h 45 : On ne sait comment.

MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour six.

MICHODIÈRE (47-42-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

☞ **MOGADOR** (42-85-45-30), sam. 16 h 30 et 21 h, dim. 16 h 30 : la Femme du boulanger ; dim. 14 h : les Aventures du cochon en Amazonie.

☞ **MONTPARNASSE** (43-20-89-90), Grande Salle, sam. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Gens d'en face ; Petite Salle, sam. 18 h 30, dim. 16 h : la Goutte.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (48-74-42-52), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Escalier.

☞ **PALAIS DES GLACES** (46-07-49-93), sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Ecole des femmes.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Voisin, voisine.

☞ **PALAIS DES SPORTS** (48-28-40-90), sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 : Jules César.

THÉATRE ZINGARO, (sous chapiteau) (48-03-11-32), 18, avenue Jean-Jaurès, sam. 21 h : Cabaret équestre et musical.

☞ **POCHE** (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Ecornifleur ; sam. 19 h, dim. 17 h : Esquisses viennoises.

PORTE DE GENTILLY (45-80-20-20), sam.-dim. 20 h 30 : Noces de sang.

Samedi 7 - Dimanche 8 décembre

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Dieu, Shakespeare et moi.

POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 21 h, dim. 18 h 45 : Mimie en quête d'hauteur.

☞ **QUAI DE LA GARE** (45-85-88-88), sam. 21 h : le Christ et le Vierge (dern.) ; sam. 18 h 30 : Phèdre (dern.).

RENAISSANCE (42-08-18-50), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h : les Voisins du dessus.

SALLE VALHUBERT (45-84-30-60), sam.-dim. 15 h, sam. 20 h 30 : les Rustres.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), sam. 21 h : Nuit d'ivresse.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10), sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h 30 : A cinquante ans elle découvrait la mer.

☞ **TAI TH. D'ESSAI** (42-78-10-79). I. Sam. 20 h 30 : Toi et tes nuages ; sam., 18 h et 22 h, dim., 17 h : l'Ecume des jours. – II. Sam. 18 h et 22 h, dim. 17 h : : Huis clos.

☞ **TEMPLIERS** (48-77-04-64), sam. 20 h 30 : la Guéguerre.

TH. DES CINQUANTE (43-55-33-88), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Fefou et ses amies.

☞ **THÉÂTRE D'EDGAR** (43-22-11-02), sam. 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ? ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ **THÉÂTRE GRÉVIN** (42-46-84-47), sam. 21 h : Danger amour.

☞ **THÉÂTRE 3 SUR 4** (43-27-09-16), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Tigre.

☞ **TINTAMARRE** (48-87-33-82), sam. 20 h 15 : le Bal de Néanderthal ; 21 h 30 : C'est encore loin la mairie : 22 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ **THÉÂTRE 13** (45-88-16-30), sam. 21 h, dim. 15 h : Marthe.

☞ **THÉÂTRE 14 - J.-M.-SERREAU** (45-45-49-77), sam. 20 h 45, dim. 17 h : Passion selon.

☞ **THÉÂTRE 33** (48-58-19-63), sam. 18 h 30 et 20 h 30 : l'Enfant mort sur le trottoir – le Motif ; dim. 18 h 30 et 20 h 30 : J. Cocteau.

☞ **THÉÂTRE DE LA PLAINE** (48-42-32-25), sam. 20 h 30, dim. 17 h : le Songe.

☞ **THÉÂTRE DU ROND-POINT** (42-56-70-80), Grande Salle, sam. 20 h 30, dim. 15 h : les Oiseaux.

☞ **THÉÂTRE DU TEMPS** (43-55-10-88), sam. 21 h : Salomé.

☞ **TOURTOUR** (48-87-82-48), sam. 18 h 30 : Fabulatori Due : 20 h 30 : Touchez pas à Carmen Cru ; 22 h 30 : Classées X.

☞ **VARIÉTÉS** (42-33-09-92), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas, mesdames.

PARC DE LA VILLETTE (42-45-09-00), *dim 14 h et 17 h 15, sam. 17 h 15 et 20 h 45* : Paris-Pékin.

PORTE DE CHAMPERRET, sous chapiteau (43-47-38-10), sam., dim., 14 h, 16 h, 17 h 30, sam. 21 h : la Petite Sirène.

THEATRE DE PARIS (42-80-09-30) Petite salle, sam., dim. 20 h 30 : Cora Vaucaire.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), sam. 22 h 30 : Orlando Tripodi Quartet ; sam. 20 h 30 : Ensemble C. Vico.

ZÉNITH (42-40-60-00), sam. 20 h 30, dim., 16 h : J.-J. Goldman.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

15 h, La cinémathèque de la danse présente : Hommage à Léonide Massine (1895-1979) : les Chaussons rouges, de M. Powell et E. Pressburger ; 17 h 30, Rétrospective du cinéma suédois : le cinéma muet : le Monastère de Sendomir, de V. Sjöström : Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h 15 : la Colline des Potences de D. Daves (v.o.) ; 21 h 15, Look back in anger, de T. Richardson (v.o.).

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

Rétrospective du cinéma suédois : le cinéma muet ; 15 h, Mästerman ; la Charrette fantôme, de V. Sjöström ; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h 30 : Ils n'ont que vingt ans, de D. Daves (v.o. s.-t. fr.) ; 21 h 30, Au risque de se perdre, de F. Zinnemann (v.o. s.-t. fr.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 7 DÉCEMBRE

Rétrospective du Festival des 3 Continents : 15 h, Joanna Angelica, de W. Lima (v.o., s.-t. fr.) ; 17 h, Shanghai blues, de Tsui Hark (v.o., s.-t. ang.) ; 21 h, Un été chez grand-père, de Hou Hsiao-Hsien : 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Poussière d'empire, de Lâm Lê.

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

Rétrospective du Festival des 3 Continents : 15 h, Chico roi, Une légende brésilienne, de W. Lima (v.o., s.-t. fr.) ; 17 h 15, Last love, de Chatri Chalerm Yukhon (v.o., s.-t. fr.) : 21 h, Café amer, de Teguh Karya (v.o., s.-t. fr.) ; 19 h 15, Cap Canaille, de J.-H. Roger et J. Berto.

Les exclusivités

L'AFFAIRE DES DIVISIONS MORITURI (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

AMADEUS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; George-V, 8e (45-62-41-46). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'AMOUR OU PRESQUE (Fr.) : Epée de bois, 5e (43-37-57-47).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

LES BONS DÉBARRAS (Can.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA BOURGEOISE ET LE PUCEAU (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA CAGE AUX FOLLES N° 3 (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis St-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (35-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA CHAIR ET LE SANG (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LE CHATIMENT DE LA PIERRE MAGIQUE (Aus., v.f.) : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Cigale, 18e (46-06-11-75).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COCOON (A., v.o.) : Forum, 1er, (42-97-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-97).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

CORBEAUX ET MOINEAUX (Chinois, v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

ELSA, ELSA (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

EMPTY QUARTER, UNE FEMME EN AFRIQUE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Club, 9e (47-70-81-47).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

EXTERMINATOR II (A., v.f.) (**) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Images, 18e (45-22-47-94).

FLETCH AUX TROUSSES (A., v.o.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34). – V.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

HAREM (Fr., v. angl.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (45-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HOLD UP (Fr.) : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Ambassade, 8e (34-59-19-08) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

L'HOMME AUX YEUX D'ARGENT (Fr.) : Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

LUNE DE MIEL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Français, 9e (45-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

LE MARIAGE DU SIÈCLE (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

MÉMOIRES DE PRISON (Brésilien, v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).

MYSTÈRE ALEXINA (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Republic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

OUTRAGES AUX MŒURS (Fr.) (**) : Bergère, 9e (47-70-77-58).

OZ, UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA PARENTÈLE, (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-95-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

PASSAGE SECRET (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

PORTÉS DISPARUS N° 2 (A., v.f.) (*) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

PROFS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Français, 9e (47-70-33-88).

LE QUATRIÈME POUVOIR (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

RAMBO II (A., v.o.) : Paramount City, 8e (45-62-45-76). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Escurial, 13e (47-07-28-04). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-24-42) ; UCG Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; le Club, 9e (47-70-81-47).

RIO ZONE NORD (Brés., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

ROUGE BAISER (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UG Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SCOUT TOUJOURS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) (h. sp.).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

SUBWAY (Fr.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

LE TEMPS DÉTRUIT (Fr.) : Reflet Logos, 15e (43-54-42-34).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VERTIGES (Fr.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Monte-Carlo, 8e (42-25-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (47-07-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ARROSEUSE ORANGE, film hongrois de Kezdi Kovacs (v.o.) : Studio 43, Zsolt, 9e (47-70-63-40) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

CUORE, film italien de Luigi Comencini (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain-Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

DROLE DE MISSIONNAIRE, film britannique de Richard Loncraine (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LES GOONIES, film américain de Richard Donner (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; (v.f.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.o.) : Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; (v.o.) (v.f.) : Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé-Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SANS TOIT NI LOI, film français d'Agnès Varda : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Berlitz, 2e (47-42-60-33) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).




RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

A côté du lyrisme paysan

Amour, haine, violence sur fond d'épidémie de peste, de guerre et d'exil. Fichue atmosphère qu'offre cette nouvelle série directement adaptée des *Colonnes du ciel*, de Bernard Clavel. C'est, au reste, lui-même et sa femme, Josette Pratte (elle aussi écrivain), qui ont écrit le scénario de cette longue histoire mise en images par Gabriel Axel.

L'action débute à Salins, en 1639, à l'heure où la Franche-Comté lutte, depuis quatre ans déjà, contre les soldats de Richelieu (les Français) afin de conserver son autonomie. C'est au côté des partisans et des paysans jetés sur les routes de l'exode que l'on partage ces années terribles pour retrouver ensuite les survivants réfugiés en pays de Vaud ou partis vers le Nouveau Monde.

Cinq épisodes noyés dans de superbes tons gris, des couleurs de terre, marqués chacun de sa propre ambiance, de son propre style. Dix-huit mois de fabrication, mille cinq cents figurants, plus de deux mille costumes spécialement créés pour eux, on n'a pas lésiné sur les moyens pour mener à bien cette saga, où évoluent cent vingt comédiens, dont une bonne dizaine offrent le meilleur d'eux-mêmes, comme Bernard-Pierre Donnadieu, Jean-Pierre Bouvier, François Dyrek, Anne Kreis ou Julie Philippe. Sans compter la présence du prestigieux Michel Bouquet.

Et, pourtant, on reste sur sa faim, on est déçu par certaines maladresses de mise en scène (les Indiens du Québec, par exemple, semblent tout droit sortis d'une boutique de déguisement). Quelque chose manque pour que l'on pénètre dans cet univers de lyrisme paysan auquel nous ont habitués les œuvres de Bernard Clavel. Ce ne sont, en tout cas, pas les scènes de violence, de torture, voire d'horreur, qu'on nous assène tout au long de cette série qui nous en rapprochent.

ANITA RIND.

★ « Les Colonnes du ciel », premier épisode, samedi 7 décembre à 20 h 35 sur TF 1 (les quatre épisodes suivants, les 14, 21, 28 décembre et 4 janvier).

Samedi 7 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 40 Feuilleton : les Colonnes du ciel.
Premier épisode d'un feuilleton réalisé par Gabriel Axel d'après le roman de Bernard Clavel.
L'action se passe au dix-septième siècle pendant la guerre de Trente Ans. En 1629, Richelieu avait écrit à Louis XIII que la Navarre et la Franche-Comté appartenaient à la couronne. Or la Franche-Comté tenait à son autonomie.

22 h 15 Droit de réponse : Les dieux du stade.
Emission de Michel Polac.
Avec les journalistes sportifs : Th. Roland (TF1), H. Garcia (l'Equipe), J. Renoux (l'Humanité), P. Thiller (Sud-Radio), E. Saccomano (Europe 1), J.-L. Levreau (le Provençal), J. Marchand, président de l'USJSF, D. Cohn-Bendit, amateur de football, P. Boisse, champion du monde d'escrime, Marius Trésor, ancien international de football...

0 h Journal.

0 h 15 Ouvert la nuit : les Incorruptibles.

1 h 5 Tennis : l'Open d'Australie.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Variétés : Demain, c'est dimanche.
Autour de Michel Berger : Chantal Goya, Carlos, Bibie, Jimmy Cliff...

21 h 55 Les histoires d'Onc'Willy : Ivanhoé.

22 h 20 Magazine : Les enfants du rock.

23 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 4 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et de programmes de Disney Channel.
21 h 50 *Journal.*

22 h 15 Feuilleton : Dynastie.

23 h Musiclub.
Le ballet Jiri Kylian interprète *Noces*, d'I. Stravinski.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris kiosque ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Rencontres avec le cirque ; 19 h 55, Les recettes de Gil et Julie.

CANAL PLUS

20 h 30, Championnat de France de football : Nancy-Bordeaux (en direct) ; 22 h 35, Série : Mike Hammer ; 23 h 20, les Crapauds, film de G. McCowan ; 0 h 50, Vigilance-justice sans sommation, film de W. Lustig ; 2 h 20, Anthropophagous, film de J. d'Amato ; 3 h 50, Téléfilm : Total ou une fin du monde ; 4 h 40, Apocalypse 2024, film de L.Q. Jones.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : « Un balcon dans Barcelone », de Marlène Sainte-Marie Perrin. Avec R. Faure, J. Berger, J. Monod... ; « Trafic » de Louis Calaferte.

22 h 10 Démarches avec... Pierre Legendre.

22 h 30 Musique : Grèce, l'art de l'improvisation « musique traditionnelle savante, musique populaire ».

0 h Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du grand auditorium) : *Symphonie n° 2 en si mineur*, de Borodine ; *Concerto pour violon et orchestre en ré mineur*, de Sibelius ; *Feux d'artifice*, de Stravinski, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. K.P. Flor, sol. D. Sitkovetski, violon.

23 h Les soirées de France-Musique : William Kapell ; à 1 h, l'arbre à chansons.

Dimanche 8 décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 *Cinéma* : Cinq cartes à abattre.
Film américain d'H. Hathaway (1968), avec D. Martin, R. Mitchum, I. Stevens, R. McDowall. (Rediffusion.)
Un tricheur au poker est lynché par ses compagnons de jeu. Ceux-ci vont être assassinés l'un après l'autre. Qui est l'assassin ? Ce western avec énigme policière est étrange, à cause de son climat de psychose collective.

22 h 20 Sports dimanche soir.

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le grand échiquier : Des violons sur les toits.
De J. Chancel. Une fête pour les luthiers et les archetiers, avec Etienne Vatelot, Jean Bauer...
Au cours de cette soirée d'hommage aux artisans qui font prospérer la lutherie française, nous écouterons des œuvres de Beethoven, Prokofiev, Chostakovitch, Villa-Lobos, Mendelssohn, Haendel, Mozart et Landowski; et nous assisterons, en direct de Stockholm, à la création mondiale de l'Orchestre du monde, placé sous la direction de Carlo Maria Giulini. Antenne 2 retransmet une partie de ce concert diffusé intégralement, par ailleurs, sur France-Musique.

22 h 40 Magazine : Projection privée.
De M. Jullian, réal. A. Tarta et P.-A. Boutang. Avec J. Marais.
Marcel Jullian parle de l'actualité culturelle avec son invité, Jean Marais.

23 h 25 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Documentaire : Les rendez-vous du diable.
D'Haroun Tazieff. (Redif.)
Première partie du film tourné entre 1948 et 1957 sur l'activité éruptive des grands volcans du monde, y compris celui du Nevado del Ruiz, en Colombie, qui avait déjà, à l'époque, fait vingt-cinq mille morts.

21 h 20 Aspects du court métrage français.
Italie aller-retour, *de Cécile Decugis.*

21 h 55 Journal.

22 h 30 *Cinéma de minuit* : Manhattan Melodrama.
Film américain de W.S. Van Dyke (1934), avec C. Gable, W. Powell, M. Loy, L. Carrillo (v.o. sous-titrée. N.).
Dans les années 20, deux amis d'enfance se retrouvent, à l'âge adulte, amoureux de la même femme. L'un est gangster, l'autre homme politique. Une belle histoire sentimentale, selon le grand romanesque hollywoodien, dans l'Amérique de la prohibition et du banditisme. Un grand trio d'acteurs.

0 h Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

16 h 30, Vive la comédie (« la Demande en mariage » ; « Un jeune homme pressé ») ; 18 h, Voulez-vous un bébé Nobel ?, film de R. Pouret ; 19 h 45, Club de la presse ; 21 h, Gloria, film de J. Cassavetes ; 23 h 10, la Rupture, film de C. Chabrol ; 1 h 10, Meurtres à domicile, film de M. Lobet.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création radiophonique : « Laissez-moi mourir », de J.-Y. Bosseur et C. Rosset.

22 h 30 Jazz-bivouac, par M. Cullaz.

0 h 5 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Hommage à Alfred Nobel au profit de l'UNICEF, en direct du Konzerthuset de Stockholm) : *Symphonie n° 8 en ut mineur*, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique du monde, dir. C.M. Giulini.

23 h Les soirées de France-Musique : Ex Libris ; à 1 h, Lettres choisies de Claude Debussy.

Les programmes des trois chaînes de télévision et de *France-Culture et France-Musique avant 20 h 30 se* trouvent dans notre supplément du 7 décembre.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1	20 h 35, *Il Bidone*, film de Federico Fellini ; 22 h 25, Étoiles et toiles ; 23 h 25, Journal ; 23 h 40, C'est à lire.
A2	20 h 35, Feuilleton : *Les derniers jours de Pompéi* ; 22 h 10, Série : Le cerveau ; 23 h 5, Journal ; 23 h 30, Bonsoir les clips.
FR3	20 h 35, *le Viager*, film de Pierre Tchernia ; 22 h 20, Journal ; 22 h 45, Tous en scène ; 23 h 40, Prélude à la nuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 8 DÉCEMBRE

– *M. Jack Lang*, ministre de la culture, répond aux questions des journalistes au cours de l'émission « Forum », sur RMC, à 12 h 30.

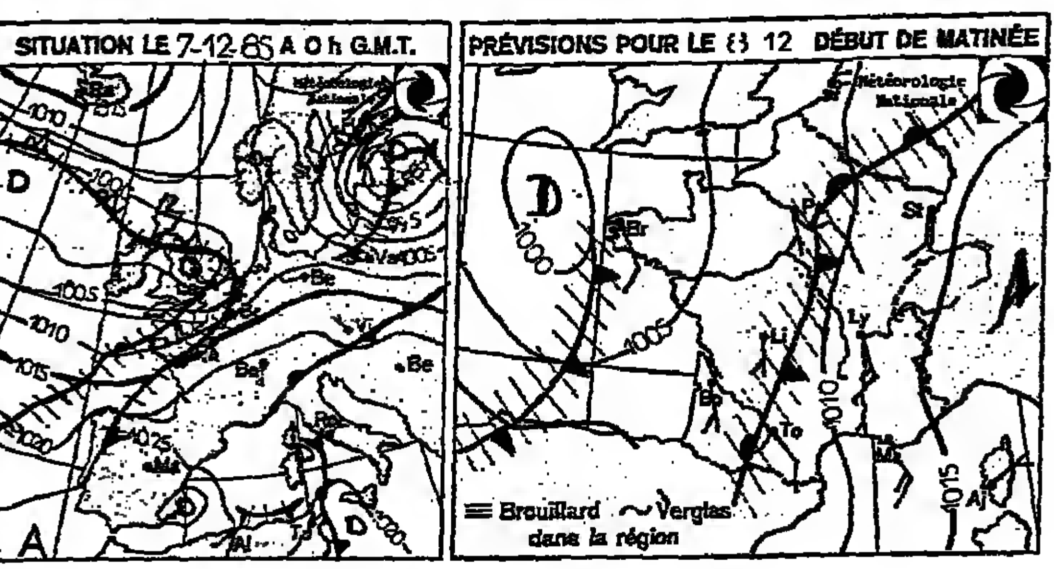
– *M. Michel Noir*, député RPR du Rhône, participe au « Club de la presse », d'Europe 1, à 19 heures (*retransmis en clair sur Canal Plus à* 19 h 45).

LUNDI 9 DÉCEMBRE

– *Mme Michèle Cotta*, présidente de la Haute Autorité, est interviewée à l'émission « Télé matin », sur Antenne 2, *à 6 h 45.*

– *M. François Mitterrand* est invité à l'émission « *Découvertes* », sur Europe 1, à 18 heures.

MÉTÉOROLOGIE



Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — ////// Pluie — ≡ Brouillard
∼ Verglas — ✳ Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 décembre à 0 heure et le dimanche 8 décembre à 24 heures.

Le dépression centrée sur les îles Britanniques va se décaler vers le Sud-Est et se positionner sur notre pays en redressant le flux plus au sud et en le renforçant sur la moitié est du pays.

Dimanche : le ciel sera très nuageux sur l'ensemble du pays sauf sur le quart sud-est, où les nuages n'arriveront qu'en *fin de matinée*. Les pluies seront encore nombreuses de la Champagne au Nord-Est, au Centre, à l'*Aquitaine* et de la Franche-Comté au Languedoc-Roussillon. Elles gagneront le quart sud-est et la Corse dans l'après-midi, tandis qu'elles faibliront de l'Aquitaine au Bassin parisien. En soirée, des averses se produiront en Bretagne. Le vent de sud sera assez fort sur le pourtour méditerranéen et dans la vallée du Rhône.

Les températures minimales iront de 7 à 12 degrés du Nord-Est au Sud-Ouest, de 5 à 7 degrés sur le quart sud-est. Les températures maximales resteront douces pour la saison : de 8 à 13 degrés du Nord au Sud, de 14 à 16 degrés sur le pourtour méditerranéen.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 6 décembre, le second le minimum de la nuit du 6 décembre au 7 décembre) : Ajaccio, 18 et 7 degrés ; *Biarritz*, 15 et 9 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bréhat, 13 et 11 ; Brest, 12 et 10 ; *Cannes*, 17 et 6 ; *Cherbourg*, 11 et 10 ; Clermont-Ferrand, 12 et 5 ; Dijon, 11 et 5 ; Dinard, 13 et 11 ; Embrun, 10 et 0 ; Grenoble-St-M.-H., 12 et 2 ; Grenoble-St-Geoirs, 11 et 0 ; La Rochelle, 14 et 11 ; Lille, 11 et 9 ; Limoges, 10 et 7 ; Lorient, 14 et 12 ; Lyon, 11 et 2 ; Marseille-Marignane, 15 et 4 ; Nancy, 10 *et 6* ; Nantes, 14 et 12 ; Nice-Aéroport, 18 et 8 ; Paris-Montsouris, 12 et 8 ; Paris-Orly, 12 et 10 ; Pau, 13 et 3 ; Perpignan, 16 et 3 ; Rennes, 13 et 12 ; Rouen, 11 et 10 ; Saint-Etienne, 10 et 2 ; Strasbourg, 12 et 5 ; Toulouse, 14 et 1 ; Tours, 12 et 9.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 9 ; Genève, 11 et 1 ; Lisbonne, 17 et 12 ; Londres, 11 et 6 ; Madrid, 10 et –2 ; Rome, 17 et 10 ; Stockholm, –1 et –11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4113

HORIZONTALEMENT

I. Homme des « bois ». – II. N'est donc plus occupé mais est très préoccupant. Succès des troupes japonaises. Un bélier ou un mouton. – III. Base d'une savante préparation. Note. Lorsqu'il s'unit, c'est pour la vie. – IV. Dont la forme est des plus fluctuantes. – V. Élément de réseau. Forme de « créance » très honorable. État du Moyen-Orient. – VI. L'aboutissement de plusieurs heures de travail. Sale tête. – VII. Homme de lettres italien. En catimini. Forme de trou. – VIII. Est d'un niveau trop bas pour avoir le bac. Conjonction. Empruntés en étant dans la gêne. – IX. Préposition. Secteur d'activité basé sur l'énergie. – X. Langue de chat. Corps étranger. Note. – XI. Espèce de linge pour bec fin. De quoi rendre une veuve joyeuse. – XII. Abréviation religieuse. Une manière de canaliser la force. En altitude. – XIII. Possessif. Coupe l'envie de fumer. Titre d'une pièce. – XIV. Se donne de la main à la main. Conjonction. Grand maigre. – XV. Soulagée et chagrinée en même temps. Sont donc plus qu'étourdies ou sont loin d'être légères.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I	■													■	
II									■			■			
III				■	■			■						■	
IV															
V		■			■				■						
VI										■					
VII					■			■	■					■	
VIII				■			■								■
IX			■						■	■	■	■		■	
X						■		■					■		
XI												■			
XII			■										■		
XIII											■				
XIV	■					■			■						
XV									■						

VERTICALEMENT

1. Peut nous faire prendre la bergère et *éventuellement* laisser les moutons. – 2. Arrive par grand froid. Une manière de se poser. – 3. Homme du « monde ». Maître à jouer. Symbole chimique. – 4. Note. Le dessus du panier. L'endroit rêvé pour un solitaire. – 5. Quelque chose qui nous revient. Se sont donc bien vendues ou se sont beaucoup données. – 6. Sans aucune formalité. Être curieux. – 7. Donneront donc la charge. A donc opté pour la retraite volontaire. – 8. Négation. Se dit du bout des dents. Se trouve dans l'addition. Une bonne lame. – 9. Interjection. Sa réaction attendue est toujours imprévisible. – 10. Se donne au départ ou se fait dans les derniers mètres. Code postal. Assemblage de deux pièces métalliques. – 11. Avec elle, l'important c'est une rose. Abrégé de science. En tout. – 12. Sont importants ou ne comptent pas. Grincheux, entre autre. – 13. Coins de retraite. « Achève » bien les chevaux. – 14. Monnaie étrangère. A *donc été contraint* de quitter des « êtres » chers. – 15. A donc beaucoup transpiré. Pour « chasser », ce sont des endroits appropriés.

Solution du problème n° 4112

Horizontalement

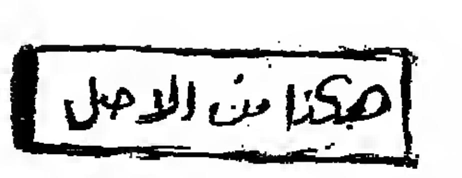
I. Escrimeur. – II. Scoutisme. – III. Sep. In. – IV. Aliéniste. – V. Ile. Ester. – VI. Me. Artère. – VII. Parr (*cf.* « Catherine »). – VIII. Épiée. – IX. Ister (ancien nom du Danube). Sou. – X. Perles. UM. – XI. Été. Satis.

Verticalement

1. Essaim. Pipe. – 2. Scellés. Set. – 3. Copie. Être. – 4. Ru. Appel. – 5. Itinéraires. – 6. Ministre. Sa. – 7. Es. Stères. – 8. UM. Ter. Oui. – 9. Référendums.

GUY BROUTY.





Le Monde

REGIONS

ALSACE

STRASBOURG. — Le chantier de la future station d'épuration biologique des eaux de l'agglomération strasbourgeoise a été officiellement ouvert. Prévue pour 1989, cette installation, d'une capacité de 336 000 mètres cubes par jour, purifiera les eaux usées de onze communes de la communauté urbaine de Strasbourg, actuellement rejetées dans le Rhin après une épuration très sommaire dans des équipements du début des années 60.

La nouvelle station coûtera quelque 500 millions de francs payés par les collectivités locales et l'agence de bassin, sans apport spécifique de l'État. Le chantier s'étendra sur 16 hectares, emploiera jusqu'à deux cents personnes, et sera l'un des plus grands de l'est de la France.

AUVERGNE

Une deuxième machine de Pascal à Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, ville natale de Blaise Pascal, vient d'acquérir une deuxième machine arithmétique construite par l'auteur des *Pensées*.

Cette machine, comme l'explique le chevalier Durant-Pascal, qui en hérita au début du dix-neuvième siècle, « *qui a cinq roues, a le mérite d'avoir été faite par Pascal lui-même, qui, n'ayant pu trouver un ouvrier assez intelligent pour la faire, se procura des limes et d'autres outils et fit lui-même tous les rouages qui la composent* ».

Elle a été acquise auprès d'un particulier pour la somme de 1 700 000 F et est désormais exposée au musée du Ranquet (1, petite-rue Saint-Pierre), avec la machine à huit chiffres léguée à l'oratoire de Clermont par Marguerite Périer et devenue par la suite propriété de la ville.

Il existe actuellement neuf machines arithmétiques construites ou conçues par Pascal.

BASSE NORMANDIE

CAEN. — Le comité économique et social de Basse-Normandie vient de proposer d'étudier la création, dans la région, d'un institut du médicament qui aurait pour but de réunir des chercheurs de haut niveau maîtrisant des technologies de pointe et qui viserait un double objectif : développer des travaux scientifiques de notoriété internationale ; assurer des prestations de services dans le développement du médicament pour éviter aux industriels de recourir aux instituts étrangers.

BRETAGNE

Transfert ou non ?

Après l'article publié dans notre supplément spécial « Rennes ville au futur » sur la société Legris, le comité d'entreprise de cette société nous écrit pour nous indiquer que « *le personnel de l'établissement de Marne-la-Vallée, en région parisienne, s'étonne d'apprendre par le journal le transfert à Rennes, en juin 1987, de la division commerciale, transfert qui entraînera la fermeture de l'établissement et de nombreux licenciements* ». « *Cette nouvelle est d'autant plus surprenante*, ajoute le comité, *que fin septembre 1985 la direction générale de la société Pierre Legris affirmait qu'aucune décision de transfert n'était prise, que le projet était simplement à l'étude et que le choix ne serait fait qu'en juillet 1986.* »

UN BILAN DES CASINOS

Rien ne va plus

Le Syndicat des casinos autorisés de France (SCAF), présidé par M. Jacques Gilbert (Deauville), vient de publier un Livre blanc sur les difficultés d'exploitation que rencontrent ses adhérents.

Contrairement à une idée répandue, les casinos français sont loin de rouler sur l'or. Une enquête réalisée il y a quelques années faisait déjà apparaître que près de 30 % d'entre eux avaient un cash flow négatif, et qu'environ 40 % étaient en déficit. Plusieurs, parmi les plus grands, comme ceux de Divonne-les-Bains (Ain) et de Cannes municipal (Alpes-Maritimes), sont à la recherche d'un *repreneur*, et celui de Charbonnières (Rhône) vient de connaître trois changements de direction successifs. La principale raison de ces difficultés tient à une inadaptation de la législation, en particulier fiscale, aux réalités actuelles d'exploitation. L'activité des cent quarante casinos français reste soumise, en fait, à la loi du 15 juin 1907 qui n'a été modifiée, depuis, que sur des points de détail.

Au premier rang des demandes formulées par le SCAF figure l'actualisation des tranches de recettes des jeux servant de calcul aux prélèvements de l'Etat et des communes. Ces prélèvements ont un caractère progressif et deviennent donc de plus en plus lourds au fur et à mesure que leur assiette s'élève en valeur nominale. Mais, à la différence de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dont les bases sont révisées en permanence pour tenir compte de l'inflation, le barème applicable aux casinos ne fait l'objet que de réajustements toujours différés dans le temps. Le dernier en date remonte, ainsi, au 1er janvier 1981. Or, depuis, l'érosion monétaire a atteint près de 46 %. « *Il est urgent*, écrit le SCAF, *de redresser cette iniquité fiscale.* »

RIEN NE VA PLUS!!

FISC

Le syndicat souhaite, parallèlement, que l'abattement effectué sur le produit brut des jeux, avant prélèvement, soit porté de 25 à 40 %, et que le droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les salles (60 francs) soit, purement et simplement, supprimé. Le taux *de 25 % avait été fixé par une loi* du 28 juillet 1934 pour permettre aux casinos de faire face aux charges existant à l'époque. « *Qui pourrait prétendre*, interroge le SCAF, *qu'en un demi-siècle les charges n'ont pas augmenté ?* » La perte de recettes qu'entraîneraient ces deux mesures pour le Trésor public serait largement compensée par l'autorisation d'exploiter les *slot machines*, les machines à sous.

A l'appui de cette demande, le syndicat s'est livré, pour la première fois, à une étude prospective en prenant comme base les résultats de l'exercice 1983-1984. Pour un produit brut de 946 millions de francs, le prélèvement moyen de l'Etat et des communes avait été de 46 %, soit 435 millions de francs, et les droits de timbre de 48 millions de francs. Le relèvement du taux d'abattement à 40 % aurait représenté un manque à gagner de 65 millions de francs. Or les recettes pouvant être escomptées de l'exploitation des machines ne seraient pas *inférieures*, pour une année, à 1 milliard de francs (1).

Le gouvernement n'a jamais répondu officiellement à cette revendication des casinos, qui soulignent la concurrence des pays étrangers (tous, sans exception, ont autorisé l'exploitation des *slot machines*) et l'évolution des goûts de la clientèle. Le SCAF sollicite également l'autorisation d'exploiter deux nouveaux jeux, le *punto y banco* et la roulette anglaise (2) et réclame, enfin, pour des raisons de facilités de trésorerie, une modification de la périodicité des prélèvements (bimestrielle et non bimensuelle). « *Les casinos*, explique M. Gilbert, *font vivre vingt mille personnes en France et ils ont encaissé, en 1984, quelque 600 millions de francs de devises. Si le gouvernement devait rester plus longtemps sourd à leurs problèmes, il en condamnerait beaucoup à la fermeture et pousserait certains autres — comme on l'a déjà malheureusement vu — à adopter des solutions extrêmes.* »

GUY PORTE.

(1) Ce montant serait obtenu grâce à la mise en service de trois mille six cents machines produisant chacune 35 000 F en moyenne par mois de recettes, soit 1 159 200 000 francs par an).

(2) Le *punto y banco* est un jeu de cartes ancien qui s'apparente à la banque ouverte. La roulette anglaise fonctionne selon le même principe que la roulette américaine mais avec le tapis et le cylindre de la roulette française (sans double zéro).

CENTRE

ORLÉANS. — L'agence de bassin Loire-Bretagne vient de faire réaliser par l'IGN une carte au 1/50 000 de la qualité actuelle des cours d'eau de sa circonscription. La carte donne en quelque sorte une « photographie » de la qualité des eaux à un moment donné, en l'occurrence la période de basses eaux, c'est-à-dire lorsque les conditions sont les plus défavorables. (BP 6339-45063 Orléans Cédex.)

ILE-DE-FRANCE

MELUN. — Afin d'aider les trois mille jeunes Seine-et-Marnais incorporés chaque année dans le cadre du service national à réussir leur retour à la vie civile, le conseil général du département et le ministère de la défense ont passé un accord.

L'armée mettra en action son réseau d'officiers-conseils pour informer les jeunes appelés sur les stages de formation qui s'offriront à eux à leur libération et pour les orienter.

Quant au conseil général, il mobilisera son service des « emplois-vocation » pour accueillir ces jeunes à leur retour, les conseiller et leur faire suivre en priorité des stages.

Dans un premier temps, cette initiative, qui représente une première nationale, intéresse cinq cents jeunes gens.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Moins d'immigrés

Le nombre des travailleurs immigrés régresse en Languedoc-Roussillon. Cette tendance a été précisée par M. Jean Coussirou, préfet de région, lors de l'installation à Montpellier de la commission d'insertion pour les immigrés.

Selon un sondage de l'INSEE, la population immigrée s'élève à 126 220 personnes, soit 6,5 % de la population totale. Un affinement des données donne un chiffre légèrement supérieur : 134 000, soit 7 % du total.

Le nombre des étrangers s'élevait en 1968 à 147 348 et à 144 040 en 1975, soit 8,1 % de la population.

Les principales communautés représentées sont les Espagnols (40 %), les Marocains (19 %) et les Algériens (16 %), en majorité masculines : 56 % d'hommes, pourcentage qui atteint 64 % chez les Marocains.

La majorité de leurs emplois se trouvent dans le bâtiment (28 %) et dans l'agriculture (26 %).

LORRAINE

METZ. — Le syndicat mixte du Nord métropole Lorraine a annoncé, à Metz, la construction prochaine d'un aquadrome et d'un parc de loisirs à Norroy-le-Veneur, près de Metz (Moselle). Ce centre de loisirs aquatiques, qui occupera une surface totale de 5 hectares, dont 1,5 couvert, représente un investissement total de 40 millions de francs.

Responsable de l'opération, la société France Aquadrome SA, dirigée par M. Robert Winter et M. Hendrick Dorssers, un promoteur néerlandais, est également en train de construire à Strasbourg, dans le « parc du Rhin », un aquadrome dont l'ouverture est prévue avant la fin de l'été 1986.

MIDI-PYRÉNÉES

TARBES. — Le tourisme est un secteur prépondérant de l'activité économique des Hautes-Pyrénées. Son chiffre d'affaires, en 1984, a été évalué à 1 400 millions de francs.

Grâce à la mise en place d'un système de réservation informatisé (SRI) performant (gestion en temps réel), toute personne qui rend visite ou contacte par téléphone le Comité départemental du tourisme des Hautes-Pyrénées, les Maisons des Pyrénées à Paris et à Bordeaux, la Maison de Saint-Lary et des Pyrénées à Nantes ou la Maison de Midi-Pyrénées à Lille peut immédiatement réserver son séjour.

POITOU-CHARENTES

Les « autoplus » de La Rochelle

M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, continue d'améliorer les transports dans la ville de La Rochelle, dont il est le maire. Il avait inventé le « vélo municipal », mis gratuitement à la disposition des usagers, et des « bus à la demande », dans les quartiers périphériques.

Voilà qu'il lance « autoplus », projet destiné aussi à dissuader les Rochelais d'utiliser leur voiture individuelle. Grâce à une carte magnétique unique payée à la journée, à la semaine ou au mois, ou correspondant à un nombre de voyages donnés ou à une certaine somme d'argent, l'usager pourra participer à un « bus club » louant des véhicules sans chauffeur de neuf personnes désirant se rendre à leur travail (135 francs par personne et par mois pour 35 kilomètres par jour).

A partir du mois de décembre, la même carte permettra d'appeler et d'utiliser un taxi grâce à une cinquantaine de bornes d'appel disséminées dans la ville. Quels que soient la distance et le nombre de passagers, la course sera facturée 18 francs.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

SERRES. — Une distillerie d'essence de pin sylvestre ouvrira ses portes à Serres, dans les Hautes-Alpes, avant la fin de l'année ; la Société des huiles essentielles du Serrois.

En plus du pin sylvestre, la SHES distillera différentes espèces d'arbres et de plantes aromatiques. Elle traitera dans l'année près de 800 tonnes de pin sylvestre, 150 tonnes de genévrier et la production de 100 hectares environ de cultures de thym, menthe, sarriette.

Les huiles de pin, très recherchées pour la fabrication de produits d'hygiène et d'entretien, sont, pour l'essentiel, importées des pays de l'Est et du Canada.

Une priorité pour le conseil des régions d'Europe : L'emploi des jeunes

Les représentants de cent douze régions de l'Europe démocratique viennent de se réunir durant deux jours à Strasbourg, au siège du Conseil de l'Europe. Cette réunion était destinée à donner corps au Conseil des régions d'Europe, créé l'année dernière sur l'initiative d'Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté (*le Monde* du 17 janvier).

Celui-ci a rappelé à cette occasion l'utilité des institutions régionales. « *Elles peuvent*, a-t-il dit, *donner à l'Europe le second souffle qu'elle recherche, car les régions restent proches des véritables préoccupations de la population : l'emploi, la culture...* » En outre, le Conseil de l'Europe a souvent manifesté son désir de disposer à ses côtés d'une véritable représentation régionale.

La déclaration finale adoptée à l'issue de ces assises de Strasbourg prévoit de mettre à l'étude la création « *d'une chambre ou d'un Sénat des régions* ». Plus concrètement, elle demande à la Franche-Comté d'organiser un « tour d'Europe des jeunes ». Il s'agit de permettre à un certain nombre de jeunes de trouver, dans un autre pays que le leur, l'occasion d'« *exercer une première expérience professionnelle ou de se perfectionner* » en occupant durant un an ou deux un emploi permanent créé à leur intention. Rien à voir donc avec les échanges linguistiques classiques. Une expérience de ce genre est d'ailleurs actuellement tentée en Franche-Comté.

La prochaine réunion du Conseil des régions d'Europe est prévue pour le mois d'avril 1986, sans doute aux Baléares.

Mairie-Expo : Un salon et un quotidien

Soixante-sept mille personnes ont visité le Salon Mairie-Expo organisé du 25 au 30 novembre sur le parc de Villepinte, au nord de Paris. Beaucoup de maires et d'élus locaux intéressés par le matériel que leur proposaient les exposants. Matériel lourd, comme les débroussailleuses, pour lesquelles de nombreuses commandes ont été prises. Ou plus léger et... d'un usage *plus immédiat* : l'inventeur et le fabricant d'urnes en carton ont fait un tabac.

Alain Trampoglieri, l'organisateur du Salon, récidivera en 1986. Il prévoit, en attendant, de lancer le 1er janvier prochain un « quotidien des maires » s'adressant, en particulier, aux responsables des villes. Parution cinq jours sur sept, tirage prévu : 45 000 exemplaires. Une équipe d'une douzaine de journalistes va travailler à ce projet, financé, assure Alain Trampoglieri, exclusivement par l'agence de relations publiques qu'il dirige.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger Bériaux, Jacques Fortier, Christian-Luc Parison, Libert Tarrago et Christian Tual.

Économie

REPÈRES

Electronique japonaise : prochaine hausse des prix

Les fabricants japonais de matériels électriques et électroniques vont augmenter leurs prix à l'exportation au début de 1986, afin de compenser les effets de la hausse du yen (+ 20 %) par rapport au dollar depuis septembre. Ces hausses s'échelonneront entre 5 % et 10 %, une répercussion intégrale de l'effet monétaire risquant de faire baisser le volume des ventes à l'étranger, aux Etats-Unis notamment. Sony, numéro un de l'électronique grand public au pays du Soleil-Levant, a été le premier à annoncer ces relèvements de tarifs. Il sera suivi par les autres fabricants. Pour les semi-conducteurs, Hitachi, NEC et Toshiba envisagent d'appliquer des hausses dès la fin de l'année.

Croissance : nette avancée en RFA...

Le produit national brut (PNB) ouest-allemand a augmenté au troisième trimestre de 1,5 % en termes réels par rapport au trimestre précédent, selon des estimations provisoires de l'Office fédéral des statistiques.

Par rapport au troisième trimestre 1984, le PNB a augmenté de 3,2 % en termes réels. La croissance du troisième trimestre a surtout été soutenue par les exportations (+ 9,6 % en un an), plus que par la consommation intérieure (+ 2,4 % en un an). Le rythme d'augmentation des investissements (+ 6,1 % en un an) est resté soutenu.

...ralentissement au Japon

La croissance économique du Japon s'est fortement ralentie au troisième trimestre, revenant à un rythme annuel de 2,5 % en termes réels contre 5,8 % au cours du précédent trimestre.

La CFDT rappelle ses « exigences » pour les élections législatives

La CFDT a rendu publique, vendredi 6 décembre, par une déclaration de son bureau national, sa position sur les élections législatives (*le Monde* du 5 décembre), afin d'« *éclairer les choix de ses adhérents et plus largement des salariés* ». Après avoir dressé un bilan de la législature et rappelé ses exigences, la déclaration souligne que la CFDT « *s'appuie sur les mutations en cours pour avancer dans sa démarche autogestionnaire de construction d'une société solidaire* », tout en étant « *une organisation ouverte dont les adhérents ont des opinions diverses* ».

Pour la CFDT, « *l'actuelle majorité de gauche a pris une série de mesures positives correspondant à nos revendications et à notre action qui n'avaient pas abouti dans les années antérieures* » mais « *l'emploi n'est pas l'objectif prioritaire de l'action gouvernementale* », qui doit donc être « *sérieusement infléchie* ». Deux « *dangers* » sont dénoncés : « *le libéralisme destructeur qui vise à soumettre la société, les citoyens et les salariés à la loi des rapports de forces les plus brutaux et les plus inégalitaires* », porté par « *une partie des forces de droites* » ; « *l'avenir de notre société, la place que les immigrés y occupent et le devenir des libertés individuelles et collectives* », l'immigration ne devant pas devenir un « *enjeu électoral* ».

« *Organisation syndicale pleinement indépendante des partis* », la CFDT appelle les salariés à voter en tenant compte de trois « *exigences majeures* » : « *la priorité à donner à l'emploi et le refus de l'immobilisme en matière économique et sociale ; l'approfondissement et le développement de la démocratie et des libertés dans notre pays ; la reconnaissance par les forces politiques du rôle du syndicalisme et sa place nécessaire dans le traitement des questions qui se posent à l'économie et à la société* ».

Une « révolution culturelle »

Une déclaration de cinq feuillets du bureau national de la CFDT a donc suffi pour que la confédération de M. Edmond Maire opère une petite révolution culturelle qui marque indéniablement *une rupture avec une pratique* en vigueur depuis 1970. C'est aussi une nouvelle étape de la « resyndicalisation » engagée en 1978. Il était étrange d'entendre M. Jean-François Troglic, secrétaire national, lors d'une conférence de presse dont était absent M. Maire, souligner que *« ceux qui peuvent prendre la main des gens et les conduire jusqu'aux urnes en leur indiquant le bulletin à prendre sont des mystificateurs »*... Après tout, sans remonter au changement de 1981, ce temps-là n'est pas si lointain... puisque, au deuxième tour des élections *cantonales de mars* 1982, la CFDT avait encore appelé à voter pour la gauche.

Dans une confédération où la grande majorité des militants se situent « à gauche » — à commencer par l'équipe dirigeante, — il n'était pas évident, à la veille d'une consultation où les socialistes ont toutes les chances de se retrouver dans l'opposition, de ne pas donner d'autre consigne que... syndicale. Il n'est du reste pas acquis que tous les militants partagent la subtilité et l'opportunité d'un choix qui a pour but de permettre à la CFDT de rester un partenaire obligé — au même titre que FO — du nouveau pouvoir en cas d'alternance. L'ampleur des débats qui ont précédé cette décision laisse supposer que tout n'a pas *été aussi* limpide, même si l'actualité récente — notamment la réception du général Jaruzelski par M. Mitterrand — a dû refroidir l'ardeur prosocialiste de certains militants cédétistes, très sensibilisés par la défense des droits de l'homme.

Le texte est en tout cas le fruit d'un compromis. Laborieux quant à la rédaction, même si la tâche était *« culturellement »* difficile. Le PC, pour sa *« politique sectaire »* et l'extrême droite sont rejetés d'emblée. Le texte évoque la *« démarche autogestionnaire de construction d'une société solidaire »* de la CFDT, de préférence à la perspective du... socialisme autogestionnaire. Un choix de mots qui n'est évidemment pas neutre.

Globalement, les propositions de la droite sont davantage dénoncées que les réalisations de la gauche (*bien jugées*, sauf sur l'emploi). Mais la déclaration a évité en même temps *tout manichéisme. Certains* souhaitaient, à propos de la condamnation du *« libéralisme destructeur »*, que les *« forces de droite »* dans leur ensemble soient mises en cause avec comme seule nuance une différenciation dans la *« vigueur »* avec laquelle ces forces supportent le libéralisme débridé. La formule retenue — *« une partie des forces de droite »* — montre que la CFDT n'a pas voulu donner l'impression de fermer le jeu en ne voyant que du positif — ou presque — dans un camp et que du négatif dans l'autre. L'ironie de l'histoire est *qu'il aura fallu que la gauche arrive* au pouvoir pour que la CFDT opère une telle révolution culturelle...

MICHEL NOBLECOURT.

● **EDF : arrêts de travail prévus pour le 9 décembre.** — Conformément à ce qu'elle avait annoncé, la fédération CGT de l'énergie a appelé à une nouvelle journée nationale d'action pour le 9 décembre. 40 % des syndicats de base préconisent des arrêts de travail de deux à quatre heures, le reste prévoyant seulement des *manifestations*. Une grève de quatre heures est prévue le matin à la centrale *nucléaire du* Bugey (Ain) et l'après-midi dans celle du Tricastin (Drôme). Ces mouvements devraient entraîner des baisses de production mais ne devraient pas se traduire par des coupures de courant.

LES MÉNAGES FRANÇAIS UN PEU PLUS OPTIMISTES

L'enquête de conjoncture *réalisée* par l'INSEE auprès de sept mille quatre-vingt-dix ménages, entre le 15 octobre et le 5 novembre, fait apparaître un optimisme plus grand qu'il y a six mois, même si les agriculteurs envisagent l'avenir de façon *nettement plus pessimiste*.

Interrogés à propos de leur niveau de vie et de l'emploi, les ménages sont nombreux (environ deux tiers) à estimer que l'un et l'autre se sont détériorés au cours des six mois passés. Cependant, tandis que la même proportion redoute une aggravation du chômage dans les mois à venir, moins de la moitié estime que le niveau de vie va continuer à se dégrader. Sur l'ensemble de l'année, les réponses relatives au passé et à l'avenir se sont régulièrement améliorées. *Les ménages prévoient donc* un avenir légèrement plus favorable à partir d'une situation très détériorée.

C'est sur les prix que les opinions *des ménages sont* les plus optimistes. La proportion des ménages estimant que les prix ont beaucoup augmenté a baissé jusqu'à un niveau encore jamais atteint au cours des dix dernières années. Ceux qui envisagent une décélération des prix dans les prochains mois sont encore plus nombreux que lors de la précédente *enquête*.

Dans ce contexte un peu plus optimiste, le pessimisme des agriculteurs *tranche d'autant plus* qu'il s'est encore accru.

AUX ÉTATS-UNIS

Le chômage a baissé en novembre

Le taux de chômage aux Etats-Unis a baissé en novembre, retombant à 7 % de la population active contre 7,1 % le mois précédent, et égalant son plus bas niveau depuis plus de cinq ans. Selon le département du travail, 8,1 millions d'Américains étaient au chômage, le mois dernier, en baisse de *151 000* personnes par rapport au mois précédent.

En novembre, 180 000 emplois ont été créés, a précisé le département du travail. En trois ans, depuis les premiers signes de reprise économique aux Etats-Unis, 10 millions d'emplois ont été créés, dont près de 80 % *dans* le secteur des services. Le mois dernier, le secteur des services a gagné 154 000 emplois et l'industrie 30 000. Toutefois, depuis le début de 1985, l'industrie américaine a perdu quelque 300 000 emplois. Elle représente actuellement moins d'un cinquième de l'emploi aux Etats-Unis. — *(AFP.)*

Toujours les services

Correspondance

Washington. — Selon une étude *du Bureau des statistiques de la* main-d'œuvre, le nombre des emplois augmentera de 10 à 20 millions au cours de la prochaine décennie. Mais quel que soit le volume de cette croissance qui dépendra des conditions économiques générales, les emplois dans le secteur des services seront plus importants que dans celui de l'industrie.

D'ici à 1995, les emplois dans l'industrie augmenteront, mais avec modération. En 1969, l'industrie employait 20 millions de personnes, *soit 25 % du nombre des emplois*. En 1995, les emplois dans l'industrie occuperont toujours entre 20 et 22 millions de personnes, mais ne représenteront plus que 17 % de l'ensemble de la main-d'œuvre employée.

En revanche, la demande de caissiers, d'*infirmiers*, de *gardiens*, de conducteurs de camion, de *personnels de restaurants*, de vendeurs de magasins et de comptables sera particulièrement forte. Une augmentation de 3,5 millions d'emplois est prévue dans ces diverses professions, tout particulièrement pour les emplois de techniciens spécialisés dans l'électronique et d'agents de tourisme. Ainsi le nombre des personnes employées dans les agences de voyages augmentera de 430 000.

Selon l'étude, la progression portera sur les emplois les plus mal payés, n'impliquant aucune formation *professionnelle, mais aussi sur* ceux bien rémunérés exigeant une main-d'œuvre très *spécialisée*. *Dans* ce contexte, les nouveaux emplois utiliseront une proportion plus grande de Noirs et de femmes. Selon les professions, 20 % des nouveaux emplois seront occupés par des Noirs et 60 % par des femmes. Ainsi, d'ici à *1995*, le pourcentage de Noirs dans la main-d'œuvre employée passera de 10 à 11 %, celui des femmes de 43 à 46 %.

Ces indications seront utilisées *par les services d'orientation professionnelle* des établissements d'enseignement, *ainsi que par les bureaux* officiels chargés de la formation et du recyclage des travailleurs dans les secteurs public et privé. Les conclusions de l'étude confirment ainsi l'évolution de l'économie américaine, jadis fondée sur l'industrie, mais reposant maintenant de plus en plus sur les services.

HENRI PIERRE.

NOUVEL ACCORD SUR LE RÉÉCHELONNEMENT DE LA DETTE POLONAISE

La RFA et la Pologne viennent de conclure un accord prévoyant le rééchelonnement d'échéances impayées de la dette polonaise, dues en 1985. La nouvelle a été annoncée, vendredi 6 décembre, par le ministère des finances à Bonn.

L'accord porte sur une somme en intérêts et principal de 961 millions de deutschemarks (2,9 milliards de francs) et sera signé le 12 décembre prochain à Varsovie. Il prévoit un délai de grâce de six ans et un remboursement entre 1991 et 1995.

Le 24 octobre, la RFA et la Pologne avaient déjà signé un accord de rééchelonnement concernant des échéances de la dette garantie, impayées entre 1982 et 1984. L'accord portait sur environ 3 milliards de DM (1,17 milliard de dollars).

La Pologne est le plus endetté des pays de l'Est et le seul qui demeure au bord de la faillite avec une dette extérieure de plus de 27 milliards de dollars. Varsovie devait, à la mi-1985, au seul Etat ouest-allemand, 5,19 *milliards* de *deutschemarks* en principal et 2,59 milliards de deutschemarks en intérêts. — (*AFP.*)

CEE

Viande bovine : la Commission souhaite remplacer l'intervention par des primes aux éleveurs spécialisés

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Suppression progressive des achats d'intervention et mise en place d'un régime de primes en faveur des producteurs spécialisés : la Commission européenne, qui vient d'en délibérer, s'apprête à proposer aux Dix une réforme en profondeur du régime de soutien du marché de la viande bovine.

La réglementation actuelle ne donne pas satisfaction : les entrepôts frigorifiques sont pleins à craquer (autour de 700 000 tonnes) sans que l'on trouve de débouchés ; pour la viande ainsi retirée du *marché*, le stockage coûte des fortunes, et malgré l'effort ainsi consenti, les cours restent *sensiblement inférieurs* aux prix d'orientation.

Le bénéfice des primes que la Commission voudrait instaurer serait réservé aux producteurs spécialisés dans les races à viande. Autrement dit, les producteurs de lait, *pour* qui la viande n'est qu'un sous-produit, en seraient exclus.

La Commission souhaite favoriser l'élevage extensif lié aux pâturages plutôt que l'élevage intensif en enclos (*feed-lot*). A cette fin, le nombre de bêtes d'une exploitation éligible à la prime serait plafonné.

Il y a belle lurette que l'intervention n'est *plus ouverte de manière* permanente. Le régime actuel est compliqué : les producteurs sont autorisés à vendre aux organismes d'intervention parfois les quartiers arrière, *parfois les quartiers avant*, plus rarement les carcasses entières. Ce système déroutant favorise la spéculation. L'idée de la Commission est de déclencher de plus en plus rarement l'intervention.

On fait valoir, à Bruxelles, que la période à venir est propice pour une telle réforme. Les prix de la viande, qui évoluent, de façon cyclique, sont en effet maintenant au plus bas, et on prévoit un *raffermissement* des cours en 1986.

Le démantèlement de l'intervention s'opérerait donc pendant une phase de redressement normal des prix du marché au cours de laquelle les exploitants n'ont, en principe, pas besoin ou beaucoup moins besoin d'y avoir recours.

PHILIPPE LEMAITRE.

Faits et chiffres

Affaires

● **Création d'un « magasin franc » au port de Bayonne.** — M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'État au budget et à la consommation, a *signé*, le vendredi 6 décembre, avec la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), un protocole d'accord portant création d'un « magasin franc » sur la zone portuaire de Bayonne. Il devient possible aux utilisateurs du port basque — moyennant une procédure douanière simplifiée — de stocker des produits en provenance de l'étranger et *destinés*, soit à être exportés, soit à être transformés, dans le cadre du « magasin franc », sans avoir à acquitter des droits et taxes, cela pendant une période de cinq ans. Bayonne prend place après Le Havre, Marseille, Mulhouse et Dunkerque.

Social

● **Sécurité sociale en déficit, selon le président de la CNAM.** — Président de la Caisse d'assurance maladie (CNAM), M. Maurice Derlin a estimé, le vendredi 6 décembre à Bordeaux, que le déficit de la Sécurité sociale s'élèverait à 2,5 milliards de francs pour 1985, alors que Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, avait annoncé quelques jours plus tôt un excédent de 4,8 milliards de francs. « *Nous ne sommes pas satisfaits de la façon dont les comptes (...) sont présentés au public* », a poursuivi M. Derlin, pour qui la trésorerie a été équilibrée de façon « *artificielle* ». « *Nous attendons du ministère (...) qu'il nous laisse gérer la CNAM comme nous l'entendons, et non qu'il nous gène par une* tutelle *abusive* » a ajouté M. Derlin. Président de la Mutualité française, M. René Teulade a estimé qu'« *un déficit ou un excédent de 3 milliards de francs, de toute façon, ça ne représente pas grand-chose comparé au budget de 100 milliards* ».

● ***Fermeture de la Raffinerie de* Frontignan.** — L'Union départementale CGT de l'Hérault a appelé, le vendredi 6 décembre, le personnel des entreprises du bassin de Thau à une grève de vingt-quatre heures le 19 décembre pour protester contre la décision de la direction de Mobil Oil d'arrêter sa branche raffinage à Frontignan. M. Yves Marchand, maire CDS de Sète, a de son côté *qualifié la fermeture de la raffinerie* de « *catastrophe régionale* ».

La direction de Mobil Oil avait annoncé, jeudi soir 5 décembre, sa décision de fermer la raffinerie, entraînant la suppression de 300 emplois, en raison notamment de la surcapacité de Frontignan et du déficit qui, selon elle, s'élève à 150 millions de francs par an. — *(AFP.)*

● **Grève dans les caisses d'épargne et de prévoyance.** — A l'appel des syndicats CFDT et CGT, un mouvement de grève est observé dans les caisses d'épargne et de prévoyance (30 000 salariés) à Paris, et, en province, à Roubaix, Arras et Montpellier. *Le vendredi 6 décembre*, deux à trois cents manifestants ont occupé le siège de *la* direction, à Paris, et, dans l'après-midi, les grévistes ont décidé de reconduire leur action pour vingt-quatre heures. Comme en novembre et en juin dernier, les organisations syndicales protestent contre la mise en place d'un nouveau statut du personnel. Une commission paritaire n'a pas permis d'accord, et la direction se refuse à tenir une nouvelle réunion sous la pression.

ENTREPRISES

Les Coopérateurs Flandres-Artois reprennent les Coop du Nord.

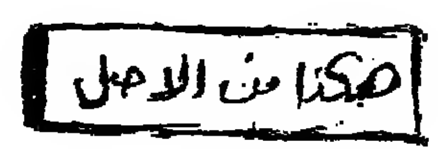
Le Plan de reprise des Coop du Nord présenté par le directeur général des Coopérateurs Flandres-Artois (CFA) a été, finalement, accepté *par* le *tribunal* de *commerce* de Lille, après que M. Gouteyron ait transformé quelque peu sa proposition. En effet, le tribunal de Béthune avait refusé de vendre à CFA cinquante-huit des cent sept magasins de la Coopérative centrale du pays minier (CCPM), et M. Gouteyron a renoncé à faire de cette transaction la condition de l'opération, mais il négocie la reprise en location-gérance de cinq supermarchés de cette société en liquidation de biens, ainsi que le rachat au coup par coup de certains des cinquante-huit magasins en cause. De plus, les CFA *prévoient de rouvrir quatre supermarchés* de la Coopérative régionale du Nord.

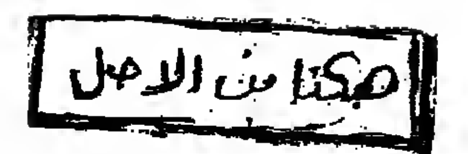
Fiat-France et Indosuez créent une société de leasing

Les groupes Fiat et Indosuez *ont décidé de créer en France* une société de leasing (crédit-bail) commune, Fiat-Bail, à participation paritaire. A cet effet, *Locafrance, du groupe* Indosuez, va acquérir 50 % de la société Locafin, jusqu'ici entièrement contrôlée par Fiat. A l'issue de cette opération, Fiat-Bail réalisera un volume d'affaires global de l'ordre de 60 milliards de francs à l'échelon international.

Elders IXL renonce à son OPA sur Allied Lyons

Le groupe australien Elders IXL (brasseries, courtage de *laine, exploitation minière*) a renoncé, le 6 décembre, à l'offre publique d'achat (OPA) *massive* de *1,8 milliard de livres* (environ 20,5 milliards de francs) qu'il avait lancée, le mois dernier, sur une société britannique quatre fois plus *grosse que lui* : Allied Lyons (brasserie, chaîne de débits de boissons et d'hôtels, commerce des vins et spiritueux, fabrication alimentaire). Cette décision *a été révélée peu après que* le gouvernement britannique eut annoncé qu'il chargeait la commission des monopoles et fusions d'étudier cette offre. Dans un communiqué, le ministre du commerce et de l'industrie, M. Leon Brittain, avait déclaré que le mode de financement envisagé pour cette opération *« méritait une enquête »*. — *(AFP.)*





Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 2 au 6 décembre

Une consolidation chasse l'autre

SOLIDEMENT encadrée par deux consolidations, la semaine qui vient de s'achever rue Vivienne a, derechef, fourni l'occasion à la Bourse de Paris d'administrer la preuve qu'elle n'avait rien perdu de sa vigueur. Pas très vaillant les deux premiers jours (– 0,8 % lundi, – 0,88 % mardi), le marché, dès mercredi, retrouvait bon pied bon œil. Relativement modestes les jours précédents, les courants d'affaires s'étoffaient brusquement pour dépasser 710 millions de francs (+ 30 %), tandis que les cours bondissaient (+ 1,61 %).

Le même scénario se reproduisait jeudi avec des transactions encore accrues (974 millions de francs) et un peu plus de hausse (+ 1,73 %), ce qui portait les indices à leurs plus hauts niveaux de toujours.

La reprise semblait donc bien amorcée. Mais, à la veille du week-end, le décor se modifiait. Sur tous les groupes, de nombreuses baisses se produisirent, et, à la clôture, l'indicateur instantané décrochait de 1,15 %. D'un vendredi à l'autre, les valeurs françaises n'en ont pas moins progressé de 0,7 % en moyenne.

Mais que s'est-il donc passé ? Rien de bien étrange. A la fin de la semaine précédente, les investisseurs américains, tout occupés, le jeudi 28 novembre, à fêter dignement la journée d'actions de grâce (Thanksgiving Day), en avaient profité pour prendre un week-end à rallonge et avaient déserté les lieux. Avec le décalage horaire, leur retour était attendu mardi 3 décembre. Dans cette perspective, les opérateurs se firent un devoir de prendre leurs bénéfices. C'est la règle du jeu. Et comme la contrepartie avait perdu de son efficacité, les ventes furent moins bien absorbées et les cours baissèrent. Ce fameux mardi 3 décembre, tout le monde était au balcon pour guetter ces fameux étrangers. Rien, ou plutôt si. Leurs ombres se profilèrent à la corbeille en fin de séance et un peu le lendemain. Jeudi, en revanche, ils étaient tous revenus, en force, même les Italiens, dont la marge de manœuvre hors de leurs frontières est pourtant étroite, avec une réglementation très restrictive.

C'est, en gros, la façon dont les choses se sont passées. L'histoire est jolie, mais elle n'est pas forcément authentique. Le Thanksgiving Day ? Sans doute. Mais, quand un financier, qu'il soit américain ou japonais, veut passer un ordre, il se moque pas mal de l'heure et du jour.

Le télex existe. En fait, les investisseurs étrangers sont eux aussi des professionnels avertis. Ils savent jusqu'où ne pas aller trop loin et prendre leur distance quand un marché va trop vite (20 % de hausse en un mois). Ce qui est le cas de Paris. Les jours fériés ont bon dos.

Qui plus est : la décision prise dimanche dernier par les autorités de la Bourse de Singapour de fermer le marché local pour éviter le mouvement de panique qu'aurait pu causer la faillite de la Pan-Electric Industries, une des plus grandes entreprises locales aux ramifications financières étendues en Malaisie (Kuala-Lumpur a été close pour la même raison), avait provoqué un sérieux malaise dans les milieux financiers internationaux. Des masses de capitaux sont « collés » sur ces places, et elles se retrouvaient bloquées. Pas longtemps. Tout rentra assez rapidement dans l'ordre ou presque. Singapour rouvrit ses portes, fut pris de quelques convulsions (– 12 %), puis se calma. Comme dans l'intervalle les cours avaient quand même bien reculé à Paris (– 3 %), les achats reprirent lentement. Ils étaient favorisés par quelques bonnes nouvelles : réduction de 8,3 % (44 milliards de francs) de la dette extérieure de la France pour le troisième trimestre grâce au dollar, optimisme relatif de l'INSEE sur la poursuite modérée de l'activité industrielle pour les prochains mois, subite montée en flèche de Wall Street.

Les investisseurs institutionnels venus de tous les horizons y sont, quand même, allés un peu fort (près de 4 % de hausse en quarante-huit heures). A la veille du week-end, les professionnels interprétaient l'alourdissement du vendredi, un peu inattendu par son ampleur, comme une réaction technique normale. En outre, le renversement de tendance observé la veille à Wall Street avait rendu de nombreux opérateurs perplexes. Après avoir franchi jeudi en séance, pour la première fois de l'histoire, la barre des 1 500, l'indice Dow Jones avait battu en retraite et reperdu tout le terrain gagné. Le même « Dow » n'avait-il pas progressé de 25 points mercredi ? Allons donc ! De la perplexité à la prudence, il n'y a qu'un pas. Bien des opérateurs se sont réfugiés dans l'attentisme. Les ventes ont d'autant plus influé sur la tendance que les volumes d'affaires se sont un peu contractés. Et maintenant ? L'optimisme est intact autour de la corbeille. Jusqu'ici, et encore vendredi, les consolidations se sont faites dans d'excellentes conditions, c'est-à-dire avec relativement peu d'affaires. Le « papier » est donc en bonne main. En outre, la situation du marché est saine. A fin novembre, le montant des achats à découvert (1,4 milliard de francs) avait certes augmenté de 23 %. Mais à la cadence prise actuellement par l'arrivée des ordres, il représente tout juste deux séances de Bourse. *« La liquidation de décembre sera superbe »*, pronostiquait un spécialiste. Prenons le pari ! En attendant, et en supposant même que la Bourse n'arrive pas à redécoller, le bilan sur onze mois est déjà impressionnant avec un chiffre d'affaires (valeurs françaises seules) de 91 milliards de francs, contre 75 milliards pour l'année 1984 entière, 36 % de hausse et des performances époustouflantes : Galeries Lafayette (+ 154 %), Michelin (+ 123 %), Alsthom (+ 99 %), CSF (+ 66 %), pour ne citer que ces quelques exemples.

L'événement, cette semaine, a été la décision prise par le gouvernement de rendre la liberté aux distributeurs indépendants de produits pétroliers de s'approvisionner où bon leur semble, aux compagnies d'établir elles-mêmes le prix du fioul. La première mesure a été mal accueillie, beaucoup craignant que la guerre des tarifs ne se rallume au détriment des « majors ». Elf (– 4,4 %) et Total (– 5,7 %) ont été secoués. La seconde, en revanche, a produit un meilleur effet, et la CFR a monté de 4,5 %.

A signaler aussi la hausse de Valéo (+ 10,4 %), dont la cotation fut retardée jeudi en raison de l'abondance de la demande. Lesieur n'a pas trop souffert (– 1,9 %) de la baisse de ses résultats (– 61 %) pour les neuf mois. Le phénomène avait été anticipé, d'autant qu'une partie de cette baisse est liée à des charges de restructuration non répétitives.

Enfin, suspendues le 17 décembre 1984, les cotations des trois sociétés du groupe Boussac (Société foncière et financière Agache-Willot, Belle Jardinière, Boussac-Saint Frères) devaient reprendre le 4 décembre. Ce fut la ruée : incotables. On essaiera à nouveau lundi 9 décembre.

ANDRÉ DESSOT.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	6-12-85	Diff.
Bail Équipement	382	– 2
Bancaire (Cie)	799	– 2
Cetelem	835	+ 36
Chargeurs SA	681	+ 4
CFF	920	– 9
CFI	337	– 2
Eurafrance	1 895	+ 52
Hénin (La)	576	+ 46
Imm. Pl.-Monceau	594	+ 27
Locafrance	465	+ 7
Locindus	863	+ 6
Midi	3 795	+ 105
Midland Bank	313	– 9,90
O F P	1 210	– 40
Paris rées	NC	NC
Prétabail	1 280	+ 7
Schneider	287	+ 1,50
UCB	401	+ 17

Alimentation

	6-12-85	Diff.
Béghin-Say	279	+ 3
Bongrain	1 552	– 133
BSN G.-Danone	2 445	– 98
Carrefour	2 800	– 1
Casino	1 067	– 28
Cédis	741	– 7
Euromarché	1 220	– 29
Guyenne et Gasc.	445	+ 30
Lesieur	723	– 14
Martell	1 548	+ 10
Moët-Hennessy	2 160	+ 9
Occidentale (Gle)	717	+ 23
Olida-Caby	182	– 8,30
Pernod-Ricard	745	+ 4
Promodès	1 175	+ 25
St-Louis-Bouchon	321	– 8,5
C.S. Saupiquet	484	+ 26
Source Perrier	433	– 13,1
Veuve Clicquot	2 980	+ 90
Nestlé	29 580	– 770

Produits chimiques

	6-12-85	Diff.
BASF	808	+ 11
Bayer	777	+ 7
Hoechst	772	+ 7
Imp. Chemical	79,70	– 0,65
Institut Mérieux	2 010	+ 60
Laboratoire Bellon	1 266	+ 1
Norsk Hydro	150,30	– 0,50
Roussel-Uclaf	1 651	– 8

Valeurs diverses

	6-12-85	Diff.
Accor	289	+ 4
Agence Havas	890	+ 80
Arjomari	1 843	+ 63
Bic	498	+ 3
Bis	730	– 20
CGIP	817	– 7
Club Méditerranée	493	+ 15
Essilor	2 117	– 38
Europe 1	900	+ 87
Hachette	1 399	– 71
L'Air Liquide	608	+ 13
L'Oréal	2 885	+ 40
Navigation Mixte	515	+ 13
Nord-Est	132,90	+ 2,90
Presses de la Cité	1 785	+ 30
Sanofi	662	– 14
Skis Rossignol	1 400	– 60

Pétroles

	6-12-85	Diff.
Elf-Aquitaine	218	– 10
Esso	553	+ 4
Francarep	403	– 1
Pétroles B.P.	103	– 0,5
Primagaz	361	– 9
Raffin. fr.	69,90	+ 2,90
Sogerap	503	– 34
Total	299	– 18
Exxon	417	– 8,5
Petrofina	1 050	– 1
Royal Dutch	479	– 13

Bâtiment, travaux publics

	6-12-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 160	+ 9
Bouygues	825	– 30
Ciments Français	377	+ 12,9
Dumez	835	– 10
GTM	288	+ 9
J. Lefebvre	320,10	– 15,9
Lafarge	680	+ 3
Maisons Phénix	197	+ 3
Poliet et Chausson	018	+ 69
SCREG	101	– 6
SGE-SB	60	+ 3,50

Filatures, textiles, magasins

	6-12-85	Diff.
André Roudière	275	+ 25
BHV	339,50	+ 40,5
CFAO	1 290	+ 24
Damart-Servipost	1 990	+ 30
Darty	1 875	+ 35
DMC	290,90	+ 4,90
Galeries Lafayette	770	– 39
La Redoute	1 860	+ 50
Nouvelles Galeries	260	+ 10
Printemps	343,10	+ 0,10
SCOA	121	+ 6

Métallurgie construction mécanique

	6-12-85	Diff.
Alspi	188,80	+ 12,80
Avions Dassault-B.	1 180	– 60
Chiers-Châtillon	66,90	+ 1,90
De Dietrich	858	– 2
FACOM	1 365	– 63
Fives-Lille	367	– 12
Fonderie (Générale)	110	+ 1,90
Marine Wendel	388	– 0
Penhoët	972	– 8
Peugeot SA	469,80	+ 5,80
Poclain	81	+ 6,10
Pompey	225	– 15
Sagem	2 075	– 10
Valéo	362	+ 35
Vallourec	193	+ 6

Mines, caoutchouc, outre-mer

	6-12-85	Diff.
Charter	23,90	+ 0,40
Géophysique	540	– 40
Imétal	75	– 3,30
INCO (1)	98,50	+ 8,40
Michelin	1 595	+ 64
Min. Penarroya	62	– 0,30
RTZ	58,50	– 1,20
Zambia	1,42	– 0,01

(1) Compte tenu d'un coupon de 0,30 F.

Matériel électrique services publics

	6-12-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	388	– 9,50
CIT-Alcatel	1 435	+ 17
Crouzet	250	+ 10
Générale des Eaux	773	– 2
IBM	1 092	+ 4
Intertechnique	2 095	+ 10
ITT	268,20	+ 2,70
Legrand	2 473	+ 64
Lyonnaise des Eaux	985	– 5
Matra	1 625	– 30
Merlin-Gérin	2 580	+ 125
Moteurs Leroy-Somer	726	+ 1
Moulinex	72	+ 3,90
Philips	156	+ 4
PM Labinal	608	– 3
Radiotechnique	402	+ 21,90
SEB	341	– 2
Siemens	1 983	+ 13
Schlumberger	265,50	– 9,50
Signaux	430	– 35
Télémec. Electrique	2 725	– 75
Thomson-CSF	680	+ 14

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	6-12-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 449	+ 11,50
7 % 1973	7 555	– 155
10,30 % 1975	98,80	– 0,30
PME 10,6 % 1976	98,70	– 0,30
8,80 % 1977	121,55	– 0,30
10 % 1978	98,56	– 1,04
9,80 % 1978	98,10	– 0,90
8,80 % 1978	99,53	+ 0,10
9 % 1979	95,15	– 0,45
10,80 % 1979	100,70	– 0,25
12 % 1980	100,25	– 0,02
13,80 % 1980	106,11	– 0,36
16,75 % 1981	110,33	– 0,30
16,20 % 1982	118,60	– 0,10
16 % 1982	119,10	– 0,20
15,75 % 1982	116,05	– 0,05
CNE 3 %	4 299	– 66
CNB bq. 5 000 F	101,40	+ 0,05
CNB Paribas 5 000 F	104	+ 1,10
CNB Suez 5 000 F	104,95	+ 2,25
CNI 5 000 F	101,40	+ 0,10

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Or fin (kilo en barre)	81 080	80 250
– (kilo en lingot)	51 200	80 060
Pièce française (20 fr.)	512	520
Pièce française (10 fr.)	490	475
Pièce suisse (20 fr.)	512	504
Pièce latine (20 fr.)	481	482
e Pièce tunisienne (20 fr.)	481	480
Souverain	615	598
Souverain Elizabeth II	595	585
e Demi-souverain	380	371
Pièce de 20 dollars	3 520	3 560
– 10 dollars	1 830	1 800
e – 5 dollars	1 305	1 308
– 50 pesos	3 080	3 100
e – 20 marks	686	588
– 10 florins	512	500
e – 5 roubles	350	365

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	2 déc.	3 déc.	4 déc.	5 déc.	6 déc.
RM	685 286	675 994	888 924	1 164 752	960 699
Comptant					
R. et obl.	4 283 250	3 671 498	3 886 003	4 225 769	3 999 369
Actions	150 474	118 228	102 956	148 021	113 121
Total	5 119 010	4 465 720	4 877 883	5 538 542	5 073 189

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Françaises	130,5	129,6	130,3	132,8	–
Étrangères	94,8	94,3	95,3	96,7	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	141,1	139,8	142,2	144,8	143,2

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	245,1	242,7	245,5	249,6	247,8

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	6 déc.	29 nov.	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	111,6	111,4	+ 0,2	117,9	99,7

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
BHV	+ 13,5	Bongrain	– 7,9
Amrep-Rey	+ 10,9	Signaux	– 1,5
Europe 1	+ 10,7	Géophysique	– 6,9
Valéo	+ 10,7	Total (certif.)	– 6,9
Agence Havas	+ 9,9	Mines Salsigne	– 6,4
Lucheire	+ 9,2	Pompey	– 6,3
Poliet	+ 9,2	Sogerap	– 6,3
La Hénin	+ 8,7	Total (Fr. Pét.)	– 5,7
Poclain	+ 8,1	Sireg	– 5,6
Crouzet	+ 7,8	Avions Dassault	– 4,8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Michelin (1)	103 679	163 253 128
Paris. de résc.	202 000	138 220 000
CSF (1)	181 857	123 950 312
Midi (1)	32 105	119 229 806
Moët (1)	55 016	116 639 497
Lafarge (1)	170 240	113 806 290
General Motors (1)	190 786	105 127 415
Carrefour	35 825	100 334 974
CNE 3 %	21 797	95 088 575
Valéo (1)	264 448	91 675 543
Total	272 734	83 976 796
Télémécanique	30 029	82 793 030
L'Air Liquide	137 288	82 743 499

(*) Du 28 novembre au 5 décembre inclus.
(1) Séance du 6 décembre comprise.

Mutuelles du Mans : *la vieille dame et l'aérobic*

« Vis-à-vis de l'extérieur, nous passons souvent pour une vieille dame. Eh bien, cette vieille dame, nous allons lui faire suivre des cours d'aérobic, tout en prenant, bien sûr, quelques précautions pour son rythme cardiaque... » Ainsi s'expriment aujourd'hui les dirigeants des Mutuelles du Mans, lesquelles ont vu le jour en 1828 pour se hisser à présent au quatrième rang des compagnies nationales d'assurances (après l'UAP, les AGF et le GAN), à l'occasion du transfert rue de Londres, à Paris, de la quasi-totalité des services parisiens de cette entreprise sarthoise. Avec des effectifs salariés de 5 700 personnes (et 9 000 *collaborateurs au total*), ce groupe, qui constitue encore l'un des plus gros pourvoyeurs d'emplois de son département, a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires (primes encaissées) de 11,2 milliards de francs, ce qui correspond à un montant de 4,2 millions de contrats gérés et quelque 2 millions de sociétaires.

Cette volonté de mieux faire connaître la seule société française d'assurances à forme mutuelle qui ait été nationalisée en 1946 à la suite d'une *« erreur historique »* (l'expression est de Michel Debré) coïncide avec l'arrivée de M. Serge Barthélemy à la tête de ce groupe. Celui-ci englobe la Mutuelle générale française (MGF-accidents et MGF-vie) et deux sociétés à forme mutuelle, la Mutuelle du Mans (spécialisée dans le risque incendie) et la DAS (défense automobile et sportive).

A cinquante-six ans, M. Barthélemy, qui a quitté en mai dernier le poste de directeur des assurances au ministère de l'économie et des finances pour succéder, aussitôt, à M. Robert Bertaux *à la présidence du groupe* MGF — un « transfert » direct peu fréquent dans le domaine de l'assurance, — veut faire la démonstration que sa nouvelle maison *« ne traîne pas d'archaïsme gênant »*. A en croire ce groupe qui affiche 60 000 sociétaires, il ferait même preuve d'une certaine modernité puisqu'il est le seul à annoncer par avance à l'automne de chaque année le taux de revalorisation qui sera servi l'année suivante aux souscripteurs de ses contrats d'épargne-retraite. Soit, par exemple, 13,38 % en 1986 pour les contrats conclus cette année, dans le cadre d'une distribution qui devrait porter sur plus de 300 millions de francs, affirme M. Jean Courbe, directeur des Mutuelles du Mans.

La principale filiale, MGF-accidents, a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 7,69 milliards de francs, en augmentation de 9 % sur l'année précédente, et un résultat d'exploitation mondial positif à hauteur de 38 millions de francs après une perte de 39 millions l'année précédente. Un résultat qui tient *compte, il est vrai, de 873 mil*lions de francs de produits financiers nets pour l'activité réalisée en France. Quant à la branche MGF-vie, qui ne représentait en 1984 que 9 % de l'activité totale du groupe (et 2 % du marché français dans ce secteur), elle a accusé une perte d'exploitation mondiale de 24 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 1,32 milliard de francs.

C'est sans doute là une des conséquences de l'âpre concurrence que se livrent les compagnies et les mutuelles dans le domaine de l'assurance-décès et de la capitalisation-vie, le relais des organismes bancaires. Face aux courtiers et aux agents généraux qui assurent encore, parallèlement à un réseau de producteurs-salariés, une partie importante de la commercialisation, les établissements de crédit (voire les organismes de vente de produits financiers par correspondance du style Cortal du groupe de la Compagnie bancaire) disposent d'une force de frappe qui est en passe de perturber un peu plus un secteur déjà très atomisé.

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Une vigueur à confirmer

Wall Street a, cette semaine, fait preuve d'une assez rare vigueur. Après avoir été assez irrégulier, le marché s'est redressé très brutalement mercredi, mettant d'un seul coup plus de 25 points à son actif. Il récidivait le lendemain en franchissant, pour la première fois de l'histoire la barre des 1 500. Mais, au cours de la même journée, l'indice Dow Jones battait brusquement en retraite et reperdait tout le terrain gagné. La dernière séance devait se dérouler sous le signe de l'effritement. D'un vendredi à l'autre, toutefois, l'indice des industrielles a néanmoins progressé de 5,05 points à 1 477,17.

Les dispositions du marché restent donc à confirmer. Pour les professionnels, ce n'est pas un problème. La hausse s'est essentiellement faite sur l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt, une mesure que, de l'avis général, la Réserve fédérale ne devrait pas retarder longtemps pour relancer la croissance. Dans la soirée du vendredi, le vice-président du Fed déclarait, du reste, que la Banque centrale des Etats-Unis ferait son devoir.

Un record d'activité pour l'année a été battu jeudi avec plus de 181 millions de titres échangés. Au total, l'activité hebdomadaire a porté sur 673,54 millions d'actions, contre 442,47 millions.

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Alcoa	35 7/8	36 3/8
ATT	23 3/8	24
Boeing	49 1/8	50 1/4
Chase Man. Bank	64 3/8	67
Du Pont de Nemours	63 3/8	64
Eastman Kodak	49 1/2	50
Exxon	53 3/8	53 1/2
Ford	53 7/8	54 3/8
General Electric	65 5/8	65 1/4
General Motors	70 1/8	71 1/4
Goodyear	28 3/4	29 3/8
IBM	139 3/4	141 1/2
ITT	34 5/8	34 5/8
Mobil Oil	31 3/8	30 3/8
Pfizer	53 1/4	51 7/8
Schlumberger	35 5/8	35 1/8
Texaco	32 3/8	31 1/4
UAL Inc.	48 3/4	49 1/4
Union Carbide	63 1/2	63
US Steel	26 1/4	26 1/4
Westinghouse	45 1/2	43 5/8
Xerox Corp	60 1/8	58 3/4

LONDRES

Ventes bénéficiaires

La fièvre des OPA n'a pas quitté le marché de Londres, mais elle n'a pas empêché, cette fois, les ventes bénéficiaires de peser sur les cours. A l'approche de la réunion de l'OPEP à Genève, la Bourse est devenue nerveuse, et l'annonce par Cable and Wireless d'une émission de 900 millions de livres a fait craindre une pénurie de liquidités. Les actions Laura Ashley ont fait une entrée triomphale, jeudi, sur le marché. Un cours de 196 pence a été inscrit (135 p. à la souscription).

Indices « FT » du 6 décembre : industrielles, 1 117,6 (contre 1 142,9) ; mines d'or, 276,8 (contre 285,8) ; Fonds d'Etat, 83,35 (contre 83,81).

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
Beecham	323	340
Bowater	328	340
Brit. Petroleum	570	556
Charter	215	218
Courtaulds	194	187
De Beers (*)	490	460
Free State Ged. (*)	23 5/8	21 5/8
Glaxo	15 19/32	15 29/64
Gt. Univ. Stores	990	980
Imp. Chemical	717	704
Shell	663	646
Unilever	12 1/2	12 13/64
Vickers	298	298
War Loan	35 5/8	35 3/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Statu quo

Santa Claus n'a pas fait un détour pour passer par Francfort. Les boursiers allemands n'ont rien trouvé, cette semaine, dans leurs souliers. Il y a eu peu d'affaires, et la tendance a été irrégulière. Les magasins et les pharmaceutiques ont baissé. Les bancaires ont monté. Seul événement : le redressement spectaculaire de Deutschebank (+ 29,50 DM), en liaison avec l'annonce du rachat de l'empire Flick.

Indice de la Commerzbank du 6 décembre : 1 726, contre 1 725,6.

	Cours 29 nov.	Cours 6 déc.
AEG	224,30	225
BASF	261	263,50
Bayer	250,50	251,80
Commerzbank	268	268,70
Deutschebank	675	694,50
Hoechst	251,20	253
Karstadt	339	338
Mannesman	260	259
Siemens	634,50	641,20
Volkswagen	401,80	403,30

TOKYO

Mieux orienté

La tendance a été assez irrégulière, mais plutôt orientée à la hausse. La semaine s'est toutefois achevée, samedi à midi, avec un léger repli des cours, après l'annonce que le PNB japonais monterait seulement de 2,6 % en 1985. Les affaires sont restées assez calmes.

Indices du 7 décembre : Nikkei Dow Jones, 12 790,90 (contre 12 763,27) ; indice général, 1 010,37 (contre 1 006,53).

L'euromarché

Ne tirez plus sur l'investisseur

Un vent de folie souffle sur le marché international des capitaux qui se voit cyniquement offrir, en cadeau de fin d'année, des euro-émissions dont on ne peut percevoir l'intérêt pour l'investisseur. Merrill-Lynch, par exemple, est venu proposer jeudi à un prix unitaire de 14 dollars 125 000 warrants qui permetttront aux porteur d'acquérir au pair à partir du 15 décembre 1988 et jusqu'au 15 décembre 1990, des euro-obligations Merrill-Lynch International dotées d'un coupon annuel de 10 % venant à échéance à la fin de 1990. De quelque manière qu'on l'appréhende, l'opération présente très peu d'intérêt. Premièrement, on se demande quelle valeur peuvent avoir des warrants qu'on ne peut exercer pendant trois ans. Deuxièmement, les euro-obligations qu'il sera possible d'acheter n'auront plus en fait qu'une durée de vie de deux ans. Comment peut-on espérer un gain sur du papier acquis au pair et qui est appelé à être remboursé également au pair deux ans plus tard ? La déception ne s'arrête pourtant pas là. Simultanément, Merrill-Lynch a offert à un prix unitaire de 14 dollars 125 000 warrants qui donneront aux porteurs la possibilité de vendre au pair entre le 15 décembre 1988 et le 10 février 1989 des obligations du Trésor américain dotées d'un coupon de 9,875 % qui viendront à échéance le 15 août 1990. Non seulement cette seconde partie du diptyque présente les mêmes inconvénients que la première, mais en plus la période d'exercice des warrants est cette fois limitée à trois mois.

Le marché euro-obligataire ne peut sortir grandi de transactions de ce type. Pourquoi donc voient-elles le jour si ce n'est sous l'effet d'une extravagance engendrée par trop d'optimisme ? Taat le maade estime, en effet, que les taux d'intérêt ne peuvent monter aux Etats-Unis. Cette vision se reflète dans l'iadifféreace qui maintenant accueille l'évolution de la masse monétaire américaine. Il y a encore quelques mois, tout accroissement déraisonnable de cette masse provoquait des réactions négatives sur le marché international des capitaux. Aujourd'hui, il l'ignore tout simplement.

Mais le coup d'arrêt porté à la hausse des taux d'intérêt a eu pour effet de rendre complètement plate la courbe des rendements au travers de laquelle se projette la différence entre les taux à court terme et ceux à échéances plus longues. L'écart étant devenu pratiquement nul, les euro-émissions à taux variable sont les premières à en souffrir. La situation dans ce secteur n'est guère encourageante pour encore deux raisons. D'une part, la quasi-totalité du papier à taux flottant a été émise par des banques commerciales, et le sort de beaucoup d'entre elles ne prête pas à sourire. D'autre part, la majeure partie du papier en circulation est détenue par des banques. En présence d'une situation aussi dangereuse qu'explosive, de nombreuses banques ont commencé à liquider massivement leurs positions à taux variable, décision accélérée par le grand nettoyage des inventaires qui prend place à chaque fin d'année.

Un bon conseil : ne vous aventurez pas dans ce domaine sur qui, décidément, toutes les tuiles semblent tomber. Le sérieux coup porté aux Bourses de Singapour et Kuala-Lumpur à la suite de la faillite du groupe Pan-Electric Industries n'a pas manqué de nuire énormément aux euro-émissions à taux variables de la Malaisie. Celles-ci, dans un vent de panique, ont à un moment perdu jusqu'à 70 points de base, chute exceptionnelle pour le marché du papier à taux d'intérêt flottant. Ces pertes ont par la suite été en partie annulées parce que la Malaisie en tant qu'Etat demeure un risque souverain peu susceptible de disparaître. Il n'en demeure pas moins qu'une des plus grandes firmes américaines a décidé de ne plus traiter l'europapier malais.

Des « AAA » et des « AA »

Le temps n'est plus où les agences américaines spécialisées dans l'évaluation de la qualité de la dette des euro-emprunteurs (*rating*) se contentaient d'attribuer automatiquement la note supérieure, le prestigieux et convoité « AAA », aux institutions détenues par les gouvernements d'Etats industrialisés. Standard & Poor's (S&P), l'une des deux principales agences américaines spécialisées dans ce domaine, vient, dans sa publication de décembre, de détailler la nouvelle méthodologie lui permettant d'estimer l'acabit des débiteurs souverains, c'est-à-dire des emprunteurs bénéficiant de la garantie directe ou implicite de leurs Etats respectifs. Sur les soixante débiteurs concernés, plus de vingt sont français. Cette situation reflète, depuis Colbert, une longue tradition : celle de l'intervention du gouvernement français dans les affaires industrielles et financières de l'Etat hexagonal. C'est précisément l'importance d'interventions de ce genre qui a amené l'agence américaine à dissocier les résultats des sociétés de leur actionnariat étatique.

C'est ainsi que dans le secteur industriel public français, Standard & Poor's a abaissé l'an dernier de « A-1+ » à « A-1 » la qualité du papier commercial émis par Renault, bien que la Régie soit détenue à raison de 95 % par l'Etat français et que son activité dans le secteur automobile soit primordiale pour la France. Cet abaissement souligne que les apports en capital de l'Etat français, le principal actionnaire, ont été jugés insuffisants pour compenser les quelque 13 milliards de francs français de pertes encourues par Renault.

Sur les quatorze institutions financières détenues par l'Etat dont la dette bénéficie d'un *rating* de la part de Standard & Poor's, quatre sont des banques. Les mêmes critères ont amené S&P à continuer à gratifier d'un magnifique « AAA » les endettements du Crédit agricole et de Paribas, tandis que la qualité de ceux de la BNP et de la Société générale n'est plus dotée que de « AA+ » depuis janvier 1984. L'agence américaine estime que l'ampleur des nationalisations réalisées depuis 1981 a en quelque sorte dissous l'importance de l'actionnariat étatique par rapport à l'époque où la République française était la propriétaire d'un nombre limité de banques et de sociétés industrielles, alors qu'elle a, dans le même temps, énormément accru les engagements de l'Etat français et que les besoins de financement du secteur public sont appelés à rester élevés.

Pour conclure, Standard & Poor's souligne que les notations attribuées au Crédit agricole, à Paribas, à la BNP et à la Société générale continuent, néanmoins, de refléter pour une large part la garantie souveraine implicite dont bénéficient les quatre banques françaises. Celles-ci offrent, en effet, des ratios en matière de fonds propres et de rentabilité qui sont en moyenne bien inférieurs à ceux des banques commerciales privées bénéficiant seulement d'un « AA ».

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Tiraillements dans le SME

Tandis que les cours du dollar semblaient se stabiliser, du moins pour l'instant, le système monétaire européen (SME) a commencé à être agité par certains tiraillements, comme si les effets de la baisse de la devise américaine, présumés dévastateurs à l'égard dudit système, se manifestaient avec retard. A la veille du week-end, le franc belge se montrait particulièrement faible, tombant en queue du SME, ce qui a obligé la Banque de France à le soutenir. Comme le franc français se trouve en tête, des distorsions se sont produites qui ont fait monter le mark à Paris à 3,0540 F environ, sans aucune pression sur le franc, avec même des entrées de francs belges.

De son côté, la lire italienne a été un peu secouée. La semaine dernière, elle était déjà tombée en dessous de 4,51 F pour 1 000 lires, cours pivot autour duquel elle peut osciller de 6 % de part et d'autre, commençant à « consommer » les 6 % encore disponibles avant de toucher son cours plancher. De nouvelles rumeurs, plutôt fâcheuses, ont commencé à courir, ce qui a provoqué une mise au point du gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Azeglio Ciampi : « *L'Italie est opposée à un réalignement des parités à l'intérieur du SME, un ajustement nécessaire et suffisant s'étant produit entre mars et juillet derniers* » (allusion à la dévaluation de 8 % de la lire, effectuée à la fin juillet dernier).

En tout cas, le déficit commercial italien pourrait atteindre en 1985, 26 trillions de lires (près de 120 milliards de francs) contre 19,2 trillions en 1984 (près de 90 milliards de francs), selon les prévisions de l'Institut du commerce extérieur, proche du gouvernement italien.

Pour ne rien arranger, M. Gerhard Stoltenberg, ministre des finances d'Allemagne fédérale, avait jeté un beau pavé dans la mare en déclarant, le 1er décembre, juste avant le sommet de Luxembourg qu'un « *réajustement des parités au sein du SME sera nécessaire* », faisant état des écarts d'inflation entre les pays européens, à l'avantage de l'Allemagne, avec ses 1,8 % de hausse des prix. « *Aussi avons-nous de bonnes raisons de penser qu'un réajustement se produira à un moment indéterminé. Nous avons eu le dernier réajustement il y a deux ans et demi, à l'exception de la dévaluation de la lire cet été. Personne, à l'époque* [en mars 1983] *n'avait escompté que ces parités alors décidées auraient duré aussi longtemps : il convient donc d'être prudent dans nos prévisions.* »

Charitable, M. Stoltenberg ajoutait : « *Quel que soit le jour où ce réajustement aura lieu, ce nouveau réajustement ne sera pas un processus dramatique.* » Souhaitons-le, ce serait bien le premier.

En tout cas, les pronostics vont bon train sur les modalités et l'ampleur du réajustement de M. Stoltenberg. Le mark sera-t-il réévalué unilatéralement, alors que les Allemands, nouveaux « Japonais » de l'Europe, enregistrent un énorme excédent commercial (sans doute 250 milliards de francs cette année) ? Un des schémas envisagés prévoit une réévaluation de 4 % à 5 % pour la monnaie allemande, une dévaluation de 2 % à 3 % pour le franc belge et la lire, et une stabilité pour le franc français. A ce sujet, M. Bérégovoy, de sa mairie de Nevers, a qualifié d'« *inopportuns* » et d'« *inconvenants* » les propos de son homologue allemand tenus « *sans contacts préalables* ». Pourquoi cette nervosité ? Il ne s'agit pas de dévaluer le franc, simplement d'enregistrer la montée irréversible du mark, monnaie-phare de l'Europe, maintenant comme il y a vingt ans, qu'on le veuille ou non. Au surplus, on ne peut tout de même pas demander au franc de se réévaluer par rapport au mark, comme il le fait au moins depuis dix-huit mois.

Quant au dollar, il a paru se stabiliser cette semaine un peu au-dessus de 7,70 francs, 2,50 DM et 200 yens. Selon M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour les négociations commerciales, une baisse supplémentaire de 10 % est encore souhaitable, en sus de la baisse de 20 % déjà acquise, dont « *les premiers effets se font déjà sentir* », mais qui ne produira pas de résultats significatifs avant 1987.

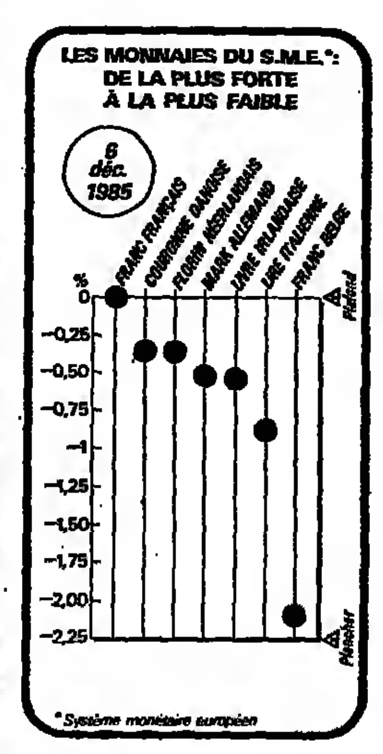
FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 DÉCEMBRE AU 6 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,4160	–	12,9515	47,4608	39,5560	1,9459	34,4775	0,0579
	1,4890	–	13,0676	48,1231	39,8724	1,9573	35,4233	0,0584
Paris	11,3910	7,7175	–	366,27	305,18	15,0175	271,36	4,4752
	11,3946	7,6525	–	368,26	305,12	14,9785	271,08	4,4725
Zurich	3,1099	2,1070	27,3022	–	83,3465	4,1000	74,0857	1,2218
	3,0941	2,0780	27,1545	–	82,8549	4,0673	73,6096	1,2145
Francfort	3,7313	2,5280	32,5768	119,78	–	4,9192	88,8888	1,4659
	3,7344	2,5080	32,7736	120,69	–	4,9090	88,8417	1,4658
Bruxelles	75,8516	51,39	6,6588	24,3901	20,3283	–	18,0696	2,9799
	76,0730	51,09	6,6762	24,5861	20,3708	–	18,0578	2,9860
Amsterdam	4,1977	2,8440	36,8514	134,97	112,50	5,5341	–	1,6491
	4,2034	2,8230	36,8899	135,85	112,56	5,5255	–	1,6499
Milan	2545,36	1724,50	223,45	818,46	682,15	33,5571	606,36	–
	2547,68	1711	223,59	823,39	682,22	33,4899	606,90	–
Tokyo	300,36	203,50	26,3692	96,5828	80,4984	3,9599	71,5541	0,1186
	300,48	201,80	26,3705	97,1126	80,4625	3,9499	71,4842	0,1179

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 décembre, 3,7923 F contre 3,7921 F le vendredi 29 novembre.



Les matières premières

Vive hausse du café, reprise du zinc

La longue crise de l'étain, dont le dénouement s'annonce plus que laborieux, risque d'affecter sérieusement la place de Londres. Certains pays envisagent, d'ores et déjà, d'ouvrir des marchés concurrents. Quant aux producteurs de métaux, ils vont développer leurs ventes à prix fixe. Pour les dix premiers mois de l'année, l'indice des prix libellés en dollars a été inférieur de 11,5 % en moyenne à son niveau de 1984, selon le FMI.

MÉTAUX. – *Il ne faut pas s'attendre à une reprise des cotations sur le marché de l'étain à Londres, la semaine prochaine. Le dénouement de la crise risque de prendre encore du temps, peut-être plus d'un mois. (...) La réunion d'urgence du Conseil international de l'étain à Londres a été repoussée à mardi prochain. Ainsi, les représentants des vingt-deux pays membres seront-ils plus à même de formuler de nouvelles propositions afin de régler la note de 900 millions de livres sterling.*

La Thaïlande serait désireuse de posséder son propre marché afin de se libérer de la tutelle de Londres. L'Indonésie a vendu du métal au Japon, mais à 6 000 livres la tonne, prix inférieur au plancher de 8 500 livres la tonne. Conséquence : nombreuses fermetures de mines attendues et nouvelle répartition de la production à l'échelle mondiale.

La nouvelle diminution des stocks britanniques de métal (– 2 275 tonnes) a entraîné une petite reprise des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres.

Le métal le plus favorisé a été le zinc, dont les cours ont sensiblement progressé à Londres. Les utilisateurs ont accru leurs interventions, redoutant un resserrement des disponibilités. La consommation mondiale de métal devrait retrouver l'an prochain son niveau satisfaisant de 1984, selon les prévisions du Groupe international d'études du plomb et du zinc. En 1983 la consommation de métal s'était accrue de 8 % par rapport à 1983 et de 2,5 % en 1984.

DENRÉES. – *La pause a été de courte durée sur les cours du café, qui ont repris à vive allure leur marche en avant. La sécheresse au Brésil, susceptible de ramener la prochaine récolte de ce pays à un volume situé entre 10 et 14 millions de sacs, selon les estimations les plus pessimistes, a servi de détonateur. Les torréfacteurs cherchent à se couvrir. La Colombie, bien que sa récolte soit en légère diminution, pourrait profiter de prix plus élevés pour écouler une partie de ses stocks.*

Variations peu importantes des cours du cacao. L'Organistion internationale prévoit un excédent mondial de fèves de 62 000 tonnes pour la saison 1985-1986. La production mondiale est évaluée à 1 786 000 t. (– 27 000 t.), et la consommation mondiale à 1795000t. (– 27000t.).

Un marché à terme du beurre de cacao unique au monde serait ouvert à Paris au printemps prochain, a laissé entendre M. Lucien Renier, président de la Commission des commissionnaires agréés lors de l'inauguration des nouvelles corbeilles de la Bourse de commerce de Paris.

Légère avance des cours du sucre sur des rumeurs d'achats de roux par l'Inde.

LES COURS DU 5 DÉCEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 942 (929) : à trois mois, 959 (947) ; étain comptant (8 548) ; à trois mois (8 460) ; plomb, 272 (265,5) ; zinc, 460 (408) ; aluminium, 668 (656) ; nickel, 2 710 (2 700) ; argent (en pence par once troy), 409 (416). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,50 (61,30) ; argent (en dollars par once), 6,06 (6,08) ; platine (en dollars par once), 345 (343,40). – Penang : étain (en ringgit par kilo) (29,50).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 61,40 (60,50) ; mai, 60,40 (60,87). – Sydney (en cents par kilo), laine peignée à sec, mars, 575 (588). – Roubaix (en francs par kilo), laine, décembre, inch. (49,50).

CAOUTCHOUC. – Kuala-Lumpur (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 177 (176,50).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 133 (2 105) ; mars, 2 198 (2 179) ; sucre, janvier, 5,58 (5,44) ; mars, 6,51 (6,18) ; café, décembre, 175,25 (159,60) ; mars, 178,27 (164,56). – Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, mars, 167 (159) ; mai, 170 (171) ; café, janv. 2 014 (1 862), mars, 2 048 (1 900) ; cacao, décembre, 1 613 (1 628) ; mars, 1 667 (1 674). – Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 1 870 (1 845) ; mars, 1 904 (1 875) ; café, mars, 2 258 (2 148) ; mai, 2 305 (2 180) ; sucre (en francs par tonne), mars 1 413 (1 374) ; mai, 1 435 (1 399). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), décembre, 143,60 (143,80) ; janvier, 144 (142,80). – Londres (en livres par tonne), décembre, 127 (125) ; février, 126,20 (126,30).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 340 (328) ; mars, 342 (328,2) ; maïs, décembre, 242,75 (242,40) ; mars, 244,25 (242,4).

INDICES. – Moody's, 929,80 (918,50) ; Reuter, 1 751,5 (1 707,8).

Marché monétaire et obligataire

Essoufflement

Avec 25 milliards de francs d'emprunt d'Etat en guise de cadeau de Noël, le marché obligataire de Paris, qui aura, cette année, battu tous ses records à près de 330 milliards de francs d'émissions brutes, présente quelques signes d'essoufflement. C'est bien normal. L'emprunt d'Etat a donc connu un franc et vif succès, comme nous le signalions la semaine dernière, mais seule la tranche avec option d'échange contre des obligations à taux révisable a été l'objet de l'intérêt passionné des souscripteurs.

Si passionné qu'ils ont vendu à carnet ouvert des obligations anciennes pour payer les nouvelles ! Du coup, les rendements du marché secondaire ont monté, passant de 10,44 % à 10,48 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 10,37 % à 10,38 % pour ceux de deux à sept ans et de 11,45 % à 11,51 % pour ceux du secteur public, selon les indices Paribas. En pointe, ils ont même atteint, respectivement, 10,52 %, 10,45 % et 11,54 %. A titre de comparaison, ils étaient tombés, le 22 novembre, à 10,33 %, 10,25 % et 11,43 %.

Cette remontée ne revêtirait qu'un caractère purement technique, selon les opérateurs. Néanmoins, si la plupart de ces opérateurs continuent de pronostiquer une nouvelle baisse des taux pour la fin de 1986, ils se montrent plus réservés pour les mois qui viennent et craignent les remous d'une éventuelle cohabitation, sans oublier ceux provoqués par des tensions au sein du système monétaire européen, toujours possibles.

La meilleure preuve en est donnée par le succès très médiocre de la tranche à taux fixe de l'emprunt d'Etat : sur les 5 à 6 milliards de francs qui sont proposés au marché, 1 à 2 milliards sont encore « disponibles ». La tranche avec option d'échange a fait les délices des gérants de SICAV court terme, qui y trouvent la possibilité de se garantir contre le risque d'une remontée des taux, véritable succédané de MATIF (Marché à terme d'instruments financiers), en attendant que ce dernier entre en activité (vers janvier ?).

A cette occasion, il convient de citer les propos de M. Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, dans une conférence de presse à la veille du week-end. Questionné sur l'opportunité de conserver un écart entre les taux à court terme et à long terme, afin de respecter une hiérarchie, il a répondu : « *Nous y tenons comme à la prunelle de nos yeux, car nous avons pris conscience de l'effet inflationniste de la sous-rémunération de l'épargne.* » Autrement dit, il convient de garder à l'épargne une rémunération positive (plus forte que l'inflation). Souci très honorable, mais bien récent, puisqu'il ne remonte qu'à six ans, précisément au mois de mai 1979, lorsque M. Raymond Barre se prononça pour une telle politique qui contrastait avec la pratique suivie depuis la Libération, à de rares exceptions près.

Pour revenir au marché obligataire, l'emprunt CDF chimie de 900 millions de francs à dix ans et 11,40 % nominal s'est placé « très calmement », de même que les 500 millions de francs à dix ans et, également, 11,40 % de CREDIPAR (Crédit automobile de SOVAC-Peugeot). On prévoit, pour la semaine prochaine, un emprunt de la Caisse nationale des télécommunications.

Relevons, enfin, que l'encours des SICAV court terme a progressé de 2 % en novembre, à 214,1 milliards de francs, selon les statistiques de TGF. Les encours augmentent beaucoup plus lentement depuis l'été : + 7 % en tout depuis juillet. Le ralentissement est donc en cours, bien compréhensible, si on tient compte d'un bond de 117 % en 1984 et de 59 % pour les onze premiers mois de 1985.

F. R.

Le Monde

L'OBSTRUCTION DU PC A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le gouvernement recourt au vote bloqué

Les dépotés communistes ont marqué un point. Un petit point, mais un point quand même. Enervé par la lenteur de la discussion du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, inquiet pour la suite des travaux parlementaires, le gouvernement s'est résolu à utiliser la procédure du « vote bloqué » ; les amendements seront discutés, mais sans être mis aux voix ; l'Assemblée nationale ne se prononcera à la fin des débats que par un seul vote sur le texte du gouvernement et les amendements que celui-ci aura retenus. M. Michel Delebarre l'a annoncé le samedi 7 décembre à 6 h au Palais Bourbon, après une nuit entière de travail, au cours de laquelle n'avaient été discutés que vingt huit amendements. Il en reste encore deux cent dix-sept à examiner.

La machine communiste ressemble à un bulldozer : il est difficile de l'arrêter. Les socialistes en font l'amère expérience depuis mercredi. Les uns après les autres, les élus du PC se lèvent dans l'hémicycle pour lire des argumentaires soigneusement préparés. Et, pour être sûrs d'être bien compris, ils multiplient les demandes de scrutin public (vingt et un dans la seule nuit de vendredi à samedi), ce qui retarde encore la discussion.

Parmi les trente-six amendements défendus par les communistes, et repoussés, certains évoquaient le travail du dimanche, d'autres l'obligation pour un accord social d'être signé par des syndicats représentant la majorité des salariés concernés ; d'aotres aussi se couteotaieot d'exclure du bénéfice du projet les travailleurs de la chimie, puis ceux de l'automobile, puis ceux de l'énergie, puis ceux de l'agriculture, etc.

« Obstruction », disent les socialistes. *« Non*, répliquent les communistes, *nous voulons simplement empêcher par tous les moyens à notre disposition l'adoption de ce projet de loi scélérat. »* M. André Lajoinie, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Brunhes, dans l'hémicycle, ont, sans détour, fait part de leurs intentions : *« Nous ferons de même au Sénat, avec même de nouveaux amendements. Nous recommencerons ici en deuxième lecture... »* Voilà le gouvernement bien embarrassé.

En cette fin de l'ultime session de la législature, l'ordre du jour des travaux du Parlement est particulièrement chargé. Prendre du retard, maintenant, sur ce texte-ci, c'est rendre impossible l'adoption définitive de nombreux autres projets avant la clôture de la session. Le PC le sait et veut profiter de cette situation. Pour tenter de sortir de ce piège, le gouvernement a donc eu recours au vote bloqué. Il gagnera ainsi le temps nécessaire à chaque scrutin.

Dans l'opposition, les socialistes n'avaient pourtant pas eu de mots assez durs pour dénoncer le caractère *« antidémocratique »* de cette procédure constitutionnelle. Le candidat François Mitterrand avait promis d'en *« limiter »* l'usage. Parole a été tenue puisque ce n'est que la troisième fois qu'un de ses gouvernements y a recours (les précédentes fois, ce fut lors du vote du IXe Plan en juin 1983, et en octobre 1984 quand fut voté l'amendement limitant les avantages fiscaux de l'emprunt Giscard). Mais ce mécanisme ne réduit que de peu le temps de discussion d'un projet. Les communistes peuvent donc espérer réussir à tenir tout le week-end de façon que *l'Humanité* de lundi matin puisse annoncer que le projet n'est toujours pas adopté...

Au-delà, ce sera difficile. En fait, le PC aurait aimé que le gouvernement engage sa responsabilité, de façon à montrer, la droite ne déposant pas de motion de censure, que ce projet convient au patronat. Mais pour cela il faut que le conseil des ministres autorise le premier ministre à utiliser cette procédure, ce qui n'est pas encore le cas.

Les communistes vont peut-être, quand même, réussir à gagner leur pari. Une fois encore, c'est le Sénat qui détient la clef de la suite des événements. Si sa majorité, de droite, aide le PC, en refusant de débattre vite de ce projet — c'est bien pour l'heure son intention, — l'Assemblée nationale ne pourra pas en le discuter en deuxième lecture au cours du mois de décembre. Pour faire adopter ce texte, le gouvernement serait réduit à convoquer une session extraordinaire du Parlement en janvier. A moins de trois mois des élections, le jeu en vaudrait-il la chandelle ? Les socialistes se donnent peut-être beaucoup de mal pour faire voter par l'Assemblée nationale un projet destiné à dormir dans les cartons du Parlement.

THIERRY BRÉHIER.

A Marseille
ATTENTAT A L'EXPLOSIF PRÈS DU PALAIS DE JUSTICE
Des tracts du FLNC retrouvés sur les lieux

Un attentat à l'explosif a détruit, vendredi 6 décembre vers 23 heures, le couloir d'un immeuble situé à proximité du palais de justice de Marseille, qui abrite notamment des locaux appartenant au ministère de la justice. L'explosion a soufflé toutes les vitres sur quatre étages, endommagé une imprimerie et plusieurs voitures en stationnement dans la rue.

Cet attentat, qui n'a fait aucune victime, n'avait toujours pas été revendiqué samedi en fin de matinée. Toutefois, les policiers ont retrouvé sur les lieux une dizaine de tracts de l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse). Dans ces tracts intitulés « Statut politique pour les patriotes corses », l'ex-FLNC rappelle — paradoxalement — qu'il a procédé ces dernière semaines *« à la suspension »* de ses *« actions militaires »*. *« L'avertissement de ce soir*, précise l'organisation dissoute, *doit faire prendre conscience au peuple français des conséquences graves de la politique de l'autruche menée par les dirigeants socialistes. »* L'ex-FLNC réclame encore dans ce texte le statut de détenu politique pour ses militants emprisonnés.

La cohabitation à la Delors

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La grogne se manifeste au Berlaymont, le siège de la Commission européenne. Cette dernière a, certes, été unanime, le vendredi 6 décembre, pour approuver l'accord auquel est parvenu le Conseil européen à Luxembourg et, par là-même, *le rôle qu'y a joué M. Jacques* Delors, son président. La contestation de quelques-uns ne porte pas sur son action, sur sa ligne politique, mais sur son style.

« Plusieurs commissaires aspirent à ce que le président soit moins omniprésent », résume M. Jacques Delors. L'ancien ministre des finances, qui, effectivement, *n'a pas ménagé sa peine* depuis bientôt un an qu'il est à Bruxelles, n'a pas l'intention de laisser les choses en l'état. Outre sa charge de président, il avait gardé *pour lui-même* celle de la monnaie — afin, comme il dit, de *« donner un signe »* — et celle de la coordination des fonds structurels (fonds social, régional et *agricole*). Ce domaine est essentiel, alors que l'affaire des *« programmes intégrés méditerranéens »*, c'est-à-dire du soutien à apporter aux régions de la *Communauté susceptibles de souffrir* de l'élargissement, risquait de provoquer un blocage.

Vendredi, M. Delors a annoncé devant quelques journalistes son intention de renoncer à ces deux portefeuilles. Il veut répondre ainsi aux aspirations de ceux de ses collègues qui sont mécontents, afin de resserrer les rangs et de faire *« davantage de collégialité »*. On lui reproche, en effet, de trop agir et décider seul ; il dégage donc du temps pour voir et écouter les commissaires. De la dynamique de groupe, en quelque sorte.

L'occasion de ce « remaniement ministériel » lui sera fournie par la venue, le 1er janvier 1986, des deux commissaires espagnols et du portugais. La redistribution des postes promet de ne pas être aussi limitée qu'on l'avait prévu initialement, car le président Delors, s'il est prêt à faire un geste pour raffermir la *cohésion de l'institution, entend* aussi se trouver à la tête d'une Commission efficace. Or, à l'évidence, il n'est pas convaincu que ceux qui critiquent son *« impérialisme »* ont la volonté nécessaire pour remplir les missions qu'il a jusqu'ici, en partie, accomplies à leur place. Cohabitation...

PHILIPPE LEMAITRE.

A la cour d'assises de la Côte-d'Or
RÉCLUSION CRIMINELLE A PERPÉTUITÉ POUR LE MEURTRIER D'UN POLICIER

La cour d'assises de la Côte-d'Or a condamné, vendredi 6 décembre, Salah Louhali, meurtrier, il y a trois ans à Dijon, d'un sous-brigadier de police, M. Joël Chambault, à la réclusion criminelle à perpétuité.

La cour a assorti cette peine d'une période de sûreté de dix-huit ans, durant lesquels le détenu ne pourra bénéficier d'aucune remise de peine et d'aucune permission de sortie. Cette mesure, prévue par l'article 720-2 du code de procédure pénale, est ordonnée périodiquement par les cours d'assises. Ainsi, la dernière peine perpétuelle prononcée par les jurés de Dijon — à l'encontre du meurtrier d'une adolescente — avait été assortie de cette disposition.

Vendredi, les jurés ont suivi à la lettre les sévères réquisitions de l'avocat général, M. Albert Dahan, qui avait demandé, au terme d'un réquisitoire de près de trois heures, *« un verdict qui ne serait un verdict de justice que s'il était un verdict de sévérité »*. *« Il faut qu'à tout prix cesse de s'allonger cette sinistre liste des veuves de policiers et des orphelins de gendarmes »*, avait-il ajouté.

La cour a accordé les circonstances atténuantes aux deux complices de Salah Louhali, Tijani Rehab et Sauveur Accardo, mais en a refusé le bénéfice à l'auteur des coups de feu mortels.

NAVRATILOVA CHAMPIONNE D'AUSTRALIE DE TENNIS

Martina Navratilova a remporté pour la troisième fois les internationaux d'Australie en battant Chris Evert-Llyod, le 7 décembre, au stade Kooyong de Melbourne. Cette victoire, acquise sur le score de 6-2, 4-6, 6-2 en 1 h 42 mn, est la treizième dans les tournois du grand chelem pour la néo-Américaine, qui retrouve ainsi en cette fin de saison la place de numéro un mondiale que lui avait ravie par deux fois Evert au cours de l'année.

La finale a été extrêmement décevante, les deux joueuses ne réussissant que par intermittence à hisser leur jeu à un niveau capable d'enthousiasmer les 10 000 spectateurs.

La finale homme a été reportée au lundi 9. En raison de la pluie la demi-finale Edberg-Lendl a en effet été interrompue alors que le Tchécoslovaque menait 2-1 dans le premier set. Le vainqueur rencontrera le tenant du titre, Wilander, qui s'est qualifié aux dépens du Yougoslave Zivojinovic (7-5, 6-1, 6-3).

Le Grand Orchestre du monde

Il fallait être fou pour rêver d'un orchestre de type universel et prendre contact avec les plus grands orchestres philharmoniques et persuader leurs solistes de préparer le plus beau concert du monde. Marc Verrière avait, semble-t-il, les qualités requises. Ancien directeur d'une société de gestion d'immeubles, il a tout plaqué pour apprendre le piano et se consacrer à la musique.

Il y a deux ans, Marc Verrière conçoit le projet de l'Orchestre philharmonique du monde qui va l'obséder et le mobiliser jusqu'au dimanche 8 décembre. *« Un concert offert par des musiciens de toutes les nations serait le plus beau message de paix et de fraternité de toute la communauté internationale »*, dit-il. Il va se battre pour que le monde de la musique l'entende rêver tout haut : pour que les fondations, organisations internationales s'intéressent à l'entreprise, surtout pour que les grands musiciens de chaque pays perçoivent l'esprit de sa démarche. Il écrit, il télégraphie, il se déplace. Mais il se heurte à des problèmes de financement. Alors, il vend tout ce qu'il possède, et emprunte beaucoup. Les financiers se moquent de sa folie, les musiciens adhèrent un par un. Et quand l'UNICEF offre son patronage, les choses se dénouent, les portes s'ouvrent plus facilement et la Scandinavian Airlines offre le transport et le séjour à Stokholm de tous les musiciens, car en hommage à la paix, le concert a lieu dans la capitale suédoise, le 8 décembre, en présence de la famille royale et d'une pléiade de prix Nobel. Une trentaine de télévisions assurent la retransmission en mondiovision, les bénéfices allant à l'UNICEF.

Le chef d'orchestre, Carlo Maria Giulini, dirige 90 musiciens venus de 58 nations dans la *Huitième symphonie* d'Anton Bruckner. Le violoncelliste est argentin, les violonistes japonais, mexicains, islandais ou roumains, le trompettiste est russe et le basson américain. L'orchestre est appelé à devenir fondation et à se réunir, espère Marc Verrières, une fois par an sur un continent différent.

ANNICK COJEAN.

★ Retransmission intégrale en Mondivision sur France-Musique, dimanche 8 décembre, à 20 h 30 ; quelques passages et quelques extraits dans le *« Grand Echiquier »* le même soir sur Antenne 2.

Le numéro du « Monde » daté 7 décembre 1985 a été tiré à 472 758 exemplaires

A B C D E F G

M. JACQUES DUQUESNE SUCCÈDE A M. CHEVRILLON A LA TETE DU « POINT »

Une affaire de famille

M. Jacques Duquesne, directeur adjoint de la rédaction du *Point* depuis 1978, a été nommé PDG de l'hebdomadaire le 6 décembre à l'issue d'un vote unanime du conseil d'administration. Il succède à M. Olivier Chevrillon, qui a démissionné le même jour pour *« convenances personnelles »* des fonctions de PDG qu'il occupait depuis la création du journal, en 1972, par des journalistes partis de *l'Express* en 1970.

Une *« affaire de famille »* à propos de l'orientation future d'un *« beau gosse de treize ans »*. Telle est la toile de fond d'un scénario qui a abouti le 6 décembre à la démission de M. Olivier Chevrillon, fondateur et PDG du *Point* et à son remplacement par M. Jacques Duquesne. Et comme dans toute affaire de famille l'émotion, même retenue, est présente. Les journalistes qui ont participé à l'assemblée générale de la rédaction qui suivait le conseil d'administration de cet après-midi du 6 ne le cachent pas. *« C'est une séparation un peu déchirante »*, confie une rédactrice. L'annonce de sa démission, faite personnellement par M. Olivier Chevrillon, d'une voix parfois tendue, a été applaudie : une façon pour la rédaction de saluer *« l'élégance et la noblesse »* de ce départ.

L'événement couvait depuis plusieurs semaines. Personne au *Point* n'est en effet dupe des *« convenances personnelles »* invoquées par M. Chevrillon. Des tensions étaient apparues entre le PDG et le directeur de la rédaction, M. Claude Imbert, lui aussi fondateur de l'hebdomadaire. Le lancement puis l'échec d'*Atouts (le Monde* du 21 novembre) sont servi de catalyseurs à un malaise latent. Depuis une semaine, la cohabitation était de plus en plus difficile.

M. Chevrillon s'en est ouvert à M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont, qui possède 51 % du *Point (1)*, et frère de M. Jérôme Seydoux. Sa démission offerte et acceptée, le siège de PDG a été proposé à M. Claude Imbert, qui l'a refusé, préférant demeurer au poste stratégique de directeur de la rédaction, où sa compétence et son autorité *sont reconnues par tous*.

MM. Olivier Chevrillon et Claude Imbert ont alors, tous deux, avancé le nom de M. Jacques Duquesne, directeur adjoint de la rédaction, auquel se sont ralliés M. Nicolas Seydoux puis le conseil d'administration. Journaliste, cofondateur du *Point*, M. Duquesne possède aussi des talents de gestionnaire acquis antérieurement dans ses fonctions de directeur général du groupe *la Vie* en 1977-1978.

Le nouveau PDG, qui entend *« assurer la responsabilité globale de l'entreprise »*, ne dévoilera ses projets qu'après avoir fait *« un tour d'horizon »* du journal. *« Il y a eu l'accroc d'*Atouts, *mais* le Point *est une maison en parfaite santé*, précise-t-il. *Un beau gosse de treize ans capable de lancer encore des défis à l'avenir. »* Avec trois cent quarante-six mille exemplaires vendus en moyenne chaque semaine, *le Point* a augmenté, en 1985, sa diffusion de vingt mille numéros. Son budget publicitaire a atteint ses objectifs. Ses filiales (Editions culturelles et médicales (ECM), banque de données juridiques Téléconsulte, société de production audiovisuelle Télé-cité) se portent bien.

Le conseil d'administration a d'ailleurs remercié M. Chevrillon d'avoir réussi à faire du *Point* un des premiers hebdomadaires français, mais aussi *« une entreprise bénéficiaire depuis plus de dix ans »*.

Une page du *Point* se tourne toutefois avec le départ de M. Chevrillon. D'autant qu'un autre des fondateurs du journal, M. Georges Suffert, responsable du secteur « idées », pourrait le suivre. Pour *le Point*, l'âge de la maturité et de la croissance est aussi celui des ruptures.

YVES-MARIE LABÉ.

(1) Les autres actionnaires sont les fondateurs de l'hebdomadaire (MM. Chevrillon, Imbert, Suffert, Billard, etc.) (13 %) ; le quotidien économique *les Echos* (8 %) ; quatre quotidiens régionaux *(le Midi libre, le Républicain lorrain, Sud-Ouest* et *le Télégramme de Brest)* (6 %) ; le groupe des amis du *Point* (7,5 %) ; et des filiales du journal.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à *Paris* (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à *Toulouse* (88,6 MHz)

LUNDI 9 DÉCEMBRE
Allô le « Monde »
47-20-52-97
préparée
par FRANÇOIS KOCH
Où en est l'antiracisme ?
avec PHILIPPE BERNARD

MARDI 10 DÉCEMBRE
« le Monde » reçoit
Mgr Decourtray
Cardinal-archevêque de Lyon
Primat des Gaules
avec PHILIPPE BOUCHER

M. PIERRE BÉRÉGOVOY
invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* », dimanche 8 décembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Nevers, qui conduira la liste socialiste dans la Nièvre en mars prochain, répondra aux questions d'André Passeron et de François Renard, du *Monde*, et de Christian Menanteau et de Jean-Yves Hollinger, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vannier.

Le Monde
AUJOURD'HUI

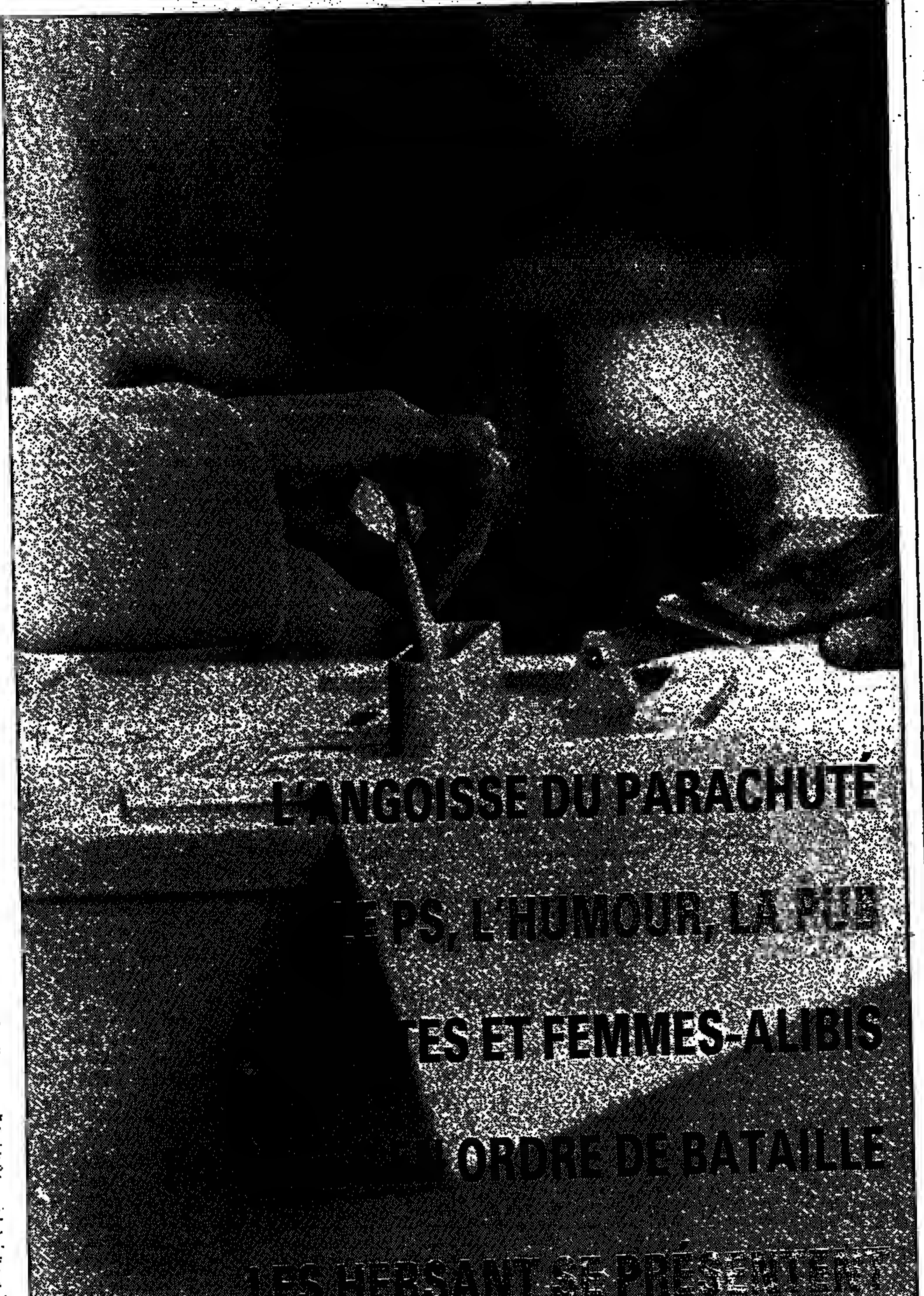


PHOTO P. BOUDIN/RUSH

AU SECOURS ! LA CAMPAGNE ÉLECTORALE COMMENCE

CHRONOLOGIE :

NOVEMBRE 1985 DANS LE MONDE

Durant six années, la présentation de la chronologie mensuelle est restée pratiquement inchangée. Mais, *le Monde* changeant, la chronologie fait de même. Désormais, elle est publiée sur deux pages, afin de faire place à des photographies, le cas échéant à des dessins.
Le texte n'en est pas augmenté, mais son agrément de lecture devrait en être accru. C'est du moins ce qu'espèrent les « chronologues » du *Monde*.

IAN BERRY/MAGNUM



2 novembre 1985 : le gouvernement sud-africain de M. Pieter Botha interdit à la presse de filmer, de photographier et d'enregistrer les manifestations anti-apartheid.

Supplément au nº 12709. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 8 - Lundi 9 décembre 1985.

COURRIER

RUE DE « LA MARSEILLAISE » BIS

Après avoir écrit au président de la République et au maire de Paris, le docteur Jacob A. Blassman de Miami Beach en Floride nous avait adressé une lettre où il s'étonnait de la petitesse de la rue baptisée Rnuget-de-Lisle à Paris (lira le Monde Aujourd'hui *daté 24-25 novembre 1985).*

Nous avions intitulé cette missive « Rue de la Marseillaise *», ce qui nous vaut cette semaine un courrier du docteur Elie Cohen-Hadria, qui habite la capitale :* « Dans la lettre de votre correspondant américain, il n'ast quaation qua d'una rue Rouget-de-Lisle, moignon indigne d'un si grand nom mais pas question de rue de la Marseillaise.

» Or il existe bien à Paris une rue de la Marseillaise. Je le sais, j'y habite. Mais elle est encore moins connue que la rue Rouget-de-Lisle. Demandez à un chauffeur de taxi de vous y conduire, il avouera son ignorance. Vous le mènerez alors à la porte de Pantin, à l'extrémité nord-est de Paris, au-delà du boulevard périphérique et parallèle à lui. C'est la dernière rue de Paris, à quelques mètres de la jonction de trois communes : Paris, Pantin et le Pré-Saint-Gervais.

» *Pourquoi avoir donné* un *nom* si prestigieux à une rue perdue de l'ancienne « zone » ? L'explication qui m'en e été donnée est que là, au siècle dernier, se trouvait l'atelier nù Rude a *sculpté le célèbre groupe* qui orne l'Arc de triomphe. Vrai ou faux ? Ja na sais. Mais, même s'il ne a'agit là que d'une *légende*, ce nom glorieux pour ma petita rue m'est fort agréable. »

Nous avons mené une rapide enquête pour vérifier si l'atelier de *Rude se trouvait bien au fin fond* de *l'actuel dix-neuvième arrondissement. La conservatrice du musée Rude de Dijon nous a appris, catalogue du Salon de 1834 à l'appui, que l'atelier du sculpteur du groupe* la Départ, *qui décore la façade est de l'arc de triomphe* de *l'Etoile, groupe surnommé « la Marseillaise de pierre », était situé* au *66 de la rue d'Enfer.*

Pour sa part, le dictionnaire historique des rues de Paris de Jacques Hillairet nous apprend que la rua da la Marsalllaisa *a été « annexée » par Paris en 1930, alors qu'elle appartenait à la commune* du *Pré-Saint-Gervais qui l'avait baptisée Rouget-de-Lisle. Ce nom ayant déjà été donné à la petite rue chère au docteur Blassman, les édiles adoptèrent la solution la plus simple : Rouget-de-Lisle devint la Marseillaise.*

Un lecteur de Nice, Albert Lefebvre, conteste, lui, la proposition du docteur Blassman qui préconisait que l'on débaptise la place de Stalingrad pour la consacrer à l'auteur de la Marseillaise : *« le docteur Blassman prétend que les Russes ont effacé sans le moindre scrupule la nom et la mémoire de Staline »,* ce qui prouve que cet ancien militaire eméricain, ayant lui-même participé à le libération de notre pays, connaît mal la réalité actualla s'agissant de Staline et de Stalingrad en Union soviétique.

» Tout d'abord, Joseph Staline a été enterré sur la place Rouge, à Moscou et son buste peut y être vu, tout près du mausolée de Lénine. Ensuite, en Géorgie, le nom de Staline n'a pas été enlevé des places, avenues ou autres artères de différantes villes. Sa maison natale existe toujours à Gori, avec, tout près, l'immense musée, parfaitement entretenu, et qui recèle quantité de documents les plus divers se rapportant à l'époque du secrétariat général du PC de l'URSS.

» Si M. Blassman se rendait en URSS, il y verrait, dans certaines villes des différentes Républiques, des effigies de Staline qui sont apposées sur les pare-brise de certains véhicules : camions, voitures, etc. Quant à la mémoire même de Staline, elle existe, toujours vivace, en URSS, et pas toujours de façon négative... Pour ce qui est da le Chine, il n'y a pas encore si longtemps que les portraits de Staline y étaient montrés par milliers et milliers. MM. Kissinger at Nixon auront pu le constater lors de différents voyages, à Pékin et ailleurs.

» Pour ce qui est de le bataille de Stalingrad... si le nom de la ville a été remplacé par celui de Volgograd, il n'est venu à l'idée de personne de ne plus citer cette gigantesque batailla germano-russe, car Stalingrad a marqué, y compris *dans l'esprit de Roosevelt* et de W. Churchill, le tournant décisif de le seconde guerre mondiale. Pour Hitler aussi, la capitulation du maréchal Paulus dans les ruines de le cité martyre de le Volga a été, chacun la sait, la commencement de la fin.

» *Que la mémoire du créateur de la Marseillaise* soit préservée et encore mieux honorée, comme le souhaita le docteur Blassman. Je me rallie à ses vœux, mais, de grâce, qu'il n'appelle pas, à l'appui de pensées qui l'honorent, des sentiments qui ne sont certainement pas sens arrière-pensée... »

Enfin, Paul Guérin, de *Paris, s'étonne* de *l'absence dans la capitale d'une rue dédiée à Gaston Doumergue :* « La lettre pertinente du docteur J. A. Blassman protestant contre la nomination d'une ruelle de Paris, peu digne de la renommée universelle de Rouget de Lisle, me fait penser à *un* petit mystère de Paris dont sa mairie ne veut pas soulever le voile.

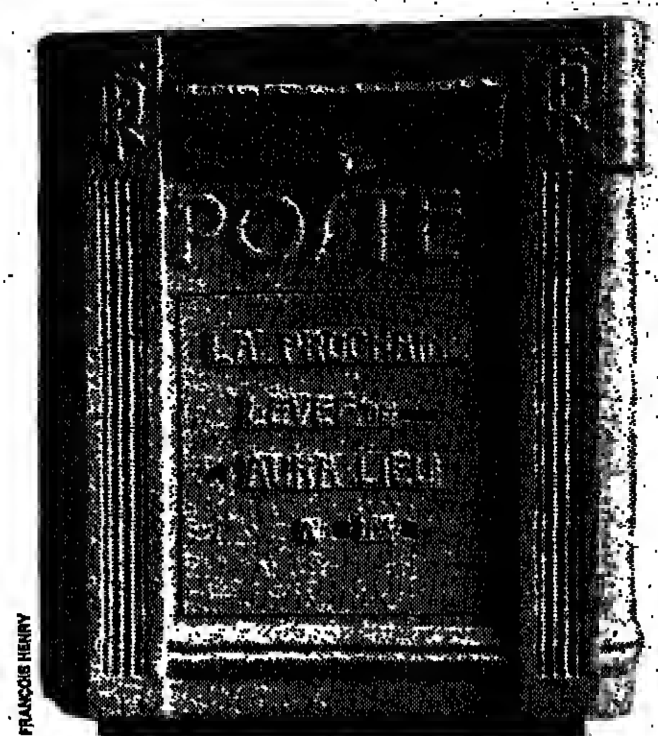
» Comme on le sait, notre capitale honore les présidents de la République en donnant leur nom à una da ses voies. L'importance d'icelles est subtilement proportionnée à la renommée d'iceux. (...)

» Pour des raisons politiques connues, trois présidents n'ont pas eu cet honneur : Casimir Perier (la rue qui porte ce nom est *celui* de son grand-père), Alexandre Millerand et Albert Lebrun.

» Mais pourquoi avoir oublié le plus populaire des présidents de la Troisième *République* : Gaston Doumergue ? Tous les vieux Parisiens se souviennent de son sourire, qu'évoque si bien la revue de Rip « Au temps de Gastounet ».

» *Après l'émaute d'octobre* 1934, on fut heureux de le rappeler aux affaires pour former un cabinet d'union nationale. Sa démission n'eut rien de déshonorant, puisque *provoquée par un timide projet de* réforma de la Constitution, que le président de Gaulle obtint plus tard, en plus fort. Il se retira simplement à Tnurnefeuille où il mourut en 1937.

» Notre municipalité n'a pas voulu honorer son souvenir. Je lui ai écrit pour connaître la raison de cat ostracisme. Pas de réponse. »



FRANÇOIS HENRY

Boîte aux lettres française (années 30).

PAUVRE ALGÉBRISTE !

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Mme Stella Baruk, « La planète des maths » (*le Monde Aujourd'hui* daté 24-25 novembre 1985). Je me permets de verser au débat sur les mathématiques ce court passage où se montre bien la *petitesse des plus grands esprits* dans ce domaine :

« ... Il serait heureux que les physiciens et les géomètres joignissent, autant qu'il est possible, la pratique à la spéculation. Faut-il que ce qui fait le plus d'honneur à l'esprit humain soit souvent ce qui est le moins utile ? Un homme, avec les quatre règles d'arithmétique et du bon sens, devient un grand négociant, un Jacques Cœur, un Delmet, un Bernard, tandis qu'un pauvre algébriste passe sa vie à chercher dans les nombres des rapports et des propriétés étonnantes, mais sans usage, et qui ne lui apprendront pas ce qu'est le change » (Voltaire, *Lettres philosophiques,* vingt-quatrième lettre).

Avant Voltaire, Pascal s'était interrogé sur les *motivations* de ceux qui *« suent dans leur cabinet pour montrer aux savants qu'ils ont résolu une question d'algèbre qu'on n'aurait pu trouver jusqu'ici » (Pensées,* n° 136, Lafuma). Et sans doute cet effrayant génie était-il mieux placé que Voltaire pour juger de la vanité des recherches sur les produits de nombres consécutifs, la sommation des puissances numériques et autres problèmes sur la cycloïde...

ANDRÉ BOUVET
(74150 Rumilly).

MAGIE MATHÉMATIQUE

Comment enseigner les mathématiques pour qu'elles intéressent tous les élèves, qu'elles aient du sens pour eux au lieu d'apparaître comme un monde irréel et magique obéissant à des lois impénétrables, et où finalement tout est possible ? Stella Baruk a bien raison de porter ce problème sur la place publique. On sait aujourd'hui qu'il ne sera pas résolu simplement en changeant les programmes. (...)

De nombreuses équipes de recherche s'y sont attaquées. (...) Quelques membres sont des chercheurs du CNRS, mais la plupart d'entre eux sont des enseignants de tous les ordres : primaire, secondaire, supérieur.

Citons, parmi d'autres manifestations, l'existence :

— Depuis 1978, d'un séminaire national de didactique des mathématiques, qui réunit quatre fois par an soixante-dix à quatre-vingts enseignants ;

— Depuis 1880, d'une *revue Recherches en didactique des mathématiques,* qui produit trois numéros par an, diffusée en France et à l'étranger ;

— *Depuis 1980 aussi, d'une* école d'été : la quatrième aura lieu à Orléans du 30 juin au 12 juillet 1986 ; on prévoit la participation, comme pour la précédente, de cent vingt personnes, dont de nombreux enseignants.

L'originalité du point de vue français est de chercher à développer un champ théorique dans une interaction constante avec la terrain. Dans ce cadre exemple, il existe à Bordeaux une école primaire expérimentale d'où il est sorti de nombreux travaux. Dans une école de la banlieue parisienne, une expérience de longue durée a été tentée à deux *reprises, en suivant les mêmes* élèves. (...)

Le problème est difficile. Son étude demande de gros efforts, une grande rigueur et une grande honnê*teté scientifique si l'on veut éviter* les réformes spectaculaires et empiriques dont on contrôle mal les effets pour avoir trop vite préjugé les causes des échecs. Il est inopérant de le poser en termes d'égalité ou inégalité des chances ou des malchances, ou da vouloir opposer mathématiques et utilisation des mathématiques. Il n'est pas question d'accepter la fatalité de l'échec scolaire, mais plutôt de se donner des moyens sérieux en vue de contrôler la portée des propositions qu'on pourrait faire pour d'autres organisations de l'enseignement.

MICHÈLE ARTIGUE,
RÉGINE DOUADY,
MARIE-JEANNE PERRIN
(enseignants chercheurs à l'IREM de l'université Paris-V).

SA MAJESTÉ TRÈS CATHODIQUE

par Bruno Frappat

LE téléspectateur professioooel – e'est oo métier d'avenir – se reconnaît, dans la rue, an premier coup d'œil. Il a les épaules rentrantes, le cou excessivement enfoncé dans la poitrine, des jambes atrophiées qui le portent malaisément. Son regard est iotense, mais fixe. Il paraît perdu dans le réel, décalé, ailleurs. *Dans ses yeux fatigués* – d'en avoir tellement vu ! – on pourrait presque lire toute la misère et toutes les joies de la planète, voir les modes défiler, *les images de guerre se succéder* sans ordre, des matches, des débats et toutes les vérités successives.

Presque, car croiser ce regard relève de l'exploit. Le plus souvent, hors do salon où il exerce quotidiennement son art, c'est-à-dire les 2 mètres carrés nécessaires à l'installatioo moelleuse de son immobile séant, il n'est préoccupé que de ce qui va advenir. Il feuillette anxieusement *Télé sept jours* ou *Télérama.* Il consulte *France-Soir* pour savoir combien de Français, la veille, auront regardé la même chose que lui, et combien l'auront appréciée comme lui.

Les étapes de sa vie et de sa mémoire sont ponctuées d'événements télévisuels. Il se souviendra toujours de la « soirée do Heysel » comme d'une affaire intime. Il a reçu chez lui tous les grands du moment pour des « heures » – no des « jenx », eela dépeod des ehaînes – consacrées à la Vérité, à ses versions toutes plus ou moins proches dn mensonge et de ses variantes. Sa salle de séjour est comme un vaste cimetière : on y est mort souvent, en direct, là, pour ainsi dire sur la moquette où l'on verrait des taches de sang de tous les continents.

Intouchable

Il est ehoyé de tous, ce brave et courageux téléspectateur. La sollicitude qn'on lui manifeste ne connaît plus de bornes. Il est intouchable : il o'a jamais tort, il a toujours bon goût, il commande par les sondages, il est le prince des taux d'andience. *Qu'il vienne à éteindre le poste* dans un accès d'ennui – et par un dernier sursaut de liberté – et des carrières se défont instantanément, de l'antre côté do poste, dans le mondè invisible où les talents se jugent en pourcentages. Quand ses yeux commencent à se elore, quand menace l'endormissement des émissinns tardives, il fintte comme une angoisse dans les studios. Elle o'est pas sans rappeler les affres des gladiateurs romains scrutant la tribnne impériale daos l'atteote effrayante d'un pouce qui se baisse.

Plus qne le citoyen-électeur, mieux que le consommateur d'objets ou de produits, le téléspectateur est le maître du temps préseot. Il est au centre géométrique (fantasmatique) de toute la société. Les cinq cent vingt-six francs de sa redevance annuelle lui valent un empire, une cour de courtisans empressés, de serviteurs zélés, des myriades de flattenrs, d'entremetteurs intéressés, de flagorneurs indécents. Il est l'alpha et l'oméga de la politiqoe, do speetaele, de la politique-spectacle, de l'information, dn loisir et du sport.

Ces temps-ci oo le ehoie comme jamais. Il est verni. Tout tourne autour de la télévision, même quand les postes sont éteints. Celui qui ne regarde pas la télévision est occupé à en parler. Celni qui ne parle pas devant une caméra s'y prépare activement. La *presse* écrite, par un étrange masochisme qui lui fait obsession de sa pire ennemie, rivale destructrice, ne cesse d'en écrire.

L'heure est épique. La bataille de la tour Eiffel prend des allures de guerre punique. L'affaire de la einquième chaîne déchaîne plus de passinns, de proclamatinns, de mobilisation que n'en suscitera jamais la lotte contre le chômage, fléau secondaire, car peu télévisuel (malheur sans spectacle ne vant). On s'étripe autour des ondes avec plus de cruanté vaine qu'on ne le fit jamais dans les tranchées autour de Verdun. C'est à croire que la civilisation est en question. Et de fait, elle l'est.

Les faux nez

*Nous sommes tous des télé*spectateurs adulés, guettés par les pros de l'image, les grands prêtres de la communication, les fanatiques du tout-cathodique. Et l'nn voit de ces combats homériques où chacun y va de son faux nez, de ses indignations suspectes. Les adeptes de la télévision commerciale voient un pactole leur filer sous le nez au bénéfice de plus commerçant, plus cynique qu'eux : et de protester au nom des grands principes ! Touchant spectacle que la vue de ces défaits (provisoires ?) qui voient offrir à un autre (vous savez, le démon italien...) ce qu'ils guignaient. Et qui o'auraient pas fait autre ehose que ce qui s'annonce contre la création, l'intelligence et la beauté (toutes valeurs en baisse, à gauche et à droite).

Combat irréel comme son *enjen. Nous avons déjà quatre* chaînes (sans parler des veinards des régions frontalières). Il y a beau temps que nous avons atteint le seuil décisif où un homme n'aurait pas assez d'heures à vivre pour avoir le temps de regarder tout ce qn'on lui propose. Ce n'est pas fini. La « 5 » s'annonce. Là-haut, déjà, les satellites de télédiffusion se bousculent sur l'orbite géostationnaire. Viendra peut-être un jour où les rayons dn soleil ne pnurroot plus traverser ee matelas de métal et d'électronique. Cela ne nous privera guère puisque de toute façon le soleil, sur le canapé du salon, on o'en a plus rien à faire...

Tnut est télé. On a cru, à certaines époques, que les pouvoirs, les destins d'hommes d'Etat, se jugeaient sur des idées, des pratiques, *des politiques en somme.* Terminé. Uoe grimace trop appuyée, un grimage mal fait et le grand homme se démonte comme ces clowns qui, au cirque, perdent parfois leurs larges pantalons. Une bonne émission de télé vaut mieux qu'une politique. Une mauvaise prestation vous détruit un projet de société. Chirac-Fabius : KO eo une heure et demie. Le jury des sondés tranehe dans l'heure qui suit. Au tapis, le premier ministre du jour ! An pinacle, le premier ministre d'hier. Image, que de crimes on commet en ton nom ! Le phénomène, au vrai, n'est pas entièrement neuf. Combien de destins se sont tragiquement oousés, faits on défaits, jadis, sur les bancs de pierre do Sénat romain ou les estrades de bois de la Convention ! Mais tout le peuple n'était pas, instantanément, rassemblé.

Voir mourir

Images, jusqu'à la mort. La petite fille colombienne est morte sous nos yeux. Des millions d'hommes et de femmes ont pleuré, d'impuissaoce, à eette insupportable agnnie. Belles et dures images, mais seulement images. La télévision était là et nous aussi, mais secondairement, à distance. Nous aurions pu fouiller l'écran pour tenter de l'extraire de la boue qui l'enserrait. Vainement. Nnus n'étinos que regards creux, sans bras ni jambes, purs et impurs regards.

Voilà *peut-être* nù *le* bât blesse dans cette civilisation : dans le seul regard. Dans les rapports supposés du réel et de l'image. La télévisinn, nnus serine-t-on, c'est *l'irruption* de toute la planète dans notre salle à manger, e'est une manière moderne de rendre le monde solidaire. Voire. Et si – risquons l'hypothèse – ao contraire, la télé faisait écran entre le réel et nous ? Jusqu'aux spectaeles sportifs – si passinnnaots, confessons-le – *qui nous dissuadent* d'aller dans les stades sous prétexte qu'on verrait *mieux* sur le petit écran que depuis les gradins. Quel pouvoir cela nous donne-t-il sur le réel que de tout regarder ? Voir et pouvoir vont-ils de pair ?

Fictions (téléfilms), informatioos (repnrtages), débats, jeux : tout nous parvieot de la *même manière, tout nous* atteint – techniquement – de la même façon. Est-on bien sûr que nous garderons toujours la capacité de faire le tri dans ce qu'on nous présente entre ce qui est images dn réel et images... imaginaires ?

Dans sa posture caractéristique, l'avachi d'après 20 heures met le nez à la fenêtre du monde. Il lui arrive de s'ébrouer, de rire, de protester, de pleurer même. Mais e'est *toujours dans le vide : toutes ses* rages sont vaines. La « *fenêtre* » est en réalité une glace sans tain : les images – et les sons – ne passent que dans un sens.

Oh ! Rien à craindre : on ne va pas easser la télé pour autant. Elle trônera toujours avec sa mine rectangulaire et colorée. L'habitude en est prise comme d'uoe drogue licite. L'imaginaire cathodique est devenu notre pain quotidien. Pas de retour en arrière envisageable à la veillée des ehaumières, à la belote du soir. Les affiches convrent les murs : « *Elle a choisi !* » C'est le visage de Christine Ockrent, familier de oous tous. Image d'une image...

Dans les prisons, bientôt, dans chaque cellule la même possibilité... d'évasion. Comme une preuve, par l'absurde, que la télévision cela peut se vivre enfermé. A quand dans les tombeaux ? ■

AU SECOURS ! LA CAMPAGNE ÉLECTORALE COMMENCE



Au secours ! la campagne électorale commence.
Tandis que les états-majors préparent leurs « parachutés » à plonger tout vifs sur leur objectif, et maltraitent comme à l'accoutumée, les femmes qu'ils ont cru bon de placer dans le paysage législatif, tandis que les familles, les clans et les groupes d'intérêt s'installent en ordre de bataille, le Parti socialiste, lui, trouve astucieux — et cela l'est peut-être — de conjurer le sort en prenant par la rigolade le possible retour de la droite.
Au secours ! la campagne électorale commence.

LE PARACHUTÉ OU LA PEUR DU « BIDE »

par Christine Fauvet-Mycia

On imagine mal les frayeurs qui saisissent un candidat trop brutalement propulsé sur un territoire de lui inconnu.
L'exercice est souvent aussi éprouvant que pittoresque.
On appelle ça être « parachuté ».

SAGEMENT alignés dans la carlingue de l'avion, Alain, Henri, Jacques, Huguette, Bernard, Claude, Robert et les autres, tous aspirants députés, en quête d'un point de chute pour faire partie de la classe 86, n'en mènent pas large. Pas un bruit, si ce n'est celui du moteur. L'instructeur les regarde avec un peu d'inquiétude. Au dernier moment, il y en a toujours un ou deux qui *se dégonflent.*

Avant même le grand saut, ils sont tous épuisés. Depuis des semaines, ils ont multiplié les démarches, *flatté* leurs supérieurs, erré dans les couloirs, écouté aux portes, sont restés suspendus au téléphone, ont feuilleté fébrilement les journaux, ont essuyé quelques réflexions narquoises. Jusqu'au dernier moment, ils ont craint de ne pas faire partie du convoi. Certains ont même lâché en cours de route... La peur du vide, de l'inconnu...

Les *plus malins ont envoyé* leur secrétaire *ramasser* tout ce qu'il y avait de disponible en librairie sur le département qu'ils vont devoir parcourir. Les plus optimistes ont en poche la dernière édition du *Gault-Millau,* histoire de repérer les bonnes tables où ils tenteront d'*amadouer leurs futurs hôtes.*

Claude s'inquiète. Il a oublié de prendre le plan de la ville. Déjà après son premier saut — *c'était* où déjà ? — il avait dû demander son chemin alors que sa photo paraissait dans les journaux locaux. Dur... dur... Pourvu qu'on l'attende à l'arrivée.

Jacques essaie désespérément de retrouver le nom de ce cousin germain du grand-oncle de sa belle-mère qui parfois venait faire son marché dans ce village où il va *atterrir* aujourd'hui. Mais est-ce une bonne carte d'introduction ? Il est vrai qu'il n'en a pas d'autres. Peut-être qu'avec un peu de chance il trouvera son nom sur le monument aux morts. Une aubaine. Il pourra alors parler d'un *lointain ancêtre mort* pour la France. Mort pour la France... Déjà des images de parachute en torche défilent sous ses yeux. Qu'est-ce que je fous là ? Si jeune et happé en plein vol. Encore heureux s'il ne percute pas contre d'autres parachutés. Ça s'est déjà vu, un télescopage en plein ciel !

Trop tard pour la rêverie. La porte s'ouvre. D'un coup sec, il est propulsé dans le vide. Même pas le temps de se demander si le dorsal, ou le ventral, a bien été replié. Pourvu que les vents ne l'emmènent pas trop loin ! Pourvu qu'en bas ils soient tous encore endormis ! Si on le découvre au petit matin, sur la place de l'église, en train de replier son ombrelle, il est foutu ! Le succès d'un parachutage dépend de la vitesse à laquelle on arrive à « bouffer » son parachute. C'est Dominique qui lui a dit, et il en sait quelque chose. Il en a encore des lourdeurs d'estomac. Il est vrai que tous ces p'tits verres de blanc *sec* qu'il avale avec ses *« paroissiens »* depuis quelques jours n'arrangent rien. Heureusement encore qu'il n'a pas le foie fragile.

Histoire de frisonnes

Ça y est ! Il a déjà oublié la différence entre les frisonnes, les *normandes,* les charolaises et les salers. Et puis ces maladies qu'attrapent les bêtes, c'est quoi déjà ? Ah ! oui, la fièvre aphteuse, la brucellose, sans oublier la fièvre porcine. Très importante, la fièvre porcine. En tout cas, pas question d'aller *jouer* au *maquignon* et de palper les bêtes. C'est Jean-Paul qui s'est pris un coup de pied de vache. Il a voulu en faire trop. Résultat, il a boité pendant deux jours. J'vous raconte pas les réflexions des copains. Déjà *qu'ils se paient suffisamment* notre figure...

Bon, allez, du courage ! Mais il va s'ouvrir ce pépin, oui ou quoi ? La chute libre, le saut à ouverture retardée, c'est pas son truc. Côté sensations fortes, il a déjà donné, merci... Sans compter qu'il s'est crevé *les yeux* toute la nuit à réviser son département. Comme à l'école : avec la préfecture, les sous-préfectures... et tout le tremblement.

Enfin, l'important, pour l'heure, c'est d'arriver au sol. Il paraît qu'il y en a... ils sont arrivés, ils étaient déjà morts. Tirés en plein vol, sans sommations ; par des alliés, en *plus* ! Et dire qu'on leur avait assuré que tout était OK. Enfin presque... Que le temps arrangerait les choses. De toute façon, lui, il choisira de raser les murs. Il vaut mieux d'abord *repérer* les lieux. Inutile d'aller faire tout de suite le fanfaron. Rambo, c'est pas lui. Et puis les copains, l'escadron de secours, ils vont sûrement venir en renfort. Ils l'ont promis. Ils s'enfonceront dans la jungle avec lui. Mais les *copains,* par les temps qui courent...

Déjà il se gèle. C'est qu'il n'est pas équipé du tout pour ces grands froids. Il doit faire moins 10 degrés, facile. Quelle tasse ! Finalement, l'Assemblée nationale, il n'y tient pas tant que ça ! Mais qu'est-ce que j'en ai à faire, qu'est-ce que j'en ai à faire ? En attendant, je m'balance sous mon ombrelle. Un vrai guignol ! Pourvu que les suspentes tiennent bon... Ah ! les vaches, ils n'ont même pas balisé le terrain ! Je vais me planter. Mais c'est complètement déconnant, leur truc !

Roulé-boulé... Une entorse au pouce, mais ça y est, il est sur le terrain.

Quelque temps plus tard, dans sa chambre à l'hôtel Terminus, alors là c'est la panique. Quelques minutes de franche panique. Certains ne tiennent que quelques heures, quelques jours parfois, avant de demander à être rapatriés d'urgence par avion sanitaire. On les retrouve à Paris, penauds, et là, plutôt que de les réconforter, on les houspille : *« Tu n'as pas su t'y prendre. Mais pourquoi t'as fait ce cinéma chez Maurice ? — Mais il m'avait insulté dans les journaux ! — Ouais, mais il faut comprendre... tu arrives chez lui, il pouvait pas faire autrement, ça lui aurait passé... Vraiment, après tout ce qu'on a fait pour toi... Maintenant, tu comprends, pour retrouver autre chose... Tout est bouclé partout. Y'a plus de place ! »*

Encore heureux s'il n'a pas commis la gaffe irréparable. La Jaguar, par *exemple.* Olivier avait fini par comprendre qu'il valait mieux la laisser au garage et choisir une Austin, moins voyante, si possible immatriculée dans le département d'adoption.

Il y en a même, on le raconte, qui se parachutent tout seul. Avec leurs *ailes volantes,* ils arrivent un jour, sans crier gare. Tenez, Lionel... Il a presque fait tous les départements. Cette fois, il s'accroche. Ce sera un duel au sommet avec Rocard, promet-il, à grand renfort de communiqués dans la presse. Tout le monde est prévenu. On va voir ce qu'on va voir. D'abord, il est du pays. La preuve, il a fait toutes ses études au lycée de Sèvres. Il l'a même écrit à tous les conseillers généraux, qui en sont restés ébahis. Mais comment pouvait-il savoir, Lionel, que Sèvres se trouvait dans le département voisin ? Mais quand il leur a montré le sondage qu'il avait commandé à la SOFRES, estomaqués, ils étaient ! Heureusement, ils n'ont pas eu droit à la dernière question, celle qui fait apparaître que Lionel sur la liste, c'est un demi-point en moins. Mais les sondages, qui y croit ?

André, lui, ne décolère pas. Quitte à s'installer quelque part, autant que ce soit confortable. Mais voilà, il s'est fait escroquer par le notaire, un gars du parti pourtant, qui devait lui trouver un appartement dans le coin, dare-dare. Il lui a refilé un truc minable et hors de prix. Une vraie misère.

Et quand il a dit à Julie qu'elle *allait* devoir venir avec lui trois jours par semaine au moins jusqu'en mars et sûrement s'installer là-bas après, on a frôlé le divorce : *« Tu vas faire le clown si tu veux, mais tu te débrouilles. D'ailleurs, dans ton bled, y a rien. J'sais même pas où c'est. J'connais personne. »* Agréable ! Enfin elle a quand même promis de venir au moins une fois... pour voir.

Le sciences-po se plante

Le premier jour, il a quand même réussi à en éblouir quelques-uns. Il avait mis tout le département en fiches, tous les chiffres, il avait tout sorti, sans faute. Seulement sa vision sciences-po n'a pas tenu la route plus d'une demi-journée. Après, le grand brouillard. Il s'est planté sur un truc... Il ne sait même plus comment ça s'appelle, mais il paraît, *manque* de chance, que c'est justement l'« affaire » qui secoue tout le département. En tout cas, sa secrétaire va l'entendre. Vrai, on ne peut plus compter sur personne.

Et ce journaliste qui lui a demandé, finaud, pourquoi il venait se présenter dans ce département. Ils ont des *questions, vraiment...* Comme s'il le savait. Heureusement que le type dans la salle n'a pas moufté quand il a certifié qu'il le connaissait très bien, qu'il venait chez lui passer toutes *ses vacances,* que c'était presque sa seconde famille. Pour cette fois, c'est passé. Sympa, le type. Mais faudrait pas en rajouter la prochaine fois.

Il a des copains, c'est le genre terre brûlée. Ils débarquent un jour, tirent sur tout ce qui bouge, virent les *copains* qui s'accrochent avec la bénédiction du patron à Paris. Le problème, c'est qu'après, avec ou sans intendance, il se retrouve un peu seul, « à poil », comme ils disent. Et faire une liste tout seul, c'est pas simple.

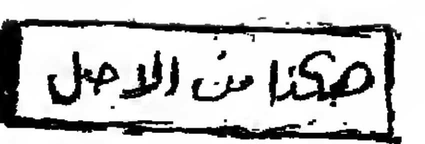
Il y a ceux qui n'en reviennent pas encore. A *leur* cinquième département, il y en a quand même un qui s'est décidé à céder sa place. Dans l'autobus, allez en trouver des gens qui vous laissent leur place, surtout aux heures d'affluence, quand vous êtes vanné. Homme ou femme d'ailleurs, c'est pareil.

Il y en a d'autres qui commencent à respirer, qui redressent la tête, tout fiers d'être passés à travers la première salve. C'est en général à ce moment-là qu'ils tombent au milieu d'un champ de mines. Avec pour tout encouragement des télégrammes du genre : *« Regrette obstination déraisonnable. La certitude qu'en mars 1986 vous serez le seul président de parti battu. »* Mieux vaut fermer les yeux et se boucher les oreilles de peur d'entendre aussi des réflexions du style : *« Pour le faire battre, c'était pas la peine de le faire aller si loin. »*

Encourageant, j'vous dis.

Mais il paraît que tout ça c'est du folklore, de la mythologie. *Que* les parachutés eux-mêmes en rajoutent pour essayer de se faire rire... Une dernière fois avant de remballer leur paquetage ou de s'enfoncer dans les brumes. ■





CAMPAGNE ÉLECTORALE

« J'ME MARRE, LA DROITE REVIENT... »

par Jean-Louis Andréani

Humour. Le Parti socialiste joue l'humour. On dira que, dans sa position, c'est préférable au défaitisme. Mais que veut dire au juste sa dernière campagne de publicité et quel message ont voulu faire passer les porte-drapeaux de la « force tranquille » ?

CETTE affiche « *se fonde sur un refus de l'idée même de cohabitation ou de rassemblement. Son but avoué est que non seulement la France se coupe en deux, mais d'exciter une moitié des Français à craindre l'autre moitié (...). La véritable erreur de l'affiche, c'est sans doute celle-là : la grande majorité des Français n'ont aucune envie d'une guerre civile* ». Comme il y va, M. Denian, dans le *Figaro* du 3 décembre, avec sa charge contre « *l'affiche rose* » !

Quand les socialistes ont imaginé ces personnages horrifiés qui crient sur les murs des villes : « *Au secours ! La droite revient !* », ils étaient pourtant bien loin, les malheureux, de vouloir raviver des germes de guerre civile. Depuis des mois, le PS joue « Oublier Valence » devant un parterre qui ne s'en laisse pas conter. Ce n'est pas pour tout flanquer par terre trois mois avant les élections...

La réalité est plus simple, toute simple. Le PS est face à un impératif : mobiliser ses troupes. Et face à une évidence : sa meilleure chance de rattraper par la peau du cou les déçus et les abstentionnistes, c'est encore d'agiter l'épouvantail du retour de la droite.

Il fallait, en somme, dissiper l'apathie de la gauche en lui montrant la réalité de l'enjeu. Il fallait aussi tenter de rompre la malédiction qui rendait, jusqu'à maintenant, les Français étrangement insensibles aux meilleurs arguments des socialistes. « *Il fallait ressaisir une capacité d'écoute de la part des Français* », reconnaît André Laignel, directeur de campagne du PS.

Le très petit comité réuni autour de Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, cherchait donc, avant tout, à créer un choc. La recette était bonne : comme l'a dit M. Jospin à France-Inter, le 2 décembre : « *Le premier succès d'une communication politique, surtout si on la veut moderne, c'est qu'elle soit entendue, c'est que l'on en parle, et cela, c'est un premier résultat !* » Et M. Jospin d'ajouter : « *Le deuxième résultat, c'est qu'elle produit l'effet que nous voulions produire (...) ; elle amène les gens (...) à dire : Mais quoi ? Qu'est-ce que cela veut dire, cette droite qui revient ? Cela veut-il dire que vous êtes résignés ? Va-t-elle vraiment gagner ? (...) Elle provoque l'interrogation que nous voulions provoquer chez les gens.* »

Dès lors, qu'importe le reste. Les dirigeants du PS acceptent les critiques avec décontraction. Défaitisme ? Pas du tout, répond M. Jospin. Il s'agit de prendre en compte la réalité telle qu'elle est : si les gens de gauche ne se mobilisent pas, effectivement, la droite va revenir. Caricature ? Les socialistes sont, au contraire, de plus en plus contents d'avoir osé l'humour. « *Vous avez remarqué*, demande M. Laignel, *l'absence d'humour de la droite ? Il n'y en a pas un qui ait répondu avec humour à cette affiche.* »

Attention à l'offensive !

La campagne « Au secours... » n'est que le premier volet d'un triptyque. Deux autres vagues suivront. Le PS affirme qu'il tiendra jusqu'au bout le pari de l'humour, même si le contenu des affiches va passer de la défensive à l'offensive en présentant les propositions socialistes. Mais pas question d'en dire plus, sauf que ce sera « *très différent, même visuellement* ». Effet de surprise oblige. De la même façon, les socialistes sont très contents d'avoir réussi — avec son accord — à garder secret le nom de l'agence (1). « *Si l'on avait dit son nom*, explique l'un d'eux, *la campagne serait devenue la campagne de l'agence X... Là, elle reste avant tout la campagne du PS* », qui d'ailleurs n'apparaissait pas plus comme signataire des premières affiches. La forme finale des affiches de la première vague est le fruit d'une recherche commune de l'équipe socialiste et des publicitaires, qui se sont appliqués — chacun ayant, au départ, tendance à rester dans sa logique — à trouver un équilibre entre les exigences de la politique et celles de la publicité.



NICOLAS VIAL

Parallèlement, le PS couvre les murs d'autres affiches, moins drôles, qui affirment : « *Un pas à droite, c'est trois pas en arrière* », ou bien : « *Si la droite passe, la France y laissera des plumes* ». Ce décalage est voulu. Les socialistes ont souhaité « *marier les choses* », dit M. Laignel. Mais la campagne centrale comme les campagnes périphériques répondent à un impératif commun : « *Partir des expressions de la rue. Il s'agit de rester toujours dans la même veine populaire. Si c'était René Fallet, il dirait : la veine beaujolais.* » ■

(1) Le nom de l'agence Robert et Partners est le plus souvent cité, bien que le principal intéressé démente formellement.

ECZÉMA

EN tant que citoyen at publicitaire, je ressens comme un malaise. Et plus je lève les yeux sur les murs de ma cité et ces affiches « Au secours, la droite revient ! », plus les boutons me viennent.

Ce qui me choque d'abord, c'est l'anonymat : personne ne signe, ni le parti ni le publicitaire. On s'attend donc à une révélation. Eh bien, non ! Rien. La parole reste au corbeau. La rumeur publique parle du PS. Je n'arrive pas à le croire. Pourquoi ce parti chercherait-il à ridiculiser ses électeurs ? Les caricatures effrayées de « Français moyens » parlent-elles à l'une quelconque des populations à reconquérir ? Je ne vais pas le corps des concierges se mobiliser ni celui des VRP à chapeau. Ni le centre fluctuant ni le gauche extrême ne sont prêts à s'identifier à ces personnages débiles. Le croire, c'est faire preuve d'un fort mépris pour l'électeur, et tout simplement pour le lecteur.

Quant à l'appel lui-même ? La droita serait-elle l'Antéchrist ? Les nazis sont-ils de retour ? Voilà une agression de bien mauvais goût vis-à-vis de l'opposition.

Et le PS n'est quand même pas démoralisé à ce point. Quoi ? Il s'admettrait déjà battu, et le proclamerait ! Et plutôt que d'aller au combat avec son programme et sa foi, il appellerait sa maman ? Non, je veux bien croire que la communication n'est pas son fort, mais le PS n'a pu commettre ce monstre.

Alors ? Un parti d'opposition ? Je ne vois pas un seul leader de droite désireux de se représenter comme un épouvantail (à part peut-être M. Le Pen). L'opposition n'aurait rien à gagner non plus à se gausser de l'électeur qu'elle veut attirer.

Mépris de l'électeur, mépris des partis. On sent que le « créatif » a surtout de l'estime pour lui-même. Il arrive, dans mon métier, qu'à force de crocher dans le micros, certains n'entendent plus que leur propre voix. C'est une perversion qui fait beaucoup de tort à la publicité : le haut-parleur usurpe le fonction du penseur, il ne resta plus dans l'éther que le vertige du vide...

Or en politique comme en économie, puisque la publicité s'en mêle, il convient qu'elle demeure modeste. Tout son art consiste à faire entrer dans le légende un exploit. Haut fait d'un produit ou d'un homme, puissance active d'une idée. Ce n'est pas rien. Homère n'est pas quantité négligeable. Mais à la base il y a Achille, Hélène, Agamemnon, Ulysse... et les ruines redécouvertes de Troie, qui se trouvaient bien à l'endroit indiqué.

Respect du « produit » oblige. Respect du « client » aussi : la publicité ne peut changer des vessies en lanternes. Qui croira l'opposition aussi affroyable ? A-t-elle, lorsqu'elle était le majorité, plongé le pays dans le chaos ? A-t-elle supprimé les libertés publiques ? Envisagerait-on de crier : « Au secours ! De Gaulle revient » ?

Respect du temps, enfin. La durée est un secret majeur de l'efficacité publicitaire. D'une phrase de communication à l'autre, le cohérence veut qu'on accumule, et non qu'on perturbe. Après « Le socialisme, une idée qui fait son chemin » et « La force tranquille », que vient faire ce vent de panique, sinon effacer des traces sensibles ?

Volonté de choc, dira-t-on. Oui, la publicité est spectacle. Oui, il faut provoquer une réaction rapide. Mais ce n'est pas dans l'agression gratuite qua réside l'arcane de la force. Je prétends, et je m'efforce de démontrer chaque jour, qu'un message publicitaire peut être à le fois spectaculaire, juste et durable. Qu'on peut concilier la force et l'éthique, le force et l'esthétique. Que l'humour peut fuser sans grincer.

Et, comme mes concitoyens, j'attends du débat politique qu'il soit mesuré et tolérant. J'attends que les différences soient respectées, et les occasions d'union saisies. La démocratie est un bien précieux et fragile. Elle peut supporter la critique quotidienne et banale du « politique », qui est du rôle finalement salutaire des bouffons. Mais quand elle confie sa parole aux bouffons, alors j'ai mal à la démocratie.

YVES CREHALET,
directeur d'agence de publicité.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

PARTI CHERCHE FEMME FORTE, MAIS PAS TROP...

par Christiane Chombeau

*Toujours la même chose : volontaires
et avec une grosse voix,
elles font peur ;
effacées ou disponibles,
on ne leur trouve pas assez de mordant.
Misère ! Quel dur métier
pour une femme que de partir en campagne...*

QU'EN est-il de cette quarantième proposition du candidat François Mitterrand prévoyant que chaque liste aux élections comporterait au moins 30 % de femmes ? Où est donc ce grand mouvement d'enthousiasme qui conduisit les parlementaires à voter massivement, lors de la discussion sur la réforme électorale en 1982, en faveur d'un texte limitant à 75 % les candidats d'un même sexe sur chaque liste ? Ce texte avait été, il est vrai, retiré après que le Conseil constitutionnel eut estimé que ce système de quotas était contraire à la Constitution. Il n'en reste pas moins que, à l'époque, les états-majors politiques avaient estimé que l'initiative n'était pas si mauvaise que cela, et ils montraient une volonté nouvelle de laisser un peu de place aux femmes dans l'arène du pouvoir.

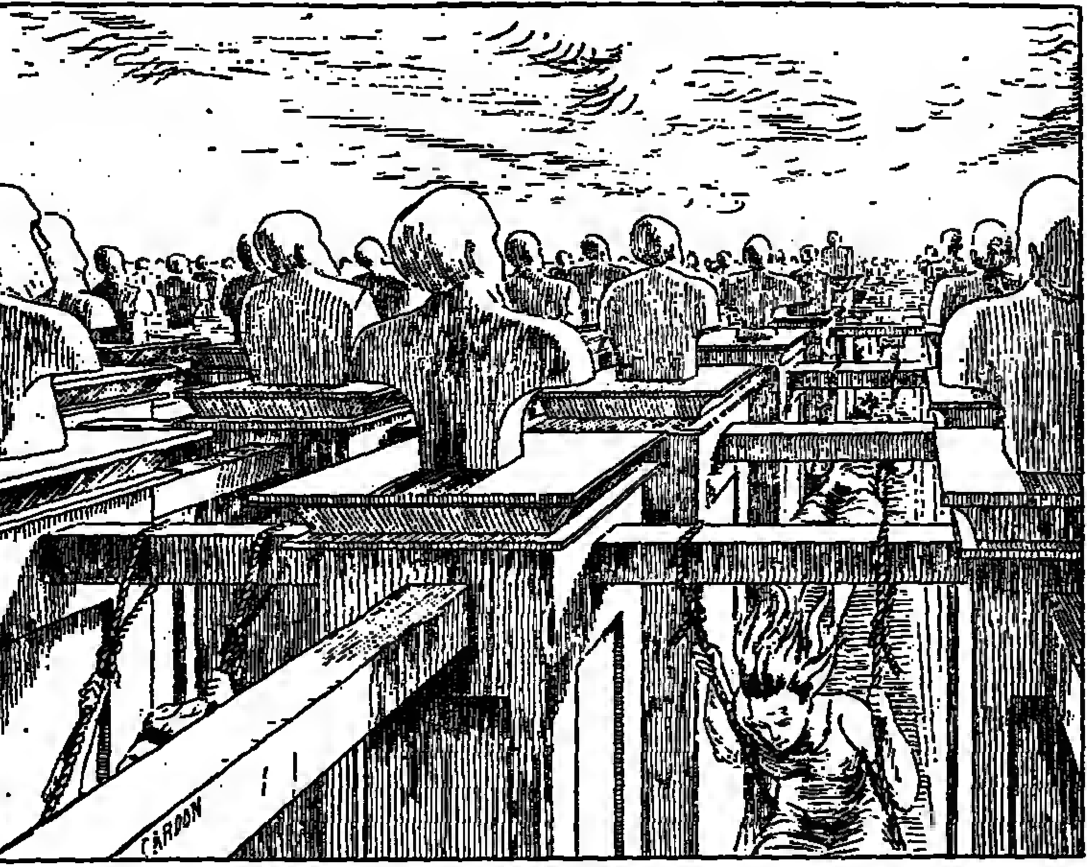
L'enjeu des prochaines élections a fait oublier les bonnes résolutions. A l'établissement des listes de candidats, la foire d'empoigne a commencé. A droite comme à gauche, on s'adonne à des calculs d'épicier pour doser savamment les sensibilités. Le résultat est décevant pour les femmes.

En ce qui concerne les élections législatives, côté Parti socialiste, une estimation optimiste donne seize candidates éligibles, soit 10 %. Côté opposition, l'association Dialogue des villes de France, mouvement présidé par Mme Monique Pelletier, ancien ministre, compte sept femmes en position d'être élues *« sur trois cents députés probables »* : quatre RPR : Mmes Hélène Missoffe (Val-d'Oise), Micheline Hébert (Loire-Atlantique), Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques), Christiane Papon (Val-de-Marne), ainsi que Mmes Louise Moreau (CDS, Alpes-Maritimes), Monique Papon (CDS, Loire-Atlantique) et Jeanine Lucas (RAD, Deux-Sèvres).

Tandis que Mme Pelletier constate avec amertume que *« le machisme règne toujours à l'intérieur des partis d'opposition »*, que Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, dénonce la misogynie des formations politiques, Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, pavoise en annonçant que quinze femmes seront en tête des listes du Parti communiste aux élections en mars prochain : huit pour les législatives et sept pour les régionales. *« La direction du PCF*, dit-elle, *n'a pas eu besoin d'imposer des quotas pour que plus de six cents femmes soient candidates aux législatives ou aux régionales... »* Même jubilation de l'autre côté de l'échiquier politique avec le Front national, qui place sept de ses militantes en tête de liste... Il est vrai qu'ici et là les enjeux ne sont pas du même ordre.

Les femmes ont conquis, ces dernières années, bien des forteresses. On s'habitue à les voir à la tête d'entreprises, présider des tribunaux ou bien évoluer dans le monde de la finance, comme si elles l'avaient toujours fait. Elles sont peu nombreuses dans ces activités, mais on peut dire qu'elles sont bien acceptées. En revanche, la politique reste encore un puissant bastion masculin.

Alors que plus de 51 % de la population et près de 53 % du corps électoral sont du sexe féminin, les femmes ne sont que 14 % dans les conseils municipaux ; 4 % des maires sont des femmes, dont cinq seulement administrent des villes de plus de trente mille habitants.



Même situation parmi les conseillers généraux : 4,45 % de femmes ; chez les députés : 5,5 % ; chez les sénateurs : 2,8 %... En revanche, elles occupent 21 % des sièges au Parlement européen. Cela s'explique : pendant longtemps, cette instance a été négligée par les politiciens de carrière qui ne voyaient donc pas d'inconvénient à ce que des femmes y fassent leurs premières armes.

L'espoir de la proportionnelle

Lors des débats sur l'adoption du mode de scrutin à la proportionnelle, plusieurs personnalités, dont Mme Yvette Roudy, apportèrent publiquement leur soutien au projet. Elles y voyaient, en effet, une chance pour le « deuxième sexe ». Elles citaient une étude du Conseil de l'Europe sur *la Situation des femmes dans la vie politique en Europe* soulignant qu'en France *« le scrutin uninominal majoritaire à deux tours renforce le caractère personnel de l'élection, la constitution de fiefs électoraux et le règne des notables au détriment des femmes »*. Elles partaient du principe que les états-majors politiques profiteraient de ce mode de scrutin pour « moraliser » les listes électorales et rétablir un juste équilibre... C'était trop espérer de ceux-ci, après tout composés majoritairement d'hommes ! Il n'est pas si facile de partager le pouvoir, surtout en temps de crise.

Mme Christiane Papon, président de Femmes avenir, membre du comité central du RPR, en vient à regretter que l'obligation des quotas ait été repoussée par le Conseil constitutionnel : *« Le Conseil constitutionnel a sans doute pour tâche de défendre la Constitution, mais il doit le faire à la lumière de faits de société... Le partage du travail des hommes et des femmes sur le terrain doit être prolongé par le partage des responsabilités et du pouvoir législatif à l'Assemblée nationale. »*

Pour se justifier, on invoque dans les hautes sphères des partis une pénurie de femmes « valables », une opinion que certaines représentantes féminines propagent d'ailleurs elles-mêmes... Il est vrai que, cantonnées pendant des siècles dans des rôles subalternes, les femmes ont plus volontiers exprimé leur militantisme dans les associations qu'au sein des partis politiques. Mais il est vrai aussi que l'on a assisté ces dernières années, et tout particulièrement ces derniers mois, à une envolée de femmes bien décidées à montrer qu'elles sont au moins aussi compétentes, sinon plus, que le député moyen homme.

Les Marianne se rebiffent

A droite comme à gauche, lorsqu'elles ont découvert le sort qu'on leur réservait aux prochaines élections, les femmes se sont mobilisées. Chacune à sa manière. Tardivement, peut-être, mais suffisamment pour montrer qu'elles existaient. L'expérience qu'elles vivent actuellement semble avoir l'effet d'un flux d'adrénaline sur des associations trop confiantes qui somnolaient.

Les femmes de l'opposition se retrouvent dans différents mouvements : Femmes responsables de Mme Monique d'Ereeville, Femmes libertés, créé par Denise Lecanuet et Louise Moreau, Femmes avenir ou Dialogue des villes de France multiplient les rencontres et les séances de formation pour les femmes à la vie politique. Quatre-vingt-quinze de leurs militantes ont signé en septembre dernier un manifeste dans lequel elles demandent une réelle mixité de la vie politique en France.

Les féministes du mouvement Choisir de Mme Halimi ont pensé pendant un temps créer des listes féminines. La bataille a été particulièrement rude dans les rangs socialistes, où une quarantaine de femmes, dont trois ministres (Mmes Edith Cresson, Yvette Roudy et Edwige Avice), ont tapé du poing sur la table pour exiger une meilleure représentation féminine sur les listes législatives et régionales,) et ont créé une nouvelle association, Les Marianne, qui s'adresse à toutes les femmes.

La méthode n'a pas plu à tout le monde, et il s'est trouvé des femmes socialistes pour condamner ces manifestations spectaculaires. Au-delà d'un conflit de personnes, il faut y voir l'objet d'un vieux débat entre celles et ceux qui estiment que la lutte des femmes ne doit pas être un thème particulier, et ceux qui pensent au contraire que « le deuxième sexe » doit rappeler régulièrement qu'il existe et qu'il rencontre des problèmes spécifiques.

Force est de constater que lorsque, confiantes, les femmes attendent qu'on pense à elles, les états-majors les jugent trop passives, inaptes à affronter ce monde dur et cynique de la politique. Lorsque, en revanche, elles décident de se battre avec les seules armes qu'on leur laisse : *« le spectaculaire »*, elles passent pour *« des excitées »*.... Leurs ambitions politiques deviennent suspectes, et certains vont jusqu'à les traiter d'*« opportunistes »*. Il n'en reste pas moins que leurs mouvements de protestation leur ont permis tout de même d'obtenir sur les listes une plus large place que celle qu'on voulait leur accorder à l'origine. ■

MADAME ET CHER ALIBI

MONIQUE PELLETIER, avocate, ministre giscardien de la condition féminine, regrette aujourd'hui l'excès de langage qu'elle a commis, le 26 novembre dernier à Dunkerque, en déclarant publiquement : *« Les communistes peuvent présenter* [aux élections] *un homme, une femme, un balai ou un chien, peu importe le candidat, on vote pour un parti, pour une étiquette. »* (*le Monde* du 29 novembre.)

Dans son bureau parisien de l'avenue Hoche, elle fait son *mea culpa*, un peu à la façon de Paul Quilès, dans l'intimité télévisée de « Questions à domicile », pour la phrase-guillotine qui lui a valu son surnom de « Robespaul ». Avec, au passage — et comme l'a fait l'actuel ministre de la défense, — un petit coup de patte envers les médias : *« Quand vous dites une sottise, c'est immédiatement repris. Quand vous dites quelque chose d'intéressant, personne ne s'en fait l'écho. »*

L'avocate plaide coupable : *« Dans la forme, ce que j'ai dit est stupide. Pour le fond, je voulais mettre l'accent sur le fait que le vote communiste est délibéré, qu'il passe avant la personne, quelle qu'elle soit, et surtout quel que soit son sexe. »* On entre là dans le vif du sujet, car la présidente de l'association Dialogue (1) a aussi déclaré, toujours à Dunkerque, que le *« machisme »* régnait au sein des partis de l'opposition, et cette opinion-là, elle ne la renie pas, bien au contraire.

« Le sexisme, affirme-t-elle, *est exactement le même à l'UDF qu'au RPR. Bien sûr, il y aura des femmes de l'opposition présentées aux législatives, mais sachez qu'à l'UDF-PR, par exemple, aucune femme n'a été admise dans les commissions d'investiture ! »*

Est-il donc si éloigné le temps où M. Giscard d'Estaing avait « séduit » l'électorat féministe en faisant nommer des femmes au gouvernement ? Monique Pelletier se montre critique : *« Les femmes ministres — je ne parle que de l'opposition actuelle — ont été un alibi. J'ai été un alibi. Car plus on descend dans la hiérarchie des partis, moins on rencontre de femmes. Elles sont évincées des appareils, ou bien, étant donné le sexisme ambiant, elles se dissuadent elles-mêmes de tenter d'y entrer. Ce n'est pas un hasard si Simone Veil n'a jamais appartenu à un parti, si Marie-France Garaud et Florence d'Harcourt ont démissionné du RPR, si Christiane Scrivener et moi-même avons quitté le Parti républicain, etc. C'est pour les raisons que je viens d'indiquer. Et nous ne sommes pas, les unes ou les autres, des féministes enragées... »*

Partage du pouvoir, partage des responsabilités

« La politique française, poursuit Monique Pelletier, *reste confisquée par le pouvoir masculin. Elle a des règles, des codes figés. En souhaitant non pas une quelconque suprématie, mais simplement notre place, nous, les femmes, nous dérangeons. Notre place : partage du pouvoir, partage des responsabilités. C'est pourquoi j'approuve totalement la loi réduisant le cumul des mandats. Ce partage dont je vous parle pourra être, alors, plus équitable. »*

La présidente de l'association Dialogue est entrée relativement tard en politique : *« J'ai adhéré*, rappelle-t-elle, *au CDP en 1970, puis au PR en 1974, après l'élection de Giscard. Voilà un de nos principaux handicaps : un homme peut songer, très jeune, à une carrière politique. Nous, au même âge, on fait des gosses...* [Monique Pelletier est mère de sept enfants] *Alors, bien évidemment, nous ne pouvons avoir le même cursus. Nous sommes plus neuves en politique, mais je demande qu'on accepte aussi cette différence-là. »*

Différence, oui, mais pas une éternelle remise en question : *« En politique, on exige qu'à chaque instant nous fassions « nos preuves », ce qui n'est pas le cas, fort heureusement, dans mon métier d'avocate ni dans la magistrature, où je n'ai jamais ressenti le moindre sexisme. Nos preuves, nous les avons faites depuis longtemps. Il suffit de remonter à l'époque de la Résistance et à l'entrée des femmes dans la première Assemblée constituante. »*

Peu de goût pour les « petites phrases »

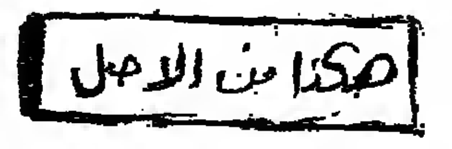
Autres handicaps : *« Nous sommes*, assure Monique Pelletier, *très peu dupes du jeu politique. Beaucoup moins attachées que les hommes à une carrière ministérielle. J'ai été ministre. En 1981, je suis redevenue avocate. Très bien. Nous nous adaptons beaucoup plus aux réalités. C'est pourquoi nous supportons mal ce système bloqué qui nous écarte généralement des comités directeurs, des « tables » politiques, alors que nous réclamons seulement le partage des responsabilités. L'association que j'anime a reçu, en ce sens, des milliers — je dis bien : des milliers — de lettres d'encouragement, aussi bien masculines que féminines. »*

Moins médiatiques également, les femmes politiques ? Un « Fabius-Chirac » féminin serait, de fait, difficile à organiser. *« D'abord*, remarque l'ancien ministre, *les femmes journalistes ne nous aident guère, de peur de tomber, justement, dans des « histoires de bonnes femmes ». Ensuite, il est vrai que les femmes trouvent moins que les hommes l'art médiatique dans leur berceau, à des exceptions près, comme Marie-France Garaud. Nous avons un moindre goût pour la polémique gratuite, pour les « petites phrases », etc. Entre femmes, le débat politique est bien moins agressif, et nous aurions plutôt tendance au contraire à apaiser le jeu, à chercher des points de rencontre.*

» Mais est-ce que tout le public masculin aime ces joutes télévisées quand elles sont à ce point hargneuses ? Non, si j'en crois mes trois fils. »

MICHEL CASTAING.

(1) Cette association créée en juillet 1982 a notamment pour but d'augmenter la participation des femmes dans les instances de la vie politique française.



CAMPAGNE ÉLECTORALE

PÈRES, VOICI VOS FILS

par André Passeron

« Plus de pères, rien que des fils. »
Le slogan malheureusement ici ne tient plus.
Toute cette marmaille
qu'on verra partir vers les législatives
a encore besoin de papa, de son soutien actif
ou de l'aura de son nom,
pour conquérir le pouvoir.

La langue française est assez riche en maximes contradictoires pour que chacun y trouve son compte et pour que tout événement y puise sa morale. *Tel père, tel fils. A père avare, enfant prodigue*, etc., pourront donc tour à tour être utilisés après le 16 mars prochain selon que la progéniture aura réalisé les promesses mises en elle ou déçu les espérances de succession.

Depuis que le mérite a pris le pas sur l'hérédité, les dynasties se sont effondrées. Les filiations républicaines ne doivent rien au sang. Les fils en régime parlementaire n'ont jamais succédé aux pères. Toutefois, quel père ne rêve – ou ne redoute – de lancer un jour de la tribune du Palais-Bourbon le cri de César à Brutus : *« Tu quoque, fili » ?*

Si M. Pierre Joxe, à cinquante et un ans, occupe aujourd'hui comme ministre de l'intérieur le devant de la scène, c'est qu'il fut distingué naguère par M. Mitterrand et qu'il devint en 1981 député de Saône-et-Loire. Il ne doit donc rien – en ce domaine – à l'ancien ministre de de Gaulle, actuel membre du Conseil constitutionnel, son père, Louis. En revanche, le fils du président de la République, M. Gilbert Mitterrand (trente-six ans), élu sur son nom en Gironde il y a quatre ans, a traversé la législature avec une discrétion remarquable.

Le premier conduira avec agressivité la liste socialiste en Saône-et-Loire, le second figurera sur celle de ce parti en Gironde à une quatrième place que l'on espère encore bonne.

Aura-t-on autant de chances de voir sur les bancs de la droite faire souche quelques autres grands noms ? Davantage, vraisemblablement.

Le tiercé Debré bat les records de candidatures. Michel, Bernard et Jean-Louis sont en lice : l'ancien premier ministre et les deux derniers de ses quatre fils. Quelle joie aurait éprouvée le père du naturalisme débridé s'il avait pu compter dans l'hémicycle cinq fois son nom ! Il aurait figuré au *Livre des records.*

Si le député RPR de la Réunion n'a aucun souci pour sa réélection dans l'île lointaine qu'il a choisie en 1963, il n'en va pas de même pour ses enfants. Bernard, quarante-deux ans, professeur agrégé, chirurgien à l'hôpital Cochin, n'a pu opérer sa propre greffe sur la liste de M. Jean Royer en Indre-et-Loire. L'ombrageux maire de Tours a eu une réaction de rejet à l'égard du fils de son voisin d'Amboise.

Le médecin est un battant qui, à la tête du mouvement Solidarité médicale, combat avec mordant et constance les réformes hospitalières de la gauche et inspire les projets du RPR, dont il est dans ce domaine le délégué national. Il conduira donc au besoin une liste autonome de son parti, comme le souhaite M. Chirac.

Non-lieu pour le juge d'instruction

Jean-Louis – frère jumeau de Bernard, – a eu également du mal à s'imposer comme tête de liste RPR dans l'Eure, où en 1978 il avait dû, après le premier tour, prononcer son propre non-lieu et refermer ce dossier. Il était retourné à ceux de son cabinet de juge d'instruction à Paris, où il a souvent traité de grandes affaires de banditisme et de terrorisme. Mais Jean-Louis Debré est comme son père – à qui il ressemble d'ailleurs beaucoup – un auteur prolixe et sérieux qui s'est consacré dans plusieurs ouvrages au gaullisme, aux institutions, à la magistrature, aux avocats et à la délinquance.

Sera-t-il, à Evreux, poussé par un autre « fils » que les militants RPR locaux auraient préféré voir en tête de liste plutôt qu'en deuxième place ? M. Bernard Tomasini, conseiller général des Andelys, est le fils et le disciple de René – ministre, député, sénateur, président du conseil général, maire – qui fut jusqu'à sa mort en 1983 le maître incontesté des gaullistes et... de bien d'autres dans l'Eure. Le RPR espère, bien sûr, gagner ces deux sièges. Mais il a en face de lui un autre « fils » : Ladislas, héritier de Michel Poniatowski, s'est implanté à Quillebeuf en y devenant maire en 1977 et conseiller général en 1981. Il doit y conduire la liste UDF.

Un autre fils de prince pensait bien figurer dans les rangs du RPR : Victor-François, successeur de Jean de Broglie, député et ancien ministre, mystérieusement assassiné à Paris mais qui, dans l'Eure, a laissé le souvenir d'un élu dévoué. Y aura-t-il autour d'Evreux une bataille entre les petits princes ?



Le conseiller général de Marchenoir, qui occupe ce siège depuis 1977, a aujourd'hui vingt-huit ans. A son âge, son père était inspecteur des finances et directeur adjoint du cabinet du président du conseil. Il n'était devenu député qu'à trente ans. Henri espérait bien en 1986 faire mieux que Valéry. Il aurait été le député de l'autre château de la famille – du côté de sa mère – celui d'Authon, en Loir-et-Cher, tandis que son père, l'ancien président de la République, représentera celui des Giscard à Chanonat, dans le Puy-de-Dôme. A l'UDF, après avoir milité aux Jeunes... Giscardiens, il avait tenté de s'imposer comme leader du Parti républicain dans son département. Mais, en mars dernier, une offensive des centristes du CDS l'a écarté de la vice-présidence du conseil général et personne n'a voulu lui donner un ticket d'entrée au Palais-Bourbon.

L'intronisation de Jean

Pas de telles exclusives dans la Haute-Garonne. A Toulouse, où les Baudis se sont succédé à la tête du Capitole, le partage ne semble pas encore être définitivement conclu. Dominique, journaliste de télévision devenu maire de la ville à trente-six ans en 1983, conduira-t-il une liste d'opposition d'inspiration centriste aux élections législatives ou aux élections régionales ? Lequel des deux mandats laissera-t-il à son père Pierre, ancien député qui lui avait cédé son écharpe de maire et qui l'avait poussé à devenir député européen en 1984 sur la liste de Mme Veil ? L'affaire sera réglée en famille.

Un autre fils, ou plutôt un petit-fils, aura sans doute moins de soucis car si l'histoire de son nom pèse lourd, son passé politique est plus léger. Jean de Gaulle, expert-comptable, troisième des quatre fils de l'amiral et petit-fils du général du même nom, sera RPR et deuxième sur la liste d'union de l'opposition dans les Deux-Sèvres. M. Jacques Chirac – qui est presque aussi grand que ce jeune homme de trente-deux ans – est allé l'introniser à Niort et à Parthenay, dans ce département où une Montalembert, tante de sa mère, possède une demeure.

Si quelques fils peuvent ainsi espérer marcher dans les traces de leurs papas, les filles ne seront pas non plus oubliées... pour peu qu'elles aient de la chance. Ainsi, à Paris, la dynastie des Missoffe espérait bien se perpétuer : Hélène, député des Epinettes (*quartier du dix-septième*) depuis 1974, où elle avait succédé à François, son époux élu pour la première fois en 1958, s'est expatriée dans le Val-d'Oise pour y conduire la liste RPR. Dans la capitale, elle laisse sur la liste que conduira M. Toubon l'aînée de ses huit enfants, Françoise de Panafieu, déjà adjoint au maire pour les affaires culturelles.

Celle-ci s'est cependant heurtée aux bousculades et aux intrigues auxquelles a donné lieu la course aux sièges éligibles et son rang l'obligera à attendre d'hypothétiques nominations ministérielles pour accéder à un mandat de député. Pour ce siège tant convoité, elle était en concurrence avec d'autres dames. L'une d'elles a préféré retourner dans l'ancien fief familial, où l'avenir semblait moins bouché : Mme Michèle Alliot-Marie, fille de M. Bernard Marie, maire de Biarritz et ancien député RPR, sera donc candidate en troisième position sur la liste d'union de l'opposition dans les Pyrénées-Atlantiques, où son père ne se représentera pas.

De toute façon, l'hérédité ne fera en 1986 qu'une entrée discrète au Parlement. A ce point de vue, la continuité des habitudes démocratiques sera assurée. Les apanages ne sont plus de notre temps. ■

EMILE ET PAUL PASSENT L'« AGREG » DE CORSE

A les voir sagement assis au milieu d'une assemblée générale d'élus de village et de conseillers généraux, tous radicaux et fiers de l'être, ils passeraient presque inaperçus, les deux héros de ce 26 octobre, à Bastia : Emile Zuccarelli, quarante-cinq ans, polytechnicien ; Paul Giacobbi, vingt-huit ans, énarque, désignés « à l'unanimité », pour conduire la liste MRG, le premier aux législatives, le second, aux régionales, en Haute-Corse.

Point de suspense, à peine quelques velléités contestataires : c'est sans anicroche et dans une sorte d'euphorie raisonnable que le vieux parti radical a intronisé ces héritiers. Les ci-devant Emile Zuccarelli et Paul Giacobbi ne *sont pas n'importe qui.*

Emile, c'est le fils de Jean, député maire (MRG) de Bastia, entré en politique en 1937, et le petit-fils d'Emile Sari, sénateur et maire radical de Bastia de 1920 à 1937.

Paul, c'est le fils de François, trente-cinq ans de vie politique, sénateur, ancien secrétaire d'État, président du conseil général de la Haute-Corse. C'est aussi le petit-fils de Paul, trente ans de mandats électifs, maire, président du conseil général, député, sénateur et, lui aussi, ministre, mais du général de Gaulle (c'était en 1944) ; c'est enfin le petit-fils de Marius, quarante ans de vie parlementaire, sénateur et président du conseil général.

Bref, une saga d'un siècle pour les Giacobbi, d'un bon demi-siècle pour les Zuccarelli. Deux dynasties inséparables de la vie politique de l'île. Deux héritages considérables de voix, d'influences, de pouvoir, à travers les mille capillarités des cantons, des villages, des villes, des familles parentes, amies et alliées.

Deux legs, ou plutôt un seul, celui du « clan », pardon, celui du *partitu* – du parti, – comme on dit en Corse.

O ironie du sort et de l'histoire, c'est la gauche qui égrène ici ces lignées de prénoms. La droite, elle, regarde moins les arbres généalogiques, elle pratique plutôt la sélection naturelle, c'est-à-dire celle des urnes.

Regard et ton pincés

D'ailleurs, ces deux derniers de la lignée, ces « messieurs-fils » du radicalisme corse, ne sont pas vraiment la copie conforme de leurs géniteurs, la jeunesse et le look en plus. Certes, Emile a le ton et le regard un peu pincés, pointu parfois de son père Jean. Paul, déjà la voix cassée de François.

Mais ils vous le disent droit dans les yeux : *« Si la seule justification de cette candidature était le nom, cela ne suffirait pas »*, assure Paul Giacobbi. *« Le préjugé favorable ne peut jouer qu'une fois. Il faut le transformer en preuve d'efficacité. »*

Héritiers, ils le sont pourtant, et dès le début. Ils ont d'abord fait leurs classes buissonnières avec des histoires personnelles différentes. Enfant, Paul Giacobbi a seulement effleuré la Corse : un début d'études primaires dans l'île, et puis Paris pour le reste de sa scolarité, jusqu'à la sortie de l'ENA en mai 1982. *« Ma famille,* explique-t-il, *vit dans la capitale depuis trois générations tout en ayant la passion de la Corse. »*

Emile Zuccarelli, lui, se plaît à raconter qu'à sept ans il faisait les tournées électorales avec son père : *« On me donnait une grenadine pendant que les grands parlaient de politique. »* Il ajoute : *« Le bac à dix-sept ans a été mon billet de départ pour la préparation aux grandes écoles, puis l'entrée à l'X en 1960. »*

Trois ans plus tard, il est embauché dans une compagnie d'assurances, dont il est aujourd'hui directeur adjoint. *« Si je suis élu,* confie-t-il, *je vais quitter mon entreprise. Ce sera un arrachement. »*

Corses à Paris, mais pas Corses de Paris, les deux candidats marquent bien la différence : un œil sur l'île mais les deux pieds dans la capitale, puis un pied ici et un pied là-bas à raison d'une semaine coupée en deux. Cela suffit-il pour s'immerger dans la réalité corse ?

La rouerie va venir...

Qu'ils le veuillent ou non, ils détonnent encore un peu, ces fils prodiges, par rapport au milieu ambiant. Ils ne possèdent pas cette espèce de mixité culturelle instinctive de leurs pères, qui passent du français au corse et du corse au français face à l'interlocuteur du moment. Il leur manque encore la rondeur ou la brusquerie feinte, la rouerie, la patine que donne l'exercice du pouvoir. Ils auront à faire leurs classes. Pour le moment, ils savent rester humbles devant le plus petit maire de village.

CAMPAGNE ÉLECTORALE

FIGARO-CI, FIGARO-LA

par Thomas Ferenczi

Attention, un Hersant peut en cacher un autre ! Homme de presse ou homme politique ? Ils sont trop nombreux à briguer la députation, les amis ou les proches du patron du « Figaro », pour qu'on ne s'interroge pas sur la finalité de la manœuvre.

PARCE qu'une douzaine de candidats aux prochaines élections législatives, à peu près également répartis entre le RPR et l'UDF, appartiennent, à un titre ou à un autre, au groupe Hersant, voici qu'on s'interroge avec émotion sur le possible destin national du patron du *Figaro*, de *France-Soir* et de quelques autres journaux.

D'abord, on se prend à douter. Comment croire qu'un homme déjà doté, grâce à son empire de presse, d'une puissance respectable, puisse compter sur une poignée de fidèles pour accroître encore son pouvoir ? Comment imaginer, par exemple, qu'il rêve d'être ministre alors que, de son bureau directorial, il intervient beaucoup plus efficacement dans la vie politique française ? Et quand bien même il y songerait, nul n'ignore qu'il y parviendra plus sûrement en négociant avec les chefs de l'actuelle opposition qu'en s'appuyant sur son hypothétique groupe de pression.

Quant à devenir président de la République, si telle était son idée, on devine que quelques élus à l'Assemblée nationale n'y contribueraient guère – surtout quand on relève leurs noms. Qui pouvait penser que les deux prestigieuses recrues du *Figaro*, Alain Peyrefitte et Jean-François Deniau, ou Philippe Mestre, directeur de *Presse-Océan* et l'un des « barons » de Raymond Barre, « rouleraient », le moment venu, pour Robert Hersant ?

Pourtant le fait est là. On n'a jamais vu autant de collaborateurs d'un même groupe de presse se présenter à la députation ; et, connaissant l'engagement militant de leur chef de file, on a du mal à croire à une série de coïncidences.

Qui sont donc ces candidats ? Ils appartiennent à trois catégories. Les uns sont des hommes politiques qui, écartés de la scène nationale par la victoire de la gauche, ont trouvé chez Robert Hersant une tribune ou une raison sociale ; outre les trois personnalités citées plus haut, c'est encore le cas d'Alain Griotteray, directeur délégué aux relations extérieures du *Figaro-Magazine*, et de Jean-Pierre Pierre-Bloch, directeur du développement de *France-Soir*.

Les autres sont des dirigeants du groupe ou de l'une de ses publications : à Robert Hersant lui-même, il faut ajouter André Audinot, directeur général de la Socpresse, Bertrand Cousin, directeur général adjoint, Jean Allard, directeur de *Paris-Normandie* (bien que le titre n'appartienne plus depuis 1983 à la Socpresse, mais à la société France-Antilles), ainsi que deux « héritiers » : Jacques Hersant, directeur de *France-Soir*, et Gautier Audinot, directeur du *Dauphiné libéré*.

Enfin, troisième catégorie, celle des journalistes, comme Philippe Vasseur, rédacteur en chef économique au *Figaro*, et Jean Miot, directeur délégué du même journal.

Un groupe-charnière

Robert Hersant a-t-il été tenté par la perspective d'animer, au lendemain des élections, sinon un groupe parlementaire proprement dit (il y faut trente élus), du moins une formation-charnière susceptible, en période de cohabitation difficile, de faire et de défaire les majorités ?

C'est ce que croit Jacques Bloch-Morhange, fondateur de la Ligue des contribuables et ami de longue date de Louis Pauwels, qui lui a apporté le concours actif du *Figaro-Magazine*. Jacques Bloch-Morhange affirme aujourd'hui que Robert Hersant lui a demandé il y a un an de transformer ce mouvement en un parti politique pour le mettre, plus ou moins ouvertement, à son service.

Selon Jacques Bloch-Morhange, Robert Hersant aurait compris que sa marge de manœuvre à l'égard des leaders de l'opposition serait plus grande s'il disposait d'une telle base. Persuadé que, dans une telle hypothèse, la Ligue des contribuables (pour laquelle il revendique 130 000 adhérents) s'effondrerait aussitôt, Jacques Bloch-Morhange a dit non.

L'élection d'une douzaine de « députés Hersant » serait-elle la nouvelle mouture de ce grand projet avorté ? *« C'est une rigolade »*, répond Jean Miot, qui refuse de se considérer comme *« un candidat Hersant »* et qui insiste sur son engagement personnel. Même son de cloche chez Jacques Hersant, chez Philippe Vasseur, chez Jean Allard, et sans doute aussi chez les autres. Quant à Robert Hersant, énigmatique et courtois, il se contente d'une boutade : *« Ce n'est pas un groupe parlementaire que je cherche à constituer, mais un gouvernement homogène... »*



Succès commercial et influence politique

Au-delà de la boutade, la question demeure : même si Robert Hersant n'a *« ni encouragé ni déconseillé »*, comme le dit Jean Miot, les candidatures de ses collaborateurs, pourquoi vouloir lier aussi obstinément responsabilité professionnelle et mandat électif ? Interrogé, Jacques Hersant rappelle que, pour son père, la gestion de son groupe de presse a toujours été inséparable de sa carrière politique. *« J'ai été élevé là-dedans »*, dit-il. Robert Hersant a été député de l'Oise de 1956 à 1978, avant de tenter, en vain, de transmettre son siège à son fils et de se faire élire à Neuilly. Un groupe de presse au service d'une ambition politique ? Ceux qui le connaissent affirment plutôt l'inverse : des amitiés politiques au service du développement du groupe.

Comment Robert Hersant aurait-il conquis *le Figaro*, font-ils observer, sans l'assentiment des pouvoirs publics ? Et au moment où l'on parle de nouvelles chaînes de télévision, où l'on évoque la privatisation d'Antenne 2, où se constituent des groupes multimédias, comment ne chercherait-il pas à se ménager quelques entrées supplémentaires dans le monde politique ?

C'est donc moins un groupe parlementaire qu'un groupe d'influence que formeront les députés proches de Robert Hersant : il n'est pas inutile de pouvoir faire appel, à Paris comme en province, à des hommes dont la position aura été renforcée par le suffrage universel et dont le crédit, national pour les uns, local pour les autres, ne peut que concourir à la prospérité de l'entreprise Hersant.

Et si, d'aventure, les succès du patron de presse venaient à favoriser, en retour, ceux de l'homme politique, Robert Hersant, sans doute, ne s'en plaindrait pas ! ■

---

par Dominique Antoni

Différents, ils le sont aussi dans leur pratique du politique. Emile Zuccarelli a milité à la Convention des institutions républicaines, mais il a opté pour le radicalisme à partir du tournant du congrès d'Epinay. Trop collectiviste, le PS de 1971 ! Il attendra 1980 pour commencer son ascension au sein de l'appareil du MRG : il entre au comité directeur, il est élu dans la foulée au bureau national et devient vice-président du parti. Il est partisan de la candidature de Michel Crépeau à l'élection présidentielle de 1981, et c'est d'ailleurs en Haute-Corse que le candidat radical fera son meilleur score.

Paul Giacobbi, plus jeune, n'a pas milité à Paris dans le parti. Son credo politique : l'idéal républicain et la défense de l'état de droit. Traduction insulaire : la critique du statut particulier — *« un marché de dupes où l'on a accordé en apparence beaucoup de pouvoirs et en réalité très peu »* — et antinationalisme corse viscéral. *« Le séparatisme,* dit-il, *c'est l'absence totale de projet politique, économique et social, sans compter son caractère anti-français et irrédentiste. »*

Une double mise sur orbite

Ils ne se contentent pas d'être des héritiers ; ils ont décroché des diplômes. Leurs pères étaient avocats ; eux ont mis dans la corbeille la consécration du savoir qui conforte l'enracinement du pouvoir familial. Ils le sentent sans doute confusément : les diplômes seraient peu de chose sans le mot de passe du nom, le sésame des réseaux d'allégeance.

A partir de 1980, quelle judicieuse mise sur orbite politique de l'un et de l'autre ! Cette année-là, Emile Zuccarelli devient suppléant de François Giacobbi aux élections sénatoriales. Mai 1982, le même François Giacobbi démissionne de son poste de maire et de conseiller municipal de Venaco ; son fils Paul, à peine sorti de l'ENA, est élu à sa place. Il a huit mois pour faire ses preuves avant le renouvellement général de mars 1983, et il tient ses promesses.

Toujours en 1982, Emile Zuccarelli est numéro deux sur la liste radicale aux régionales. Il est élu dans la première assemblée de Corse et devient vice-président chargé des transports.

Paul Giacobbi, lui, figurait en dix-huitième position sur la liste. En décembre 1983, il crée l'Association des maires de Haute-Corse et en devient le président. Neuf mois plus tard, en août 1984, Emile Zuccarelli est réélu à l'assemblée de Corse derrière François Giacobbi. Cette double mise en selle, jusqu'à quel point a-t-elle été programmée, échelonnée, construite ? Ses acteurs sont discrets sur la question. Il y a sans doute le sentiment qu'un jour, bien sûr, il faudrait assurer la relève ; l'opportunité offerte par le système proportionnel a fait le reste.

Ont-ils été convaincus de s'engager, pressés de reprendre le flambeau de leurs pères ? Les images sont nettes sur le déclenchement des choix personnels. Paul Giacobbi revendique son *« aptitude à la gestion publique »* ; il n'a pas eu d'état d'âme ; la reprise de l'héritage et de ses *« servitudes »* allait de soi. Emile Zuccarelli, lui, confie : *« C'est la situation de troubles qu'a connue la Corse qui a été déterminante. C'est là que, mentalement, j'ai basculé. »*

A cheval encore entre Paris et la Corse, ils semblent surtout prodigieusement agacés par les idées reçues qui courent sur leur pays, hors de l'île et dans l'île. Paul Giacobbi s'apprête d'ailleurs à publier un livre sur le thème : « La Corse, fantasmes et réalités ».

Enfants libres, mais élevés dans la culture, sinon le culte, politique, les fils n'ont pas échappé au microcosme. Sont-ils pour autant devenus des chefs de clan, par la grâce de cet adoubement symétrique et concomitant, pour les batailles de mars ?

Un choix caricatural et provocateur pour les détracteurs d'en face, qu'ils soient nationalistes, de droite, mais aussi de... gauche.

« Songez, remarque malicieusement un maire socialiste, *qu'à travers le conseil général la ville de Bastia, le district, l'office de HLM présidé par le neveu du maire, la CORSAM — société d'aménagement dont François Giacobbi est président, — l'Association des maires du département, deux familles en Haute-Corse ont la haute main sur 80 % des marchés publics. C'est cela le clan ! »* Le terme ne plaît pas à Emile Zuccarelli. Il le blesse sans doute secrètement, assez pour qu'il allume des contre-feux : *« Je ne me sens pas désigné comme le chef d'une bande ou d'une mafia, mais comme celui d'un parti enraciné, et ce parti-là a été à la hauteur de la situation. »*

Assez en tout cas pour avoir su rajeunir ses leaders, qui vont sans doute le transformer, le bousculer peut-être, le renforcer sûrement. ■

NOUVELLE

LA VILLE FRANCHE

par Dezsö Kosztolanyi

« BREF, *tu m'accompagnes ?* m'a demandé Kornél Esti.

— *Avec plaisir !* me suis-je écrié. *J'en ai plus qu'assez de toute cette malhonnêteté.* »

J'ai sauté dans l'avion. Et de vrombir et tournoyer et nous avec.

Un tournoiement tel, dans un tel tourbillon de vitesse, qu'à nos côtés les aigles royaux étaient pris de vertige et les hirondelles de congestion.

Peu de temps après nous avons atterri.

« *C'est ici*, a dit Esti.

— *Ici ? Mais ici, c'est exactement comme là-bas.*

— *De l'extérieur seulement. De l'intérieur, c'est autre chose.* »

Et nous sommes entrés dans cette ville et sans presser le pas pour pouvoir tout examiner minutieusement.

Ce qui m'a frappé en premier, c'est que les passants ne se saluaient guère.

« *Ici, une personne n'en salue une autre*, a expliqué Esti, *que si elle a vraiment pour elle autant d'affection que d'estime.* »

Un mendiant à lunettes noires se tenait accroupi sur l'asphalte. Sur ses genoux, une écuelle en fer-blanc. Sur sa poitrine, un panneau en carton :

Je ne suis pas aveugle. Des lunettes noires, je n'en porte qu'en été.

« *Mais pourquoi ce mendiant a-t-il écrit ça ?*

— *Pour ne pas abuser les personnes charitables.* »

Sur l'avenue, des magasins tous plus resplendissants les uns que les autres. Dans une vitrine, au fond recouvert de miroirs, j'ai lu :

Chaussures à s'abîmer les pieds. Cors et abcès garantis. Plusieurs de nos clients ont été amputés des deux jambes.

Une image édifiante, en couleurs, montrait deux chirurgiens en train de couper à sa naissance, avec une gigantesque scie en acier, la jambe d'une victime hurlante, dont le sang en ruisselant formait des rubans rouges.

« *C'est une plansanterie ?*

— *Absolument pas.*

— *Ah ! C'est un jugement du tribunal alors, qui contraint ce commerçant à se stigmatiser ainsi ?*

— *Pas le moins du monde*, a dit Esti avec un geste méprisant. *Ce n'est que la vérité. Comprends-le bien : la vérité. La vérité, ici, personne ne la met sous le boisseau. Plus besoin de rien cacher, dans cette ville, l'autocritique atteint un tel degré.* »

Nous avons continué, j'allais de stupeur en stupeur. Au magasin de confection, cette annonce tapageuse :

Vêtements chers et de mauvaise qualité. Prière de marchander, car on vous gruge.

Au restaurant :

Mets immangeables, boissons imbuvables. C'est meilleur chez vous.

A la confiserie :

Gâteaux rassis faits à la margarine et à la poudre d'œuf.

« *Ce sont des fous, ces gens-là, ou quoi ?* ai-je balbutié. *Ou des candidats au suicide ? Ou des saints ?*

— *Des sages*, a répondu péremptoirement Esti. *Ils ne mentent jamais.*

— *Et leur sagesse ne les mène pas à la faillite ?*

— *Jette un œil dans leurs magasins. Tous noirs de monde. Tous florissants.*

— *Mais comment est-ce possible ?*

— *Suis-moi bien. Ici, chacun sait de lui-même, comme de son prochain, qu'il est franc, probe, modeste, qu'il se fait plus petit qu'il n'est plutôt que plus grand, qu'il fixe ses prix plutôt trop bas que trop haut. Ce qui fait que les gens d'ici ne prennent pas entièrement pour argent comptant ce qu'ils entendent ou ce qu'ils lisent, ce que vous non plus ne faites pas chez vous. Entre vous et eux, la seule différence est que chez vous, de ce que les gens affirment, il faut taujaurs en retrancher, et même en retrancher beaucoup, alors qu'ici il faut toujours en rajouter, en rajouter un peu. Marchandises et gens ne sont pas, chez vous, aussi excellents qu'on l'assure. Aussi exécrables qu'on l'assure, ici, marchandises et gens ne le sont pas non plus. En réalité, les deux reviennent au même. A mon avis pourtant, cette façan de faire ici est plus modeste, plus probe, plus franche.* »

A la vitrine d'une librairie, avec leurs bandes-annonces en couleurs, les nouveautés faisaient elles-mêmes leur propre article :

Rebut illisible... La dernière œuvre du vieil écrivain gâteux, pas un seul exemplaire vendu à ce jour... Les poèmes les plus maniérés, les plus nauséeux d'Erwin Râle.

« *Incroyable*, ai-je fait ahuri. *Et on achète ça ?*

— *Pourquoi diable on ne les achèterait pas ?*

— *Et on les lit ?*

— *Chez vous, on ne lit pas de choses de ce genre, peut-être ?*

— *Tu as raison. Mais au moins là-bas, la présentation est toute différente.*

— *Je te le répète : c'est ici la ville de la connaissance de soi. Si quelqu'un a clairement conscience qu'il a le goût mauvais, qu'il aime la rhétorique ronflante, taut ce qui est sans valeur, vide, prétentieux, il achètera les poèmes d'Erwin Râle et il ne pourra pas être déçu, attendu que ces poèmes répondront à ses exigences. Le tout n'est qu'affaire de tactique.* »

Pris d'étourdissement, j'ai exprimé le désir d'aller dans un café, que je puisse me rafraîchir.

Esti m'a conduit devant un café de manvais goût orné d'entrelacs dorés qui se donnait lui-même pour *le rendez-vous préféré des escrocs et des parasites* et qui alléchait les clients avec ses *prix inabordables* et *ses garçons vulgaires.*

Je n'ai d'abord pas vaulu entrer. Mon ami m'a poussé.

« *Je vous souhaite le bonjour*, ai-je dit en rentrant.

— *Paurquai mens-tu ?* m'a reproché Esti. *Leur souhaiter le boujour, mais tout ce que tu souhaites, ici, c'est de boire un bon café, et tu ne le pourras pas, car en cet endroit le café est du faux café, c'est de la chicorée, et sa saveur est celle du vernis de seconde qualité. Je voudrais seulement te montrer les journaux.* »

Il y en avait une multitude. Je ne relèverai ici que *le Mensonge, l'Intérêt personnel, le Coup dans le dos* et *le Mercenaire.*

A la une du *Mercenaire*, en caractères gras, un bandean à entête permanent avisait le public :

Chaque ligne de ce journal est payée. Nous dépendons du gouvernement quel qu'il soit, nous n'écrivons jamais notre propre apinlan, sauf quand naus y contraint le plus sordide esprit de lucre. En conséquence, nous avertissons nos lecteurs, pour lesquels, individuellement et collectivement, naus n'avans que profond dédain et mépris, qu'ils n'ont pas à prendre au sérieux nos articles, et qu'ils daivent avoir pour nous autant de mépris et de dédain que nous le méritons, si toutefois c'est humainement possible.

« *Magnifique*, ai-je dit, enthousiasmé. *Ça, vois-tu, c'est vraiment quelque chose qui me plaît.*

— *Ici, la franchise est si générale*, a continué mon ami, *tout le monde l'exerce au même niveau. Ecoute par exemple ces petites annonces — et il s'est mis à lire en divers journaux : Caissier au casier judiciaire chargé, sorti de prison, cherche emploi... Nourrice névropathe s'offre à garder petits enfants... Professeur de langue parlant françals avec accent détestable et désirant s'assimiler prononciation correcte de ses élèves dispose encore de quelques heures libres...*

— *Et ces gens-là trouvent un emploi ?* ai-je dit, médusé.

— *Naturellement*, a répondu Esti.

— *Pour quelle raison ?*

— *Pour une raison toute simple*, a dit Esti en haussant les épaules, *c'est que la vie est comme ça.* »

Il a montré du doigt un cahier épais qui portait sur sa couverture quelque chose d'imprimé en gris foncé sur gris foncé :

« *Voici la meilleure revue littéraire. Elle est très lue.*

— *Je ne suis même pas capable, moi, de lire son titre.*

— *Son titre*, l'Ennui.

— *Elle est vraiment si ennuyeuse ?*

— *Je ne veux pas t'influencer. Feuillette-la.*

J'ai lu quelques articles.

— *Et quoi*, ai-je fait avec une moue, *elle n'est même pas si ennuyeuse que ça.*

— *Tu es sévère*, a dit Esti en m'arrêtant du geste. *Comme quoi aucune attente ne peut être entièrement comblée. Ce qui a mis fin trop vite à la tienne, c'est le titre. Je t'assure que si tu lisais cette revue chez toi, tu la trouverais bien suffisamment ennuyeuse. Tout dépend de quel point de vue on considère les choses.* »

SUR la place du Parlement, quelqu'un haranguait une foule de plusieurs milliers de personnes :

« *Il vous suffit de jeter un regard sur mon front étroit, sur mon visage déformé par une bestiale cupidité, pour voir immédiatement à qui vous avez affaire. Je ne m'y connais en rien au monde, en aucun métier, aucune science, je n'ai d'aptitude pour rien, si ce n'est taut au plus pour vous expliquer le sens de la vie et pour vous guider vers le but. Quel est ce but, je vais vous le révéler. Je veux m'enrichir et vite, je veux ramasser l'argent à la pelle, je veux en avoir le plus que je pourrai et vous en laisser le moins possible. Pour y arriver, je serai obligé de vous abêtir encore plus. Ou vous croyez peut-être que vous êtes déjà assez bêtes comme ça ?*

— *Non, non*, a crié la foule indignée.

— *Alors décidez-vous selon votre conscience. Le candidat adverse, vous le connaissez tous. C'est un homme désintéressé, à l'âme noble, au cerveau puissant, à l'intelligence rayonnante. Y aura-t-il quelqu'un dans cette ville pour se rallier à lui ?*

— *Personne !* a hurlé la foule comme un seul homme.

— *Il n'y aura personne* », et des poings menaçants se dressaient.

L'obscurité était venue. J'ai flâné dans la nuit. Le ciel noir soudain s'est mis à briller comme si le soleil se levait, plusieurs soleils, tout un système solaire. Des lettres de feu étincelaient : *Crois-le sur parole, ici on te vole.*

« *Qu'est-ce que c'est ?* ai-je demandé à Esti.

— *La publicité lumineuse d'une banque* », a-t-il dit avec indifférence.

Nous sommes rentrés à la maison tard dans la nuit. Tout ce que j'avais vu d'extraordinaire avait dû m'exténuer. J'avais de la fièvre. J'éternuais et même je toussais. J'ai fait venir un médecin.

« *Cher docteur*, me suis-je plaint, j'ai pris un peu froid, je me suis enrhumé.

— *Enrhumé ?* s'est affolé le médecin, et il a reculé jusqu'à l'angle opposé de la pièce en se couvrant la bouche de son mouchoir. *Je vous prierai alors de détourner la tête, même de là où vous êtes, à 5 mètres, vous pouvez me contaminer. J'ai des enfants.*

— *Vous n'allez pas m'examiner ?*

— *Ce serait superflu. Contre le rhume il n'y a pas de remède. C'est une maladie incurable, comme le cancer.*

— *Est-ce qu'il ne faudrait pas que je transpire ?*

— *Vous pouvez. Mais ça non plus n'aura aucun effet. D'une façon générale, d'après notre expérience scientifique, si nous soignons le rhume, il peut durer jusqu'à un mois. Si nous ne le soignons pas, il arrive qu'il passe dès le jour suivant.*

— *Et si je fais une pneumonie ?*

— *Alors vous mourrez*, a-t-il déclaré.

Il a réfléchi, puis il a ajouté :

— *Frédéric le Grand se promenait un jour sur le champ de bataille, après le combat. Un de ses soldats, mourant, a tout en larmes tendu les bras vers lui. Le roi a fait claquer son fouet en direction du moribond et l'a vivement admonesté : « Misérable, tu veux donc vivre éternellement ? » Cette petite anecdote, j'ai l'habitude de la citer à mes malades. Elle est pleine d'une profonde sagesse.*

— *Effectivement*, ai-je répondu. *Mais personnellement j'ai mal à la tête. A tel point qu'elle est près d'éclater.*

— *Affaire privée*, a dit le médecin. *Sans importance. Vaus le savez, ce qui est important ? Ce qui est important, c'est que moi, en ce moment, je n'aie pas mal à la tête. Et puis, ce qui est plus important encore, c'est que vous allez payer, pour cette visite de nuit, double honoraire. Faites vite, je suis pressé.* »

IL avait raison. Dès le lendemain, j'étais sur pied. Frais et dispos, d'humeur enjouée, je me suis rendu en hâte à l'hôtel de ville afin d'obtenir ma naturalisation, ce qui me permettrait de m'établir dans cette ville franche à titre définitif.

« *Je suis infiniment enchanté*, ai-je balbutié quand je me suis trouvé en présence du bourgmestre.

— *En ce qui me concerne, je ne pourrais pas en dire autant*, a dit le bourgmestre froidement.

— *Je ne comprends pas*, ai-je bredouillé. *Je venais justement vous présenter mes devoirs et vous prêter serment de fidélité.*

— *Le fait que vous ne campreniez pas prouve que vous êtes un fieffé sot. Je vais vous expliquer pourquoi je ne suis pas enchanté. Je ne le suis pas premièrement parce que vous me dérangez, alors que je ne sais même pas qui vaus êtes. Je ne le suis pas deuxièmement parce que vous m'importunez avec une affaire publique, alors que tout ce qui m'intéresse, moi, ce sont mes trafics personnels. Je ne le suis pas troisièmement parce que vous mentez en disant que vous êtes enchanté, d'où je conclus que vous n'êtes qu'un vil hypocrite, indigne par ce fait de vous joindre à nous. En conséquence, je vous fais expulser.* »

Dans l'heure suivante, un avion d'expulsion rapide m'a ramené dans la ville que j'avais fuie.

Depuis, c'est ici que s'écoule ma vie. Beauconp de chases m'étaient plus sympathiques là-bas. Mais je dois avouer qu'ici c'est quand même mieux. Car si les gens d'ici et ceux de là-bas sont à peu près semblables, à l'avantage de ceux d'ici on pourrait alléguer aussi beaucoup de choses. Entre autres, les mensonges qu'ils se font mutuellement peuvent quelquefois au moins être hauts en couleurs, agréables à entendre. ■

(Traduit du hongrois par MAURICE REGNAUT et PETER ADAM)

[Né le 29 mars 1885, dans une ancienne province de l'Empire austro-hongrois, aujourd'hui située en Yougoslavie, Dezsö Kosztolanyi devint célèbre dès vingt-deux ans avec un premier recueil de poèmes. Il écrivit des poésies, des romans, des nouvelles, des essais et fit de la critique dramatique. Ami de Thomas Mann, il a traduit Shakespeare, Rilke, Baudelaire, Valéry et des poètes chinois. Il est mort à Budapest, le 3 novembre 1936. Deux de ses romans, *Absolve Domine* et *Néron le poète sanglant*, ont été traduits aux Editions Sorlot.

Le centenaire de sa naissance sera commémoré les 10, 11 et 12 décembre, avec l'inauguration d'un Centre interuniversitaire d'études hongroises (5, rue Censier, 75005 Paris). « Le contrôleur bulgare » fait partie d'un recueil qui vient de paraître aux éditions Alinea, intitulé *le Traducteur cleptomane et autres histoires* (137 p., 58 F). *Le Traducteur cleptomane* avait été publié dans le recueil *Quarante nouvelles du « Monde »* (IV), en juin 1985. Un autre recueil de nouvelles en deux volumes, *l'Œil de mer*, va être publié aux Publications orientalistes de France. Le premier tome, *Danger et Destin*, doit paraître très prochainement ; le second, *Dessins à la plume*, en 1986.]

NATHALIE SEILLER

UN JOURNAL
ET SES FIDÈLES

LETTRES OUVERTES RUE DES ITALIENS

Après le succès de la journée « portes ouvertes » au Monde, nous faisons face à une autre affluence ; celle des souscriptions à l'augmentation de capital de la Société des lecteurs. Des milliers de chèques sont déjà arrivés. Certains les apportent eux-mêmes à nos bureaux, d'autres les accompagnent de lettres auxquelles on a renoncé à ne pouvoir matériellement répondre, d'autres encore s'adressent directement à leurs banques. Il ne fait plus guère de doute que l'objectif fixé de 15 millions sera très rapidement atteint. Dès à présent, un grand merci à ceux qui ont réagi avec tant d'empressement à notre appel ; ce gage de confiance nous va droit au cœur.

Au courrier, vraiment abondant, suscité par l'augmentation de capital, s'ajoute celui qui concerne l'opération « portes ouvertes ». Nous en donnons ci-dessous quelques extraits significatifs. Dans leur immense majorité, ces lettres confirment le sentiment que note *L'Evénement du jeudi* : un courant « d'affection » a passé dans les deux sens.

Dieu sait pourtant que la patience de nos visiteurs avait été mise à l'épreuve, beaucoup ayant dû attendre trois heures et plus. Et que dire de ceux que nous avons dû décourager d'entrer : la résignation souriante avec laquelle ils ont accueilli ces propos nous a vraiment beaucoup touchés. Nous leur confirmons notre promesse d'organiser une nouvelle opération du même genre. Nous allons prochainement fixer une date, sans doute pour le début de l'année prochaine, et nous indiquerons à nos lecteurs le moyen — un coupon à détacher dans le journal — d'obtenir les invitations qui leur permettront d'attendre le moins possible.

LE PROCHAIN RENDEZ-VOUS

A. F.

AMITIÉS A LA BOUGIE

J'écris « à la bougie », un agent *d'EDF étant venu*, en mon absence et dès l'aurore, couper le courant sans autre avertissement...

Rentrée tard du travail, avec bien *sûr le Monde* sous le bras, *j'avais* hâte de lire quelques échos de la journée « portes ouvertes ». Ce que vous dites de la visite de votre maison fait regretter plus encore d'être *restée* à la porte ! L'univers d'un journal m'a toujours paru mystérieux et fascinant, et j'avais déjà beaucoup apprécié une émission consacrée au *Monde* il y a quelques années.

Les liens que l'on peut avoir avec un journal ne sont pas de ceux que *l'on peut vraiment* expliquer. Beaucoup d'éléments affectifs accompagnent les raisons objectives que l'on a de s'y intéresser. Une longue fréquentation produit une intimité qui *ne saurait* être *rompue* sans dommages.

Chaque kiosque de Paris, au *début de chaque après-midi, lance* sa discrète mais impérieuse invitation : *le Monde* est là, glissé sous d'autres journaux, et il semble qu'on ne voie que lui, si on l'aime...

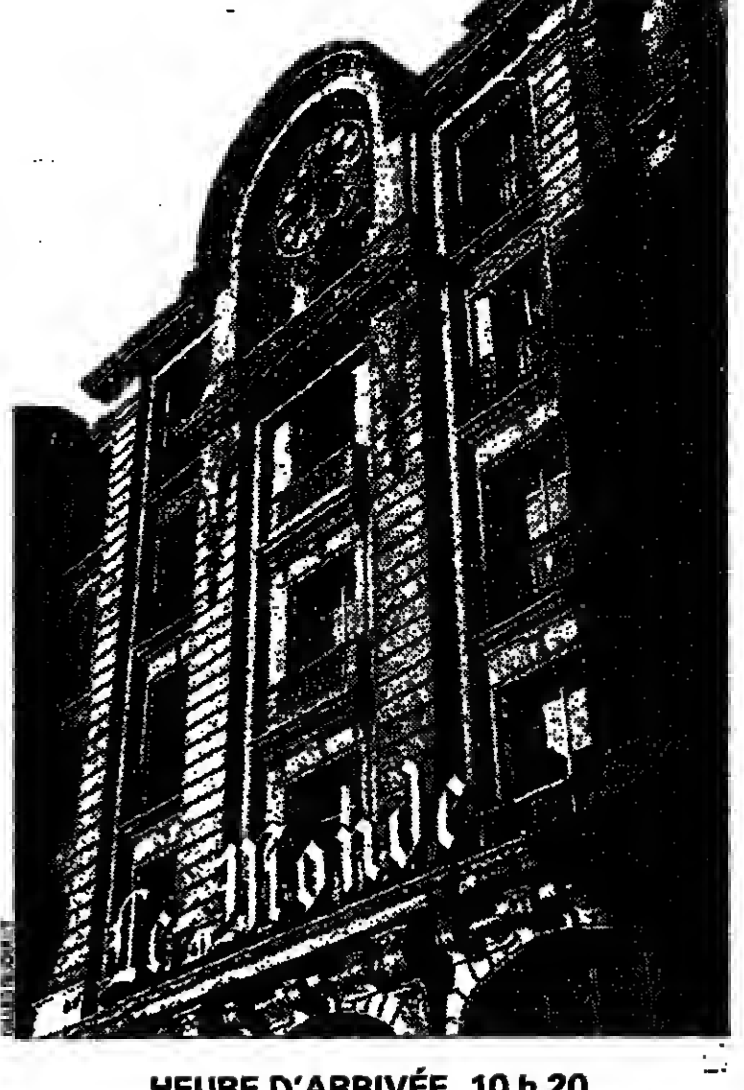
Certes, l'amour est traversé *d'orages, de dépit ou de froideur* selon les moments, les articles, les événements. Mais c'est la vie même qui comporte tout cela. Et l'on sait que l'on peut compter sur un ami : il sera toujours là.

C'est pourquoi sa disparition eût été impensable. On a déjà dit beaucoup de choses sur le titre lui-même, magnifique par son désir d'universel, et en même temps si *simple et dépouillé. On a déjà dit* l'estime des confrères et lecteurs illustres de tous les pays du monde.

Mais, ce qui m'a le plus touchée, c'est d'entendre un jour un très modeste homme, sans célébrité et sans diplômes, dire après la lecture attentive et difficile d'un article : *« Il est bien, ce journal. »* Il m'a semblé que le titre de votre journal était *plus que jamais mérité*, puisque, ainsi, il peut atteindre tout le monde, et parler à son intelligence et à son cœur. Cet éloge me semble aussi précieux, oserai-je le dire, que *celui de quelque brillante personnalité.*

Voilà. Partie de mon quartier *italie, dans* le 13e *arrondissement*, ce samedi 30 novembre, je pensais avoir accès aussitôt à la Rue des Italiens... Mais *le Monde* était pris d'assaut : en toute amitié ! J'ai dit *ma déception, et sollicité* une invitation. Mais vous donnez des informations dans le numéro de ce soir. Je participerai à la Société des lecteurs, au plus tôt.

LISE SANDRAZ.
(Paris.)



HEURE D'ARRIVÉE, 10 h 20

Heure d'arrivée dans la file d'attente :	10 h 20
Début de la visite :	12 h 30
Fin de la visite :	13 h 30

Occupation pendant l'attente :

— Lecture de *la Croix* pendant trente minutes (Synode oblige !)

— Conversation avec une collaboratrice du *Monde qui* me dit son espoir dans l'avenir, bien qu'il faille s'attendre encore à deux années *difficiles*, et la « trouille » *(sic)* — et ses raisons — vécue ces deux dernières années. *Possibilité* d'une rencontre ultérieure avec un membre de l'équipe économie. Considérations sur les « transfuges » venus d'autres journaux. Evocation de Pierre Viansson-Ponté.

La file avançant, cet entretien était terminé.

Regardant autour de moi, j'ai été frappé par :

— la sagesse des visiteurs ;

— la proportion importante des jeunes de moins de vingt ans ;

— dans ces jeunes, le pourcentage élevé de femmes ;

— les propos tenus par les moins jeunes, se réjouissant du *redressement déjà apparent* de leur journal (qui est aussi le mien depuis 1950) ;

— en dehors de mes vieilles jambes dont les cent trente minutes de piétinement ont été dures à supporter, le temps n'a pas paru long.

Enfin la visite : fort bien menée ; éclaircissements et réponses aux nombreuses questions, étonnement et admiration devant les techniques utilisées, temps imparti pour la sortie du journal, etc.

Hélas ! Petite fausse note — dont les organisateurs ne sont nullement responsables — due à l'inévitable *propagande du PCF et son tract* politico-syndical (NDLR : concernant les bobiniers).

Merci à tous pour votre patience, votre bonne humeur, vos compétences et vos explications.

PIERRE BARADAT
(Paris).

REPORTER

J'attendais ce jour depuis que, il y a quinze ans, élève de 1re, j'ai *commencé à lire le Monde dans une* bibliothèque du lycée ; ou plus exactement, depuis ce jour où, en cours d'histoire-géographie, j'avais pu voir un film présentant les entrailles d'un « grand journal parisien » (...).

Que voyait-on samedi ?

Après la bousculade, muni du tout premier tirage du jour distribué gratuitement mais impossible à *déplier dans la foule, l'entrée* dans le saint des saints. Un hall d'entrée, exigu, refait à neuf, mais sans solennité (...).

Peu après, le bureau directorial, d'allure respectable mais sans fioriture, au point qu'on y découvre une moquette fatiguée, des lambris *poussiéreux. Au premier étage,* l'impression s'accentue d'une indifférence à l'environnement et au mobilier. Ici, visiblement, on ne s'intéresse qu'à ce qui se trouve sur *les pupitres. De tels lieux auraient* de quoi pousser à la grève des salariés désœuvrés !

Peut-être le lecteur s'attendait-il à plus d'ostentation, mais n'est-ce pas justement cette modestie qu'il était venu constater ? N'est-ce pas aussi ce qu'il aime lorsqu'il lit *le Monde : une certaine austérité de la* forme, une certaine rigueur qui rendent sa lecture exquise. Ce charme n'est pas celui, désuet, qu'on trouve aux objets « rétro ». Il est le reflet d'un certain mépris pour les stratégies de séduction dérisoires des médias actuels.

Une salle de rédaction c'est un peu comme le désordre d'un atelier d'artiste. Or, qu'apprend-on au lecteur en visite ? Que ce qu'il voit *n'existera plus dans trois ans. Le Monde* devra-t-il entrer dans du mobilier design, comme un plateau de journal télévisé ? Est-ce bien là la meilleure forme de la modernité ? *Loin de nous une certaine nostalgie* pour les locaux de la rue des Italiens qui n'ont au fond qu'une importance symbolique.

Mais la « forme », surtout dans le cas du journal *le Monde*, c'est plus exigeant que cela et envisager son changement comme un ravalement de façade, c'est *peut-être plus* la mépriser que la prendre en compte. Un journal qui change sans casse de *forme, de formule,* c'est on le sait un journal malade.

Ce qui plaît en fait au lecteur du *Monde, c'est sa forme* qui est aussi son sens. Un exemple : est-ce vraiment un inconvénient que d'avoir à suivre les « tournes » de première page ? *Le Monde,* c'est d'abord *savoir utiliser un sommaire.* Et c'est ce qui le distingue de toutes les narrations des autres médias. Cette disposition, apparemment incommode, requiert une lecture ordonnée *en même temps qu'elle permet* la flânerie.

Si les lecteurs sont venus si nombreux à *cette journée* « portes ouvertes », c'est, il ne faut pas le négliger, parce qu'ils entendent aider le journal à se moderniser et à ne pas disparaître. Et en contribuant *à sa transformation, ils ne souhaitent* pas qu'il en devienne pour autant méconnaissable.

DIDIER CARON
(Paris).

C'EST QUI, CELUI-LA ?

Mais qu'est-ce que je fais ici ? Dire que ça fait vingt ans que j'ai juré de ne plus jamais faire la queue et que j'ai tenu ma promesse quoi qu'il en coûte.

Mais qu'est-ce que je fais ici, compressé parmi les ballots comme moi, depuis deux heures d'horloge ? Tout ça pour le plaisir de voir la tête de gens que je ne connais pas, que je ne *fréquenterai jamais*, et qui ne s'intéressent à moi que comme lecteur !

Eh oui, j'ai fait comme vous... Depuis trente-cinq ans, je lis *le Monde*, alors, je n'ai pas pu m'empêcher... probablement que j'avais avec ma *pitance quotidienne* des relations plus affectives que je ne le croyais...

Tiens, le fils a disparu (j'apprendrai le lendemain qu'il a entrepris Michel Noblecourt prendant trois quarts d'heure... Pauvre Noblecourt !), un *coup d'œil à droite... ma* femme est toujours là, plutôt morose et critique quant à l'organisation.

Essayons de *déborder un peu...* Ah, celui-ci, sa tête me dit quelque chose... Ça y est, j'y suis. C'est *Paul Fabra, que je connais* très vaguement pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le journalisme. Il *me dévisage,* hésite un peu, puis me reconnaît : « C'est vous l'homme des taux d'intérêt » (c'est bien moi). A peine le temps d'échanger quelques banalités sur Keynes et le courrier sans *réponse que le flux* m'emporte.

Où est ma femme ? Disparue également. Espérons que nous nous retrouverons... Des cris devant, des protestations confuses. (...) La jeune foule s'agite autour de moi, *crie à l'injustice...* quelqu'un s'approche : « Je vais vous expliquer. » Je l'interromps malgracieusement. « *Rassurez-vous*, on a déjà compris... enfin, dites toujours, mais en résumé, hein ! » Au fait, qui est-ce ? coup d'œil au macaron : « Manuel Lucbert ». Qui c'est, ce type ? Le nom me dit quelque chose, mais comme je regarde rarement les signatures... c'est d'ailleurs *inutile, puisque, c'est bien* connu, au *Monde*, tout est écrit de la *même manière* triste... Si, si, c'est comme je vous le dis.

Bon, où en étais-je ? Ça y est, quelqu'un vient de prendre en charge un groupe auquel je m'agrège. Avant l'escalier, nous passons devant une petite dame vêtue de fringues étranges et violettes, étonnamment blonde, et la figure ornée d'un charmant sourire. Voyons, voyons... Ah, c'est Claude Sarraute elle-même prête à conduire le groupe suivant. (...)

Juste récompense de trois heures d'attente, la visite *commence, dirigée par* de gentils accompagnateurs, soucieux d'expliquer et de se faire comprendre. Le bureau directorial, considéré avec le respect dû à un lieu sacré, tout juste *agrémenté de gravures dédicacées* de Tim. La composition, à laquelle le profane ne comprend pas grand-chose, sinon que le moindre article est relu et corrigé un nombre incalculable de *fois. Personne ne s'en* était jamais aperçu !

Plus loin, j'entrevois ma femme, aussitôt évanouie au milieu des rotatives. *Aujourd'hui, j'ai donc* perdu : mon fils, ma femme, mon groupe et un peu la tête. (...)

Ouf, c'est fini ! Instructif, certes, mais c'est la dernière fois qu'on me *prend à un truc pareil...* Remarquez, tout ça, c'est ma faute : ils ont fait ce qu'ils ont pu, après tout. Je me *demande pourquoi je les couvre de* sarcasmes. Je dois être jaloux. Allons, un bon mouvement : lundi, je *souscrirai une action de 500 F...* peut-être deux.

PIERRE BARRAL
(Maisons-Laffitte.)

LE VOYAGE DE BANLIEUE

Ma lettre est sans doute un geste dérisoire, mais je tiens toutefois à vous *faire part* de mon mécontentement.

A grand renfort de pages spéciales, vous annoncez une journée « portes ouvertes » le samedi 30 *novembre*.

Lecteur fidèle depuis plus de dix ans de votre journal, je me réjouissais de pouvoir visiter vos locaux et rencontrer quelques journalistes.

J'habite en banlieue lointaine, je suis venu à Paris pour cette seule raison. Je me suis présenté aux environs de 15 h 30, et l'entrée m'a *été refusée par* des vigiles.

A mon avis, l'entrée aurait dû être réservée aux seuls vrais lecteurs, au *moyen* d'un bon inséré dans le journal, par exemple.

Ce désagrément ne m'empêchera pas de *me compter parmi* vos fidèles, mais j'avais à cœur de vous donner mon sentiment.

RENÉ TANGUY
(Maurepas, Yvelines).

LECTURE A L'AUBE

Le Monde fait de l'autosatisfaction.

Le Monde se regarde.

Le Monde se fait regarder et visiter par ses lecteurs (très bien).

Le Monde aime ses lecteurs, ses lecteurs l'aiment bien (encore mieux).

Le Monde nous *explique* un dimanche comment il fonctionne, vite, très vite, c'est important avec des moyens techniques de plus en plus performants. Il faut « sortir » à 12 h 30 !

Et pourtant, à Grenoble et dans d'autres provinces, *il* faut attendre le lendemain pour lire *le Monde*.

A 3 heures de TGV de Paris !

Qui dit mieux dans l'association des performances et des contre-*performances* !

On lit *le Monde*, on ne lit pas les dernières nouvelles dans *le Monde*, sauf à Paris et dans quelques villes privilégiées.

Merci *le Monde*, cela fait vingt ans que je vous lis le lendemain... à l'aube.

MICHEL BARRELLE
(Grenoble)

NDLR : *le Monde* arrive le jour même à 17 h 26 en gare de Grenoble.

LA CLIENTÈLE DE 1962

C'est avec le double intérêt *d'un* déjà ancien abonné et d'un historien de la presse que j'ai pris connaissance du numéro du *Monde aujourd'hui* consacré à l'opération « portes ouvertes ». Quel bel *exemple de limpidité,* dont pourraient s'inspirer des grands et moins grands de la presse *parisienne !*

Ces prémisses faites, je n'en suis que plus à mon aise pour formuler un regret : n'aurait-il pas été possible à vos services de reprendre l'analyse sociologique qu'un historien — *hélas, bien oublié,* — Abel Chatelain, avait donné de votre clientèle en 1962, je crois ? La *comparaison*, sur le plan tant socio-professionnel que géographique, *aurait été intéressante.*

Elle aurait peut-être permis de comprendre, encore mieux que le *numéro daté* 1er-2 décembre ne permet de le faire, certaines options prises dans le journal et dans ses *suppléments.*

CLAUDE LÉVY,
historien, Paris.

POUR UNE PAGE « PAIX »

J'ai lu avec un grand intérêt *le Monde Aujourd'hui* des 1er et 2 décembre, consacré au *Monde*. L'organigramme de votre équipe m'a rappelé les diverses pages et rubriques habituellement *parcourues lors de mes lectures du journal* ; cet organigramme m'a permis de comprendre ce qui manque à mes yeux au journal et que je vais essayer modestement de vous faire *admettre.*

Il semble aujourd'hui incontestable à un grand nombre d'humains, pas du tout, un peu ou très instruits, que le monde est cruellement *divisé en nations pauvres ou riches,* misérables ou orgueilleuses, vassales ou dominatrices, dont les chefs, d'une façon très générale, manquent d'humilité. Les plus puissants d'entre eux sont maintenant *capables de déclencher le feu* nucléaire sur le monde. Ils ont impérativement besoin d'armées puissantes, d'armes épouvantables, quelque prix qu'il en coûte à leurs *peuples. Toute l'économie de leurs* pays est dévouée à la préparation du génocide nucléaire, qui masque peut-être un *génocide* chimique ou/et bactériologique. Cette préparation impose le développement de puissances intermédiaires aux pouvoirs redoutables : industries pétrolières *(Feyzin, Amoco-Cadiz)*, industries nucléaires (Tree Mile Island), industries chimiques (Bhopal), industries spatiales (pour placer des bombes orbitales), industries guerrières (notre chère patrie, première exportatrice d'armes). Compte tenu de la *densité de sa population*, les laboratoires de biologie, multinationales financières, qui, toutes, commandent, sans le dire, en enseignement à leur botte (en France, il y aura dans *quinze* ans 80 % de bacheliers, parce que les industries guerrières et connexes ont besoin de techniciens supérieurs ; le reste sera la chienlit).

Que cet orgueil insensé des chefs, qu'ils baladent de capitale en capitale, que cette soif de pouvoir des *politiciens bavards, que cette* soif d'argent et de pouvoir masqué des financiers et des industriels, *entraînent* le *mépris* de l'homme vulgaire, des masses laborieuses, *petites-bourgeoises* ou chômeuses, ne compte pas du tout pour les décideurs actuels. *Ce qu'il leur faut, c'est participer* à la curée finale des civilisations perdues. (...)

Qui aidera les hommes à se dégager de notre siècle de misères, de dominations et de tueries, de *promesses de misères*, de dominations et de tueries ? Qui leur dira, que la paix se gagne tous les jours ? Qui honorera les travailleurs de la paix ?

Est-ce que, dans l'*organigramme* du *Monde*, on ne pourrait pas inclure une espèce de ministère d'Etat de la paix, puisque cette paix *n'apparaît* dans aucun des ministères du gouvernement du *Monde* : ni dans le « Politique », ni dans l'« Economie », ni dans la « Société », ni dans *le Monde Aujourd'hui*, ni dans les « Informations générales », ni dans la « Culture et Communication », ni dans les « Lettres » ?

Est-ce que *le Monde* pourrait rassembler en une *page* « Paix », aussi quotidiennement que possible, tout ce qui a trait à la paix, en excluant celle qui sert d'alibi aux chefs, aux puissants, aux décideurs, aux violents, en excluant *ceux qui les* approuvent, pour une raison ou une autre ?

JEAN PIGNERO
(Crisenoy, Seine-et-Marne.)

CHRONOLOGIE

NOVEMBRE 1985 DANS LE MONDE

par Edouard Masurel

Étranger

IL est des terres qui ne sécrètent que les poisons et la peine. La Colombie en fait partie. Elle n'est pas la seule. Avant ce terrible mois de novembre colombien, d'autres pays ont connu la conjonction des désastres. La Turquie, par exemple, qui a dû, il n'y a pas si longtemps, subir les malheurs d'un coup d'Etat et les drames de la terre qui se soulève et tue. A quoi s'ajouta la stérile agriculture qui se donne le pavot pour centre. La Colombie s'est, elle, donnée à la coca et au chanvre.

S'il fallait aujourd'hui dresser la liste des contrées qui, elles aussi, accumulent les fléaux sur la tête de leurs habitants, puis en donner les détails, climatologiques, politiques ou de civilisation, combien seraient dispensés d'y figurer ? Bien peu nombreux sont les pays qui peuvent se savoir à l'abri des fureurs de la nature ou de la folie des hommes.

Les poisons et la peine

Mais qu'en si peu de temps un pays à la démocratie incertaine puisse connaître, le 6, une prise d'otages qui causera la mort de cent personnes, au nom du principe d'autorité ainsi sérieusement éprouvé, puis, le 13, qu'un volcan soudain réveillé étouffe dans la glace et la boue vingt-cinq mille de ses habitants, voilà qui fait de la Colombie un symbole de disgrâce que la faiblesse de sa population et la pauvreté de ses ressources rendent encore plus insoutenable.

D'autant que, semble-t-il, l'élan dont bénéficia le Mexique après le bouleversement de sa capitale, le 19 septembre dernier, a arrêté son vol bien avant d'atteindre Bogota. Certes, Mme Danièle Mitterrand a effectué là-bas une visite qui l'honore, mais l'aide internationale fut plus chiche que pour le Mexique. Comme quoi, jusque dans le malheur, certains bénéficient de privilèges et d'autres en sont exclus.

PHILIPPE BOUCHER.



24 novembre : ouverture du Synode à Rome.

1. – EST-OUEST : Le gouvernement néerlandais accepte l'installation sur le sol des Pays-Bas, à la fin de 1988, des 48 missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979 (3-4).

2. – AFRIQUE DU SUD : Le gouvernement sud-africain interdit à la presse sud-africaine et étrangère de filmer, de photographier ou d'enregistrer les *manifestations* de violence. Cependant, les troubles se poursuivent dans les cités noires : ainsi, à Mamelodi, près de Pretoria, quinze personnes sont tuées, le 21, lorsque la police ouvre le feu sur des manifestants (du 3 au 7, 10-11, 17-18, 20, 24-25 et 29).

3. – ARGENTINE : Le président Alfonsin sort renforcé des élections législatives partielles qui concernent la moitié des 254 sièges du Parlement : l'Union civique radicale (UCR), parti de M. Alfonsin, augmente, avec 132 députés, sa majorité absolue de trois sièges (1 et 5).

3. – GUATEMALA : M. Vinicio Cerezo, candidat de la Démocratie chrétienne, arrive en tête au premier tour de l'élection présidentielle. Le second tour est prévu le 8 décembre (30/X, 5 et 6/XI).

3. – PHILIPPINES : Le président Ferdinand Marcos accepte de convoquer une élection présidentielle anticipée pour le début de 1986, à la suite de fortes pressions des Etats-Unis, inquiets des progrès de la guérilla communiste (du 5 au 11, 16, 23 et 28).

5-6. – EUROPE : Réunis à Hanovre (RFA), les ministres des affaires étrangères et de la recherche des dix-huit pays européens participant au projet Eurêka de coopération technologique adoptent le texte de la charte et se mettent d'accord sur dix projets précis (6, 7 et 8).

6. – COLOMBIE : Des guérilleros du M 19 s'emparent du palais de justice, en plein centre de Bogota, et prennent des otages. Le président Betancur, refusant toute négociation, fait donner l'assaut par l'armée, qui se rend maître, le 7, du bâtiment incendié : une centaine de personnes sont tuées, dont onze magistrats de la Cour suprême (du 8 au 13, 15, 20, 22 et 28).

6. – ETATS-UNIS - URSS : Vitaly Yourtchenko, transfuge soviétique du KGB passé à l'Ouest en août, regagne l'URSS, après avoir accusé, le 4, au cours d'une conférence de presse à l'ambassade soviétique à Washington, la CIA de l'avoir enlevé et drogué (6, 7, 8, 15 et 16).

6. – POLOGNE : Le général Jaruzelski, premier secrétaire du parti, devient chef de l'Etat. M. Zbigniew Messner lui succède à la tête du gouvernement (7, 8, 13 et 14).

7. – PROCHE-ORIENT : M. Yasser Arafat, dans une déclaration lue au Caire, en présence du président Mubarak, condamne *« toutes les formes de terrorisme »*, mais réaffirme le droit des Palestiniens à *« résister à l'occupation israélienne de leurs territoires »* (du 6 au 12, du 15 au 19, 23 et 29).

7-8. – FRANCE-RFA : MM. Kohl et Mitterrand, réunis à Bonn pour le quarante-sixième sommet régulier franco-allemand, apportent leur soutien à l'élargissement du programme Airbus : la construction d'un biréacteur moyen-courrier et d'un quadriréacteur long-courrier est envisagée. M. Mitterrand propose aussi une participation de 10 % de la France au projet d'avion de combat européen (du 7 au 11 et 30).

8. – TUNISIE : M. Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT, est assigné à résidence, alors que les relations entre le pouvoir et la centrale syndicale se sont détériorées depuis l'échec, en mai, des négociations salariales (du 1 au 7, 10-11, 12, 15, 23 et 24-25).

9. – URSS : Garry Kasparov devient, à vingt-deux ans, le plus jeune champion du monde d'échecs, en battant, par 13 à 11, Anatoly Karpov, tenant du titre depuis dix ans (2, 3-4, 7, 9, 12 et 14).

12. – LIBÉRIA : Echec d'une tentative de coup d'Etat contre le régime du général Samuel K. Doe. Après de violents combats, qui auraient fait de nombreuses victimes, le chef des putschistes, le général Thomas Quiwonkpa, est tué, le 15, par les soldats gouvernementaux, et plusieurs dirigeants des partis d'opposition sont arrêtés (du 13 au 21).

12-13. – PROCHE-ORIENT : La visite à Damas de M. Zeid Rifai, la première d'un premier ministre jordanien depuis sept ans, confirme le rapprochement syro-jordanien (5, du 10 au 15 et 19).

13. – COLOMBIE : Près de vingt-cinq mille personnes sont tuées à Armero et dans sa région après l'éruption du volcan Nevado del Ruiz qui a fait fondre les glaces éternelles et provoqué un torrent de boue qui a tout englouti. Des volcanologues estiment que la catastrophe était prévisible et que la population aurait pu être préparée à une évacuation (du 15 au 20, 22, 26, 27 et 30).

14. – FAO : M. Mitterrand prononce un plaidoyer pour la solidarité Nord-Sud devant l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'occasion de son quarantième anniversaire, célébré aussi à Rome par le président indonésien Suharto (du 13 au 16, 21, 22 et 30).

15. – IRLANDE DU NORD : Mme Margaret Thatcher et M. Garret FitzGerald signent un accord qui prévoit que Londres et Dublin vont créer une conférence intergouvernementale, avec un secrétariat permanent, ayant un rôle consultatif dans la gestion des affaires de l'Irlande du Nord. Cet accord provoque la colère de la communauté protestante d'Irlande du Nord (12, 14, du 16 au 19, 22 et 26).

18. – FRANCE-GRANDE-BRETAGNE : Dixième sommet franco-britannique, à Londres (du 17 au 20).

20-22. – FRANCE-QATAR : Visite officielle en France du cheikh Khalifa, émir du Qatar (21 et 24-25).

20-24. – LIBAN : De très violents combats, qui font soixante-cinq morts et d'importantes destructions, opposent à Beyrouth les milices « alliées » chiite et druze, en raison du refus du PSP (druze) de voir flotter le drapeau de l'Etat libanais sur les bâtiments publics à l'occasion de la fête de l'Indépendance. M. Walid Joumblatt, chef du PSP, déclare, le 24, qu'il a *« mal réfléchi »* en déclenchant les combats (du 23 au 29).



23-24 novembre : détournement du Boeing d'Egypte Air : 60 morts.

24. – HONDURAS : A l'élection présidentielle, M. Rafael Leonardo Callejas, un des trois candidats du Parti national (opposition), arrive en tête, mais le Parti libéral, toutes tendances confondues, l'emportant sur le Parti national, c'est le mieux placé de ses quatre candidats, M. José Simon Azcona, qui devrait être désigné par le tribunal national des élections pour succéder, en janvier 1986, au président Suazo Cordova (22, 26 et 28).

24. – PROCHE-ORIENT : Après le détournement, le 23, d'un Boeing égyptien parti d'Athènes sur La Valette (Malte) et la mort de trois otages, tués par les pirates, cinquante-sept autres personnes, dont quatre des cinq pirates, sont tuées lors de l'assaut par les commandos d'élite égyptiens. Le Caire accuse Tripoli d'être à l'origine du détournement et la tension monte à la frontière égypto-libyenne (à partir du 26).

24. – VATICAN : Jean-Paul II ouvre les travaux du synode extraordinaire des évêques qu'il a convoqué pour faire, vingt ans après le concile Vatican II (1962-1965), le bilan de son application (2, 17-18, 21, 23 et à partir du 26).

25-26. – FRANCE-SÉNÉGAL : M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, se rend en France pour une visite d'Etat (12, 26, 27 et 28).

27-29. – FRANCE-MAROC : Le roi Hassan II, en visite d'Etat en France, reçoit un accueil très chaleureux. M. Mitterrand, s'adressant aux membres de la Communauté marocaine reçus par le roi les assure qu'ils sont *« les bienvenus »* en France (du 28/XI au 2/XII).

28. – BELGIQUE : M. Wilfried Martens, vainqueur des élections du 13 octobre, présente son sixième gouvernement, qui reconduit la coalition entre sociaux-chrétiens et libéraux (20, 29 et 30).

28. – COMMERCE INTERNATIONAL : Les « parties contractantes » *du GATT, réunies à Genève*, acceptent de convoquer, en septembre 1986, le nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (NCM) demandé avec insistance par les Etats-Unis. Grâce à la médiation de la CEE, le Brésil, l'Inde et d'autres pays en développement ont renoncé à leur opposition (3-4, 26, 27, 29 et 30).

28. – SIERRA-LEONE : Le général Joseph Momoh, élu président le 1er octobre, succède à M. Siaka Stevens, qui, à plus de quatre-vingts ans, a renoncé au pouvoir (30/XI et 3/XII).

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la datation du numéro du *Monde* où est rapporté l'événement cité.

Le sommet Reagan-Gorbatchev



Le 1er, les Etats-Unis présentent, dans le cadre des négociations de Genève, de nouvelles propositions de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques, qui prennent en compte *« les éléments positifs »* de celles faites fin septembre par M. Mikhaïl Gorbatchev. Une *diminution de 50 % est acceptée* par les Deux Grands, mais elle ne concerne pas les mêmes armes.

Le 4, le quotidien soviétique *Izvestia* publie une interview de M. Ronald Reagan, accompagnée d'un commentaire de la même longueur. Les 4 et 5, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, se rend à Moscou.

Du 19 au 21, MM. Reagan et Gorbatchev se rencontrent à Genève pour le premier sommet soviéto-américain depuis juin 1979. A l'issue de deux jours d'entretiens, dont quatre longs tête-à-tête, dans un climat empreint de cordialité, les numéros un américain et soviétique présentent ensemble à la presse, le 21 au matin, les conclusions du sommet. Une déclaration commune reconnaît que *« de sérieuses divergences demeurent »*, mais affirme que la rencontre a été *« franche et utile »*. Plusieurs accords bilatéraux sont signés et il est convenu d'intensifier le *« dialogue »* américano-soviétique, à tous les niveaux – M. Gorbatchev ira à Washington en 1986, et M. Reagan à Moscou en 1987, – et d'*« accélérer »* les négociations sur les armes nucléaires et spatiales.

Après cette cérémonie de clôture, M. Reagan se rend à Bruxelles pour informer ses alliés de l'OTAN des résultats du sommet, tandis que M. Gorbatchev fait de même à Prague auprès des dirigeants du pacte de Varsovie. Les uns comme les autres se félicitent de ce *« retour à la détente »*. (du 1er au 30).



CHRONOLOGIE

France

1. – Le général Philippe Arnold, commandant de la 1re division blindée à Trèves, en RFA, est sanctionné après avoir dénoncé le *« retard »* pris par l'équipement des forces blindées françaises (du 2 au 7, 20 et 28).

5. – Le système de transmissions tactiques RITA, mis en point par Thomson, est choisi par le Pentagone pour équiper l'armée de terre américaine. *La part française de ce contrat est évaluée à 8 milliards de francs* (6 et 7).

6. – Le conseil des ministres adopte deux projets de loi empêchant un homme politique de cumuler *plus de deux mandats électifs*. Examinés le 27 à l'Assemblée nationale, ces projets sont votés à l'unanimité le 28, l'UDF s'associant au PS et au PC ; le RPR, opposé à une limitation de la *« liberté des électeurs »*, ne participe pas au vote (6, 7, 8, 22, 28 et 29).

9-10. – Pendant la convention nationale du PS, qui arrête définitivement la composition des listes législatives et régionales, MM. Michel Rocard et Lionel Jospin s'accordent pour axer la campagne du PS *sur l'identité de gauche* des socialistes (du 8 au 14).

12. – M. Jean-Pierre Chevènement présente la réforme des lycées, dont l'objectif est de doubler en quinze ans le nombre des bacheliers et de porter à 80 % la proportion des jeunes atteignant le niveau du baccalauréat. Pour mettre fin à l'hégémonie des mathématiques, les sections littéraires, économiques et biologiques vont être renforcées (13, 14 et 21).

12. – *M.* Paul Quilès, parlant devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) de la *modernisation de l'arsenal* nucléaire et des forces d'action extérieure, privilégie le couple porte-avions et sous-marins nucléaires d'attaque pour l'horizon 2000 (9 et 13).

12. – Devant le comité central du PC qui entérine les listes communistes pour les législatives et les régionales, M. Paul *Laurent estime* que le PC s'affirme comme *« la force vive pour s'en sortir »*, face à la *« convergence du PS et de la droite »* (14 et 15).

13. – Le conseil des ministres adopte huit ordonnances et un projet de loi d'amnistie concernant la Nouvelle-Calédonie. Après la publication des ordonnances au *Journal officiel* du 15 novembre, M. Edgard Pisani quitte le ministère de la Nouvelle-Calédonie, qui est *supprimé*. Il est nommé chargé de mission à l'Elysée et ses attributions sont confiées à M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. D'autre part, M. Louis Mexandeau, qui était *ministre délégué, devient ministre* des PTT, et M. Charles Josselin est nommé secrétaire d'Etat chargé des transports (9, 14, 15, 17-18, 20 et 22).

13. – M. Laurent Fabius annonce, à l'Assemblée nationale, que les contrats signés avec l'Afrique du Sud pour l'achat de charbon *ne seront pas renouvelés. (15.)*

15. – *Plusieurs organisations* et associations humanitaires, dont les loges maçonniques, publient un « appel commun à la fraternité », consacré à l'accueil des étrangers, *auquel s'associent toutes les confessions religieuses.* C'est la première fois que des évêques catholiques signent un texte en commun avec les francs-maçons. (14 et 16.)

15. – M. Raymond Barre déclare qu'il ne se *« prêtera pas à une exploitation électorale du thème de l'immigration »* et critique le projet *de prestations familiales différenciées* défendu par le RPR. (17-18, 21 et 23/XI, 1-2/XII.)

19. – M. Georges Marchais prononce, au cours d'une « rencontre avec les intellectuels », un réquisitoire contre l'*« américanisation »* de la culture et de la société française (21).

19. – La révélation d'une expérimentation médicale menée le 23 avril à Amiens sur un malade comateux suscite une controverse *portant* sur *l'éthique médicale* (20, 21, 22 et 28).

21. – M. François Mitterrand réunit la quatrième conférence de presse de son *septennat*. Il déclare que *« l'intérêt de la France est de poursuivre la politique conduite depuis 1981 »* et demande aux Français de *« faire bloc pour défendre les acquis sociaux, les acquis de liberté »* et sur l'immigration (14, 15 et du 21 au 25).

21. – Un accord électoral est conclu entre le PS et le MRG. Pour les législatives, il prévoit que des radicaux de gauche seront en position d'éligibles *sur* des listes communes dans neuf départements et que, dans vingt autres, le MRG présentera ses propres listes (6, 7, 8, 12, 15, 16, 23 et 24-25).

22. – Le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, les deux agents des services secrets français arrêtés en Nouvelle-Zélande après l'attentat commis le 10 juillet contre le *Rainbow-Warrior*, navire du mouvement écologiste Greenpeace, *sont condamnés* par le tribunal d'Auckland à dix ans de réclusion. Ils plaidaient coupable, la justice néo-zélandaise ayant accepté, le 4, de transformer l'accusation de meurtre en homicide involontaire. Alors que le gouvernement français exprime l'espoir d'une expulsion rapide, M. David Lange affirme, le 26, que les deux officiers français *« accompliront leur peine »* (du 3 au 6, 8, du 22 au 27 et 29/XI, 3/XII).

27. – Le conseil des ministres décide que les conducteurs pris en état d'ivresse *pourront se voir retirer*, pour une durée de soixante-douze heures au plus, leur permis de conduire. *Cette mesure devra être* votée par le Parlement (15, 26 et 29).

28. – M. Mitterrand affirme, devant les *préfets* réunis à l'Elysée, qu'il assurera *« la continuité de l'Etat »* après les législatives de mars 1986 (30).

29. – MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin ouvrent la campagne électorale du PS par un meeting qui réunit huit mille personnes à l'héliport de Paris (29/XI et 1-2/XII).

29. – *M. Jacques Chirac*, recevant le roi du Maroc à l'Hôtel de Ville de Paris, l'assure qu'il *« combattra le racisme rampant »* (30).

Tempête autour de la « 5 »

Le 15, M. Georges Fillioud dépose un amendement au projet de loi sur les télévisions privées, qui permettra d'installer de nouveaux émetteurs en haut de la tour Eiffel, propriété de la Ville de Paris. *L'opposition proteste et* M. Jacques Chirac, maire de Paris, parle de *« hold-up légal »*.



MM. Seydoux, Riboud et Berlusconi

Le 20, le gouvernement annonce que la concession d'une cinquième chaîne de télévision, qui émettra au plus tard le 20 février 1986, a été attribuée à une société privée constituée par MM. Jérôme Seydoux, Silvio Berlusconi et Christophe Riboud. La *« 5 » tirera ses ressources des* messages publicitaires, qui pourront être diffusés au cours des émissions ou des films. Pour ses programmes, elle bénéficiera pendant les premières années d'importantes dérogations aux règles en vigueur sur les chaînes *publiques. Le contrat signé* le 19 la protège également contre la concurrence des autres chaînes publiques ou privées.

Ce choix, fait par M. Mitterrand, suscite une violente polémique tant dans les milieux de l'audiovisuel et du cinéma qu'au sein du monde politique.

Le 21, M. Mitterrand, au cours de sa conférence de presse, justifie sa décision mais n'apaise pas les mécontentements.

Le 29, le projet de loi sur les télévisions privées, avec l'amendement « tour Eiffel », est définitivement voté, par les seuls députés socialistes. (1, 2, 8 et à partir du 15.)

ECONOMIE

15. – TAUX D'INTERET : La baisse du taux d'intervention de la Banque de France, de 9 1/8 % à 8 3/4 %, *est suivie*, le 20, *de la diminution* du taux de base bancaire, de 10,85 % à 10,60 % (16, 17-18, 20 et 24-25).

19. – CONJONCTURE : Les indices économiques ont continué à s'améliorer en octobre : le nombre des chômeurs a diminué de 0,7 %, la balance du commerce extérieur a été excédentaire de 982 *millions* de francs et les prix n'ont augmenté que de 0,3 % (16, 20, 21, 22 et 29).

20. – SOCIAL : Le conseil des ministres adopte le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, qui prévoit qu'une certaine flexibilité des horaires pourrait être introduite grâce à des accords paritaires par branche professionnelle. Cependant, la CGT, FO et le CNPF s'opposent à ce projet (5, 7, du 9 au 22, 26, 28 et 29).

22. – BOURSE : La hausse moyenne des cours de la Bourse de Paris atteint 2,6 %, ce qui porte la *progression* à 6,5 % *pour la semaine*, la meilleure de l'année. Le 21, jour de la liquidation de novembre, la hausse *mensuelle* avait *dépassé* 16,5 % pour la première fois depuis mars 1978. Ces performances seraient dues surtout aux achats étrangers, notamment anglo-saxons. (3-4, 10-11, 17-18, 23 et 24-25/XI, 1-2/XII).

24-29. – SYNDICATS : Le *42e congrès de la CGT*, très critique à l'égard du gouvernement, s'achève par l'appel à une journée d'action, le *4 décembre*, contre le *projet* de loi sur l'aménagement du temps de travail. (13, 19 et du 23/XI au 2/XII).

28. – AGRICULTURE : MM. Jospin, Marchais, Chirac et Giscard d'Estaing s'expriment devant le conseil national extraordinaire de la FNSEA, réuni à Versailles (20, 21 et 30).

28. – EMPRUNT : L'Etat lance un emprunt de 25 milliards de francs, le quatrième de l'année. Cette émission porte à 100 milliards (80 par emprunts et 20 par obligations du Trésor) la somme levée par l'Etat pour couvrir une partie du déficit du budget de 1985, évalué, le 27, à 149,6 milliards (10-11, 17-18 et du 28/XI au 2/XII).

UN CHOIX D'ENQUÊTES ET DE REPORTAGES

FRANCE. – La Réunion, île des paradoxes (8).

FRANCE. – L'armée entre deux législatures (10-11).

EMPLOI. – Les métiers d'ingénieurs (13).

JORDANIE. – La double revanche du roi Hussein. (14).

JAPON. – Tokyo, place financière (16).

FRANCE. – Les immigrés, enjeu électoral (24-25).

KOWEIT. – L'émirat sans despotisme (26).

EGYPTE. – Hosni Moubarak ou le mystère d'Héliopolis (27).

Culture

4. – Mort d'Ado Kyrou, écrivain et cinéaste (6).

5. – *Création du Concerto pour violon* d'Henri Dutilleux, par Isaac Stern et l'Orchestre national, sous la *direction de Lorin Maazel*, au Théâtre des Champs-Elysées (8).

6. – Inauguration au Grand Palais de l'exposition *des œuvres* acquises par l'Etat de 1981 à 1985, organisée à l'occasion de « La ruée vers l'art », *mois des musées et des* arts plastiques, qui regroupe, à l'initiative du ministère de la culture, quatre cents manifestations dans toute la France (12).

7. – *Intolérance*, film réalisé en 1916 par D.W. Griffith, est présenté au Théâtre des Amandiers de Nanterre, dans une nouvelle version accompagnée d'une suite symphonique originale (7).

14. – Patrick Besson, pour *Dara* (Le Seuil), obtient le Grand Prix du roman de l'Académie française (16).

18. – Yann Queffélec, pour *les Noces barbares* (Gallimard), obtient le prix Goncourt, et Raphaële Billetdoux, pour *Mes nuits sont plus belles que vos jours* (Grasset), le prix Renaudot (19).

21. – La SARL Le Monde approuve à l'unanimité l'ouverture du capital à la Société des lecteurs du *Monde*, constituée le 7 octobre. Le 30, plus de dix mille visiteurs *participent* à *une journée* « portes ouvertes » au *Monde*. (21, 23 et 24-25/XI, 1-2 et 3/XII).

21. – *Mort d'Henri* Vincenot, écrivain (23).

24. – Mort de René Barjavel, écrivain et journaliste (26).

25. – Hector Bianciotti, pour *Sans la miséricorde du Christ* (Gallimard), obtient le prix Femina et Michel Braudeau, pour *Naissance d'une passion* (Le Seuil), le prix Médicis. Le Femina étranger est attribué à J.-M. Coetzee, pour *Michael K, sa vie, son temps* (Le Seuil), et le Médicis étranger à Joseph Heller, pour *Dieu sait* (Grasset) (26 et 27).

25. – Mort d'Elsa Morante, écrivain italien (27).

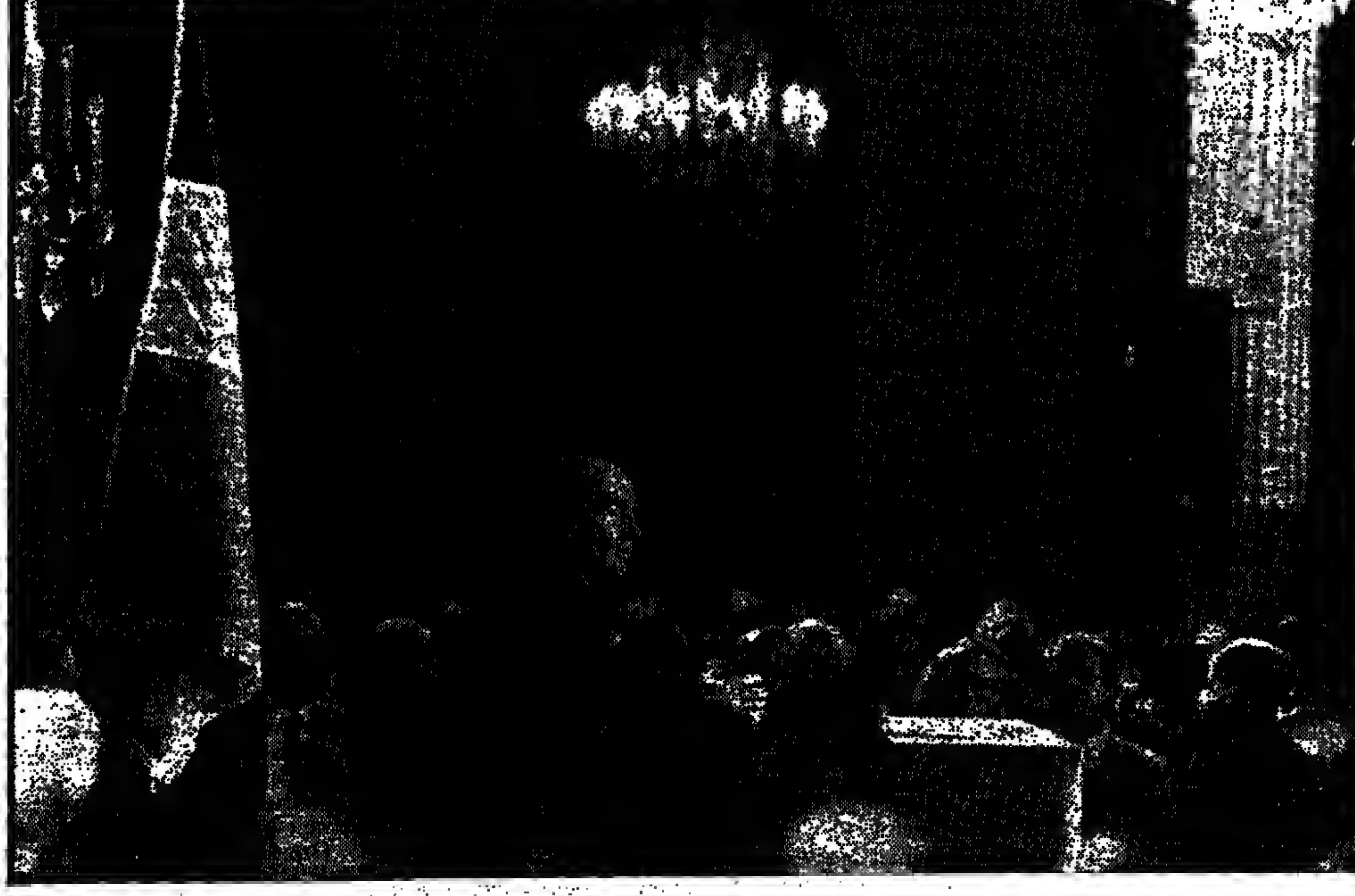
26. – *Le Cid*, de Corneille, est joué et mis en scène par Francis Huster au Théâtre du Rond-Point, avec *Jean Marais et Jean-Louis Barrault* (28 et 30).

27. – Mort de Fernand Braudel, historien, de l'Académie française (29 et 30).

27. – Mort de Guillaume Hanoteau, écrivain et journaliste (29).

27. – Mort d'André Hunebelle, cinéaste (29).

28. – Mort de Sergueï Guerassimov, *cinéaste soviétique* (1-2/XII).



21 novembre : conférence de presse de M. François Mitterrand

مكبرا من الاصل

هكذا من الاصل

RENCONTRE

DU RIFIFI CHEZ UN HOMME

entretien avec Auguste Le Breton

Appuyé sur le Voyage,
ce livre-lutrin
pour exaspérés de la chose vécue,
Auguste Le Breton vient de repartir
en castagne avec les mots.
Une autobiographie cette fois...
Tout en nerveuse mémoire...
L'Occupation... Pigalle...
De la racaille affreuse... Rififi et couvre-feu.

« QUE faites-vous actuellement, Auguste Le Breton ?

– Je termine un moustre autobiographique de neuf cents pages sur Pigalle pendant l'Occupation, la pègre, les tripots, la Résistance. J'ai connu tout le monde : Lafont, la Gestapo, Abel Danos... je raconte ça.

– Vous étiez de quel côté ?

– Mon destin l'a voulu, j'ai milité dans la Résistance. Croix de guerre même au titre de la Résistance, justement. Quand vous évoluez la nuit, automatiquement vous êtes obligé de pencher d'un côté ou de l'autre. Mon père est tombé en 14, je me serais pas vu marcher avec les Allemands. J'ai basculé de l'autre bord. J'étais réfractaire au Service du travail obligatoire, la Gestapo m'a attendu un mois pour me sauter rue Henri-Brisson... Elle pourrait m'attendre encore, j'y allais jamais, j'avais une carte, une adresse bidon !

– Quel est le titre de votre livre ?

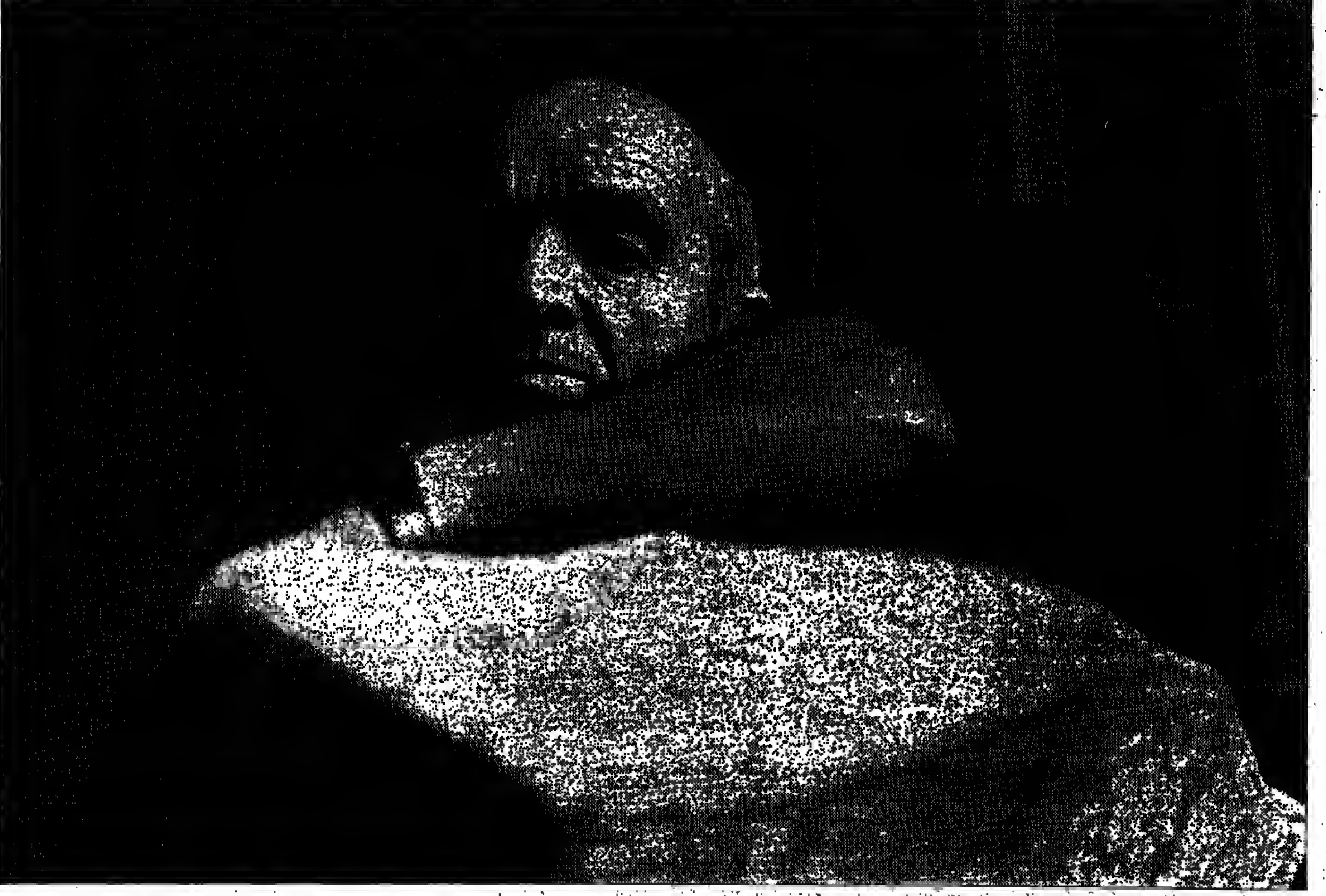
– *Deux sous d'amour*, en souvenir de ma femme morte il y a trois ans, ma compagne de route... Je l'avais rencontrée au Bal du Petit-Jardin, avenue de Clichy. On l'appelait « Poulbot », c'était une fifi de la Butte, elle était née rue Saint-Rustique. Milo Jacquot était un caïd de Saint-Ouen, il m'avait à la bonne, il m'avait dit un jour de monter au Petit-Jardin. Moi, j'étais en espadrilles, en casquette, j'ai écrit ça dans *Fortifs*, lui il était en Borsalino, diam' et chemise en soie.

Aux yeux, j'ai vu celle qui allait devenir ma femme. « *Invite-la*, m'a fait Milo Jacquot, *les maques y touchent pas, j'ai défendu qu'on y touche* »... L'orchestre jouait *le Dénicheur*, je l'ai invitée... Et *quand elle est morte, comme elle* l'avait voulu, Jo Privat, notre ami, est venu sur sa tombe. En sourdine, il a joué *le Dénicheur*, avec *ses tripes, tout doucement comme* elle aurait aimé, devant les amis... Dans ce cimetière glacé, c'était en décembre, Jo a été bouleversant.

– Pensez-vous que votre œuvre ait contribué à la culture populaire ?

– Ce n'est pas à moi de juger. Je sais seulement que j'ai introduit le *verlen* en littérature dans le *Rififi chez les hommes*, en 1954. *Verlen* avec un *e* comme *envers*, et pas verlan avec un *a* comme ils l'écrivent tous. Je les vois à la télé maintenant les, snobinards, ils chantent en verlen, ils s'en gargarisent... Le verlen, c'est nous qui l'avons créé, avec Jeannot du Chapiteau, vers 1940-1941, le grand Toulousain, et un tas d'autres.

» J'ai aussi lancé *rififi*, un mot qui a sa place dans la langue française aujourd'hui. Pour lui faire une fleur, j'ai dit que c'était le grand Gégène de Montparnasse qui l'avait créé ; c'est moi, quai de la Fosse à Nantes, il y avait en une rixe... A l'époque on riait. On avait de ces équipes de Bretons, on festoyait ! On avait une rentrée de pognon, alors jour et nuit en Touraine, en Saumurois, sur Nantes, on vivait, on chantait. On prenait, on mangeait ! Comme tout le reste, tout a changé, complètement... Au Bal du Petit-Jardin, ils avaient de la gueule, les lascars ! Maques, casseurs, fricfraqueurs... Maurice la Gouine, il avait même fait mettre un diam' dans la *canine* de *son chien*... ça en jetait ! Du folklore, oh ! la ! la ! c'est pas aujourd'hui qu'on trouverait ça à Paris... En semaine il y avait que les forbans qui avaient le droit d'entrer, et les femmes, toutes les femmes... Les naves, les gens qui voulaient aller danser, aussitôt qu'ils avançaient dans le long couloir d'entrée, les pieds s'allongeaient, ils tombaient... Le samedi et le dimanche, c'était à eux, aux naves, en semaine : « verboten » !



GÉRARD RONDEAU

– Comment êtes-vous passé des orphelinats de guerre à la littérature ?

– Quand je suis sorti de maison de correction, j'ai fait un peu tous les métiers. J'ai commencé à truander et j'ai vécu du jeu, beaucoup, des cercles clandestins. A l'époque, il y avait des course par course clandestins dans les bistrots. On tapait aussi la bobinette. J'ai tapé longtemps le bonneteau rue Jules-Vallès, à Saint-Ouen, aux Puces. J'ai brigandé. Pas de père, pas de mère, pas de famille, pas de foyer, rien, je suis sorti de la merde... j'avais pas un curedent au monde ! Et à dix-huit ans, quand je dormais contre les grilles fermées du métro, porte de Saint-Ouen, *en haillons*, avec *mon pote* la Glace, j'avais fait le serment d'écrire un bouquin. Si j'avais un enfant, lui montrer que la vie est *dure* et qu'il soit généreux. Quand ma gosse est venue au monde, j'ai tenu ce serment, j'ai écrit *les Hauts Murs*. Pendant six ans, les éditeurs m'ont refusé le manuscrit. C'est là que Marcel Sauvage, un journaliste du Renaudot, et Robert Gaillard, le romancier de *Marie des isles*, m'ont pris : « *Ecris un bouquin en argot moderne !* » J'y croyais pas. J'ai tout de même écrit le *Rififi*, et ça a réussi, les éditeurs ont sorti *les Hauts Murs*. Après, j'ai fait *Razzia sur la schnouf. Le rouge est mis*, il y a eu les films, et ça a suivi.

– Comment travaillez-vous ?

– J'ai travaillé dur, hein ! C'est bien joli de dire « écrire », j'ai pas été à l'école, moi ! J'en ai noirci du papier, à la main, je sais pas faire autrement. J'en ai plein les valises ! Je travaille le matin, je me lève vers les 6 h 30. Si j'attends d'être inspiré j'écrirai jamais : je me *mets au tapin*, je vais à l'usine ! Ça s'est enclenché et je continue.

*J'ai visité le monde entier, tous les bas-fonds du monde en solitaire. Mon rêve d'enfant, c'était les Indiens. A neuf et à onze ans, je me suis évadé des orphelinats de guerre pour aller me battre contre les Indiens d'Amérique ! Vous savez ce que ça implique de vous évader quand vous êtes tout petit, avec un morceau de pain et une boussole dans la poche ? Vous tombez dans un monde hostile, pas de la tarte, hein ? Mais j'ai concrétisé mes rêves, parce que j'en ai vu des tribus indiennes à travers le monde !...

– En dépit de vos soixante titres, vous ne semblez pas faire partie du monde littéraire.

– Non, je fréquente pas, je vais *nulle* part. Au début, pendant un moment, mais j'ai vite vu que c'était de la frime, comment ils opèrent, leurs manigances... A l'orphelinat, un coup de sabot m'a rendu sourd : j'entends mal, mais je comprends vite ! Je suis habitué, et j'ai vu que c'était du vent... J'ai rien renié de mon enfance. Je continue à fréquenter, enfin... des gens qui sont pas spécialement *des enfants de chœur. J'ai des* contacts... Je suis bien avec eux ! Les nouveaux peut-être un peu moins que les anciens... Enfin, je connais beaucoup de trucs, un paquet de choses, de drames et de tout ça... J'approuve pas la violence qui se déclenche, l'escalade. Aujourd'hui, les truands, les flics, *on s'allume*... Ils vont pas en arriver à bout !... Ce pays, d'une façon ou d'une autre, il s'en va doucement vers une dictature, de *gauche ou de droite*, j'en *sais* rien... Je peux me tromper, mais c'est mon avis puisque je place rien au-dessus de la liberté.

– La politique, ça vous intéresse ?

– Je suis apolitique. Quand je *dormais dans les rues*, tuberculeux, sans manger, j'avais dit : « *Mon père est tombé pour ce pays, et voilà comment ils me laissent... personne me tend la main..., jamais je voterai pour ce pays d'enfoirés !* » J'ai jamais voté, ça m'intéresse pas. J'ai des idées, comme tout le monde. On peut dire ce qu'on veut de la France, mais si vous voulez prendre l'avion, si vous avez un passeport, vous partez. Je pourrais pas vivre en Union soviétique. Ah ! non... J'ai fait la première grève des ascenseurs. J'avais dix-neuf ans, je travaillais chez Otis avec un type qui s'était fait embaucher pour fomenter la grève, un communiste, un ingénieur, un type formidable. Moi, je portais son sac, on dépannait les ascenseurs, Il a pris confiance : « *Porte des » plis sur les chantiers, moi je » prépare une grève.* » A l'époque, faire les grèves c'était pas comme maintenant, on prenait des coups de pèlerine roulée dans la gueule par les flics, hein ! La grève a eu lieu, les gars ont été augmentés, mais lui et moi virés. Je me suis retrouvé une fois de plus à la rue, en regrettant une fois de plus d'être venu au monde...

– Comme Céline : « C'est vi- » vre qu'il aurait pas fallu » ?

– Eh bien ! Comme Céline, que j'admire. Je viens de relire le *Voyage*... Quand je vois qu'on vient lui chercher des noises jusque chez Pivot !... Mon grand regret, c'est d'être venu au monde, oui. Etre sur terre, c'est une vaste fumisterie : qu'est-ce qu'on fout ? On arrive, on meurt, à quoi ça ressemble ?...

Moi j'ai pas eu d'affection, pas eu de tendresse, j'ai rien eu. Le plus grave de tout c'est quand vous êtes enfant, vous avez rien, ça vous marque à jamais. Et puis, dans un ou deux millions d'années, ou demain, la race humaine va disparaître... Moi j'y crois à leur guerre atomique : ils sont fous, ils *sont tous* en train de se menacer par-dessus les frontières, bardés d'acier... maintenant ils sont dans les étoiles ! L'homme n'est pas adulte, il laisserait pas mourir dans les pays sous-alimentés des millions d'enfants de faim sinon. Avec leurs milliers de milliards de dollars qu'ils ont pour leur putain d'armement, ils pourraient fertiliser tous les déserts de la planète !... J'irai plus loin : l'homme n'a pas le droit de vivre, il n'est pas digne de *vivre*... l'homme c'est un accident biologique... J'ai eu la misère, je suis descendu aux enfers étant enfant : laisser crever des *enfants comme* on voit, épais comme ça, non !

– Auguste Le Breton moraliste ?

– Pas de grands mots, pas de charre, pas la peine !... Non, je *sais* pas ce que je suis, mais comme je suis un type qui quand même a encaissé, je trouve que l'humanité ils pourraient en prendre soin d'une autre façon, les hommes... Seulement, ils s'en foutent ! L'intérêt, le pognon, y a que ça, en politique, partout... Moraliste ? Je sais pas. Je sais simplement que *Fortifs*, c'est une époque, un document, *les Pégriots*, une fresque de cinquante années de bas-fonds vécues, le *Rififi*, un classique du roman noir français, *les Hauts Murs* et le reste, ça vaut bien ce que certains ont écrit, hein ? »

Propos recueillis par
CLAUDE DUBOIS

CES MESSIEURS DE LA FAMILLE

Descente dans le noir, au fond de *l'encrier noir*. Gérard Rondeau tenait les lentilles, Jean Vautrin le stylo-bille à douze coups. Attention devant, *tous ces hommes sont* dangereux ; toutes ces femmes diaboliques. *Crime-club*, l'ouvrage.

Saisissante galerie de portraits vers laquelle nous propulsent les deux « polarmen ». Tout ce que la francophonie compte comme plumes en sombre et en sang y passe. Avec portraits en situation et textes finement tissés.

A mettre sous le sapin, au milieu des caramels au cyanure et d'un flacon de nº 5 bis qui vous parfumerait pour toujours.

● *Crime-Club*, **Jean Vautrin, photographies de Gérard Rondeau. Editions La Manufacture (Lyon), 140 F.**